

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRIME ET LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 26 juin 1943, à 14 heures

PAR

Georges O. JUNOSZA-ZDROJEWSKI

Diplômé de l'Institut de Criminologie de Paris

Président : M. H. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { *M. HUGUENEY, Professeur.*
M. P. ESMEIN, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **JUNOSZA-ZDROJEWSKI.**

Prénom : **Georges O.**

Date de la soutenance : 26 juin 1943

Numéro d'ordre : 39

1

JUNOSZA-ZDROJEWSKI (Georges O.). — Le crime et la presse.
— Paris, Jouve et C^{ie}, 1943, in-8°, 304 p.

(Th. de Droit. Paris, 1943, n°).

2

JUNOSZA-ZDROJEWSKI (Georges O.). — Le crime et la presse.
— Paris, Jouve et C^{ie}, 1943, in-8°, 304 p.

(Th. de Droit. Paris, 1943, n°).

3

JUNOSZA-ZDROJEWSKI (Georges O.). — Le crime et la presse.
— Paris, Jouve et C^{ie}, 1943, in-8°, 304 p.

(Th. de Droit. Paris, 1943, n°).

4

JUNOSZA-ZDROJEWSKI (Georges O.). — Le crime et la presse.
— Paris, Jouve et C^{ie}, 1943, in-8°, 304 p.

(Th. de Droit. Paris, 1943, n°).

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRIME ET LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 26 juin 1943, à 14 heures

PAR

Georges O. JUNOSZA-ZDROJEWSKI

Diplômé de l'Institut de Criminologie de Paris

Président : M. H. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.

Suffragants { *M. HUGUENEY, Professeur.*
 { *M. P. ESMEIN, Professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1943

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

al.	Alinéa
art.	Article
B. C.	Bulletin des Arrêts de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation
c. c.	Code civil
c. i. c.	Code d'instruction criminelle
c. p.	Code pénal
c. p. c.	Code de procédure civile
D.	Dalloz. Recueil critique
D. A.	Dalloz. Recueil analytique (à partir de 1941)
D. C.	Dalloz. Recueil critique (à partir de 1941)
D. H.	Dalloz. Recueil hebdomadaire
D. Rép.	Dalloz. Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence
<i>G. P.</i>	<i>Gazette du Palais</i>
<i>G. T.</i>	<i>Gazette des Tribunaux</i>
p.	page
S.	Sirey



LE CRIME ET LA PRESSE

« Je suis un homme célèbre. La Renommée claironne mon nom aux quatre coins du globe et la publicité faite par la presse autour de mon humble personne doit rendre jaloux tous ceux qui se donnent tant de peine à faire parler d'eux et n'y parviennent point. »

Assassin BONNOT, *Mémoires*.

INTRODUCTION

1. — LE CRIME ET LA PRESSE.

Il y a quelques années, le service des Postes indigènes de l'Ouganda a décidé d'interdire l'entrée du pays aux publications françaises. Voilà où en est arrivée la presse française, l'héritière cependant d'un Français qui a fondé le premier journal du monde : Théophraste RENAUDOT. Rendons-lui justice, elle connaît le mal qui la dévore : *La presse française* — dit Georges BOURDON, Président du Syndicat National des Journalistes en 1936 — *est dans son ensemble emportée par l'évolution profonde caractérisée par le développement monstrueux qu'ont pris les grands journaux d'information... Faussée par les énormes capitaux qu'elle met en mouvement, par les servitudes qui lui impose le capitalisme dont elle est devenue l'instrument — la presse française — est en voie de tomber au dernier rang de la presse universelle, je ne dirai pas par la valeur technique, qui souvent est remarquable, mais, je le dit à regret, par sa moralité.*

Un des aspects de l'abaissement du niveau de la presse d'information est la place d'honneur accordée dans les journaux aux faits divers criminels. C'est de la même manière que se dégrada le cinéma par des films dits *américains*. Le fait est que

Désirée Landru a eu plus d'articles dans les journaux français que Georges Guynemer.

Ces reproches sont graves. La presse se défend vigoureusement, elle a un argument qu'on pourrait appeler péremptoire. C'est le public qui demande de fortes émotions, il est avide d'histoires impressionnantes. *Du sang, de la volupté, de la mort* (1). Peut-être même cette curiosité est-elle légitime. Laisées autrefois aux seuls initiés, les connaissances des mystères du temple de la justice, deviennent dans les conditions compliquées de la vie moderne — un besoin pour chaque personne (2). Ainsi la presse servirait la société : *Nous assistons aux débats* — dit Albert Bataille, le célèbre rédacteur judiciaire du « Figaro » — *nous essayons de les résumer, clairement, impartialement, d'en esquisser la physionomie, d'en tirer la moralité, si le mot peut trouver sa place en pareille matière. C'est une sorte d'étude psychologique de chaque jour et pour laquelle il faut beaucoup de souplesse, de tact et d'esprit d'observation.*

Le tableau est idyllique. Malheureusement d'autres accusations s'élèvent. C'est la question d'intérêt, qui tout simplement est en jeu. Il ne faut pas oublier que les affaires criminelles ont fait la fortune de certains journaux. Le *Petit Journal* a été lancé par l'affaire du célèbre assassin Troppmann, habilement montée en épingle. Ne nous en tenons pas à la France seule. La presse des Etats-Unis d'Amérique, presque en même temps que la presse française, puis la presse anglaise et allemande ont commencé à exploiter cette mine d'or. Et voilà que les assassins s'en mêlent pour justifier les journaux : *Les conséquences du crime sont avantageuses* — nous dit l'assassin Lucien Morisset. — *Une partie de la population et c'est la plus nombreuse n'achète les journaux que pour les faits divers ; qu'on supprime le crime et il n'y a plus d'acheteurs* (3).

La forme des récits criminels ajoute d'autres reproches. Sans doute, on peut tirer avec du génie, d'une affaire de sang un drame immortel comme *Macbeth* ; un roman comme *Crime et Châtiment*, mais les Shakespeare et les Dostoïewski n'abondent pas parmi les reporters (4).

(1) Maurice BARRÈS.

(2) DONNEDIEU DE VABRES, *La justice pénale d'aujourd'hui*, p. 1.

(3) Cité de ses *Mémoires*, par G. BOURDON, *Le journalisme d'aujourd'hui*, p. 138.

(4) L. DAUDET, *Bréviaire du journaliste*, p. 109.

2. — LE SUJET.

Le point de départ de ce travail est le suivant : Nous avons voulu esquisser un tableau des mœurs de la presse contemporaine dans le domaine de la publication des faits criminels ; ensuite présenter le point de vue de la loi, de la jurisprudence et de la doctrine. Nous avons essayé, enfin, de trouver une explication scientifique de l'existence de ces publications, étudier leur influence et indiquer les remèdes.

Ayant ainsi déterminé notre objet d'étude, il faut en poser certaines limites. Nous nous occuperons de la chronique judiciaire dans la presse ; l'élément sensationnel de la presse n'est pas limité à ce domaine, il existe d'autres rubriques à scandale comme par exemple la chronique mondaine des journaux américains, qui ne nous intéressera pas. Quoiqu'il existe des hebdomadaires et des magazines spécialisés dans le crime, l'objet principal de cette étude ne portera que sur la presse quotidienne, qui est la plus développée, et qui passe dans toutes les mains. Ce ne sont que les récits des affaires pénales qui seront analysés, la justice civile ne nous occupera pas, sauf pour certaines prescriptions légales, qui font un ensemble de publications interdites. On éliminera encore les affaires politiques dont les comptes rendus touchent à des considérations étrangères à notre sujet.

3. — LE REPORTAGE CRIMINEL ET LE RÉGIME DE LA PRESSE.

Une dernière limitation doit encore être posée. Les considérations qui suivent ne concernent pas les régimes dits « autoritaires ». L'explication en est simple. Dans les journaux des pays « autoritaires » les récits criminels n'existent pas.

Les régimes de presse existants dans des différents pays sont au nombre de quatre :

1° **La presse libre.** — C'est sous ce régime que la chronique noire du crime et du sang est le plus largement exploitée. Ce système était applicable au début de la guerre actuelle dans les pays suivants : Angleterre, Belgique, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Hollande, Norvège, Suède et Suisse (1).

(1) L'arrêté du Conseil fédéral suisse du 9 décembre 1938 relatif aux mesures contre les menées dangereuses pour l'Etat contient cependant des

2° **La presse contrôlée**, soumise à la censure. — La chronique judiciaire est largement exploitée, toutefois la presse conserve sous ce régime son rôle éducateur. Etait soumise à ce régime la presse des pays suivants : Autriche, Bulgarie (1), Chine, Estonie (2), Grèce (3), Hongrie, (4), Japon, Lettonie (5), Lithuanie (6), Pologne (7), Roumanie (8), Tchécoslovaquie, Turquie (9) et Yougoslavie (10).

3° **La presse dirigée**. — La chronique noire est abolie. La presse est pourvue en informations par des organismes créés à ce sujet par l'Etat. Le rôle de journaliste est strictement limité. Les journaux sont plutôt des éléments de propagande que d'information. Dans cette presse, il n'y a pas de place pour des reportages criminels. Ce qui reste c'est une certaine tradition de temps de la liberté, qui n'est pas entièrement disparue dans les rubriques non politiques. C'est ce régime qui existe en Allemagne (11), Espagne (12) et Italie. Mais le gouvernement autoritaire n'avoue pas avoir maltraité la presse : « *La presse la plus libre du monde est la presse italienne* — a dit le Duce aux journalistes en 1928 —. *Ailleurs les journaux sont aux ordres de groupes de ploutocrates, de partis ou d'individus ; ailleurs ils sont réduits à la maigre tâche de l'achat et de la vente de nouvelles*

dispositions qui limitent la liberté de la presse et sont nettement « autoritaires ».

- (1) Décret-loi du 10 avril 1938 relatif au contrôle temporaire de la presse.
- (2) Loi du 19 avril 1938.
- (3) Décret-loi du 22 février 1938 sur le régime de la presse.
- (4) Loi de 1938.
- (5) Loi du 11 février 1938.
- (6) A. 25 de la constitution du 11 février 1938.
- (7) Décret du Président de la République du 21 novembre 1938 sur le droit de la presse et décret du Président de la République du 22 novembre 1938 sur la protection de certains intérêts de l'Etat.
- (8) Loi du 13 avril 1938 sur le contrôle des moyens d'existence des publications périodiques, qui place cependant la presse roumaine plutôt sous le régime autoritaire. En pratique cette presse est à mi-chemin entre le régime de la presse contrôlée et celui de la presse dirigée.
- (9) Loi du 7 juillet 1938.
- (10) Loi très sévère sur la presse du 6 janv. 1939.
- (11) Schriftleitergesetz du 4 octobre 1933, qui laisse cependant subsister la loi du 7 mai 1874.
- (12) La nouvelle loi du 22 avril 1938.

excitantes... Le journalisme italien est libre, parce qu'il sert seulement une cause, un régime: »

4° **La presse étatisée.** — La presse propriété de l'Etat. C'est la presse soviétique. Elle ne possède pas de rubrique à sensation. Très développée en tirage, elle ne se présente que comme la machine à diffusion d'une seule doctrine (1).

Dans ces conditions, si l'on considère la chronique judiciaire comme une plaie des journaux, on peut envisager les régimes autoritaires de la presse dirigée ou étatisée comme un remède radical puisqu'ils abolissent automatiquement les publications criminelles. Ils abolissent aussi d'autres maux de la presse moderne, par exemple sa vénalité. Que cela soit lié avec l'aggravation des autres défauts, avec l'augmentation des fausses nouvelles « dirigées » ou des opinions erronées, c'est une autre affaire.

4. — LA SITUATION ACTUELLE.

Mais le régime de la presse française de 1943 ne peut être compris dans aucune des catégories énumérées. Gouvernée théoriquement par la très libérale loi sur la presse de 1881, soumise en pratique depuis 3 ans aux prescriptions du régime d'occupation dans une partie du pays et au contrôle gouvernemental renforcé, la presse française d'aujourd'hui a complètement changé sous tous les aspects. Notre terrain n'a pas été épargné par cette évolution, la chronique criminelle a presque complètement disparu de nos journaux. Les beaux crimes, avec l'élégance, le mystère, l'amour passionné, le sex-appeal ne passionnent-ils plus les foules ? Où sont les récits sanglants qui occupaient, il n'y a pas si longtemps encore, les premières pages des journaux ?

La décadence actuelle de la chronique criminelle est due à trois causes : 1° les récits de crimes se rapportant à la guerre ont mis complètement à l'ombre les récits de nos vieux crimes pacifiques. Que vaut l'effet d'un assassinat de 11 personnes par Landru ou de 6 personnes par Weidmann, en comparaison de celui d'un torpillage du bateau transportant 15.000 hommes de troupes ? 2° la pénurie de papier en est la cause matérielle. Le jour-

(1) STANKOVITCH, *Etat journaliste, annexe.*

nal de 1939 comptait 8 pages au moins, le journal de 1943 en compte deux ou quatre au plus ; 3^o le régime de presse existant depuis 3 ans est — il faut le dire — un régime autoritaire de fait. Nous avons déjà vu qu'il est particulièrement défavorable à la chronique criminelle.

Une étude approfondie d'une question qui a perdu tant d'actualité a-t-elle dans ces conditions une raison d'existence ? Il nous paraît que oui. Les deux premières causes sont en effet passagères par leur nature et rien n'empêche un retour à la chronique noire avec le rétablissement des conditions normales. Personne aussi ne peut prévoir quel sera le régime de la presse après le conflit actuel.

Dans cette situation qui possède tous les caractères du provisoire, il convient de noter, dès le début, que toutes les considérations, tous les résultats et conclusions de cette étude sont applicables à l'état de la presse française en automne 1939 avant le déclenchement de la guerre.

* * *

Le plan de ce travail comprend trois parties : la *première* présentant un tableau des mœurs et décrivant l'état de choses ; la *deuxième* dans laquelle nous étudierons la réglementation législative de la chronique criminelle des journaux ; dans une *troisième* partie enfin nous proposerons une explication du fait sociologique de l'existence de publicité à outrance des faits criminels, et après avoir montré les conséquences de cette publicité nous énumérerons les remèdes proposés.

PREMIÈRE PARTIE

LES MŒURS

LES MŒURS

5. — LE « FAIT D'INTÉRÊT HUMAIN ».

Il n'est pas difficile de constater un fait aussi évident que celui-ci : Le crime a obtenu de nos jours une publicité monstre. Il se promène pour ainsi dire dans les rues, affiché aux vitrines des kiosques, exposé aux étalages des librairies, crié par les vendeurs de journaux, réalisé au théâtre et au cinéma, à la radio... La chronique criminelle des journaux, la « chronique noire de la presse » comme on l'a appelée, se retrouve inlassablement chaque jour. On trouve chaque jour une nouvelle vedette du crime à la première page, avec de nombreuses photographies, un récit abondant sur deux, trois ou quatre colonnes. Il nous manque quelque chose lorsque le matin en dépliant notre journal nous ne retrouvons pas le crime du jour annoncé par de grosses manchettes et à sa place habituelle. Mais ces jours sont rares. Au besoin on invente. Et s'il arrive que nous soyons privés du récit de faits criminels, c'est que le journal a trouvé une autre rubrique sensationnelle : une catastrophe de chemin de fer, une inondation, un tremblement de terre, sans parler d'une guerre, intarissable source de nouvelles à grande sensation et susceptibles de tenir le lecteur en haleine. Et cela s'appelle le *fait d'intérêt humain*.

Qu'est-ce qu'un fait d'intérêt humain ? C'est celui qui satisfait notre curiosité du présent, du présent immédiat. C'est quelque chose qui est nouveau, inattendu, exceptionnel. C'est un événement extraordinaire qui interrompt la monotonie de la vie quotidienne, un événement créé par les forces physiques comme une catastrophe naturelle, ce qui est relativement rare, mais aussi un événement qui est le fait de l'homme, comme un assassinat mystérieux, ce qui est moins rare et par conséquent plus facile à exploiter (1).

(1) G. WEILL, *Le Journal*, p. VIII et 15.

1 ^o Le <i>Petit Parisien</i>	670
2 ^o Le <i>Figaro</i>	500
3 ^o La <i>Patrie</i>	325
4 ^o La <i>Lanterne</i>	315
5 ^o Le <i>Petit Journal</i>	310
6 ^o Le <i>Gaulois</i>	305
7 ^o La <i>Libre Parole</i>	285
8 ^o L' <i>Intransigeant</i>	250
9 ^o La <i>Petite République</i>	245
10 ^o L' <i>Echo de Paris</i>	240
11 ^o Le <i>Petit Sou</i>	235
12 ^o Le <i>Journal</i>	205
13 ^o L' <i>Eclair</i>	175
14 ^o L' <i>Autorité</i>	165
15 ^o Le <i>Matin</i>	160
16 ^o Le <i>Journal des Débats</i>	145
17 ^o L' <i>Aurore</i>	125
18 ^o La <i>Liberté</i>	120
19 ^o La <i>Croix</i>	85
20 ^o Le <i>Temps</i>	40

Notons que la plupart des journaux d'information se placent dans la première partie du tableau, la plupart des journaux d'opinion dans la seconde. Le nombre moyen de lignes d'un journal parisien de l'époque étant de 3.200, constatons que les journaux qui dépassent le chiffre de 280 lignes consacrent au crime plus que sa moyenne qui est de 8,8 %.

Le même tableau dressé pour les principaux journaux de province donne les résultats suivants :

1 ^o L' <i>Echo du Nord</i> (Lille)	320 lignes
2 ^o Le <i>Progrès de Lyon</i>	270
3 ^o Le <i>Petit Rouennais</i>	250
4 ^o Le <i>Petit Marseillais</i>	235
5 ^o Le <i>Petit Méridional</i> (Montpellier)	175
6 ^o La <i>Petite Gironde</i> (Bordeaux)	120
7 ^o La <i>Dépêche de Toulouse</i>	75

Nous allons vérifier ces chiffres en prenant comme base l'année 1937. C'est la dernière année avant les troubles internationaux qui ont précédé les événements actuels — et qui — ont pu changer l'aspect de la presse française. A partir de 1938, en effet, le désir du public de nouvelles sensationnelles trouve dans la chronique extérieure et intérieure un digne remplaçant de la chronique criminelle.

Les chiffres qu'il nous a été possible de calculer nous-mêmes donnent, pour les principaux journaux parisiens d'informations de 1937, la moyenne suivante de lignes consacrées chaque jour au fait criminel (1).

1 ^o Le <i>Paris-Soir</i>	1.250
2 ^o Le <i>Petit Parisien</i>	1.100
3 ^o Le <i>Petit Journal</i>	775
4 ^o L' <i>Intransigeant</i>	625
5 ^o Le <i>Matin</i>	600
6 ^o Le <i>Journal</i>	520
7 ^o L' <i>Echo-Jour de Paris</i>	500

Ce tableau, en l'analysant de près, se révèle peu différent de celui de 1902. Il faut, se rendre compte, en effet, qu'un journal parisien de 1937 compte 8.000 lignes environ, au lieu de 3.200 environ en 1902. Ainsi le contenu du journal a augmenté de 2 1/2 fois et la chronique noire note une légère diminution, compensée d'ailleurs par l'accroissement du reportage photographique.

Mais on ne peut se rendre compte de la situation véritable qu'en comparant le tableau précédent avec celui du tirage des journaux (*infra*, n^o 29). Ce sont en effet les journaux aux plus forts tirages qui publient la chronique criminelle la plus abondante. Le *Paris-Soir* et le *Petit Parisien* publient le plus de descriptions des faits et des actes criminels — la moyenne de 1.100 — 1.250 lignes quotidiennement. Ce sont eux aussi qui possèdent le plus fort tirage en France, respectivement de 1.400.000 et 1.000.000 d'exemplaires environ. Ainsi la diffusion du crime se trouve doublée.

On peut encore objecter que le fait de consacrer dans le journal un certain nombre de colonnes aux récits de faits criminels ne signifie pas que ces reportages soient lus. Le célèbre institut américain de *Gallupe* a établi en 1938 une statistique sensationnelle dans cette matière. Elle démontre en chiffres l'intérêt du

(1) Ils sont calculés d'après les journaux parisiens depuis le 1^{er} janvier jusqu'au début de décembre 1937. Le 10 décembre 1937, Bruno WEIDMANN fait les aveux de ses cinq assassinats, ce qui change complètement l'aspect de la chronique criminelle dans tous les journaux, en lui donnant des proportions énormes. Plusieurs journaux consacrent à partir de cette date même deux ou trois pages entières à ce nouveau « héros » national. Voir *Paris-Soir* des 11, 12, 13 et 14 décembre 1937.

lecteur moyen à l'égard des divers parties du journal. L'enquête portait sur 100.000 personnes, habitant 40 villes, dont 33 de plus de 100.000 habitants et 7 de 50 à 100.000 habitants.

Sur ce nombre on a établi le pourcentage de personnes de chaque sexe qui lisent habituellement les différentes rubriques du journal, les jours ouvrables et les dimanches (1).

	Les jours ouvrables		Les Dimanches	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%	%	%	%
Faits divers sensationnels.....	98	98	98	98
Pages illustrées	87	89	91	91
Dessins humoristiques	60	66	81	78
Dessins politiques.....	49	34	63	37
Prévisions du temps.....	43	43	40	40
Articles de première page.....	43	33	51	34
Editoriaux.....	28	16	34	9
Annonces de théâtres, cinémas....	26	65	25	44
« Vox populi »	20	26	33	16
Correspondance avec lecteurs....	20	20	20	10
Editoriaux de tête.....	20	10	20	6
Programmes de radio.....	18	40	33	35
Nouvelles de New-York.....	14	25	—	—
Correspondance de Washington ...	14	9	—	—
Rubrique financière	11	1	—	—
Nécrologie	10	35	20	32
Nouvelles d'hier.....	9	8	—	—
Nouvelles de Hollywood.....	7	24	4	12
Mots croisés.....	7	9	10	10
Horoscope	6	8	—	—
Résultats des courses	6	2	13	2
Histoires d'amour.....	5	38	5	31
Conseils pour la vie sentimentale..	4	32	—	—
Poésies	4	19	—	—
Nouvelles mondaines	3	20	2	20
Pages littéraires.....	3	7	7	9
Santé.....	2	21	7	27
Recettes.....	1	33	1	34
Mode	1	30	8	65
Conseils de beauté	1	26	—	16
Conseils pour l'éducation des enfants	—	27	—	16 (2)

(1) On sait que les journaux américains du dimanche possèdent l'aspect et le contenu tout à fait différent de ceux de la semaine.

(2) *Editor and Publisher*. New-York, 29 janvier 1936.

Ainsi, d'après cette enquête, 98 % des Américains avouent qu'ils lisent habituellement la chronique du sang. Est-ce que le public français est dans cette matière sensiblement différent ? Nous ne le croyons pas. Le mécanisme qui a conduit un lecteur, même assez cultivé, à rechercher ce récit reste la même dans tous les pays.

7. — LE CRIME PASSIONNE LE PUBLIC.

Le récit du crime a toujours passionné les foules, c'est du tragique réel et actuel (1). « La majorité du public est fascinée par le récit des crimes et en recherche les détails, les discute, les étudie et s'y passionne avec frénésie » (2) constate Scipio SICHÈLE dans une étude approfondie sur les relations entre la littérature et la criminalité. L'intérêt du public pour ce qui est criminel et dégénéré est parvenu à un degré incroyable et invraisemblable. Les détails les plus inutiles deviennent ainsi des nouvelles de la plus haute importance. La fantaisie se plaît à les exagérer. C'est ainsi que la foule apprend toute cette masse d'inexactitudes qui pullulent autour d'un procès (3).

L'intérêt du public se porte spécialement vers le fait criminel. Il est intéressant de noter que si par exemple les faits de la médecine sont entourés de mystère scientifique, la justice offre au contraire les portes largement ouvertes, par lesquelles le flot de curiosité peut librement entrer. Une erreur judiciaire, si rare qu'elle soit relativement, suscite une publicité énorme et des protestations, tandis qu'une erreur médicale est passée sous silence, sauf dans le cas où elle est évoquée en justice. Et qui nous démontrera laquelle des deux : la médecine ou la justice se trompe plus souvent.

Constatons donc le fait sociologique : *le public est avide de récits criminels*. On étudiera ailleurs les causes et les motifs de cet état de choses. Autre fait, conséquence du premier : *la presse donne au public ce qu'il désire*. Mais ce n'est ni le lecteur, ni la presse qui sont responsables.

(1) Marcel PRÉVOST, Réponse à une enquête sur l'influence de la presse sur le développement contagieux de la criminalité. *La Revue*, 15 janvier 1911, p. 197.

(2) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 192.

(3) *Idem*, p. 201.

« Donner au public se qu'il désire — c'est un journaliste qui parle — ne veut pas dire lui donner quelque chose de définitif, ni ce qu'il demanderait s'il était d'humeur réfléchie. C'est lui offrir ce qu'il achètera le plus facilement dans l'état d'esprit insouciant qui est celui des hommes et des femmes lorsqu'ils jettent un coup d'œil sur le journal au petit déjeuner ou lorsqu'ils rentrent par le train ou omnibus, fatigués après leur journée de travail (1). » N'accusons donc ni la presse, ni les lecteurs. Ce sont les conditions de vie, ce sont les mœurs qui ont créé la situation telle qu'elle se présente dans la presse contemporaine.

On les a souvent, trop souvent, condamnées. Avant de les juger, il faut les connaître. Cette première partie sera donc consacrée à la présentation de l'état réel des choses. Comment se présentent les récits des faits et des actes criminels publiés par un quotidien contemporain ?

Après un historique qui occupera un *premier* chapitre, on présentera dans un *deuxième* chapitre les caractères et la nature de la chronique judiciaire ; les moyens que la presse utilise pour se procurer ces informations, occuperont le *troisième* ; dans le *quatrième* enfin on étudiera les différents éléments proposés à plusieurs reprises pour remplacer le reportage criminel.

(1) KINSLEY MARTIN de *New Statesman and Nation* de Londres : Le rôle intellectuel de la presse. *Les Cahiers de la Société des Nations*, p. 121.

CHAPITRE I

LA PRESSE POPULAIRE DANS SON DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE

Le développement de la chronique judiciaire est lié à celui de la *presse populaire*. Le reportage criminel est né avec la presse populaire, il se développe avec elle, — c'est aussi avec elle qu'il croît en importance et le moment où commence la domination de la presse à bon marché, c'est aussi celui de la victoire des récits de faits criminels.

Dans l'histoire de la presse populaire — et avec elle dans l'histoire de la chronique criminelle en France et dans les principaux pays, trois étapes sont à distinguer :

1^o les débuts de la presse à bon marché, qui commence en France avec la *Presse* d'Emile DE GIRARDIN et les premières feuilles à scandale aux Etats-Unis d'Amérique (1836) ;

2^o la descente vers la foule — l'abaissement du niveau et du prix, — c'est le *Petit Journal* en France, le *Daily Mail* en Angleterre et l'établissement du Konzern de HEARST en Amérique ;

3^o l'élargissement de la formule et sa modernisation avec le *Paris-Soir*, comme son modèle français.

SECTION I.

Première période : Création de la Presse Populaire :

8. — AVANT LA NAISSANCE DE LA PRESSE POPULAIRE.

Les journaux du début du XIX^e siècle se différencient profondément de la presse d'aujourd'hui. C'est l'époque des journaux qu'on peut appeler sérieux. On les connaît : sous la Restauration :

ce sont les trois officiels réservés à la politique : la *Gazette de France* — le plus ancien, fondé par Théophraste RENAUDOT, en 1631, le *Mercure de France* et le *Journal des Savants*. Sous Louis-Philippe les principaux journaux sont : le *Constitutionnel*, le *Globe*, le *Journal des Débats*, la *Quotidienne*, le *Temps*, l'*Univers*. Examinons les caractères généraux de cette presse. Le tirage est faible et les prix sont élevés ; seules les classes aisées peuvent se permettre de s'abonner à un journal, la vente au numéro n'existe pas encore. En 1827, le *Constitutionnel* tire à 20.000 exemplaires (1), le *Journal des Débats* à 12.600, la *Quotidienne* à 6.200, les autres tirent à 3-10.000 exemplaires. Sur 33 millions de Français, on ne compte qu'environ 70.000 lecteurs.

Quant à son contenu, ce sont les polémiques politiques, les théories sociologiques, très peu d'informations ; la forme est grave et austère.

Il serait difficile de trouver place dans un journal de cette époque pour l'élément sensationnel ou scandaleux, mais le récit du crime a toujours surexcité les esprits. Ainsi déjà le premier quotidien français — né en 1777 — le *Journal de Paris* dans son premier numéro annonce dans son programme : 6) des *chroniques judiciaires*. La justice est en sixième place. Nous verrons qu'elle ne tardera pas à monter.

D'ailleurs à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xix^e, les procès criminels sensationnels ou politiques sont édités et envoyés aux souscripteurs après chaque audience. Cette forme supplée aux lacunes de la presse. Ainsi nous possédons par exemple les comptes rendus du procès de Damiens, des gueux de Vernon, de la conspiration d'Avril, de l'assassinat de Fualdès.

En Angleterre, dont le premier quotidien le *Daily Courant* remonte au 11 août 1702, les journaux penchent plutôt vers l'information, mais qui n'a rien de sensationnel.

Le *Times* fondé en 1788 par John WALTER possède une abondance de nouvelles de l'étranger. Dans le *Public Advertiser*, autre organe remarquable de l'époque ce sont aussi les informations qui sont au premier plan, tandis que les journaux français de l'époque restent, comme nous l'avons vu, surtout des organes de polémique.

(1) Les chiffres concernant les tirages des différents journaux sont pris, si d'autre source n'est pas indiquée, dans l'ouvrage de G. WEILL, *Le Journal*.

La presse anglaise est libre depuis le *Libel Act* de 1792 elle prime la presse française soumise à des régimes différents à une époque où il arrivait fréquemment de ne plus retrouver le matin les gouvernants de la veille. Les journaux anglais connaissent déjà la vente au numéro, mais les tirages sont moins forts qu'en France. En 1829 le *Times* tire à 10.000 exemplaires, le *Morning Herald* à 8.000 et le *Morning Chronicle* à 4.000.

La presse allemande de l'époque ne possède aucun caractère développé ; dans les différents Etats de l'Allemagne, il n'y a pas de régime uniforme.

Ce qui est assez inattendu, c'est que la presse américaine a eu aussi des débuts austères. Le premier quotidien nord-américain : l'*Américain Daily Advertiser* date de 1784 ; c'est le type du journal sérieux selon l'ancienne mode. Cette presse en se développant commence à se transformer en presse d'information — encore toujours d'information loyale ou à peu près, présentée honnêtement et sans trop de bluff ni de tintamarre. Une certaine violence dans les attaques, la brutalité dans la forme annonce un changement qui ne tardera à se produire.

Les tirages sont encore d'ailleurs très modestes. L'*Américain Daily Advertiser* ou *Evening Post* tirent chacun en 1830 à 1.500 ou 2.000 exemplaires.

9. — LA FORMULE D'EMILE DE GIRARDIN.

Il est difficile de décider quel fut le premier qui opéra la transformation qui se produisit dans la presse quotidienne vers 1835. A qui revient l'invention du journalisme à bon marché ? L'idée s'incarne à la fois en France avec la *Presse* d'Emile DE GIRARDIN et aux Etats-Unis avec le *Sun* de Benjamin DAY.

L'invention d'Emile DE GIRARDIN (1) consistait dans la mise en application de la nouvelle formule journalistique, inconnue jusqu'alors.

Voici sa recette :

1^o La baisse de prix du journal de 50 % de 80 francs à 40 fr. par an. La vente au numéro à deux sous.

2^o Cette baisse provoquera la grande diffusion du journal.

(1) Publiciste français, né à Paris en 1806, mort en 1881, fils naturel du Comte Alexandre DE GIRARDIN.

3° L'augmentation du tirage amènera l'augmentation des annonces, et permettra la vente à ce prix, qui est inférieur aux frais de production du journal.

Mais il y a quelque chose qui manque dans toute cette argumentation, le défaut, que DE GIRARDIN en théoricien du journalisme a tenu à réparer lui-même. Il ne suffit pas au journal d'être bon marché pour voir augmenter le nombre des abonnés. Pour atteindre les masses populaires il faut les captiver par le contenu. Ainsi le programme de GIRARDIN est le suivant :

1° moins de polémiques politiques ;

2° plus d'informations — les reflets de l'activité nationale et des événements mondiaux ;

3° renseigner sur les discussions politiques et non les envenimer ;

4° représenter et défendre non l'opinion intéressée d'un parti exclusif, la cause dynastique d'une famille, les théories inapplicables d'une école, mais les véritables intérêts nationaux ;

5° la rédaction plus dynamique, la hardiesse des idées, la forme neuve plus gaie, plus vivante, la présentation modifiée, la typographie diversifiée, l'aspect général modernisé ;

6° enfin la chose la plus essentielle, — relater les faits proches de la vie quotidienne, les *faits d'intérêt humain*, ou bien les histoires extraordinaires pour tenir le lecteur en haleine — et lui faire oublier les soucis de chaque jour.

Mais DE GIRARDIN est idéaliste, et, en abaissant le niveau intellectuel de la presse — il y introduit les correctifs suivants : ses informations doivent être impartiales, les idées diffusées servir à l'éducation des masses, l'éducation et la moralisation. Les annonces seules seront le mal nécessaire. Il faut plutôt demander au peuple de s'élever au niveau du journal, que de voir le journal s'abaisser au niveau des lecteurs. Pauvre idéaliste !

10. — « LA PRESSE » D'EMILE DE GIRARDIN ET LE ROMAN-FEUILLETON.

Le 1^{er} juillet 1836 parut le premier numéro de « *La Presse* » de GIRARDIN. Le succès fut complet. Le journal national mis à la portée des classes peu aisées et point instruites est créé.

Il conquiert rapidement la vaste clientèle populaire ainsi qu'une partie de l'élite intellectuelle du pays. Avec la *Presse* le journal entre dans la petite bourgeoisie et chez le petit commerçant. Ce ne sont pas encore les masses populaires qui lisent le journal. Mais la bataille pour l'augmentation du tirage est gagnée. En 1848, *La Presse* tire à 70.000 exemplaires, tandis que *Le Siècle* journal de DUTUCQ, ancien collaborateur de GIRARDIN issu des mêmes formules possède 38.000 lecteurs.

Le dernier point du programme de la presse à bon marché la nécessité de tenir le lecteur en haleine n'est pas encore exploité à fond. Nous sommes loin de la perfection dans le reportage sensationnel, qui ne sera atteint que plus tard. Pour le moment on recourt aux écrivains de l'époque et on invente le roman-feuilleton (1). La *Presse* commence en 1836 avec *La Vieille Fille* d'Honoré DE BALZAC. Le plein succès obtenu incite tous les journaux à l'imiter. L'époque 1836-1851 c'est la période de triomphe du roman-feuilleton. De quoi s'agit-il ? Le roman-feuilleton constitue un nouveau genre littéraire, — un roman d'aventures, souvent sur un fond historique, traité plus ou moins librement, avec une action sensationnelle où les histoires d'amour se mêlent aux événements mystérieux, aux aventures extraordinaires, romanesques ou policières. Le roman est découpé en tranches et paraît par fragments chaque jour dans le journal. Ce qui est très soigneusement arrangé, c'est le découpage du fragment d'un moment de l'action intéressant, par une interminable : « suite à demain », obligeant le lecteur à acheter le prochain numéro du journal pour savoir la suite et ainsi *ad infinitum*.

Les noms célèbres illustrent l'histoire du roman-feuilleton Outre BALZAC, déjà mentionné, c'est : Alexandre DUMAS père, avec ses célèbres « *Trois mousquetaires* qui paraissent dans la *Presse*, *Le Capitaine Paul* dans le *Siècle*, le *Chevalier de Maison-Rouge*, *La Guerre des femmes*, *Le Comte de Monte-Christo*, *Le Bâtard de Mauléon* et autres dans les différents journaux ; puis c'est Frédéric SOULIÉ, enfin et surtout c'est Eugène SUE — avec ses fameux *Mystères de Paris*, qui publiés dans le *Journal des Débats* ont joui d'une vogue immense et ont tenu en haleine le

(1) ATKINSON N., *Eugène Sue et le roman-feuilleton*, thèse de lettres. Paris, 1931.

tout Paris, en 1842 ; son *Juif errant* est dans le *Constitutionnel* en 1845.

Le roman-feuilleton passe à l'étranger et on le retrouvera en Allemagne à partir de 1844.

À cette époque la presse pour la première fois commence à s'occuper d'une façon assidue des affaires judiciaires. Le célèbre procès de M^{me} Lafarge — prétendue empoisonneuse de son mari, qui se déroule à Tulle en septembre 1840 et qui par son côté mystérieux passionne beaucoup de gens — en est l'occasion. Les journaux se font les échos de ceux qui soutiennent l'innocence de l'accusée ou affirment sa culpabilité et chacun d'eux défend son opinion avec une violence inconnue jusqu'alors.

En 1845, nous trouvons dans un journal comme l'*Epoque* une chronique judiciaire assez développée.

11. — BENJAMIN DAY ET « THE SUN », LE PREMIER JOURNAL AMÉRICAIN A SCANDALE.

Presque en même temps que DE GIRARDIN combattait en France pour le journal populaire, un autre homme, à l'autre bout du monde, propageait les mêmes idées. Un journaliste américain, Benjamin DAY, ancien ouvrier typographe, connaissait à fond le goût des classes populaires américaines. Il se sert de la même formule que DE GIRARDIN : le journal doit plaire aux masses, — son bas prix doit leur permettre de l'acheter, il atteindrait ainsi rapidement le tirage suffisant pour amener à lui les annonceurs qui combleront le déficit éventuel.

Ainsi paraît sous sa direction en 1833, à New-York *The Sun* le premier journal américain à bon marché ; il coûte 2 cents. Mais Benjamin DAY a fait un pas de plus que DE GIRARDIN. Au caractère violent et parfois grossier de la presse américaine, il ajoute un caractère nouveau : le sensationnel. Intéresser, séduire, passionner les masses populaires à tout prix — flatter leurs goûts et leurs instincts. Il s'adresse à un public plus large : la masse d'ouvriers et de paysans, peu soucieux de littérature ; il doit l'intéresser. Il le fait à merveille par le récit détaillé de faits réels, crimes, drames de famille, d'histoires d'intérêt humain (1). Il y réussit. En 1835, après deux ans d'existence *The*

(1) WEILL G., *Le Journal*, p. 212.

Sun tire à 19.000 exemplaires, battant par exemple le vieux *Times* de Londres avec ses 17.000 exemplaires, puis il monte rapidement jusqu'à 45.000.

La différence entre la formule française et la formule américaine est nette. Le but est le même — mais les chemins qui y conduisent sont différents : En France — éduquer, instruire ou même intéresser le peuple ; aux Etats-Unis — mettre les journaux au niveau du peuple, exploiter ses plus vils penchants. Ce n'est pas une louange à la presse française. Elle se mettra sans tarder nous le verrons, au niveau de celle d'Amérique (1).

12. — LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMULE EN AMÉRIQUE, GORDON-BENNETT.

La formule de DAY, journaliste plutôt d'occasion est reprise par GORDON-BENNETT, journaliste expérimenté (2). Son plan est plus ambitieux — d'après lui il n'est pas difficile de rallier à la fois les masses populaires et la clientèle de gens cultivés. Il ne s'agit que d'exploiter les mêmes idées, mais d'une manière plus raffinée. Il veut travailler avec DAY au *Sun*. L'opposition d'un associé de DAY l'oblige d'agir avec ses propres moyens. En mai 1835 il fonde, avec un capital de 500 dollars, *The Morning Herald*, aujourd'hui *New-York Herald* un journal à 2 cents, réalisant son programme — le premier journal qui utilise abondamment le télégraphe.

La formule de DAY améliorée est en pleine réussite. GORDON, BENNETT, surnommé le maître du journalisme sensationnel, tire après 6 semaines à 7.000 exemplaires et en 1848 à 33.000

La formule a fait ses épreuves, nous assistons maintenant à son extension rapide dans la province américaine.

Le 5 février 1836 commence à paraître le *Boston Daily Times*, le journal du soir à 1 cent. Son contenu se compose d'informations locales, surtout de récits des crimes et d'affaires policières. La rubrique politique est presque inexistante. Les partis poli-

(1) L'histoire de *Sun* après la mort de DAY est assez inattendue. Il passe de mains en mains. Il est acheté par un riche magnat qui voulait un journal moral et religieux. L'expérience échoua complètement. En 1868, il est acheté par Ch. A. DANA qui lui donne une nouvelle vigueur. Son tirage qui s'élevait en 1868 à 50.000 augmente en 1875 jusqu'à 220.000.

(2) 1795-1872.

tiques — et c'est encore un des traits caractéristiques de la presse américaine — peuvent profiter lors des élections de la rubrique et du tarif des annonces.

Presque en même temps paraît en Pensylvanie *The Public Ledger* créé le 21 mars 1836 par trois anciens employés de *Sun*. Dans ce journal la rubrique politique existe quoique celle des crimes soit prédominante. Le journal tire à 10.000 après 6 mois, et 20.000 le dixième mois de son existence.

Une nouvelle extension — le 17 mai 1837 à Maryland paraît un nouveau *Sun*. La recette est la même, il n'y a pas de politique dans ce journal, par contre, on y trouve beaucoup de récits de crimes. Toutes les opinions sont admises dans les pages de publicité. Le succès est complet. Après dix mois le journal tire à 10.000.

13. — LES DÉBUTS EN ALLEMAGNE.

Ainsi il existe vers 1840 en France et aux Etats-Unis une presse populaire à bon marché déjà bien développée. Les autres pays restent sensiblement en retard.

Dans les différents Etats d'Allemagne, les libertés accordées à la presse lors de la révolution de 1848 contribuèrent à son grand développement. Peu après, le roman-feuilleton fait son apparition et conquiert facilement une grande vogue. C'est d'abord seulement les traductions et les imitations de SUE, à l'exemple des *Mystères de Paris* et nous voyons paraître successivement les *Mystères de Berlin*, — les *Mystères de Munich*, etc..., ensuite le développement original. Le romancier SPIELHAUSEN obtient son grand succès dans un journal hanovrien. La descente vers le peuple est timidement commencée.

14. — LES DÉBUTS DE LA PRESSE POPULAIRE EN ANGLETERRE.

Pour l'Angleterre, il faut attendre la disparition de l'impôt sur le timbre qui gêne l'apparition de la presse à bon marché, qui a lieu en 1855, pour voir apparaître le journal populaire. Ce sont les premiers journaux à 1 penny : le *Daily Telegraph*, *Daily Chronicle*, et *Morning Star*. Ils enflent rapidement leurs tirages.

The Daily Telegraph and Courier créé par le colonel SLEIGH

est transformé à partir du 16 septembre 1855 par EDWARD L. LÉVY devenu plus tard Lord BURNHAM sous le titre de *The Daily Telegraph*. C'est un journal bien rédigé, possédant le tirage le plus élevé de l'Angleterre après le *Times*. Ses reportages et sa chronique judiciaire sont dirigés par le juriste connu Edward DICEY, sans qu'il soit fait appel à l'élément sensationnel.

La disparition du timbre fait apparaître en Angleterre la presse d'un niveau en général inférieur à celui de la presse existante sous le régime du timbre. Cette presse est assez peu homogène, elle n'est pas encore « populaire », car, en fait, elle est rédigée toujours pour les lecteurs d'une certaine classe. Ce sont les journaux comme, par exemple, *The Standard*, créé en 1858, *The Evening Standard* (1860). *The Daily News* (1869) — ils sont tous à 1 penny.

15. — LA PREMIÈRE OPPOSITION CONTRE LA PRESSE POPULAIRE.

Cette première période du développement de la presse à scandale ne se passe pas sans opposition. Cette opposition n'est pas encore organisée mais elle est tout de même assez sérieuse. Elle commence à se manifester, chose inattendue, du côté des journalistes. Déjà en 1833 RADCLIFFE, Directeur du londonien *Morning Herald*, fit avec un grand tapage — interdire les colonnes de son journal aux récits des crimes et de folie. La chose est passée inaperçue et le *Morning Herald*, nous le comprenons facilement, revient sur sa décision héroïque. Le *Journal des Débats* du 29 juillet 1840 s'élève contre les récits des faits divers criminels — « cette folie dangereuse, qui exercé des effets désastreux sur les imaginations faibles et ardentes ». En Amérique, Horace GREELEY fonde en 1841 *The New-York Tribune* le journal à 1 cent, antithèse des *Herald* de GORDON-BENNETT et des *Sun* de DAY, — le journal d'informations d'actualités sans les indiscretions policières et les immoralités. Le journal jouit d'ailleurs d'un grand succès. En 1851, Henry H. RAYMOND fonde *The New-York Daily Times* — grand quotidien d'informations mondiales à 1 cent — sans tendances à scandale, mais aussi sans position politique déterminée — un journal objectif. Il obtient également un grand succès pour l'époque.

La doctrine scientifique s'exprime par la voix d'Appiano

BUONAFEDE, publiciste italien (1) qui s'élève contre la publicité des crimes dans la presse quotidienne qu'il appelle scandaleuse. Déjà, et il n'a pas encore vu le *Petit Journal* et l'affaire Troppmann.

C'est en France enfin, que l'initiative parlementaire se manifeste pour la première fois par la Loi *Camusat de Riancey* de 1851 interdisant pratiquement le roman-feuilleton en le frappant d'un timbre spécial très élevé:

SECTION II.

Deuxième période : Le Triomphe de la presse à scandale.

16. — LE « PETIT JOURNAL » OU LA VICTOIRE D'UN SOU.

Une nouvelle époque s'ouvre pour le journalisme sensationnel avec l'apparition du *Petit Journal* — le premier journal français à 1 sou, qui naît le 1^{er} février 1863. Son créateur est Moïse MILLAUD surnommé Polydore, né en 1813, fils de petits commerçants juifs de Bordeaux. Successivement employé chez un banquier, clerc d'huissier, commis dans une librairie, il s'adonne au journalisme à partir de 1836 et crée à Paris différents journaux. En 1839, il est à la tête de l'*Audience* — périodique qui rend compte des procès criminels et donne en outre des romans-feuilletons sensationnels. Sa fortune croît rapidement. Il rêve de la conquête des foules et a l'ambition de conquérir le public qui n'a qu'un sou à dépenser pour l'achat d'un journal, le public des ouvriers et des paysans.

Pour ce prix, il faut un très gros tirage, afin d'amener un nombre suffisant d'annonciers. La somme de 5 centimes est, en effet, au-dessous du coût réel d'un numéro du journal. Millaud risque le coup et gagne.

Son programme se réduit à la phrase suivante : « *Il faut avoir le courage d'être bête.* » La foule doit être conquise, et l'est en effet, par le contenu du journal qui s'adresse à ses plus bas ins-

(1) BUONAFEDE APPIANO, *Histoire critique et philosophique du suicide*, trad. de l'italien par Armélino et Guérini. Paris, 1841, p. 12-14.

tincts. Au lieu de demander au peuple de s'élever au niveau du journal, comme le disait DE GIRARDIN, s'élever petit à petit, c'est, au contraire, le journal qui s'abaisse au niveau du lecteur.

Beaucoup de petits faits, tous les éléments de la vie pratique, point de polémique ni de discussions. Et des nouvelles sensationnelles, du scandale, du sang. Il ne se commet pas un seul crime dans le plus petit village de France, qui ne soit relaté sur plusieurs colonnes du *Petit Journal* avec les détails les plus minutieux. Au début, le journal ne contient d'ailleurs que 4 pages, — équivalentes à deux pages des journaux actuels. Mais le public n'est pas encore gâté.

MILLAUD sait s'entourer de collaborateurs habiles et même de chroniqueurs de talent. C'est par exemple, Timothée TRIMM dont la chronique quotidienne jouit d'un immense succès à l'époque, et lui vaut une popularité prodigieuse et de nombreux millions. Puis c'est le romancier Pierre-Alexis PONSON DU TERRAIL avec ses *Histoires de Rocambole*, interminables aventures du héros imaginaire, autre succès colossal. Les exploits de Rocambole épuisés, c'est l'histoire des *Thugs*, histoire vraie, compte rendu de l'effrayant procès de *Feringhea*, grand chef des étrangers, avec les plus horribles détails — histoire plus ou moins véridique d'une secte religieuse de l'Inde qui pratiquait le meurtre rituel, déterrée par MILLAUD pour les besoins de la cause. Bêtise, dira-t-on. Et pourtant cette bêtise a tenu en haleine 200.000 lecteurs et exigeait des tirages spéciaux.

Vient enfin Emile GABORIAUX avec ses premiers romans policiers : *Monsieur Lecoq* et *Dossier 113*.

Et voici maintenant les résultats en chiffres : En juillet 1863 le *Petit Journal* tire 38.000 exemplaires, en octobre 1863 83.000, en décembre 1863, 100.000. Un an après en décembre 1864 le tirage est de 200.000, en décembre 1865, 260.000. Et pour comparer notons qu'en même temps, le sage et sérieux *Journal des Débats* ou le *Temps* ne peuvent imprimer que 9.500 à 9.600 exemplaires chacun.

Enfin, après la fiction, la réalité : Le 23 septembre 1869 est découvert le crime de Jean-Baptiste Troppmann, assassin de la famille Kinck composée de huit personnes. Le *Petit Journal* tire ce jour-là à 337.000, trois jours après le 26 septembre il atteint 400.000. Avec la découverte du septième cadavre le tirage est de 448.000, le huitième cadavre apporte 467.000. Une

telle aubaine ne peut, on le conçoit, qu'être exploitée à fond. Troppmann occupe 2/3 de colonnes du *Petit Journal*.

MILLAUD crée autour de son journal une série de publications du même type pour tous les goûts et toutes les bourses, tel que *Le Petit Moniteur du Soir* qui atteint dès 1864 100.000 exemplaires, ou *La Presse Illustrée* et autres organes multiples. Il meurt en 1871, mais laisse au journal sa tradition. Vers 1892, le *Petit Journal* est le quotidien le plus lu en France. Il atteint un million de lecteurs en 1900.

Cette nouvelle formule de MILLAUD, exige aussi des moyens appropriés, pour sa mise en application. Une publicité tapageuse est organisée autour du journal à Paris, les nouveaux moyens de vente par camelots — l'invention personnelle de MILLAUD — font l'apparition aussi bien à Paris qu'en province. Le journal conquiert par la force ses positions.

Son exemple est d'ailleurs suivi de près.

17. — « LE FIGARO ».

Parmi les journaux qui s'occupent du crime et des affaires judiciaires, il faut mettre à part *Le Figaro*. A partir du 15 novembre 1866, *Le Figaro* devient quotidien. Créé en 1854, par Auguste CARTIER DE VILLEMESSANT, comme un hebdomadaire, il possède en 1866, 56.000 lecteurs (1). Ce n'est pas un journal politique, mais « *une arène ouverte et libre* » suivant l'expression de l'époque, pour toutes les opinions. C'est un journal d'informations, dont l'idéal est d'éduquer, d'instruire, de perfectionner sous une forme légère. C'est dans le *Figaro* que parut le 27 novembre 1865 la première illustration photographique. Dans cette énumération des journaux à scandale, le *Figaro* n'est pas décidément à sa place. Il faut cependant le mentionner à cause de l'importance donnée aux comptes rendus de débats judiciaires. Rédigés d'une manière littéraire et avec une pointe de philosophie qui en rendait la lecture attrayante, ils étaient l'œuvre d'Albert BATAILLE, le chroniqueur judiciaire du journal pendant plusieurs années. On a accusé Villemessant de vouloir conquérir et s'attacher les classes élevées par les narrations croustillantes

(1) Pour comparaison : *Le Siècle*, 40.000 ; *La Liberté*, 40.000.

et les révélations égrillardes (1), mais la différence de niveau des récits entre le *Petit Journal* et le *Figaro* est évidente.

18. — LE « PETIT PARISIEN » ET LA BATAILLE DES CHIFFRES.

Mais le premier journal, qui vraiment se développe, d'après la même formule qui emploie les mêmes méthodes que MILLAUD est *Le Petit Parisien*. Créé en 1876 par Louis ANDRIEUX, ancien préfet de police, il est dirigé à partir de 1884 par la famille DUPUY. Il commence la bataille du plus gros tirage. Il possède en 1899, 777.000 lecteurs, franchit son million battu de très peu par *Le Petit Journal*, saute au delà de 1.200.000 exemplaires en 1905, pour arriver toujours au grand trot à 1.550.000 exemplaires en 1913. Au moment du déclenchement de la guerre de 1914, le *Petit Journal* et le *Petit Parisien* sont les deux journaux à plus fort tirage.

Toujours suivant la même formule. *Le Matin* paraît en 1884, créé par des capitalistes américains il obtient en 1899 78.000 lecteurs ; en 1902 285.000, pour arriver au 483.000 en 1905, et fêter son million en 1913.

Dès 1892, *Le Journal* suit la voie de ses précédésseurs.

L'autre journal, du même type, c'est le premier journal du soir *L'Intransigeant*. Il paraît en 1879. Son essor ne date que de la guerre 1914-1918, il a la chance d'être l'unique journal parisien, sortant de l'imprimerie après le communiqué de guerre de l'après-midi. Puis son influence décroît, et il ne tire en 1930 qu'à 400.000 exemplaires.

Examinons le visage de tous ces journaux à grand spectacle :

1^o C'est toujours la neutralité politique, les articles d'opinion sont réduits, il est plus prudent de ne s'engager à fond sur aucune voie.

2^o Les nouvelles de toutes sortes de France et de l'étranger.

3^o Les informations sportives.

4^o Les reportages.

5^o Enfin, les récits détaillés des faits divers criminels et sensationnels.

Toute cette presse possède en 1914 environ 6 millions de lecteurs. Les 5 grands quotidiens tirent à 5 millions environ, et

(1) WEILL G., *Le Journal*, p. 398.

36 autres, 1 million. Il paraît que la saturation du marché est complète et qu'il serait difficile d'augmenter davantage le tirage.

19. — LES FEUILLES JUDICIAIRES.

Dans cet exposé, on ne peut oublier les feuilles judiciaires spécialisées, qui s'occupent du crime et de la justice, mais d'une manière scientifique. Elles possèdent un ancêtre dans un *Journal du palais* créé à Paris en 1672 (1). A la Révolution, paraît le *Bulletin du Tribunal Révolutionnaire*. Le 28 Vendémiaire an V, le *Bulletin du Tribunal de Cassation* est créé et aux débuts du XIX^e siècle ce sont les fameux recueils de Sirey et de Dalloz.

Mais ce n'est pas cela qui nous intéresse. Il existe une presse qui peut être placée à mi-chemin entre le respectable Dalloz et une frivole feuille à diffusion des récits criminels. Ce sont de véritables journaux qui publient les décisions judiciaires importantes au fur et à mesure de leur apparition, comme par exemple : *La Gazette des Tribunaux*, *Le Droit*, *La Loi*, *La Gazette du Palais*. Ces journaux sont d'un prix assez élevé mais ils connaissent un grand succès vers 1865 non seulement parmi les gens de robe, mais aussi parmi le public cultivé, qui désire connaître les détails des grandes affaires judiciaires (2).

20. — LES « HOT NEWS ». LA PRESSE POPULAIRE AMÉRICAINE.

La même époque se caractérise aux Etats-Unis d'Amérique, par un développement des *Hot-News*, de la presse à nouvelles sensationnelles. Il s'est créé un genre spécial de quotidien consacré exclusivement au scandale et au crime. Ce genre appelé le *Journalisme jaune* ou le *Tabloïd* s'introduit dans toute la presse américaine. Le mot *Tabloïd* désigne littéralement — un médicament en comprimés. Par extension, il est appliqué en Amérique au genre du journal, dont le format est plus petit que celui des journaux ordinaires, commode à lire par les gens pressés. Il donne des nouvelles sous la forme la plus succincte, mais abondamment illustrées en insistant sur le côté scandaleux des événements locaux.

(1) HATIN, *Histoire de la presse française*, 1839, p. 218.

(2) AVENEL H., *Histoire de la presse française*, p. 130.

Les *Hot-News* sont d'ailleurs aussi vieilles que l'Amérique. La petite histoire raconte en effet, que ce fut en 1772, qu'un courrier pressé et à bout de forces s'arrêta devant une auberge à Worcester (Massachusetts). Il avait dans sa serviette la déclaration de l'Indépendance — qu'il devait porter à Boston. Quelqu'un l'enivra, lui fit trahir son secret, déroba le document et le lendemain le *Worcester Spy* en publia la copie. C'est ainsi qu'est née la nouvelle à grand scandale. Et depuis, elle s'est développée sans cesse.

Sa forme est la plus populaire possible : « *N'imprimez jamais, ce que votre femme de ménage ne peut comprendre.* » Les manchettes énigmatiques, la poursuite et la découverte des criminels mystérieux par des reporters imaginaires ; peu importe que les événements soient dénaturés, il faut qu'ils possèdent l'élément enivrant, de palpitantes interviews fabriqués souvent de la première à la dernière ligne, des colonnes entières de commérages, des récits angoissants, d'assassinats, de divorces, des drames de tous genres, beaucoup de larmes, du sang, de la petite pornographie de jolies jambes nues, chaque incident du jour tourné de façon à le faire paraître mystérieux ou spectaculaire. Telle est la conception de la presse populaire des Etats-Unis.

N'exagérons point. Il existe des journaux respectables et ils possèdent souvent des tirages très élevés. Mais ce qui frappe dans toute la presse américaine, c'est cette forme populaire et sans gêne pour laquelle les nouvelles les plus sérieuses sont présentées au lecteur.

Il serait difficile de raconter l'histoire de tous les journaux. Elle se caractérise par deux noms dans cette période. Les deux rois de la presse américaine sont Joseph PULITZER et William Randolph HEARST.

21. — AVENTURIER ET JOURNALISTE.

Joseph PULITZER est né en 1847 à Czeszochowa, en Pologne occupée, d'une famille juive hongroise. D'esprit combatif, il mène une vie d'aventurier, il est successivement soldat dans l'armée hongroise, britannique, la légion étrangère française, la cavalerie américaine pendant la guerre de Sécession, puis il se livre aux occupations les plus disparates, on le trouve

cocher de fiacre, garçon de café, étudiant en droit, avocat à Saint-Louis, et enfin journaliste.

En 1878, il achète deux journaux de Saint-Louis : *The Post* et *The Evening Dispatch*, — les réunit et les dirige sous le nom du *Post Dispatch*. Il est obligé de quitter cette ville à la suite du scandale provoqué par le meurtre du colonel Slayback qui diffamé par le journal était venu dans son bureau de rédaction demander satisfaction. Il s'en va alors à New-York et y achète *The World*, une feuille insignifiante, à tendances religieuses, la transforme en un journal à la manière du premier *Sun* de DAY en donnant la grande place aux informations à grand spectacle, aux faits divers, histoires « d'intérêt humain » récits dramatiques de crimes, tout ce qui est susceptible d'attirer l'attention des masses. Il flatte la vanité humaine en publiant par exemple les portraits des commerçants, industriels et hommes politiques avec leurs notices biographiques, en donnant les portraits de jeunes filles du meilleur monde de Brooklyn. Il se fait champion des causes populaires contre les riches et puissants en faisant des campagnes tapageuses.

Il s'agit avant tout de faire sensation et d'augmenter le tirage, et pour cela ne reculer devant aucune exagération. Les reporters du *World* deviennent d'extraordinaires détectives, leurs informations font poursuivre ceux dont la culpabilité est plus que douteuse. Mais ce qui compte c'est le résultat obtenu. Le tirage s'accroît sans cesse. Il fonde *The Sunday World*, l'hebdomadaire du dimanche du même genre que son journal, puis *The Evening World*, le journal du soir, toujours avec le plus grand succès.

Ici la marche triomphale de Pulitzer se heurte pour la première fois à une autre volonté, celle de Hearst.

22. — LE DUEL PULITZER-HEARST.

William Randolph HEARST, fils unique d'un sénateur milliardaire de Californie, né en 1863 à San-Francisco, débute comme rédacteur en chef de *The Examiner* de San-Francisco, un journal qui se mourait, qu'il reçoit de son père et qui deux ans après est le journal le plus lu.

Il arrive à New-York en 1895 et y achète le *The New-York Morning Journal*. Très bien accueilli dans tous les milieux, car

les procédés de Pulitzer sont très sévèrement critiqués par les journalistes et le public sérieux, — il reçoit de tous les côtés des marques de sympathie et l'aide nécessaire. Mais à peine installé, il utilise les mêmes méthodes que le *World* — plus invraisemblables encore : il commence par attirer à lui les principaux collaborateurs du *World* à prix d'or. Dans son duel quotidien avec Pulitzer il bat tous les records du scandale.

C'est là un procédé bien américain : Hearst propose d'enlever le capitaine Dreyfus alors détenu à l'île du Diable pour faire imprimer ses mémoires. Un aviso armé est déjà préparé lorsque l'intervention de la légation française fait échouer l'entreprise.

C'est l'époque du *Yellow Journalism*, le journalisme jaune, le journalisme à scandale, appelé ainsi de *Yellow Kid*, figurine d'un gosse jaune embêtant et impossible, prise comme symbole de la presse sensationnelle. Nous n'avons pas à relater en détails l'histoire de la guerre Hispano-Américaine de 1896 nettement provoquée par la presse à scandale, désireuse d'augmenter son tirage. Le rôle de la presse de Hearst dans la question cubaine est bien établi.

Le duel continue entre le *New-York World* et *The Journal* — « combat de deux fous pour la conquête d'un égoût collectif » — ainsi que le caractérise un chroniqueur contemporain. En 1896, le *Journal* abaisse son prix à 1 cent et tire à 1.500.000. Le *World* fait de même, il tire un peu moins, mais son tirage n'a jamais baissé. Le *Journal* a enlevé les lecteurs aux journaux sérieux, ceux qui l'ont aidé dans ses débuts. En même temps, HEARST publie le journal du soir *The Evening Journal* qui répond au *The Evening World* de PULITZER.

La lutte acharnée entre les deux concurrents a cependant aussi ses côtés positifs. Elle enrichit la presse en inventions modernes : les gravures en couleurs, les illustrations comiques, les suppléments illustrés ; — en 1898 le *Journal* publie son premier reportage photographique d'une page entière, en 1900, il annonce pour la première fois, — nouvelle invention pour faire augmenter le tirage — une récompense de 5.000 dollars pour arrêter un assassin célèbre.

Au début les deux journaux relatent les mêmes vols, crimes, et suicides, mais à partir de 1897 le *Journal* prend un caractère plus sérieux. HEARST enfin l'emporte sur Pulitzer. Entre 1900 et 1921, il achète plusieurs journaux de province. PULITZER

meurt en 1911, le *World* ne sombre pas. Mais HEARST est un potentat de presse, possesseur de 23 quotidiens dans les 17 villes des Etats-Unis en 1925. Il est d'ailleurs sérieusement bousculé dans la crise financière de 1938.

23. — LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE POPULAIRE ANGLAISE.

Pendant la même période, la presse anglaise qui jusqu'ici se tenait nettement à un niveau supérieur à celui marqué par le journalisme français et américain, se décide à affronter les vastes champs de la popularité.

Le premier essai de la presse populaire, ce fut la création de la *Pall Mall Gazette* fondée en 1864 et dirigée par Frédéric GREENWOOD et STEAD. C'est un journal du soir, qui en cette qualité peut être varié, plus amusant, et d'une certaine façon plus libre d'allures.

En 1868, *The Echo* le premier journal à 1/2 penny, est fondé, mais ce n'est qu'à partir de 1880 que nous assistons au grand développement du *new journalism*. Après la presse du soir, c'est maintenant la presse du matin, qui adopte les idées nouvelles.

En 1888, T. P. O'CONNOR, fait sortir *The Star* — conçu selon son expression « *sur modèle du journal américain* », phrase qui embrasse tout un programme.

Enfin, événement qui peut être comparé avec la création en France du *Petit Journal* — le 4 mai 1896 paraît le premier numéro du *Daily Mail*. C'est vraiment le commencement du journalisme anglais à nouvelles tapageuses. Ses créateurs, les frères HARMSWORTH — devenus plus tard lord NORTHCLIFFE et lord ROTHERMERE — ont pris comme exemple le succès du *Petit Journal* et de ses confrères français.

En effet, les moyens employés sont les mêmes :

- 1^o le bas prix, le journal coûte 1/2 penny ;
- 2^o tous les jours une nouvelle à grand effet, celle avec de grandes manchettes et en gros caractères ;
- 3^o les renseignements abondants avec des détails piquants attirant la curiosité du public sur le fait « du jour » ;
- 4^o les articles de fond, courts et de moindre importance ;
- 5^o la page magazine avec le roman-feuilleton, découpé habilement, pour aiguïser la curiosité.

Une rubrique littéraire abondante et une rubrique féminine, sont des inventions anglaises, ainsi que les annonces classées en première page, donnant l'aspect si caractéristique du journal anglais. Comme en France et en Amérique le premier journal anglais à grand scandale jouit d'un succès immense. Après 2 mois le *Daily Mail* tire à 200.000 exemplaires, en 1900 il est déjà très près du million. Les journaux politiques anglais de la fin du XIX^e siècle tirent par contre à 50.000 exemplaires environ.

L'expérience si réussie est suivie de près par la parution de deux nouveaux journaux, qui à l'époque constituent avec le *Daily Mail* les trois feuilles à bon marché, sensationnelles et populaires issues de la même formule. Ce sont : *The Daily Mirror*, avec MORTEL comme directeur et *The Daily Express*, fondé en 1900, dirigé par PEARSON et ensuite par Max ARTKIN, lord BEAVERBROOK.

24. — LA PRESSE POPULAIRE ALLEMANDE.

En Allemagne, la presse populaire et sensationnelle est la moins développée et reste sensiblement en retard sur celle de la France et d'Angleterre. Nous assistons à partir de 1874 à un développement de la presse d'opinion, soit catholique comme le *Kölnischer Volksgistum* à Cologne, ou le *Germania* à Berlin, soit socialiste comme le *Vorwärts*, soit libérale, comme le *Berliner Zeitung* et le *Berliner Abendpost* de Léopold ULLSTEIN, soit enfin d'informations et d'annonces comme le *Berliner Tageblatt* de Rudolf MOSSE.

Les premiers organes s'adressant aux masses populaires et neutres en politique n'apparaissent que vers 1890 avec le *General Anzeiger* ou le *Lokal Anzeiger* d'Auguste SCHERL. Le *Berliner Morgenpost* journal de vulgarisation fondé par les fils d'ULLSTEIN en 1898 obtient un grand succès, mais en somme il ne tire en 1913 qu'à 400.000 exemplaires. Il n'existe en Allemagne à cette époque, aucun journal du genre dit *sensationnel* pouvant être comparé au *Petit Journal*, au *Daily Mail* ou à l'un des journaux des Etats-Unis, et si la presse allemande peut rivaliser avec la presse américaine c'est seulement par le nombre des pages et la longueur des interminables articles politiques.

25. — 1^o LES FACTEURS SECONDAIRES : ECONOMIQUES.

Ainsi, nous avons vu que le quotidien à grand tirage et à bas prix est né dans tous les pays dans le courant du troisième tiers du xix^e siècle. Ce sont les facteurs d'ordres économiques et politiques qui expliquent ce phénomène.

Le perfectionnement de la *technique* est le premier de ces facteurs. La mise au point des machines d'imprimerie a permis d'imprimer le nombre voulu d'exemplaires en peu de temps. Gutenberg tirait en 1460 sur sa presse à bras jusqu'à 20 feuilles à l'heure. Les améliorations consécutives ont permis de faire sortir à la fin du xvi^e siècle 200 feuilles à l'heure, ce qui est resté presque inchangé jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

En 1789, on ne tirait toujours que 250 feuilles à l'heure au maximum. Le 29 novembre 1814, grande date dans l'histoire de l'imprimerie, le numéro du *Times* paraît pour la première fois sur la presse cylindrique automatique permettant d'imprimer 1.100 feuilles à l'heure, et jusqu'à 4.000 en 1827. Les inventions nouvelles passent en France à partir de 1831. DE GIRARDIN et sa *Presse* en profitent. En 1847, le *Times* tire déjà à 7.000 exemplaires à l'heure, mais dès 1850 il triple ce chiffre en arrivant à 20.000. Ce n'est cependant qu'au troisième tiers du siècle en 1887, que la mise au point des machines rotatives permet d'imprimer en Amérique 48.000 exemplaires sur 8 pages du *World* en une heure.

Les *encres* Lorilleux sont fabriqués en 1818, mais ce n'est qu'en 1895 que le *New-York Journal* est imprimé en couleurs sur la *multicolor rotarypress*.

En 1822 CHURCH de Boston invente le *linotype*, cependant c'est seulement en 1886 que le *New-York Times* est entièrement composé avec ce procédé.

Le télégraphe se développe en 1871, le téléphone entre dans les mœurs à partir de 1877, en 1896 on ne croit plus que le télégraphe sans fil attire la foudre, mais il faut attendre jusqu'en 1906 pour voir apparaître le téléphone sans fil. Le chemin de fer enfin qui débute très timidement ne commence à troubler sérieusement le silence des campagnes qu'à partir de 1870.

26. — 2^o LES FACTEURS POLITIQUES.

Après le progrès de la technique, c'est le progrès de la *démocratie* et du *libéralisme politique* qui influent sur le développement de la presse.

Les lois du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882, décrètent l'*enseignement* gratuit et public en France, le bill du 7 avril 1870 le fait en Angleterre. En 1880, l'école qui était toujours gratuite aux Etats-Unis devient obligatoire dans 15 Etats.

Nous avons déjà vu l'influence de l'abolition de l'*impôt sur le timbre* en Angleterre en 1855. En France, le cautionnement est définitivement supprimé en 1881, ce qui fait croître rapidement le nombre des journaux — qui de 990 à Paris en 1880 — monte à 1.500 en 1883 ; à 1.800 pour Paris et 3.670 pour les départements en 1889 ; à 2.753 pour Paris et 4.847 pour les départements en 1910. Aux Etats-Unis l'*impôt* était toujours limité.

Le principe même de la *liberté de la presse* consacré en Angleterre déjà en 1769, qui a toujours existé en Amérique et qui a subi tant de fluctuations en France fut en quelque sorte définitivement consacré par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. La loi allemande d'Empire de 1874 sur la presse, quoique assez rigoureuse, est aussi libérale dans ses lignes générales.

Enfin l'extension des affaires et du *commerce* international qui a eu lieu dans la même période, apparaît comme un facteur important de l'expansion de la grande presse.

27. — LES ATTAQUES CONTRE LA PRESSE A SCANDALE.

La période du grand développement de la presse à scandale est en même temps une période qui voit se produire les plus fortes attaques contre le journalisme-jazz en général et la publicité des faits criminels en particulier. Il faut avouer d'avance, que tous les efforts, si nobles qu'ils soient, n'ont absolument rien changé à la situation.

C'est le troisième *Congrès d'Anthropologie Criminelle* tenu à Bruxelles le 9 août 1892 qui pour la première fois s'occupa de la question à l'occasion de la thèse soutenue par le Dr LADAME, que la lecture des récits détaillés des grands crimes et des exécutions est une des principales causes occasionnelles du développement de la criminalité.

Le Congrès international contre la littérature immorale et la publicité des faits divers, tenu à Lausanne en 1893, réclame l'interdiction des comptes rendus détaillés du crime et de l'exécution, des photographies de criminels et demande que la *Gazette des Tribunaux* seule ait le droit de publier certains débats. Le même vœu est émis par les deux Congrès qui siègent peu après, à savoir : le Congrès des Criminalistes à Genève et le Congrès de Savants et Philantropes à Paris (1).

En 1897, un article publié dans la *Revue Politique et Littéraire* (Revue Bleue) d'Alfred FOUILLÉE, éminent philosophe, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques provoqua un grand retentissement dans l'opinion publique (2). Une enquête fut organisée par cette revue avec toutes les garanties d'impartialité : « *Estimez-vous que « le quatrième pouvoir » qui est la presse remplit son office légitime ? Quels remèdes voyez-vous aux maladies du journalisme ?* » (3). Telle est la question à résoudre par les éminents sociologues publicistes et journalistes de l'époque (4). Les résultats de cette enquête seront analysés dans cette étude, notons ici seulement que toutes les réponses condamnaient sans réserves la publicité exagérée des faits criminels et indiquaient leurs dangers.

Le 7 juin 1900, M. Joseph FABRE, Sénateur, dépose au Sénat une proposition de loi tendant à interdire les interviews de jurés. On a soutenu en effet, que les indiscretions commises par les jurés constituent une des sources où la presse prend ses informations. La proposition n'a jamais vu le jour de la discussion.

La mode est aux enquêtes. La *Revue naturiste mensuelle d'art et de littérature* en provoque une aussi en 1900 sous le titre : *La valeur morale de la presse* (5). Les réponses sont plutôt pessimistes. Après avoir constaté la situation dans la presse, dite sensationnelle, les auteurs (6) conviennent qu'il n'y a rien

(1) Cité par A. FOUILLÉE, *Les jeunes criminels, l'école et la presse*, p. 439.

(2) *Revue politique et littéraire* (Revue Bleue), 29 oct. 1897 ; voir aussi la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1897.

(3) *Revue politique et littéraire* (Revue Bleue), nos du 4, 11, 18, 25 déc. 1897 ; 1, 8, 15, 22 janv. 1898, p. 706, 738, 770, 802 de 1897 et 8, 34, 71, 102 et 127 de 1898.

(4) Edouard Drumont, M. Barrès, Jules Claretie, R. Poincaré, P. Baudin, Jean Cruppi, G. Clemenceau, Emile Zola, Jean Jaurès.

(5) *Revue naturiste*, mars 1900, p. 207-247.

(6) Paul Alexis, Henri Béranger, Armand Charpentier, Ernest Depré,

à faire et que la situation est sans remède. D'autres enquêtes sont organisées en 1902 par la *Revue politique et littéraire* (Revue Bleue) (1) et par l'hebdomadaire *l'Opinion* (2), en 1910-1911 par *La Revue* (3). Les résultats sont toujours les mêmes. Tout le monde constate le fait, déplore l'influence désastreuse de l'état de choses, mais trouve difficilement les remèdes.

Les journaux s'élèvent eux-mêmes contre les exagérations de leurs confrères. Voyons par exemple *Le Gaulois* qui dans son numéro du 16 juin 1908, proteste contre la publicité donnée par la presse aux faits criminels, mais qui dans la même page consacre une colonne entière au *crime de la rue de la Pépinière*.

Les initiatives parlementaires sont sans importance. Cependant une des campagnes de réprobation contre la presse et la publicité des récits sanglants incite le Garde des Sceaux Briand à affirmer devant la Chambre le 12 juillet 1908 qu'il va donner l'ordre aux magistrats de ne rien communiquer aux journaux. Pieux mensonge.

Le *Congrès antipornographique*, tenu à Paris le 19 mars 1912, s'occupe de l'influence de l'image sur la criminalité et émet un vœu correspondant. Ce dernier a subi le sort de toutes les autres initiatives (4).

Le IV^e Congrès fédéral de la presse italienne de Venise en 1913, en présence du développement de plus en plus grand de la chronique judiciaire demande que « la presse trouve dans la conscience de sa propre responsabilité le critère régulateur d'un service, qui, à raison de la délicatesse du sujet, ne peut pas avoir seulement en vue de donner la plus grande satisfaction à la curiosité du public, mais doit se subordonner aux intérêts supérieurs du droit individuel

Hugues Destrem, Urbain Gohier, Charles Maurras, Joseph Reinach, Emile Zola, et beaucoup d'autres.

(1) *Revue politique et littéraire* (Revue Bleue), 1902, II^e semestre, p. 714.

(2) *Opinion*, juin-juillet 1902.

(3) *Sur l'influence de la presse sur le développement contagieux de la criminalité*, l'enquête dans *La Revue*, ancienne *Revue des Revues*, auj. *Revue mondiale*, n^o du 15 décembre 1910 et 15 janvier 1911, p. 190 et 497. Réponses d'Alfred Fouillée, Dr Grasset, H. Joly, P. Margueritte, R. Poincaré, M. Pré vost, A. Ribot, Dr A. Vigouroux, Dr Gilbert Ballet, Emile Durkheim et autres.

(4) *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 326.

et de l'utilité collective » (1). Cette phraséologie laborieuse a-t-elle produit quelque changement ?

C'est enfin la *Société générale des Prisons* qui s'occupe de la question, dans ses séances du 12 février 1913 et du 16 avril 1913 (2). Le Dr Gilbert BALLET, professeur à la Faculté de Médecine fait une communication sur le sujet : « *L'influence de l'image et de la publicité sur la mentalité des criminels* » et une discussion s'ensuit plus intéressante que toutes les enquêtes des revues. Nous l'utiliserons dans la présente étude pour prouver que la question n'est pas si simple et si facile à trancher par la condamnation en bloc du journalisme moderne.

SECTION III.

Troisième période : La Presse Moderne.

28. — LA NOUVELLE FORMULE DE PARIS-SOIR.

Une nouvelle période pour la presse populaire s'ouvre après la guerre 1914-1918, dont l'image la plus caractéristique en France est la prodigieuse fortune de *Paris-Soir*. Nous avons vu la formule journalistique de GIRARDIN de la première presse populaire, puis après son exploitation la deuxième formule créée par le *Petit Journal*, une autre grande réussite. Maintenant, c'est la troisième forme.

Créé en 1922, le *Paris-Soir*, possède à la vérité comme journal du soir un seul concurrent sérieux : l'*Intransigeant*. Mais il paraît, que le marché est sursaturé, qu'il n'y a plus de place pour aucun nouveau journal à grande diffusion. Certains signes le prouvent. Les tirages des grands journaux d'informations sont stationnaires ou ont baissé depuis quelques années, et des théories sont soutenues qui essayent de prouver que l'augmentation de la diffusion des journaux n'est pas illimitée, que cette limite a été déjà atteinte. Créer dans ces conditions un nouveau quotidien paraît destiné d'avance à un échec. Ce n'est cependant pas ce qui arriva.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 463.

(2) *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 491-518 et 675-709.

Le succès de *Paris-Soir* consiste dans le fait qu'il sut trouver une clientèle nouvelle, en partie encore plus populaire, que celle des autres journaux. Il paraît entre 4 et 5 heures du soir et s'adresse par conséquent aux gens qui après une journée de travail sortent fatigués de leurs bureaux, ateliers ou magasins. Il fallait leur donner dans ces conditions quelque chose qui serait : 1^o *facile à lire* ; 2^o *distrayant*.

Toute la formule est là et toute la victoire de *Paris-Soir* consiste dans l'exploitation habile de cette formule.

Pour être *facile à lire*, le journal doit parler par image et par mise en page appropriée. Aux gens las il doit s'adresser comme à des enfants, parler aux yeux, leur imposer le moindre effort. Déjà en 1900, le *Matin* faisait la même découverte quant à l'importance de la forme extérieure du journal, le rôle du titre et de la présentation. *Paris-Soir* se sert merveilleusement de ces règles, « *le grand quotidien d'informations illustrées* » comme il s'appelle, et donne une quantité de photographies bien imprimées sur un bon papier satiné ; la mise en pages est nouvelle, brutale, les caractères variés. Les manchettes ne sont pas aussi grandes que dans la presse anglaise ou américaine, ce qui permet au journal de mettre en première page une plus grande variété de titres, et d'annoncer le texte des articles, dont le début seul se place en première page.

Quant au fond, pour être *distrayant*, le *Paris-Soir* va droit au public qu'il veut conquérir et ce n'est pas par les voies les plus élevées. Le sensationnel devient la nourriture quotidienne, il faut flatter les goûts des lecteurs par les faits divers sensationnels. Ici peu de neuf, c'est l'héritage direct du *Petit Journal*, toujours les détails sanglants, assaisonnés d'autres détails croustillants. Ce qui est nouveau, c'est le point de vue spécial donné aussi bien aux faits divers, qu'aux récits pseudo-historiques ou roman-feuilletons. Si le sensationnel fait défaut, on le crée de toutes pièces, nous avons déjà vu cela depuis longtemps en Amérique.

Les reportages de *Paris-Soir* sont vraiment extraordinaires et très intéressants, ils embrassent tous les événements susceptibles d'intéresser le grand public. Enfin, pour le même prix minime que les autres journaux (25 centimes), il donne plus de matière. Il va sans dire qu'il possède une publicité considérable.

Le succès de *Paris-Soir* est formidable. Après 5 années d'existence il atteint les deux millions d'exemplaires, le plus fort

tirage obtenu jusqu'ici en France et dépassé seulement par certains journaux anglais et américains.

Les innovations journalistiques de *Paris-Soir* ont fait école. Dans la lutte commerciale qui se développe à partir de l'ascension de *Paris-Soir* ses concurrents succombent ou adaptent progressivement sa formule. C'est le cas du *Journal*, de l'*Intransigeant*, du *Ce Soir*. Souvent un heureux coup de main peut rapidement redresser un journal. Ainsi pour le *Jour*, quotidien, qui en 1934 tirait péniblement ses 25.000. Advient l'affaire Stawiski et sa mort suspecte. Tous les journaux adoptent la thèse policière du suicide, *Le Jour* seul crie à l'assassin. Version sensationnelle, presque romanesque, qui séduit toujours le gros public. Après 15 jours *Le Jour* atteint le tirage de 250.000 exemplaires.

29. — LES RÉSULTATS EN FRANCE.

Comment se présente enfin la situation en 1939, au début de la guerre actuelle, qui paraît ruiner la grande presse d'informations française ?

Il existe une grande division entre les journaux d'opinion et les journaux d'informations. La presse d'opinion existe toujours, elle possède un tirage moins fort, restreint à ses partisans. Ce sont les journaux comme le *Temps*, le *Journal des Débats*, la *Croix*, l'*Action Française*, l'*Ere Nouvelle*, etc. L'élément sensationnel ne joue aucun rôle dans cette presse.

De l'autre côté il faut placer la presse d'information, celle dont nous avons caractérisé les éléments dans les différentes périodes et ce n'est que cette presse qui nous intéressera. Ce sont : les grands quotidiens du matin, énumérés d'après les chiffres de leur tirage en 1939 :

1 ^o Le <i>Petit Parisien</i>	1 million dépassé
2 ^o Le <i>Journal</i>	700.000
3 ^o Le <i>Matin</i>	500.000
4 ^o Le <i>Petit Journal</i>	400.000
5 ^o Le <i>Jour-Echo de Paris</i>	300.000 (1)

(1) D'après BOURDAIS G., *La presse moderne et la publicité*, p. 100, les chiffres paraissent être trop bas.

Les journaux du soir :

1 ^o Le <i>Paris-Soir</i>	1.530.000
2 ^o <i>Ce Soir</i>	500.000
3 ^o <i>L'Intransigeant</i>	450.000 (1)

Entre les deux groupes, se situent les journaux politiques d'informations, qui possèdent une position politique définie, mais qui en même temps gardent la partie informative développée, employant les mêmes méthodes que les grands organes d'informations et qui ne dédaignent pas d'exploiter un *beau crime* qui peut leur procurer quelques dizaines de milliers de lecteurs supplémentaires. Ce sont : par exemple : l'*Humanité* 300.000, l'*Œuvre* 250.000 (2).

La presse française de province possède des organes considérables et très largement développés. Nous mentionnerons seulement la *Dépêche de Toulouse* (400.000), l'*Ouest-Eclair* (300.000), la *Petite Gironde* (300.000), l'*Echo du Nord* (300.000). Nous nous permettons cependant de les laisser de côté. Ils ne suivent dans les grandes lignes, que l'exemple de leurs confrères parisiens.

30. — LA PRESSE AMÉRICAINE ACTUELLE.

La presse américaine de la période 1918-1939 n'a pas changé dans son ensemble. Elle a bien choisi son chemin déjà en 1896, lors des premiers combats Pulitzer-Hearst, elle a préféré l'information et le sensationnel à la discussion politique. Les méthodes ont été évidemment américanisées et modernisées, mais la ligne de conduite reste la même.

Il faut bien admettre cependant que le journalisme ainsi conçu est bien adapté au rythme de la vie américaine. « *La presse américaine — a-t-on dit — (3) est faite pour être lue par un homme pendu aux poignées d'un assourdissant métro-express, par un homme avalant son déjeuner sur un comptoir, par un homme debout sur une seule jambe, par un homme qui se fait faire la barbe en deux minutes.* » Une enquête à Chicago a démontré que 50 %

(1) *L'Annuaire de presse française et étrangère*, 1939.

(2) BOURDAIS, *loco cit.*, p. 100.

(3) *La Revue des Deux Mondes*, 1^{er} nov. 1928, DESNOYER, *Comment s'est transformée la presse anglaise*.

des lecteurs ne peuvent consacrer à leur journal que 15 minutes par jour.

Ce qui attire tout d'abord dans un journal américain, c'est son volume : Un *New-York Herald* par exemple peut paraître facilement chaque jour sur 64 pages, dont 30 pages d'annonces. Comment dans ces conditions peut-il être lu chaque matin par l'homme pressé, si bien décrit dans les lignes précédentes ? La réponse est facile. On ne lit pas de journaux aux Etats-Unis, on les consulte. C'est comme chez nous on ne lit pas un indicateur de chemin de fer ou un Bottin. On ne cherche dans le journal américain que ce qu'on a besoin ou le plaisir de savoir. L'homme d'affaires — les cotations de la Bourse, l'intellectuel — les nouvelles de la politique, un jeune employé — les sports, la vendeuse — le cinéma ou la page féminine mais chacun son crime du jour.

Les tirages des journaux américains sont prodigieux. Voici quelques chiffres. Au début de 1939 tirent :

	En semaine	Le dimanche
1 ^o The <i>New-York Daily News</i>	1.635.000	2.800.000
2 ^o <i>Chicago Tribune</i>	895.000	1.214.000
3 ^o The <i>New-York Daily Mirror</i>	741.000	1.400.000
4 ^o The <i>New-York Journal</i>	692.000	800.000
5 ^o The <i>New-York Times</i>	536.000	789.000
6 ^o The <i>New-York Herald Tribune</i> ..	350.000	502.000 (1)

Il y avait aux Etats-Unis 938 quotidiens du matin, au tirage moyen de 41.470.000 exemplaires, 1.579 quotidiens du soir, au tirage de 25.570.000 exemplaires et 524 hebdomadaires de dimanche tirant 31.000.000 environ.

Les magazines possèdent des tirages encore plus forts avec en tête : *Reader's Digest* (3.500.000 environ), *Dictorial Review* (3.054.000) et *Saturday Evening Post* très renommé et tirant à 3.025.000 exemplaires.

31. — LA PRESSE ANGLAISE CONTEMPORAINE.

« La presse anglaise est destinée à être lue posément appuyée contre le sucrier, par un homme qui prend lentement son breakfast

(1) D'après a) *Encyclopédie française*, t. XVIII. La Civilisation écrite; b) WEILL G., *Le Journal*; c) *Annuaire de la presse française et étrangère*, 1939.

dans un coin tranquille du club, ou par un banquier retiré des affaires, plongé dans son fauteuil de cuir presque endormi », dit une définition spirituelle (1) qui cependant ne doit pas être généralisée. Telle n'est pas par exemple l'opinion d'un journaliste connu KINGSLEY MARTIN, du *New Statesman and Nation* qui bon anglais qu'il est avoue que « En Angleterre ce qui se vend le mieux dans les quotidiens, c'est le sport et à peu près au même rang les histoires excitant la curiosité sexuelle ou les passions criminelles. La bonne aubaine pour la rédaction, c'est un crime passionnel » (2). Ce qui rapporte d'ailleurs aussi c'est la guerre : le tirage de *Daily Mail* a sauté de 1/2 million à 1 million pendant la guerre des Boers, bien exploitée par des récits intéressants.

La presse anglaise contemporaine peut être rapprochée de la presse française à cause d'une claire division en deux groupes. D'un côté la presse d'opinion, de l'autre celle d'informations. Une lutte acharnée entre les organes concurrents qui se développaient vers 1934 a provoqué une amélioration sensible de la forme extérieure de la presse d'informations ainsi que l'augmentation des tirages.

Mais ce qui différencie la presse anglaise de la française, c'est l'existence en Angleterre des grands trusts de journaux qui sont la propriété de quelques potentats, dont les plus puissants sont en 1939 :

1° Le groupe du Lord ROTHERMERE, successeur du Lord NORTHCLIFFE, avec le *Daily Mail* et le *Daily Mirror*.

2° Le groupe du Lord CAMROSE, avec le *Daily Telegraph and Morning Post*, les deux journaux fusionnés en 1937.

3° Le groupe BEAVERBROOK : *Daily Express*, *Sunday Express*, *Evening Standard*.

Certains journaux considérables échappent cependant à l'influence des trusts. C'est le cas traditionnel du *Times* dirigé aujourd'hui par Geoffrey DENSEN, du *Daily Worker*, organe du parti communiste anglais, ainsi que les deux journaux les plus considérables de la province : *The Manchester Guardian*, connu par la qualité de ses informations et le *The Yorkshire Post*.

(1) DESNOYER, Comment s'est transformée la presse anglaise. *La Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1928.

(2) *Cahiers de la Société des Nations* : Le rôle intellectuel de la presse, p. 106.

Ce court exposé était indispensable pour mettre à sa place les grands journaux populaires. Ce sont toujours les mêmes qui ont commencé pendant la période précédente par imiter les procédés du *Petit Journal*, mais qui se sont maintenant tellement développés qu'ils possèdent les records de tirage.

The Daily Mail représente toujours la véritable presse populaire à grand spectacle. *The Daily Herald* organe du Labour Party, mais employant tous les procédés de la presse populaire, *The Daily Express* et *The Daily Mirror* les suivent. Les voici placés dans l'ordre de leur tirage d'après les chiffres de 1937 (1) :

Les journaux du matin :

1 ^o <i>The Daily Express</i>	2.329.000	record mondial (2)
2 ^o <i>The Daily Herald</i>	2.000.000	dépassé (3)
3 ^o <i>The Daily Mail</i>	1.580.000	
4 ^o <i>The Daily Mirror</i>	1.367.000	
5 ^o <i>News Chronicle</i>	1.324.000	(4)
6 ^o <i>The Daily Sketch</i>	850.000	
7 ^o <i>The Daily Telegraph and Morning Post</i>	637.000	
8 ^o <i>The Times</i>	192.000	

Les journaux du soir :

1 ^o <i>The Evening News</i>	791.000
2 ^o <i>The Star</i>	493.000
3 ^o <i>The Evening Standard</i>	392.000

En somme, Londres possédait en 1939 : 20 journaux du matin, 4 journaux du soir, 11 du dimanche et 312 hebdomadaires. La province : 24 journaux du matin, 70 du soir, 5 du dimanche et 896 hebdomadaires. Les hebdomadaires ont en Angleterre, ainsi qu'aux Etats-Unis une grande diffusion. *The News of the World* par exemple, spécialisé dans les crimes et les affaires de mœurs

(1) D'après *Mitchell's Newspaper Press Directory*. Edition 1938.

(2) 2.466.323 en 1938.

(3) Le *Willing's Press Guide*, édition de 1936, place en premier lieu *The Daily Herald* avec 2.040.000 ex., avant le *Daily Express* avec 1.900.000 ex. et *Daily Mail* avec 1.719.353 ex.

(4) Fusion des trois grands journaux libéraux : *The Daily News*, *The Daily Chronicle* et *Westminster Gazette*.

qui paraît le dimanche possède un tirage de plus de 3 millions exemplaires (1).

32. — AUTRES PAYS.

La plus grande confusion règne dans la *presse allemande* de l'après-guerre 1914-1918. On trouve, par exemple en 1928 10.686 périodiques. A part les journaux des différents partis politiques très nombreux, il existe 1.500 journaux neutres environ, la plupart répondant à la définition du journal populaire et possédant la *chronique noire* des faits criminels largement développée. Au point de vue commercial ce sont les grands konzerns, comme celui de Hugenberg groupant à peu près 1.200 journaux. On constate l'influence très grande des potentats de l'industrie lourde dans cette presse.

L'arrivée au pouvoir du national-socialisme en 1933 a radicalement changé la situation en supprimant un nombre considérable de journaux, en éliminant les juifs auparavant très nombreux dans la presse, et en transformant la presse en un nombre limité de grands organes politiques nazistes. Il n'existe bien entendu, dans cette presse, aucune place pour le journalisme sensationnel. La suppression des petites feuilles à scandale fut d'ailleurs un des premiers actes du nouveau régime.

Les plus gros tirages sont possédés par le *Wölkischer Beobachter* et le *Berliner Morgenpost* tirant chacun à 500.000 exemplaires environ. Le *Berliner Illustrierte Zeitung* était en 1939 le seul hebdomadaire qui dépassait le tirage de 100.000 exemplaires (2).

La *presse italienne* d'aujourd'hui, ne manifeste pas le goût de la nouvelle à scandale. Le gouvernement fasciste a radicalement supprimé la chronique des crimes, si développée auparavant. La chronique judiciaire, sur le terrain pénal notamment, est réduite à sa plus simple expression. Le Duce a expliqué cela par l'éthique sociale et par le sentiment de la dignité nationale. Il ne faut pas que l'Italie passe à l'étranger pour un pays de corruption et de scandale. « *L'Italie doit laver son linge sale en famille et non à la fontaine publique* ». Ce ne sont pas les journaux de la

(1) KINGSLEY MARTIN, Le rôle intellectuel de la presse. *Les Cahiers de la Société des Nations*, p. 94.

(2) STANKOVITCH M., Etat journaliste. *Le monde des journaux*, p. 76.

capitale, qui sont les plus développés en Italie, mais ceux de la Lombardie, dont le *Corriere delle Sera* de Milan, possède le tirage le plus fort » (1).

Les *journaux suisses* étaient toujours très modérés, ils ne reproduisent pas les récits des crimes. Il n'existe pas dans ce pays de grands journaux d'informations. Ce sont les journaux français qui sont très lus (2).

La *presse espagnole* de l'après-guerre civile se rapproche de la presse des autres Etats totalitaires avec la chronique criminelle limitée.

En parlant de la grande presse mondiale, on oublie en général de mentionner la *presse soviétique*. Elle possède cependant des tirages plus forts que la presse française. La *Prawda* tire environ 2.000.000 exemplaires, l' *Izwiestia* 1.600.000 exemplaires et la *Krestianskaïa Gazeta* 1.250.000 exemplaires. Il existait dans toute la Russie soviétique en 1932 5.600 journaux dont 4.000 en russe et 1.600 en 83 langues et dialectes, avec le tirage total de 38 millions d'exemplaires. Ils sont bien entendu tous communistes, étatisés et la rubrique à scandale en est absente (3).

Si on parle de millions de tirage, notons qu'en allant encore plus vers l'est on trouvera, au Japon, l'*Asahi Simbuh* qui dépasse 2 millions d'exemplaires.

(1) STANKOVITCH M., Etat journaliste. *Le Monde des journaux*, p. 72.

(2) *Idem*, p. 101.

(3) *Encyclopédie française*, t. XVIII. La civilisation écrite.

CHAPITRE II

LES ÉLÉMENTS DE LA « CHRONIQUE NOIRE »

33. — LE JOURNALISTE ET LE CRIMINEL.

Dans l'étude de développement historique de la presse à sensation, nous avons déterminé les cadres dans lesquels se placent les récits des faits et des actes criminels dans les journaux. Il s'agit maintenant de décrire le contenu de ces récits.

L'intérêt de la presse se tourne vers le criminel au moment de la révélation du crime. S'agit-il d'un pauvre diable que personne ne connaît dans un petit village de province, au moment où la vengeance, le désir de l'argent ou l'amour l'ont porté au crime, il perd, grâce à la presse, cette qualité de personne privée et devient en quelque sorte propriété publique. A lui les photographies en première page, les grosses manchettes sur de multiples colonnes. Le journaliste le suit maintenant pas à pas et relate toutes les phases de la procédure judiciaire.

Ainsi, nous nous trouvons devant trois sortes de récits criminels :

1° *Les reportages de la poursuite et de l'instruction criminelle contre les auteurs des crimes et délits.*

Ils se concentrent surtout sur les premières semaines après le crime, puis ils perdent peu à peu en importance. D'autres personnalités criminelles fournissent de nouveaux sujets, mais ce n'est qu'un oubli passager, et les récits de journaux reprennent avec une nouvelle force lorsque, l'instruction préparatoire terminée, la justice passe dans sa deuxième phase. Ce seront :

2° *Les comptes rendus des audiences.* De même importance au moins quant au volume, que les récits de l'instruction préparatoire, et de même aspect extérieur, ils offrent une grande différence au point de vue de la loi. Les reportages de l'instruction

criminelle relatant une procédure secrète d'après la loi, les comptes rendus de l'audience donnent des récits de la procédure publique. Ainsi alors que les premiers ne sont que tolérés, les autres sont réglementés par la loi et bénéficient de certains privilèges. Il faut de suite constater, que cette différence de la situation juridique ne se manifeste nullement dans le contenu de ces récits.

3^o Après le jugement, nous retrouvons dans la presse : *les récits de l'exécution de la peine*. Ce sont d'abord les reportages des exécutions capitales. Ils seront étudiés avec l'ensemble de la question de la publicité de la peine de mort. Il faut y ajouter les reportages des prisons et des bagnes.

Dans trois sections, nous étudierons les caractères des récits de la presse pour chacun des trois actes du drame judiciaire.

SECTION I.

Les reportages de l'instruction criminelle.

§ 1. — Le reporter sur le lieu du crime.

34. — L'intérêt de la presse se tourne vers le crime au moment de sa révélation. Chaque journal veut arriver le premier sur le lieu. Mais, il se produit une émulation non seulement entre les journaux, mais aussi, entre les journalistes et la police. A peine le crime est-il commis, que tous les grands journaux mobilisent leurs reporters et les envoient pour enquêter et fournir des détails. Il se trouve même que lorsque la police arrive pour saisir le malfaiteur, elle trouve à la porte de sa maison les reporters des journaux, faisant les cent pas en attendant la police ou que la presse publie les détails de l'affaire avant que la police les connaisse (1)

On assiste ainsi à une sorte d'*instruction latérale*, entièrement publique, dirigée par le journaliste, à côté de l'instruction officielle dirigée par le juge d'instruction. Disons plutôt qu'il y a

(1) FARALICQ, *Eléments de police scientifique*. Neuvième conférence. Affaire de M^{lle} Delbreuve. Cours à l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris, 1941-1942.

plusieurs instructions privées, car la concurrence entre les journaux fait que chaque reporter conduit à lui seul sa petite enquête. Le journaliste tend à usurper toutes les fonctions, il agit avec énergie, il interroge les témoins, décrit le lieu, photographie, note les soupçons, suit les pistes présumées, se fait un devoir de découvrir le coupable, de rassembler les preuves. Il ne craint pas d'engager le lecteur dans une direction précise. Si ces constatations se révèlent vraies, il n'est qu'un élément de désordre. Mais, si non...

Or, cette seconde hypothèse laisse le journaliste complètement indifférent. La banalité et l'in vraisemblance, la vérité ou l'erreur ne le rebutent pas. Ce qu'il faut mettre en relief, ce n'est pas la vérité, mais ce que le criminel a d'exceptionnel, de pittoresque, d'audacieux, d'habile enfin d'intéresser le lecteur.

La curiosité du lecteur doit être éveillée d'abord par le titre. Un journal sérieux intitule sa chronique criminelle : « *La mort tragique d'une jeune fille* », un journal populaire trouve cela peu attirant, et donne comme titre : « *Un drame de l'immundicité* ». Voici un beau titre, tiré de *Paris-Soir* (1) : « *Henri Geay, 17 ans, quand il sut que son amie Suzanne Lay, 15 ans, allait être mère, la jeta sur la voie ferrée* ». Un vieux journaliste parle ainsi aux blancs-becs de sa carrière : « *Démontrez qu'un événement est heureux ou fatal, jamais qu'il est sans importance. S'il est sans importance, pourquoi donc en parlez-vous ? Le lecteur a droit de vous demander des comptes : vous lui avez fait perdre son temps... Souvenez-vous que le goût du record est au fond du cœur de l'homme et n'hésitez jamais devant le superlatif. Qu'importe au public qu'un homme est admirable où qu'il soit infâme. Pour passionner le public, démontrez que cet homme est plus admirable ou plus infâme que tous les autres, au moins en quelque manière ou par certains côtés* » (2).

Ainsi, si dans un récit de la poursuite d'un criminel le journaliste suit à la lettre les préceptes par lui donnés, il arrive, que, le récit est très loin de la vérité, et qu'une animosité violente se produit entre le policier et le journaliste.

D'UN CÔTÉ LES ERREURS. — Les inexactitudes des journaux sont trop connues pour y insister. La *Revue pénitentiaire* (3)

(1) *Paris-Soir*, 15 décembre 1937, 6^e édition, page 3.

(2) DE JOUVENEL R., *Le journalisme en 20 leçons*, p. 98-99.

(3) *Revue pénitentiaire*, 1906, p. 1259.

raconte une amusante histoire d'une enquête judiciaire dirigée par la presse : La petite commune de Châtenay près d'Etampes a été révolutionnée par la disparition mystérieuse du curé. La police ne pouvant retrouver aucune trace de lui, la presse parisienne s'empara du mystère. Elle en fit la nouvelle sensationnelle du jour en criant à l'assassinat, s'attaquant violemment aux méthodes de la police incapable, d'après elle, de retrouver les assassins. Un journal promet enfin une forte prime pour qui retrouvera le cadavre du curé. Toute la commune se met aux recherches. On a commencé par creuser tous les jardins, puis on envoya une centaine de lettres anonymes à la police en accusant des voisins, enfin on recourut à la consultation des sorciers et des voyantes, à la magie blanche et noire, à l'astrologie et au spiritisme jusqu'au jour où la police belge signala à la police française la présence du curé prétendu assassiné à Bruxelles, où il est allé pour suivre sa maîtresse et ne voulant prévenir personne pour éviter le scandale. Le pauvre ! La presse aidant, c'est le contraire qui arriva.

DE L'AUTRE CÔTÉ c'est l'animosité entre la police et la presse. Remarquons que la police n'a pas en général une bonne presse. La chose est connue, la presse, la littérature, le théâtre ou le cinéma se montrent en général hostiles aux policiers.

C'est la presse qui a imaginé cette expression, aujourd'hui courante : « les basses besognes policières ». Au théâtre, ou au cinéma l'agent de police c'est presque toujours un bon enfant, pauvre idiot, que chacun peut faire marcher, ou une bruteschwartzcharakter. Dans le peuple on menace les enfants désobéissants d'un agent.

Quant à la presse l'antipathie est réciproque. Un policier n'aime pas les journalistes. Il les traite comme un fardeau accablant qu'il est obligé de tolérer, mais qu'il essaye de déjouer tant qu'il peut. Il n'est pas de place ici pour analyser cette animosité. Il faut cependant constater qu'elle rend encore plus difficile la solution de la question du reportage de la presse.

§ 2. — Le reportage criminel et son héros.

35. — Nous avons vu le reporter sur le lieu du crime, voyons maintenant son récit. Quant à la forme extérieure, il est volumi-

neux, il commence toujours en première page, avec quelques photos et une grosse manchette (1). Les journaux américains impriment cette manchette en rouge. Cela, coûte un peu, mais donne un petit frisson au lecteur. D'ailleurs ils payeront. De la première page le reportage passe dans l'intérieur du journal, où il occupe suivant le cas deux à quatre colonnes avec des photos.

Quant au texte même, il embrasse tous les détails de l'enquête officieuse ou de l'instruction. Le secret en pratique n'existe pas. C'est le récit du crime, les descriptions du lieu, la relation des recherches de la police. Heure par heure, le journal avertit son lecteur de tout ce qui se déroule dans le cabinet du juge d'instruction. Les hésitations de ce magistrat, la découverte d'une nouvelle piste, les résumés des interrogatoires des prévenus avec des détails les plus sanglants (2), les dépositions des témoins, les rapports des experts, les confrontations surtout dramatiques, les interviews des témoins et des experts avant leur entrée et après leur sortie du cabinet du juge d'instruction, l'attitude du criminel, la lutte parfois palpitante entre lui et le juge d'instruction, enfin les indiscretions de toutes sortes sur le développement de l'enquête policière et de l'instruction — voilà ce que nous donne un reportage criminel.

Même les extraits des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, ou leurs résumés, publications expressément interdites par la loi sont en pratique tolérés dans les reportages de la presse (3). Le *Figaro* publia par exemple, ce qui était illégal, les procès-verbaux de l'enquête poursuivie par la Cour de Cassation dans la procédure de revision du célèbre procès Dreyfus en 1899. Le journal fut condamné à 500 francs d'amende ; après quoi il continua la publication.

Une publication de ce genre est rarement objective — elle préfère en général prendre une position, cela intéresse davantage,

(1) Quelques exemples : 1° *Le Journal* de janvier à mars 1926 possède presque dans chaque numéro en première page un récit du crime avec la photographie ; 2° « Un enfant qui a tué son père », sa photographie en première page du *Matin* du 19 avril 1913 ; 3° Les photos des 20 bandits célèbres dans la première page du *Matin* du 27 février 1913.

(2) Voir par exemple les dépositions cyniques du bandit fameux David dans le *Petit Journal* du 2 mars 1908.

(3) FABREGUETTES, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole et la presse*, 2° éd., t. I, p. 10.

on est pour un prévenu, contre un autre, on suspecte la bonne foi de certains témoignages, on émet des hypothèses, on propose des suggestions.

Certains crimes sont pour ainsi dire privilégiés, pour la presse, leurs récits sont toujours bienveillants pour les prévenus. Ce sont les crimes passionnels. On a une certaine déférence pour l'amour, l'assassin qui aime est toujours un malheureux, jamais un criminel (1). Mais, en tout cas, la vie privée de l'inculpé est entièrement livrée à la curiosité du public. Tous les détails : sa biographie plus ou moins vraie, son passé, sa psychologie, son caractère, sa vie depuis son enfance, sa famille, ses parents, les secrets domestiques, ses prédilections littéraires, ses habits, ses toilettes, si c'est une femme, le nom de son tailleur, jusqu'aux menus quotidiens de ses dîners, les parties de cartes qu'il fait et les vers qu'il écrit en prison pour se distraire tout est livré aux investigations les plus minutieuses et les plus indiscretes (2).

Avec ce système de reportage judiciaire à outrance, tout inculpé innocent devient une véritable victime. D'après le système pénal français tout accusé est présumé non-coupable, jusqu'à la preuve contraire. Le reportage journalistique bouleversera tout cela. Il blesse ses intérêts et lèse sa réputation.

Le criminel véritable devient par contre un personnage important, il devient célèbre, il reçoit les mêmes honneurs qu'un homme illustre, il est excessivement intéressant et l'on ne saurait trop parler de ses hauts faits (3). Ceux des journalistes qui peuvent l'approcher, recueillir une phrase, s'en glorifient comme d'une faveur (4). Le bandit Garnier est mort le même jour que le roi de Danemark, mais c'est Garnier qui a eu les grandes manchettes.

Il convient de noter la différence entre les récits dans la presse

(1) Voir le récit romantique d'un suicide passionnel sur la tombe de l'amant dans le *Petit Parisien* du 3 octobre 1910.

(2) DUPLAT, *Le Journal*, p. 166 ; SIGHELE S., *La littérature et la criminalité*, p. 213.

(3) P. AUBRY, *La contagion du meurtre*, p. 103.

(4) SIGHELE S., *La littérature et la criminalité*, p. 213. L'affaire de Gabrielle Bompard, une dame de la haute prostitution parisienne, accusée en 1890 de l'assassinat de l'huissier Gouffé. Pendant son voyage à Lyon un reporter qui pouvait l'approcher, lui serrer la main se considérait très honoré, s'en glorifie dans son journal. Condamnée à 20 ans de travaux forcés par la Cour d'Assises de Paris.

de différents pays. Si la presse française possède les caractères que nous venons de déterminer, la presse anglaise, quoique exploitant le crime dans ses récits, s'exprime avec modération et décence. Ainsi il arrive que, tandis que les journaux anglais rendaient compte avec une extrême discrétion et à mots couverts d'une affaire de mœurs, qui a lieu à Londres en 1905, les journaux français publiaient les détails les plus imprévus.

Par contre, c'est la presse américaine, qui se plaît plus encore que les journaux français, dans les détails qui baignent dans le sang et donne au lecteur la quotidienne portion demandée d'épouvante et d'émotion. Les manchettes sont plus grandes qu'en France, le style personnel, vif, intéressant, de très nombreuses illustrations, un petit accent pornographique qui ne fait jamais mal d'après les recettes américaines. Si, par hasard, la vie quotidienne n'apporte aucun crime ni scandale, et il est prudent de ne pas recourir à la fiction, qui peut être vérifiée (1) la presse américaine sait organiser les *sensations authentiques*. Un cambriolage en règle est monté par des habiles reporters chez un commerçant, un négociant, un médecin ou une actrice, désireux de réclame. C'est un *répondant*, c'est d'accord avec lui et contre le paiement d'une somme que les choses se passent. Le lecteur a ce qu'il demande, le journal a ses lecteurs et c'est seulement la police, qui perd son temps en recherchant le malfaiteur qui n'existe pas. Le coup fut joué plusieurs fois par le *World*. La *Herald Tribune*, son concurrent, en a fourni des preuves accablantes (2). C'est le cas du suicide d'une jeune personne chez un médecin peu connu avant l'affaire, mais beaucoup après. Une nouvelle sensationnelle dont la presse a su occuper tout New-York en 1897, qui a fait une réclame monstre au médecin et, on peut dire, a facilité l'ascension de la jeune fille. Ce sont les cas nombreux des « *diffamés par profession* » (3).

(1) Les noms ne sont jamais dissimulés dans la presse américaine comme cela se passe en France. Chaque article du journal donne le nom, la profession, l'adresse et souvent aussi le portrait de la personne en cause.

(2) WINKLER J. R., *William Randolph Hearst*.

(3) Voir article de A. BARINE dans le *Journal des Débats* du 8 juin 1898.

SECTION II.

Le journaliste à l'audience.

36. — Quand enfin le procès arrive à la Cour d'Assises, c'est comme une tragédie avec les représentations d'un célèbre acteur, dont la première est annoncée depuis très longtemps. Les reportages au cours de l'instruction constituent une puissante réclame (1).

Les comptes rendus de l'audience ne se différencient guère des reportages de l'instruction. Les criminels assis sur les bancs de la Cour d'Assises sont détaillés avec la même minutie, avec une abondance extraordinaire dans leurs moindres gestes, leurs moindres attitudes. On les représente causant, réfléchissant, répondant au président, dévisageant le public, accablés ou indifférents, souriants ou cyniques... (2). Ces récits se répètent sur plusieurs colonnes avec un nombre considérable de photographies.

C'est toujours l'accusé, qui en est le héros principal. Quant à la victime on la rend rarement intéressante. Les journaux en parlent peu ; le grand intérêt est de savoir de quelle façon le criminel a cambriolé et a tué, comment il a dépecé le cadavre en morceaux, combien il y a de morceaux, de quelle manière il a dépisté la police, comment il a été arrêté, ce qu'il dit... (3). L'homme honnête, le cambriolé, le tué, cela n'existe pas ; le mort est mort, c'est le vivant, celui sur le banc entre les deux gendarmes qui a accompli le geste qui intéresse.

Et puis après l'accusé, on passe vers l'autre banc, en face ; ce sont maintenant les jurés qui subissent les assauts des journalistes, on les interviewe, on publie les informations révélées ou imaginées. Enfin les journalistes décrivent « *l'atmosphère* » du procès, le public, ses convictions quant au sort de l'accusé et ses prévisions du jugement. Ils nous donnent la relation de ce qu'on appelle l'opinion publique. Mais il faut se rendre compte que ce

(1) SIGHELE S., *La littérature de la criminalité*, p. 208.

(2) M. HENNEQUIN lors de la discussion à la Société générale des Prisons sur l'influence de l'image et de la publicité sur la mentalité des criminels. *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 497.

(3) M. Marcel BRIAND, *loco cit.*, p. 510.

qu'ils nous rapportent, ce ne sont que leurs propres convictions, leurs prévisions, et leur opinion à eux. Ainsi ils ne donnent nullement l'état de l'opinion publique, ils donnent la leur. Si quelqu'un dans une lointaine ville de province après avoir lu pendant plusieurs jours tous les comptes rendus d'un procès célèbre, croit qu'il possède une opinion véritable sur une affaire criminelle, la culpabilité d'un assassin ou la force probante d'un témoignage ou d'une confrontation, il se trompe gravement. Il croit connaître l'expression exacte de la vérité objective, il ne connaît que l'opinion subjective du journaliste.

Pour remédier aux inconvénients des indiscretions de la presse, la loi a prescrit un nombre important d'interdictions et de défenses. Elles seront étudiées dans la deuxième partie. La pratique est cependant contre la loi. Dans quelques rares cas seulement la loi est observée. Le secret est gardé dans les affaires jugées par la juridiction militaire. Les procès en diffamation, en divorce, dont la loi a interdit de rendre compte dans les journaux, ne sont pas publiés bien qu'il y ait souvent des détails sensationnels que la presse serait heureuse de reproduire.

Les comptes rendus des audiences prennent fin avec le jugement. Mais la presse ne se borne pas à le publier. Elle en donne aussi un commentaire. Suivant que la condamnation a plu ou non au journaliste, nous assistons à des attaques violentes contre le tribunal ou au contraire à des louanges. « *Les banquiers avaient raflé plus de 4 millions. Ils récoltent de légères peines de prison et des amendes* », proclame une manchette en première page (1). Ainsi la presse se pose non seulement en juge de l'accusé, mais aussi en juge des juges.

SECTION III.

Le journaliste en prison.

37. — Le journaliste possède un sujet très apprécié par les lecteurs désireux « *du sang et de la mort* » dans le dernier acte du drame judiciaire. Ce sont les exécutions publiques. On en traitera

(1) *L'Œuvre* du 4 mars 1943.

dans un chapitre consacré entièrement à la question de la publicité de la peine capitale. Mais en outre le journaliste s'aventure aussi dans les prisons et les bagnes pour en tirer des récits de la vie des criminels.

Il faut reconnaître qu'une fois condamné, la presse délaisse son héros. Il a cessé d'être la vedette, on a déjà tout dit de lui et largement. Ce n'est que dans le cas d'une évasion sensationnelle ou de la sortie de la prison que la presse offre encore quelques lignes à celui qui bénéficiait auparavant de la première page. Sa gloire aura été de courte durée. Pendant un certain temps après sa condamnation la presse s'intéresse encore à lui, décrit minutieusement sa vie. S'il sort de la prison après un court emprisonnement, sinon avec un acquittement, il a la chance de trouver facilement des propositions pour le théâtre, voir même si c'est une femme, des offres avantageuses de mariage.

On a vu plusieurs assassins débiter avant leur sortie de prison, dans la carrière littéraire.

C'est toujours la presse qui crée cette atmosphère autour de lui, note tous les événements, publie souvent les mémoires des célèbres assassins écrits en prison, qui sont en réalité écrits par les journalistes. Quelques exemples peut-être trop anciens.

Le *Giornale di Sicilia* publia en 1908, les mémoires du bandit sicilien Beppo Salmone. Un journal de Bologne donne en 1912 un roman de l'assassin Murri condamné à la détention perpétuelle, où il raconte comment il a assassiné son beau-père. Le record peut être battu par les publications dans la presse italienne d'avant le régime fasciste, écrites par Albert Olivo qui tua sa femme et la coupa en morceaux, transporta le cadavre en valise de Milan à Gênes pour l'ensevelir dans la mer, et qui est l'auteur d'un volume de discussions sur les questions de psychiatrie (1).

Plus près de nous, nous avons vu les mémoires d'Arlette Staviskey, qui, quoiqu'elle n'ait tué personne a bénéficié d'une publicité considérable.

Mais après un assez court délai, la gloire des assassins est passée. Ce dernier a cessé d'être intéressant pour la presse, d'autres sont venus, ce sont eux qui occupent les colonnes consacrées au crime.

(1) S. SIGHELE, *Littérature et criminalité*, p. 215.

Par contre, la presse s'intéresse à la vie en prison en général. Les reportages des prisons et des colonies pénitenciaires pour les mineurs ne sont pas rares dans les journaux. Ces récits ont exercé une influence considérable sur les changements survenus dans les régimes pénitenciaires. Les reportages sensationnels publiés par un journaliste Albert LONDRES en 1923 sur la vie des transportés dans les bagnes de Guyane française sont trop connus pour qu'on les rappelle.

CHAPITRE III

MOYENS ET MÉTHODES DES JOURNALISTES

38. — LES SYSTÈMES EN PRÉSENCE.

La presse possède deux moyens pour se procurer des renseignements relatifs aux parties non-publiques de la procédure pour sa chronique judiciaire. Un troisième système consiste dans la fusion de deux autres.

1^o La presse peut être informée par le « *Bureau de Presse* » existant au Palais de Justice ayant spécialement pour but de renseigner la presse. C'est le système le plus désavantageux pour elle. Elle reçoit des informations succinctes presque toujours retardées et identiques pour tous les journaux. Ce système est appliqué en Allemagne et en Italie.

2^o Les journalistes se procurent des informations grâce à leurs relations personnelles avec le personnel judiciaire, ou par leurs propres talents et investigations. Ce système, à la différence du précédent, offre des désavantages considérables pour la véracité des récits de la presse. Le journaliste laissé à sa propre intuition publie en général les renseignements tellement éloignés de la vérité, que ce système est abandonné par les régimes les plus libéraux.

3^o Enfin, le système mixte, il prend du premier système l'institution du *Bureau de Presse*, mais les renseignements ainsi obtenus sont approfondis par des reporters sur place. Ce système est pratiqué en France.

39. — COMMENT LE JOURNALISTE PÉNÈTRE DANS LES SECRETS DE LA JUSTICE

En général, la presse obtient à Paris toutes ses informations à la Préfecture de Police, mais de plus, les journalistes s'infor-

ment quotidiennement aux commissariats de police sur la foule de petits faits divers. Dans les cas particulièrement intéressants, ils transmettent la nouvelle par téléphone à la rédaction qui envoie des reporters sur place pour une enquête approfondie. Ils sont en outre continuellement au Palais de Justice à la recherche des échos des couloirs.

Ce mécanisme nous fait comprendre comment les détails secrets de l'instruction criminelle trouvent leur écho dans la presse.

Les informations personnelles prises sur le lieu du crime, chez les voisins, les parents et la victime dévoilent seulement une petite partie des secrets de l'instruction, elles les déforment plutôt. Les indiscretions les plus graves sont commises dans les commissariats de police et à la police judiciaire. Ensuite le point central de l'instruction se transporte du lieu du crime au cabinet du juge d'instruction. Nulle personne n'a pénétré dans ce cabinet, d'où le journaliste tire-t-il ses renseignements ?

Il possède pour ce faire, deux moyens :

1^o Il les prend dans les couloirs. Il se trouve en effet toujours près de la porte du juge. Cela lui suffit pour observer les va-et-vient des témoins, agents de police, experts, lui permettant de cueillir quelques phrases au vol, d'échanger quelques mots avec tel témoin ou de jeter une question astucieuse aux experts.

2^o Mais il existe un autre moyen plus efficace. C'est l'indiscrétion du personnel judiciaire et des parties. Les personnes suivantes participent aux secrets de l'instruction : 1^o le juge d'instruction 2^o le greffier 3^o l'avocat du prévenu 4^o la partie civile, 5^o le ministère public. Chacune de ces personnes n'est pas exempte de quelque péché, de quelque petite indiscrétion. De ces fragments un reporter habile peut facilement composer le tableau de l'ensemble de ce qui se passe derrière les portes très bien fermées à première vue.

Le journaliste qui connaît son métier sait très bien comment vaincre le silence de ceux qui détiennent les secrets. Les magistrats qui commettent des indiscretions seront récompensés par les éloges que leur prodiguent volontiers les journalistes. L'avocat récalcitrant est pris par la famine. On s'acharnera simplement à faire le silence autour de son nom. La nature humaine est faible. Quant à la partie civile il est facile, en tant que personne privée, de la convaincre à parler.

Mais est-il vraiment besoin de faire effort pour entrer en grâce ? Est-ce que l'initiative ne vient pas de l'autre côté ? Voici, comment présente la situation un journaliste de marque Robert de Jouvenel. Son opinion pleine d'esprit mordant, quoique exprimée par un journaliste qui parle *pro domo sua*, ne paraît pas être trop exagérée :

« *Le chroniqueur judiciaire. Que ne lui offrirait-on pas pour qu'il consacre l'habileté de ce juge d'instruction, la finesse de ce président, l'éloquence de cet avocat ou simplement pour qu'il défigure le nom de ce prévenu. Les avocats l'accablent de notes sur les affaires qu'ils plaident, les greffiers lui laissent feuilleter les dossiers, les magistrats l'entretiennent d'anecdotes. Il a avec les robes rouges des rapports courtois et tutoie la moitié des magistrats de l'ordre administratif (1).* »

On répondra que la presse doit être informée, que sinon elle donnerait des récits imaginaires ce qui peut se révéler pire encore. Nous en reparlerons. Il faut cependant attirer l'attention sur certains cas où le secret est traditionnellement bien gardé. Les affaires criminelles devant les juridictions militaires sont souvent aussi sensationnelles que les autres, mais le secret ne transpire pas. Les magistrats militaires sont-ils moins sollicités par les journalistes ? Nous ne le croyons pas, c'est la discipline militaire qui fait cette merveille. On a voulu voir dans ce fait une preuve accablante d'une entière responsabilité des magistrats civils dans l'exploitation du crime par la presse. L'accusation est exagérée, mais leur complicité est évidente.

(1) DE JOUVENEL R., *La République des camarades*, p. 229.

CHAPITRE IV

LA PUBLICITÉ DU BIEN. UN ÉCHEC

« La vertu ne rapporte jamais autant que le vice. »

Devant cette victoire de la publicité du mal, ne peut-on organiser une véritable campagne de la publicité du bien par les journaux ? L'idée paraît juste, elle a reçu son application et ce fut un échec complet.

Deux voies étaient ouvertes pour l'appliquer.

40. — FAIRE LA RÉCLAME A LA VERTU.

La première consiste à opposer à la publicité intensive des faits criminels, une publicité non moins intensive des faits vertueux et moraux. Il n'est pas vrai que la vertu n'existe pas, ou que la presse la méprise. Mais elle n'est pas intéressante, non « *dramatique* » elle ne passionne pas les foules. La vertu c'est une personne rangée, effacée, timide, qui n'aime pas à faire parler d'elle, l'oublier c'est la respecter (1).

Or, il s'agit précisément de l'arracher à son quiétisme et de la mettre en relief, de la proclamer avec le même éclat de sensation, qu'on le fait pour le crime. Faire cas d'un portefeuille trouvé dans la rue et rendu au propriétaire, d'un sauvetage dangereux, de silencieux sacrifices quotidiens.

Clément Vautel, dans son nouveau livre (2) raconte d'une façon amusante comment dans des temps plus heureux que les nôtres il a monté dans un journal la rubrique intitulée : « *Les*

(1) E. GARÇON, *Du crime dans ses rapports avec l'art dramatique et la littérature*.

(2) Cl. VAUTEL, *Mon Film*. Paris, 1941.

braves gens » et comment cette rubrique échoua lamentablement devant le manque de place consécutif à l'augmentation des détails d'un crime célèbre, qui passionnait toutes les classes à l'époque.

41. — POPULARISER LA SCIENCE.

Un autre moyen, c'est la popularisation de la science.

Les nouvelles relatives aux découvertes scientifiques, aux triomphes de la morale, ou aux nouvelles conquêtes de l'industrie ne sont pas en général propres à faire sensation. Il existe quelques rares découvertes qui sont par elles-mêmes sensationnelles comme par exemple : le télégraphe sans fil, ou le film parlant.

Or, pour donner au lecteur « *ce qu'il demande* » pour maintenir ce démon de la sensation qui brûle dans les esprits, il faut rechercher une note sensationnelle dans tous les secteurs de l'activité humaine. Cela vaut mieux que de procurer sans cesse des sensations criminelles. En outre, les lecteurs qui désirent des renseignements sérieux sur ce qui se passe dans le monde seraient plus nombreux, si ces renseignements leurs étaient présentés d'une façon plus vivante, plus simple, plus pittoresque, ou plus humaine.

C'est dans cet ordre d'idées qu'un effort fut fait dans plusieurs journaux pour donner un caractère de nouvelle à sensation aux théories d'Einstein sur la relativité de notions. Les grosses manchettes clamaient « *Le temps n'existe plus* », « *La lumière est opaque et lourde* ». L'échec fut aussi lamentable que pour les « *Braves Gens* » de VAUTEL. Les journalistes de leur côté possèdent un bagage scientifique limité, et il est impossible de demander à un professeur de Faculté d'écrire des articles à grand scandale. L'immense majorité des lecteurs possède un bagage encore plus limité, et les gens sérieux ne cherchent pas leur instruction dans la presse.

On est ainsi revenu au crime. Il est irremplaçable sur ce terrain. Ainsi il règne dans la presse moderne. Constatons ce fait sociologique, les raisons que la théorie scientifique a essayé de trouver pour expliquer ce fait seront présentées dans la troisième partie de notre travail.

Et, en guise de conclusion à cette première partie, qui n'a pour

but que de présenter l'état actuel de la matière, citons cette spirituelle constatation :

« La vertu, le dévouement, l'héroïsme même, n'intéressent qu'assez peu le public. Un beau crime passionne les foules, l'élite comprise, tandis que l'histoire d'un honnête homme ne l'amuse guère, l'histoire d'une honnête femme pas du tout. Il y a infiniment moins de monde au Palais Mazarin pour entendre le discours sur le prix de vertu, qu'au Palais de Justice pour contempler les traits du meurtrier ou de la meutrière à la mode. La « Morale en action » s'est beaucoup moins vendue que l'« Histoire des crimes célèbres ». Et vous-mêmes qui me lisez, vous n'hésiteriez pas, si vous aviez à choisir entre deux dîners en ville, l'un vous offrant l'occasion de rencontrer une jolie et piquante créature aux mille aventures scandaleuses, l'autre vous permettant de vous asseoir auprès d'une très vénérable dame, qui donne l'exemple de toutes les vertus ? » (1).

(1) Clément VAUTEL dans le *Journal* du 27 octobre 1924.

DEUXIÈME PARTIE

LA LOI

LA LOI

42. — DEUX GRANDS PRINCIPES.

Dans la première partie de cette étude, a été esquissée la situation actuelle qui règne dans la grande presse quotidienne. Il ne faut pas croire qu'une telle extension de l'élément sensationnel dans la presse moderne s'est produit sans que la législation ait essayé de réglementer la publication des faits criminels par les journaux. On a essayé même de le faire à plusieurs reprises, mais chaque système un peu plus restrictif de réglementation de la « *chronique noire* » projeté donnait impulsion à un contre-mouvement d'extrême violence de tous les intérêts menacés en cause. La levée des boucliers des directeurs des grands journaux qui défendaient leurs intérêts financiers déchaînait une telle tempête, que tous les résultats positifs étaient difficiles à espérer.

Il faut commencer par avouer franchement que le pouvoir de la presse sur ce terrain a été plus fort que les trois pouvoirs de l'Etat démocratique. Si des mesures législatives ont été prises pour brider le reportage criminel — on se trouve presque toujours en présence de très rares applications de ces mesures et en cas d'application — presque toujours en présence de l'interprétation restrictive des règles limitant la liberté du reportage.

Un argument passe-partout, facile à appliquer et démagogique est chaque fois retiré du placard. On crie à l'attentat contre la liberté de la presse. Il est en effet très facile de manipuler cette thèse. Le principe de la liberté de la presse non seulement a été admis universellement comme une des bases fondamentales de la société démocratique, mais a été élevé au rang d'un symbole de victoire de la vérité sur le mensonge, de victoire de la révolution sur les abus de l'ancien régime. Les souvenirs historiques puissants se lient à la liberté de la presse. Etats-Généraux et Mirabeau ! Les ordonnances de Charles X et les Trois Glorieuses ! Ne touchons pas à la liberté de la presse. La presse libre

a ses défauts. La publication sans limite des faits criminels en est un. Mais ses mérites sont supérieurs. « *C'est notre gloire et c'est notre plaie, que le journal* » a dit Sainte-Beuve (1). Voici le mot de Clémenceau : « *Il s'agit de savoir si les avantages de la liberté du bien compensent les périls de la liberté du mal. J'ai confiance dans l'esprit humain. Je crois à la liberté* (2). »

C'est un premier argument difficile à combattre. Et il se combine encore avec un autre principe aussi fort. Pour interdire aux journaux les descriptions des faits criminels, il faut non seulement toucher à la liberté de la presse, mais aussi s'attaquer à la règle de la publicité de la justice. Et ce principe est aussi fort que l'autre. Lui aussi, nous rappelle les abus de la justice royale, seigneuriale ou épiscopale, les « *sourds-murs de la prison* », les oubliettes et les bastilles.

Nous voyons dans ces conditions que quiconque veut modifier les abus de la presse dans le domaine de la « *chronique noire* » est très mal placé pour combattre cette étrange jonction des plus hauts principes idéalistes avec les plus bas intérêts financiers.

43. — LE DROIT DE LA PRESSE.

La loi de base qui constitue le code de la presse c'est la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Elle sera appelée dans la suite de cette étude la loi de 1881 ou la loi sur la presse. C'est une loi-type du feu-régime parlementaire discutée dans plusieurs délibérations, rapports, contre-projets et amendements, et votée comme résultats des marchandages et compromis (3). Elle est très libérale comme l'époque où elle est née. Son titre

(1) *Portraits contemporains*.

(2) WEILL Georges, *Le Journal*, p. 400.

(3) Histoire : 1^o rapport à la Chambre des Députés du député Lisbonne le 5 août 1880. *Journal officiel*, 1880. Documents parlementaires. Chambre annexe 2865 et 2865 bis ; 2^o première délibération 24, 25, 27, 29 et 31 janv., 1 et 5 févr. 1881, *loco cit.* Débats parlementaires, p. 31 et suivantes ; 3^o deuxième délibération, 14, 15 et 17 févr. 1881, *loco cit.*, p. 235 et s. ; 4^o rapport au Sénat du Sénateur Pelletan déposé le 24 février 1881, *loco cit.* Documents parl. Sénat, p. 461, annexe 334 ; 5^o délibération au Sénat, 9, 11, 15, 16 juillet 1881, *loco cit.* Débats parlement. Sénat, p. 1089 et s. ; 6^o rapport à la Chambre du député Lisbonne du 21 juillet 1881, *loco cit.* Doc. parl. Chambre, p. 1564, annexe 3964 ; 7^o dernière délibération à la Chambre, 21 juillet 1881.

même l'indique. Elle constitue la codification et refonte d'une foule de lois disparates des différents régimes politiques qui ont précédé la troisième république.

Dans notre matière elle ne comporte que peu de choses. Les interdictions de publier les actes officiels de la procédure de l'instruction criminelle (art. 38) et les comptes rendus de certains procès en diffamation (art. 39) mais par contre la consécration de la liberté du compte rendu des débats judiciaires (art. 41); innovation non connue auparavant. Nous voyons qu'elle constitue plutôt une invitation à la presse d'exploiter le vaste champ du crime qu'une entrave.

Cette loi de 1881 est aujourd'hui toujours en vigueur sans changements notables. Un essai sérieux de modifier le régime de la presse, toujours d'ailleurs dans les cadres de la liberté, a été fait par le gouvernement en 1936-1937 et n'a abouti à aucun résultat (1). Les différentes interdictions de certains récits de faits criminels depuis 1881 ont été introduites successivement. C'était le seul moyen de vaincre la forte opposition s'élevant chaque fois. Certaines d'entre elles ont été incorporées dans la loi sur la presse, les autres se trouvent dans des lois distinctes ou même dans des lois réglementant une autre matière.

Il faut d'ailleurs noter, dès à présent, que les mesures les plus sévères ont été introduites dans la législation pendant ces dernières années. Elles sont concomitantes à l'avènement du courant autoritaire dans la justice pénale française. C'est une erreur commune de croire que ce courant ne se manifeste en France qu'à partir de juillet 1940. La politique criminelle autoritaire a vu ses débuts en France en 1935-1936 environ (2). Il se manifeste dans notre domaine par exemple par la multiplication des obstacles à cette liberté de compte rendu de débats judiciaires, la multiplication des cas de la non-publicité de ces débats, par la création même des cas de défense de publier les jugements par la presse. Presques toutes ces interdictions sont prises d'habitude par des décrets-lois qui paraissent en vertu des pouvoirs extraordinaires accordés au gouvernement par le parlement.

Les débuts de la guerre actuelle ont vu s'établir en France la

(1) Débats à la Chambre des Députés le 3, 4, 5, 6 et le 10 décembre 1936.

(2) DONNEDIEU DE VABRES H., *La justice pénale de demain*. Cours de doctorat à la Faculté de Droit de Paris, 1940-1941 et 1942-1943.

censure de la presse. Ce fut le décret du 27 août 1939 « *relatif à l'application du décret-loi du 24 août 1939 concernant le contrôle de la presse et des publications* » qui décide dans l'article 1^{er} alinéa 1^{er} que : *A dater du 28 août 1939 les imprimés, dessins ou écrits de toute nature destinés à la publication, ... seront soumis au contrôle préventif du service général d'information qui aura droit d'interdire leur publication...* » Et l'alinéa 2 ajouté par le décret-loi du 12 septembre 1939, dit que : *« La circulation, la distribution, la mise en vente, l'exposition aux regards du public et la détention en vue de la distribution, de la vente ou de l'exposition des imprimés, dessins ou écrits de toute nature... non soumis au contrôle préventif du service d'information, sont, par suite, interdites. »* Ces textes sont sanctionnés dans l'article 27 de la loi sur la presse par la peine d'emprisonnement d'un mois à 1 an et une amende de 50 à 1.000 francs (1) où de l'une de ces deux peines.

Ce décret constitue la loi-type de circonstances pour une période de guerre. La censure de presse a été instituée pendant la guerre 1914-1918, et n'a pas trouvé d'adversaires. Elle est aujourd'hui en vigueur, quoique dans la pratique elle se combine avec la censure militaire des autorités occupantes allemandes.

44. — LE PLAN.

Nous nous proposons d'étudier dans la présente partie de ce travail les différentes prescriptions législatives, qui réglementent les publications des faits et des actes criminels par la presse, la fameuse « *chronique noire* ».

Le drame judiciaire se compose de trois phases qui sont : 1^o la poursuite des criminels par la police et l'instruction préparatoire devant le juge d'instruction ; 2^o les grands jours de l'audience publique, l'instruction définitive ; 3^o l'exécution de la peine. La presse populaire use largement de ses pouvoirs, nous avons vu (*supra* nos 34 à 37) dans chacune de ces phases.

Un chapitre sera consacré à chacune d'elles, comprenant les dispositions législatives correspondantes.

Les règles de publications des faits criminels sont liées au principe de la publicité de la justice. Ainsi l'analyse de ses règles dans les trois phases sera précédée dans chaque chapitre par le résumé des règles de la publicité de la justice.

(1) Multiplié par douze.

Chaque disposition législative, après une position du problème et un aperçu historique, sera présentée au point de vue de la loi, de la jurisprudence et de la doctrine, enfin des sanctions.

Un quatrième chapitre spécial sera consacré à la question de la publicité de la peine de mort. Cette question aurait sa place dans le chapitre consacré aux publications sur l'exécution de la peine, mais touchant à différents facteurs sociaux intéressants, elle sera étudiée plus amplement.

Nous eussions voulu dans un dernier chapitre présenter les régimes de la publication des faits criminels par la presse des différents pays étrangers. L'absence de documentation la plus récente, la plupart des revues scientifiques étrangères n'arrivant pas actuellement en France, nous a obligé à présenter les dispositions de droit comparé lors des descriptions des institutions françaises correspondantes.

CHAPITRE I

LA PRESSE ET L'INSTRUCTION CRIMINELLE

SECTION I.

La règle du secret de l'instruction.

§ 1. — La règle et son but.

45. — LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES.

C'est une tradition du droit français, que *l'instruction criminelle n'est pas publique* ; elle est menée selon le mode inquisitoire.

Cette non-publicité signifie que tous les actes de la procédure criminelle étaient secrets envers : 1^o l'accusé, 2^o son conseil, 3^o la partie civile, 4^o les tiers, 5^o le public. Ils ne sont pas secrets en ce qui concerne le ministère public. Le secret n'est levé que le jour où, l'instruction préparatoire terminée, le procès passe dans la deuxième phase, celle de l'instruction définitive, où à l'audience tout devient public.

Le principe du secret est valable pour toutes les phases de l'instruction préparatoire. Ainsi doit-être considéré comme secrète aussi bien la procédure de la phase policière, l'enquête officieuse, que la procédure devant le juge d'instruction, et que celle qui se déroule à la fin, devant la chambre des mises en accusation.

Cette règle n'est pas proclamée dans le Code de l'instruction criminelle, elle repose uniquement sur une tradition, une seule fois interrompue sous la Révolution. Elle est cependant tellement conforme à la tradition des codes, qu'elle n'a jamais été

contestée. Si on veut la trouver dans les textes législatifs, il faut se reporter à la disposition de l'ordonnance criminelle de 1670 de Louis XIV, mais on peut, il est vrai, trouver des arguments *a contrario* dans certains articles du Code d'instruction criminelle comme par exemple, l'article 302 sur la permission au conseil de communiquer avec l'accusé après son interrogatoire par le président de la Cour d'assises ou l'article 305 autorisant la prise des copies des pièces ; un autre argument se trouve aussi dans l'article 73 C. i. c. qui prescrit l'interrogatoire des témoins hors la présence du prévenu.

Il est aussi facile de déduire le même principe devant la Chambre des mises en accusation, de la combinaison des textes des articles 223 à 225 C. i. c., qui décident que ni les parties, ni les témoins ne paraîtront et que, même le procureur général et le greffier doivent se retirer, ce qui *a fortiori* signifie l'absence du public.

Le secret subsiste même après une ordonnance ou arrêt de non-lieu (1).

Nous verrons que les idées modernes en droit pénal creusèrent successivement des brèches dans le rocher du secret. Mais avant de présenter le développement historique de la règle, précisons tout de suite quels sont ses motifs et ses buts.

46. — LES MOTIFS DU SECRET.

Ces motifs touchent à trois ordres d'idées. Il s'agit : 1^o de faciliter la tâche du juge d'instruction, qui est la découverte de la vérité ; 2^o de ne pas empiéter sur l'honneur du prévenu, qui peut être innocent ; 3^o sauvegarder l'indépendance de la justice qui aura à statuer, une fois l'instruction préparatoire terminée.

1^o L'expérience a révélé les dangers qui menacent la manifestation de la vérité et qui résultent de la publicité donnée aux actes de cette procédure, publicité qui ne peut qu'entraver la bonne marche de la justice, rendre possible la subornation des témoins, et la suppression des indices compromettants, par des complices qui restent en liberté ou par les parents du prévenu.

(1) HÉLIE F., *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., t. VII, p. 473 ; P. GARRAUD et R., *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, p. 18 ; J. A. ROUX, *Cours de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 304.

Le juge en faisant connaître le peu qu'il sait double les difficultés de sa tâche. Le juge d'instruction reste d'ailleurs, nous le verrons, le maître de l'opportunité du secret. Il peut toujours se révéler et même faire connaître une fausse direction de la poursuite pour favoriser les révélations du prévenu ou endormir les vrais coupables ou les complices dans une confiance qui facilite leur arrestation.

2° C'est un principe qui est à l'honneur de la justice française de considérer chaque prévenu comme innocent jusqu'à la preuve contraire, si on se rend compte du nombre de personnes, qui ont passé des mois entiers en prison avant de pouvoir établir leur innocence. Il s'agit d'éviter que l'honneur de la personne inculpée ne soit pas entaché.

3° Enfin, il faut assurer l'indépendance de la phase définitive du procès. Les courants d'opinion qui s'établissent trop tôt avant l'audience publique, surtout dans les procès sensationnels influent sensiblement aussi bien sur les esprits des juges professionnels que sur les jurés (1).

§ 2. — Le développement historique de la règle.

47. — LES DEUX TENDANCES.

On trouve le principe de l'instruction secrète dans les plus vieilles ordonnances royales qui s'occupent de la justice criminelle. Le fait est connu que les procès criminels se passaient toujours dans le plus profond secret. La procédure inquisitoire de l'instruction préparatoire était le même pour l'instruction définitive, et ce n'est que par l'exécution publique de la peine : l'exposition, la fustigation, la marque, la peine capitale qu'on apprenait le résultat du procès.

La règle que la procédure doit être secrète est définie par l'art. 110 de l'ordonnance royale de mars 1498, dans l'art. 13 de l'ordonnance de août 1536 (2) et art. 162 de l'ordonnance

(1) TRÉBUTIEN, *Cours élémentaire de droit criminel*, 2^e éd., 1884, t. II, p. 48, 381 ; HÉLIE F., *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., t. IV, p. 430 ; J. A. ROUX, *Cours de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 203, 352 note 3 ; TEVFIK HALIM, *Le nouveau régime de la presse*. Thèse Paris, 1937.

(2) Il édicte la défense dans toutes les affaires « de bailler aux parties char-

d'août 1539 de François I^{er}. Le secret est encore de nouveau confirmé par l'art. 11 et 15 du titre VI de l'ordonnance criminelle de 1670 de Louis XIV (1). Si ces dispositions ont cessé par la suite d'être en vigueur, le principe qu'elles consacraient a conservé toute sa force jusqu'en 1897 (2).

Les exagérations de la période révolutionnaire ne sont que passagères, elles sont d'ailleurs bien explicables par les abus de l'ancien régime. C'est le décret du 8 octobre 1789 qui abolit le secret pour la première fois, suivi de près par l'art. 15 du titre IV de la loi du 16/29 septembre 1791. Tous les actes de l'instruction se passent à l'audience, toutes portes ouvertes sous le contrôle direct du peuple. La publicité ainsi établie, malgré ses inconvénients évidents, passe dans le Code du 3 brumaire an IV (art 115 116) et dans la loi du 7 pluviôse an X (art. 7), mais elle est définitivement abolie par la législation napoléonienne.

Il a été établi que le principe du secret de l'instruction criminelle est sans cesse violé par la presse quotidienne. La possibilité d'utiliser largement la matière des affaires criminelles constitue pour la presse une trop bonne aubaine pour qu'elle tienne compte de ce secret.

Dans ces conditions, l'évolution législative dans cette matière va dans deux sens différents : 1^o *d'un côté* les abus de la presse quotidienne, et le développement exorbitant du reportage criminel obligent le législateur à créer des interdictions et défenses, et à instituer des pénalités contre la presse. Cette tendance à fermer le plus étroitement possible les portes du cabinet du juge d'instruction au public et au journaliste qui veut passer pour le représentant du public n'aboutit à aucun résultat. Dans la lutte entre le pouvoir législatif et le « quatrième pouvoir » qu'est la presse, cette dernière triomphe. Le reportage criminel tient debout.

gées et accusées et contre lesquelles il aurait été procédé par information, la communication ou copie de dites informations, soit à ceux ou à d'autres pour ceux, sous peine de privation des offices et de peine corporelle ».

(1) Art. 11 : « Les témoins seront ouïs secrètement et séparément. » ; Art. 15 : « Défendons aux greffiers de communiquer les informations et autres pièces du procès, ni de se dessaisir des minutes... à peine d'interdiction contre le greffier et de 100 livres d'amende, moitié vers nous, moitié vers la partie. »

(2) POTHIER, *Procédure criminelle*, sect. 11, art. 5, par. 6 ; ROUSSEAU et LACOMBE, *Matières criminelles*, p. 324.

2° De l'autre côté se manifeste la tendance à lever au moins partiellement le secret envers le prévenu et d'ouvrir l'entrée chez le juge d'instruction à son défenseur et par conséquent aussi à la partie civile. Les motifs qui éclairent cette tendance viennent d'un autre ordre d'idées. Si le public n'a aucun rôle social à exercer dans cette phase du procès, le prévenu au contraire a tout intérêt à combattre l'accusation portée contre lui. On n'oppose, ou au moins on essaie de s'opposer à l'immixtion du public dans l'instruction. Il faut par contre donner au prévenu les moyens légaux de sauvegarder ses droits (1).

48. — 1° ENTRAVER LA VIOLATION DU SECRET PAR LA PRESSE.

La première tendance commence à se manifester par les dispositions de la loi du 27 juillet 1849 qui sur les propositions de Louis Blanc et Labordère interdit par les art. 10 et 11 à la presse de publier les actes de l'instruction avant l'audience publique (2). C'est la célèbre affaire de M^{me} Lafarge, qui est un des motifs de cette interdiction (3).

La loi du 11 mai 1868, relative à la presse crée par son art. 11 le délit de publication de faits relatifs à la vie privés (4), ce qui menace d'une façon détournée les comptes rendus des instructions criminelles.

La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse marque un certain recul dans cette tendance. Nous sommes en pleine période de « liberté » dans ces débuts de la troisième république. Après avoir abrogé toutes les lois et mesures contre la liberté de la presse, cette loi institue une seule interdiction dans notre matière. Elle est prévue par l'art. 38 de la loi, qui défend la publication des actes d'accusation et tous autres actes de procédure avant qu'ils n'aient été lus en audience publique. Mais après ce moment de recul, le développement croissant de la presse à scandale oblige le législateur à se défendre.

En 1909, le député Viollette dépose à la Chambre une proposi-

(1) J. A. ROUX, *Cours de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 304.

(2) *Moniteur officiel* du 25 juillet 1849, p. 2505.

(3) *D. Rép. v^o Instruction criminelle*, n^o 1231.

(4) Art. 11 de la loi du 11 mai 1868 : « Toute publication dans un écrit périodique relative à un fait de la vie privée constitue une contravention punie d'une amende de 500 francs.

tion de loi tendant à entraver sensiblement les libertés des journalistes dans la matière des procès sensationnels. La proposition qui a été discutée longtemps au Parlement est venue trop tôt, elle suscita les critiques violentes du *Syndicat de la Presse* et elle échoua devant la levée de boucliers de la part des directeurs des grands journaux parisiens. Le texte élaboré par la Commission de la Chambre disait notamment :

« Art. unique : *L'art. 38 de la loi sur la liberté de la presse est complété, ainsi qu'il suit : Sera également punie d'une amende de 50 à 1.000 francs, l'exposition publique ou la publication par l'écrit périodique ou le prospectus de photographies, dessins et portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou de partie des circonstances d'un des crimes prévus aux art. 295, 296, 297, 298, 299, 300 du Code pénal faisant l'objet d'une instruction qui a été ouverte depuis moins de 10 ans, ainsi que pour ces crimes la reproduction par les mêmes modes de tout ou partie des détails de l'instruction, du jugement ou de l'exécution de la sentence. Il n'y aura pas de délit, lorsque la publication aura été faite dans l'intérêt de la justice, du consentement préalable du parquet chargé à instruire l'affaire. Est interdite, sous la même peine la reproduction par l'affiche ou le prospectus délivré gratuitement sur la voie publique de tous ou partie des circonstances d'un crime même imaginaire susceptible de tomber sous les coups des art. 295, 296, 297, 298, 299, 300 du Code pénal (1).* »

Il est difficile de combattre de front les potentats de la presse. Ainsi les réformes qui se font n'ont pas la prétention d'être générales, elles n'attaquent la question que sur un petit terrain spécialisé. Ainsi la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée interdit dans son art. 19 al. 3 la reproduction de tout portrait des mineurs poursuivis et de toute illustration les concernant. La loi du 2 juillet 1931 modifiant l'art. 70 du Code d'instruction criminelle interdit par son art. 2 de publier avant la décision judiciaire, toute information relative à des constitutions de partie civile.

Les dispositions des art. 38 al. 2 et 88 al. dernier du Code d'instruction criminelle modifiées par la loi du 7 février 1933

(1) R. et P. GARRAUD, *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, p. 511 ; *La Revue pénitentiaire*, 1909, p. 933 ; 1910, p. 539.

ferment à la presse la possibilité de publier certains détails concernant l'instruction criminelle. Cette disposition interdit toute communication sans l'autorisation de l'inculpé, signataire ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition ou d'une saisie.

Un nouvel essai a été fait au Sénat lors de la discussion du projet de loi sur la presse en 1936-1937. Une proposition d'un nouveau texte de l'art. 38 était ainsi libellée : « *Il est interdit sous peine d'une amende de 50 à 1.000 francs : 1° de publier les actes d'accusation et tous actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique ; 2° pendant tout le cours de l'instruction et jusqu'au jour de l'audience publique, de publier toute annonce ou divulgation des opérations de l'instruction, des travaux des experts et des déclarations des témoins appelés sous une forme quelconque à l'instruction ; 3° de publier par tous moyens, des photographies, portraits, gravures ou dessins ayant trait à un des crimes ou délits prévus par les sections 1, 2, 3 et 4 du chapitre I du titre II du livre III du Code pénal. Toutefois il n'y aura pas de délit lorsque la publication aura été faite sur la demande écrite du juge chargé de l'instruction. Cette demande restera annexée au dossier de l'instruction.* »

Ce projet est visiblement inspiré par l'institution de « *contempt of court* » du droit anglais. Il n'est pas besoin d'ajouter, qu'une telle atteinte à la liberté de la « *chronique noire* » n'a pu aboutir. Un amendement Forcade a essayé de transiger en substituant au texte impératif du deuxième alinéa une interdiction « *de publier l'annonce d'une mesure d'instruction avant sa réalisation* ». Aussi en vain.

Enfin le gouvernement a profité de l'autorisation donnée par le parlement par la loi du 19 mars 1939 lui accordant le pouvoir de prendre des décrets-lois. Le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat érige en secret de la défense nationale les renseignements relatifs aux mesures prises pour découvrir et arrêter les auteurs des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, à la marche de poursuite et à l'instruction (art. 78-4° du Code pénal). Un décret-loi de la même date (29 juillet 1939) relatif à la famille et à la natalité françaises interdit la reproduction des photographies, gravures, etc., des crimes du sang et des affaires de

mœurs. Ces dispositions posent une limite, encore peu étendue, mais néanmoins une limite au repertage des crimes.

Enfin la loi récente du 27 juillet 1942, relative à l'enfance délinquante, qui remplace la loi du 22 juillet 1912, interdit tous articles de journaux sur les mineurs poursuivis.

49. — 2^o PLUS DE SECRET POUR LE PRÉVENU.

Une deuxième tendance, celle visant à transformer la procédure criminelle en non-secrète vis-à-vis du prévenu, tout en la laissant strictement secrète en ce qui concerne le public, se manifeste dans les lois du 8 décembre 1897 et 22 mars 1921.

L'innovation essentielle dans cette matière créée, par la loi du 8 décembre 1897 ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et des délits est prévue par l'art. 10 qui décide, à peine de nullité, que la procédure doit être mise à la disposition du conseil de l'inculpé la veille de chacun des interrogatoires que celui-ci doit subir et qu'il doit lui être donné immédiatement connaissance de toute ordonnance du juge d'instruction. Et puisque suivant l'art. 8 et 9 l'inculpé détenu peut toujours communiquer librement et que détenu ou libre il ne peut être interrogé ou confronté qu'en présence de son conseil il faut admettre qu'à partir de 1897 le secret de l'instruction préparatoire n'existe pas pour lui.

Le même droit qu'au prévenu a été accordé à la partie civile par la loi du 22 mars 1921. Elle se trouvait en effet à partir de 1897 moins privilégiée que le prévenu et cette loi ne fait qu'établir l'équilibre.

Enfin les lois du 7 février 1933 et du 25 mars 1935 ont encore diminué le secret de l'instruction, en obligeant à procéder aux perquisitions, saisies et visites domiciliaires en présence des témoins (1).

§ 3. — Que reproche-t-on à la justice secrète ?

50. — Les motifs qui ont décidé le principe du secret de l'instruction criminelle sont assez connus pour avoir à y revenir.

(1) G. VIDAL et J. MAGNOL, *Cours de droit criminel*, 8^e éd., p. 720, 721, 922, 989 note 3 ; A. LABORDE, *Cours de droit criminel*, 2^e éd., p. 430 ; F. HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., t. IV, p. 12, 430.

Notons cependant que si solide que soit cette règle, elle a aussi des adversaires, et faut-il le dire des inconvénients.

Le premier argument qu'on donne contre le secret de l'instruction criminelle, c'est toujours la vieille question de la garantie de la légalité et de la régularité de la justice.

Les anciens abus réclament une sorte de contrôle des actes judiciaires, la publicité de ces actes, peut constituer un moyen efficace de contrôle. L'opinion publique se méfie des secrets de la justice, nous en avons la preuve dans le nombre important d'enquêtes extra-judiciaires — par exemple parlementaires — qu'on organisait sous le régime républicain pour chaque affaire embrouillée ou délicate et mettant en jeu les intérêts publics.

On a souligné également que le secret de la justice, c'est en réalité un secret de polichinelle, l'instruction secrète aiguise la curiosité, fait naître des légendes. L'impression morale serait plus efficace, si au lieu de se livrer à des hypothèses et à des récits imaginaires ou écoutés aux portes entr'ouvertes, le public et la presse pouvaient assister à l'instruction et ne parler et n'écrire que *de visu et auditu* (1).

On a enfin cité les exemples des législations étrangères qui admettent la publicité de l'instruction criminelle. Ce sont la législation anglaise et la législation nord-américaine. Ces pratiques existent paraît-il sans aucun inconvénient. Mais en argumentant ainsi on oublie la pratique française de la période révolutionnaire, qui elle, a prouvé les inconvénients sérieux du système.

Il ne paraît pas que ces attaques seront assez convaincantes pour constituer une menace sérieuse contre la règle qui paraît bien établie. Mais un courant favorable à la publicité de l'instruction préparatoire, si minime qu'il soit, existe dans la doctrine. Ne pourrait-on pas expliquer par ce fait ou justifier au moins dans une certaine mesure, l'inexistence du secret en pratique. Le principe est violé, car il ne répond pas à la réalité (2).

(1) ORTOLAN J. E., *Éléments de droit pénal*, 5^e éd., par A. DESJARDINS ; H. GAZIN, *De la publicité de la justice criminelle*, p. 15.

(2) J. M. LEGRAVERAND, *Traité de la législation criminelle en France*, 3^e éd., t. I, p. 418 ; J. A. ROUX, *Cours de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 306.

§ 4. — La Jurisprudence.

51. — Quant à la jurisprudence, elle n'a jamais contesté le secret de l'instruction. Ainsi, dans un arrêt du 9 juillet 1886 la Cour de cassation condamne un greffier qui se permit de communiquer certains actes criminels : « *Attendu* — dit la Cour — *que sous l'empire du Code d'instruction criminelle, la procédure d'information devant le juge d'instruction est secrète, attendu, que L... attaché comme greffier assermenté au cabinet d'un juge d'instruction près le tribunal de la Seine... était tenu particulièrement de garder le secret des procédures suivies par ce magistrat et auxquelles il concourait* (1). »

Le même principe est affirmé après la loi de 1897 dans un arrêt de la Cour de cassation du 5 novembre 1903 : « *Attendu, qu'en vertu des dispositions du Code d'instruction criminelle, la procédure devant le juge d'instruction est secrète ; que si la loi du 8 décembre 1897 en a prescrit dans les conditions qu'elle détermine, la communication au prévenu et à son conseil, son caractère secret persiste au regard de toutes personnes autres que le ministère public...* » (2).

Cette jurisprudence est constante. Elle est affirmée encore tout récemment, par un jugement du Tribunal civil de la Seine du 4 janvier 1937, qui décide en outre que ce secret est d'ordre public et que seul le Procureur général ou le Procureur de la République suivant le cas ont droit de le lever (3).

§ 5. — La levée du secret.

52. — Néanmoins la justice possède en tout deux moyens de lever le secret. L'un est prévu par l'art. 65 du décret du 5 octobre 1920 « *portant règlement d'administration publique sur les frais de justice, en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police* » qui dispose que les expéditions des pièces de la procédure peuvent être délivrées à un tiers par le Procureur de la République, sauf les pièces, faisant partie d'un dossier classé

(1) D. 1886.1.475.

(2) S. 1905.1.297 avec une note de J. A. Roux et D. 1904.1.25 avec une note de G. LE POITTEVIN.

(3) D. 1937.2.20 avec une note détaillée de Pierre MIMIN.

sans suite, d'une procédure clôturée par une décision de non-lieu, etc... dont les expéditions ne peuvent être délivrées que par le Procureur général. Il est peut-être dangereux d'aller chercher la solution d'une question essentielle dans un décret réglementant le frais, mais la jurisprudence en a tiré conclusion (1) que « *ce haut magistrat, principal gardien de l'ordre public a la faculté de lever le secret de l'instruction* ».

Mais la législation la plus récente vient d'ajouter, peut-être même sans intention, un deuxième moyen de lever le secret de l'instruction. La disposition de l'art. 128 du décret-loi du 29 juillet 1939, relative à la famille et à la natalité françaises ajoute à l'art. 38 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse un dernier alinéa ainsi conçu : « *Toutefois, il n'y aura pas de délit s'il s'agit de publication des actes d'une instruction par la presse, lorsque la publication aura été faite sur la demande écrite du juge chargé de l'instruction. Cette demande sera annexée au dossier de l'instruction.* »

Ici ce n'est plus un décret d'application, c'est un décret-loi paru en vertu de l'autorisation du pouvoir législatif, qui donne au juge d'instruction le pouvoir de publier les actes d'instruction. Lequel des deux : le Procureur de la République ou le juge d'instruction est aujourd'hui le maître du secret ? La jurisprudence n'a pas encore eu à se prononcer sur cette question.

SECTION II.

La Presse contre le secret de l'instruction.

§ 1. — La théorie de la liberté du reportage.

53. — LA TOLÉRANCE ACCORDÉE AUX PUBLICATIONS DES FAITS NOTOIRES.

Telle est la règle du secret de toute la procédure qui précède l'audience publique. Il serait superflu de rappeler encore une fois que la règle n'existe qu'en théorie et que, malgré toutes les prescriptions, la presse quotidienne profite largement de l'élément

(1) Même jugement.

sensationnel fourni par les instructions en cours. L'habitude de ces divulgations est tellement entrée dans les mœurs, qu'on ne songe même plus à protester et qu'on cherche seulement à justifier la violation de la loi (1).

Ces tentatives de justification de cette partie de notre chronique noire ont abouti à la création d'une théorie, qui peut être résumée comme suit : *Le journal possède le droit de publier parmi les détails d'une instruction criminelle, ceux qui constituent les faits notoires de la vie des citoyens.*

Cette immunité possède comme base juridique les règles générales de la liberté de la presse. Elle constitue la réalisation du devoir professionnel des journalistes, qui est d'informer le public.

Ainsi toute la difficulté se trouve limitée à la question de définir, ce qu'il faut entendre par « *les faits notoires de la vie des citoyens* ». C'est le premier point à étudier.

On étudiera ensuite les limites qui doivent être posées à cette immunité, les conditions grâce auxquelles elle joue et les sanctions pour les cas où les publications dépassent les limites ou ne remplissent pas les conditions requises (2).

54. — QU'EST-CE QU'UN FAIT NOTOIRE ?

Comment doivent être définis les faits notoires ?

Il s'agit ici des faits *matériels* : les circonstances du crime, les premières constatations, les arrestations des personnes, les perquisitions et visites domiciliaires, les descentes sur les lieux. Ces faits sont toujours connus, non seulement des magistrats, mais aussi d'un certain nombre de personnes en dehors du cercle de celles qui sont directement intéressées dans les procès. Ce sont des faits qui ne sont pas secrets par leur nature.

Mais ce n'est pas tout. On admet couramment, que ce n'est pas seulement la publication de l'existence d'un fait purement matériel qui est privilégiée, il est permis aussi, toujours suivant cette théorie, de publier les constatations révélées lors de cet acte. Ainsi lorsque le journal nous apprend qu'une visite domiciliaire a eu lieu chez M. Dupont, il lui est aussi permis de publier

(1) J. A. ROUX, *Cours de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 304.

(2) FABREGUETTES, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole et la presse*, 2^e éd., t. I, p. 9.

les résultats de cette visite, par exemple le fait de mise sous scellés de certains documents. Tout cela constitue *le fait notoire* dont la publication ne violerait pas le secret de l'instruction criminelle.

La théorie ainsi conçue paraît être risquée. On a essayé alors de la renforcer en invoquant — s'il vous plaît — l'intérêt public.

« *Dès qu'une instruction est ouverte, il faut reconnaître à la presse le droit d'en annoncer la nouvelle en nommant les personnes mises en prévention et en spécifiant les faits qui leur sont imputés* — ainsi se prononce un substitut dans son réquisitoire. *La conséquence de cette publication doit être considérée comme favorable à tous puisqu'elle réalise de la façon la plus efficace, l'appel au contrôle de la nation sur les actes du pouvoir judiciaire* (1). »

Ce point de vue semble être adopté par la jurisprudence : « *Attendu, que dans l'article incriminé — dit une décision caractéristique* (2) — *le défendeur s'est borné à signaler le fait d'arrestation de X... et a exposé les détails de la prévention ; attendu, qu'en publiant ces faits qui émanaient de l'autorité judiciaire, le défendeur a simplement usé de son droit et ne peut encourir de ce chef aucune responsabilité... du moment qu'il est guidé uniquement par le désir de mettre ses lecteurs au courant de tout ce qui intéresse l'ordre et la sécurité publique....* »

55. — LES LIMITES DE LA TOLÉRANCE.

Toute cette théorie, on le voit ne repose sur aucune base légale et est créée de toutes pièces par la jurisprudence. La tolérance accordée à la presse est assez large ; c'est aussi la jurisprudence qui en même temps en pose les limites.

Ainsi, si une relation des actes matériels est permise, le journal outrepassa son droit par un récit qui « *précise des accusations encore dépourvues de preuves et propage des calomnies portant atteinte grave à la considération de celui qui en est l'objet* » (3).

(1) Le substitut DU MARTEAU près le Tribunal de Bruxelles, cité par G. DUPLAT, *Le Journal*, p. 171.

(2) Tribunal civil de Liège, 21 nov. 1883. *La Belgique judiciaire*, 1884, p. 424.

(3) Tribunal civil de Termonde, 25 novembre 1892 ; *La Belgique judiciaire*, 1893, p. 542.

Un récit des circonstances d'un crime est impuni, mais on ne peut pas, désigner quelqu'un comme coupable (1), ou faire part de soupçons. Les réflexions du journaliste sont faites à ses risques et périls ; comme par exemple, après avoir annoncé l'arrestation ajouter : « *on a contre lui des preuves certaines de sa culpabilité* » (2).

Dès lors, encourt une condamnation le journal, qui se permet de publier la notice suivante : Dans la nuit du 17 au 18 août un individu qu'on soupçonne d'être un nommé J. B., maréchal-ferrant à M. a brisé cinq vitres dans la maison d'école. Interrogé ce dernier a nié (3).

Tout cela est clairement résumé par un arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles ainsi conçu : « *Attendu que, s'il est vrai, que la presse peut faire connaître au public des poursuites exercées contre un citoyen, c'est sous la réserve de se borner à la simple annonce de fait et de ne pas émettre des considérations tendant à représenter la prévention comme certaine et que ni les nécessités professionnelles du journalisme, ni le désir de satisfaire la curiosité publique ne peuvent légitimer des publications attentatoires à la considération d'autrui* » (4).

En France la Cour de Cassation ne s'est pas prononcée sur la matière qui nous occupe, mais la Cour de Bordeaux a rendu un arrêt qu'on peut appeler de principe : « *Attendu que, si la presse a pour mission de satisfaire la curiosité publique, elle n'est point autorisée, en rendant compte d'événements de nature à intéresser l'opinion, à imputer à des particuliers... des faits de nature à porter atteinte à leur honneur ou à leur considération ; ... attendu que les franchises de la presse s'arrêtent là où commence la diffamation à l'encontre des particuliers* » (5). »

56. — LES CONDITIONS DE LA TOLÉRANCE : 1^o LA VÉRITÉ.

Pour que leur récits bénéficient de la tolérance, il faut qu'ils remplissent deux conditions, posées, elles aussi par la jurispru-

(1) Paris, 30 novembre 1894 ; *Gaz. Trib.*, 20 janvier 1895.

(2) Lyon, 8 juillet 1881 ; *G. P.* 1882.1.44.

(3) Bourges, 15 novembre 1894 ; *Lois nouvelles*, 1894.2.255.

(4) Cour d'Appel de Bruxelles, 3 mars 1897 ; *La Belgique judiciaire*, 1897, p. 344.

(5) Bordeaux, 26 décembre 1890 ; *S.* 1892.2.114.

dence : 1° ils doivent être rigoureusement *vrais* ; 2° ils doivent être faits de *bonne foi*.

La première condition ; Le fait relaté doit être vrai. Il est évident qu'un récit imaginaire ou qui dénature les faits ne peut se défendre par aucun privilège et encourt la responsabilité normale (1).

C'est le cas d'un journal qui annonce une arrestation qui n'a pas eu lieu (2), ou qui publie qu'une perquisition a été opérée chez un industriel, alors que le commissaire de police était venu lui demander de la part du juge d'instruction des renseignements techniques (3).

Mais ce n'est pas tout. Très souvent le journaliste peut prétendre qu'il n'a fait que reproduire un bruit généralement répandu et répété par tout le monde. Est-il responsable si ce bruit ne se révèle pas vrai ? Oui — répond la jurisprudence — par l'arrêt, déjà cité, de la Cour de Bordeaux : « *Attendu, que... A... prétend... reproduire un bruit généralement répandu dans le pays, qu'il est évident... qu'une circonstance de cette nature ne saurait avoir le caractère d'un fait justificatif* (4) ». Le journaliste qui publie une information sans la vérifier commet une faute lourde.

Mais il y a plus. Dans quelle situation juridique se trouvera un journaliste, lorsque le fait rigoureusement vrai au moment de sa publication, se trouve entièrement transformé par la suite ? Un journal a entretenu plusieurs semaines des milliers de ses lecteurs par les récits les plus sensationnels relatifs à l'instruction contre un prétendu assassin, relatifs aux détails de sa vie, etc..., toujours d'ailleurs dans les limites des *faits notoires* permis par la jurisprudence. Or, en fin de compte, l'accusé est acquitté. Il est relâché de sa prison, vient à la rédaction du journal et demande des comptes. Le journal encourt-il quelque responsabilité ?

Nous avons trouvé la réponse dans la jurisprudence italienne. « *Attendu* — dit la Cour d'Appel de Milan — *qu'en annonçant l'arrestation d'une personne, le journal ne s'expose pas à payer des*

(1) FABREGUETTES, *Traité des délits politiques*, 2^e éd., t. II, p. 226.

(2) Tribunal de la Seine, 19 juin 1880 ; *Gaz. Trib.* du 20 juin.

(3) Trib. Lyon, 20 juin 1883 ; *Moniteur jud. de Lyon* du 20 août.

(4) Bordeaux, 26 décembre 1890 ; S. 1892.2.114.

dommages, si la personne arrêtée est acquittée par la suite. Cette action en réparation devrait trouver son fondement dans le quasi-délit ou la faute aquilienne. Or, cette publication rentre dans la fonction du journal (1). »

En tout état de chose, rien ne s'oppose à l'application de droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi sur la liberté de la presse au profit de chaque personne nommée ou désignée dans un journal.

57. — LES CONDITIONS DE LA TOLÉRANCE : 2^o LA BONNE FOI.

Deuxième condition : Le récit doit être fait de bonne foi. C'est le devoir professionnel qui doit guider la plume du journaliste et non l'intention de nuire (2). Cette condition ne se pose, que dans le cas où la première n'est pas remplie.

La notion de la bonne foi a été très souvent invoquée par la jurisprudence, qui est arrivée à des solutions nettes : « *Attendu — dit une de ces décisions (3) — qu'il est de jurisprudence constante que les imputations diffamatoires sont réputées de plein droit faites avec l'intention de nuire, et cette présomption ne peut fléchir qu'en présence de faits justificatifs suffisants pour faire admettre la bonne foi ; attendu, d'autre part, que l'intention de nuire est légalement caractérisée lorsque l'auteur... a eu conscience des conséquences préjudiciables qui pouvaient en résulter.* »

L'arrêt parle de la diffamation, mais il est pleinement applicable dans notre matière. La preuve est renversée ; la mauvaise foi est présumée, c'est au journaliste de faire la preuve.

58. — LA SANCTION.

Notons d'abord qu'il n'y a aucune sanction pénale pour la divulgation de secrets de l'instruction criminelle. Un récit, s'il ne remplit pas les conditions précédemment étudiées ou s'il sort des limites de la tolérance accordée à la presse ne peut être poursuivi pénalement qu'au cas où on y trouverait les éléments

(1) Cour d'Appel de Milan, 7 février 1905 ; *Giurisprudenza Italiana Bettoni*, 1905, I. II. 335.

(2) FABREGUETTES, *Traité...*, t. II, p. 227.

(3) Bordeaux, 26 déc. 1890 ; S. 1892.2.114.

de diffamation, d'injure ou d'autres délits, mais non pour la simple violation de secret.

Il existe alors la responsabilité civile envers la personne lésée basée sur l'art. 1382 et suivants du code civil (1). Ici la jurisprudence se montre très sévère dans l'appréciation de la faute du journaliste.

« *Attendu* — dit une décision belge — *que le journaliste qui livre à la curiosité des lecteurs les incidents de la perpétration d'un crime ou d'un délit, agit à ses risques et périls et est en pareil cas responsable de la plus légère imprudence* (2). »

§ 2. — Les publications interdites.

I. — Généralités.

59. — LES DIFFÉRENTES INTERDICTIONS.

Il existe dans le droit français des cas, où la loi sort de sa réserve et édicte des interdictions de publier certains détails touchant l'instruction criminelle.

Ce sont les défenses suivantes :

1^o Interdiction de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique (article 38 alinéa 1 de la loi sur la liberté de la presse).

2^o Interdiction de publier avant la décision judiciaire, toute information relative à des constitutions de partie civile (article 2 de la loi du 2 juillet 1931 modifiant l'article 70 du C. i. c.).

3^o Interdiction de publier des détails des instructions des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 78 - 4^o du Code pénal modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat).

4^o Interdiction de publier des photographies représentant les crimes du sang et des affaires de mœurs (al. 2 et 3 de l'art. 38

(1) FABREGUETTES, *Traité...*, t. II, p. 226.

(2) Trib. civil de Bruxelles, 22 juin 1892; *Pasicrisie belge*, 1892.111.310.

de la loi sur la presse, ajoutés par l'art. 128 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises).

5° Interdiction de publier des articles sur les mineurs poursuivis en justice (art. 13 al. 1 de la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante).

Un deuxième chapitre de cette partie sera consacré à la question de la publicité de l'instruction définitive où une deuxième liste des interdictions sera dressée. Parmi ces interdictions, nous en trouverons deux qui peuvent à la fois concerner les deux phases de l'instruction, la phase préparatoire et la phase définitive. Ce sont : 1° L'interdiction de rendre compte de certains procès en diffamation prévue par l'art. 39 al. 1 de la loi sur la presse. La rédaction de cet article est assez générale pour comprendre dans l'interdiction, comme nous le verrons, aussi bien les récits de l'instruction préparatoire que les comptes rendus de l'instruction définitive. 2° L'interdiction de rendre compte des délibérations intérieures des cours et tribunaux prévue par l'art. 39 al. 3 de la loi sur la presse. En effet, dans la procédure préparatoire nous trouvons un épisode qui donne lieu à des *délibérations intérieures*. C'est la procédure devant la Chambre des mises en accusation, prévue par l'art. 223 C. i. c. Ainsi tout ce qui sera dit pour cette interdiction est applicable aussi aux délibérations de la Chambre des mises en accusations.

60. — LE DROIT COMPARÉ.

Il n'existe pas dans le droit français une interdiction générale de publier les articles sur les crimes et les criminels lors de l'instruction de ces crimes.

Ces interdictions générales existent dans certaines législations étrangères.

En *Angleterre*, la publication de toute information détaillée ou appréciation relative à l'affaire, jusqu'à l'audience, de toutes nouvelles ou commentaires de nature à entraver l'administration de la justice constitue un délit de *contempt of court*, d'offense envers la cour. La décision de la justice doit être prise impartialement et en égard seulement aux faits judiciairement soumis aux juges. Est condamnable et offense le respect de la justice tout ce qui est de nature à porter préjudice à la liberté

d'appréciation des juges ou des jurés dans une affaire pénale ou civile qui n'est pas encore jugée. C'est par respect de la justice et dans le but de ne pas influencer la conscience des juges, que le journal doit s'abstenir de publier ces informations.

Ainsi a été condamné à une amende de 1.500 livres un journal, qui a révélé aux lecteurs avant le jugement, les antécédents judiciaires d'un individu, qui en 1937 a tiré un coup de feu sur le roi Edouard VIII (1). A été jugée condamnable une enquête ouverte par les journalistes à l'occasion d'un crime. De même pour la publication d'une interview avec une personne appelée à comparaître comme témoin. La phrase : « l'ignoble assassin persiste à nier son crime au juge d'instruction malgré les preuves accablantes » tombe aussi sous le coup de *contempt of court* (2). Le fait d'attaquer ou de critiquer la Cour constitue une circonstance aggravante.

La procédure pour ce délit est abrégée. Le juge qui préside l'affaire en question ordonne l'arrestation du directeur du journal, qui est amené devant lui et condamné sur le champ à une amende ou à la prison (3).

Le *contempt of court* destiné à empêcher les discussions dans la presse des affaires avant les débats possède cependant de graves défauts. La poursuite est entièrement dans les mains du juge, ce qui peut faciliter l'arbitraire. Les dommages-intérêts pour ce délit peuvent être accordés librement, ce qui crée une incertitude complète. Le journal *Action* a été condamné en 1937 à une somme énorme et le ruinant totalement de 20.000 livres envers lord CAMROSE et le *Daily Telegraph*. Une telle perspective ne facilite pas la tâche du journaliste (4).

D'autres législations sont aussi sévères. Voici les lois récentes. L'article 23 de la constitution soviétique du 5 décembre 1936 interdit de publier des renseignements sur une instruction judiciaire en cours, au sujet d'interrogatoires ou de révisions sans l'autorisation des personnes dirigeant l'enquête.

La loi sur la presse du canton suisse de Vaud du 14 décembre 1937 crée le délit de divulgation de faits relatifs à la vie privée

(1) A. GILLES, *La presse devant le jury*, p. 184.

(2) STANKOVITSCH H., *Etat journaliste*, p. 50.

(3) *Idem*.

(4) *Cahiers de la presse*, n° 1, 1939, p. 49.

d'autrui qui ne constituent ni la diffamation ni l'injure. Ces divulgations lorsqu'elles sont faites avec une intention manifestement malveillante sont sanctionnées par une amende de 5 à 500 francs suisses (1).

D'après l'article 13-6° de la loi *lettone* du 14 février 1938 sur la presse, il est interdit aux périodiques d'insérer des articles glorifiant les crimes et la vie des criminels ou les rendant attrayants.

Le décret-loi *grec* du 22 février 1938 sur le régime de la presse contient un article 41 ainsi conçu : « *Quiconque publie comme auteur ou éditeur, et quiconque met en circulation, soit indépendamment, soit comme partie d'une édition d'ensemble, des imprimés, ouvrages, images ou représentations symboliques exaltant comme des exploits ou décrivant d'une façon quelconque la vie ou les actes de brigands, voleurs ou autres malfaiteurs réels ou imaginaires de façon directement ou indirectement préjudiciable aux conceptions morales du public, à l'exception des ouvrages littéraires ou philosophiques grecs ou étrangers de valeur reconnue, est puni de prison jusqu'à 1 an et d'une peine pécuniaire jusqu'à 10.000 drachmes... Est punie des mêmes peines la description de suicides pour lesquelles n'est permise qu'une communication.* »

L'article 16 de la loi *estonienne* du 19 avril 1938 sur la presse interdit de publier dans les publications périodiques :... 9° les informations, les descriptions ou les images concernant des actes de viol, d'infanticide ou de suicide ; 10° les informations, les descriptions ou les images concernant d'autres crimes ou tentatives de crimes se rapportant à la vie sexuelle, les divorces, les rapports conjugaux, les conflits familiaux et en général la vie intime des citoyens, et qui, sous une forme quelconque, portent atteinte à la moralité et aux sentiments de la décence ; 11° les informations, non expressément autorisés, en matière d'information ou d'instruction judiciaire avant les débats des tribunaux, ou concernant les débats de causes qui se déroulent à huis clos, exception faite pour les sentences, lesquelles peuvent être publiées (2).

(1) *Cahiers de la presse*, n° 4, 1938, p. 663.

(2) *Cahiers de la presse*, n° 4, 1938, p. 664.

61. — LES DISPOSITIONS COMMUNES.

Toutes les interdictions instituées par la législation française et énumérées ci-dessus (*supra* n° 59) jouent de *plein droit* sans que la justice ait besoin de rendre une décision. Nous verrons qu'il n'en est pas de même pour les interdictions de rendre compte de la phase des procès devant la juridiction du jugement.

La violation des interdictions, sauf le cas de divulgation de secret des instructions contre la sûreté extérieure de l'Etat, constitue un délit correctionnel matériel. Ces délits sont sanctionnés par des peines d'amende de 50 à 100 francs (1) pour les publications des actes de procédure ou de photographies, de 100 à 2.000 francs pour les informations relatives à la constitution de la partie civile, de 500 à 5.000 francs pour les récits relatifs aux mineurs délinquants. Une aggravation spéciale est prévue pour la publication des actes de procédure dans les procès anarchistes. Une peine d'amende de 1.000 à 10.000 francs prévue pour cette infraction est renforcée par une peine de 6 jours à 1 mois d'emprisonnement. Un système de sanctions est prévu pour la publication interdite des actes de l'instruction des procès contre la sûreté extérieure de l'Etat (*infra*, n° 70).

Quant aux règles de la *procédure*, elles aussi sont incohérentes. Les infractions consistant dans la publication des actes de procédure et des photographies interdites, des renseignements relatifs à la partie civile sont soumises à la procédure exceptionnelle prévue pour les délits de presse. Les deux premières dispositions sont incorporées dans la loi sur la presse, la troisième contient une formule qui peut être comprise comme renvoyant à la procédure instituée par cette loi (2).

Par contre l'infraction consistant dans la publication de renseignements relatifs à l'instruction contre la sûreté de l'Etat est soumise à la procédure de droit commun. De même pour les récits interdits concernant les mineurs, à défaut d'un renvoi formel à la loi sur la presse (3).

(1) En vertu de l'art. 1-5° de la loi du 26 juillet 1941 les amendes pénales doivent être multipliées par douze.

(2) Art. 2 de la loi du 2 juillet 1931 : « *Il est interdit de publier... sous une peine de l'amende de 100 à 200 fr. édictée par le dernier alinéa de l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.* »

(3) Art. 13 al. 3 de la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délin-

II. — L'interdiction de publier les actes de la procédure.

62. — LE TEXTE DE LA LOI.

Une interdiction essentielle est prévue par l'art. 38 al. 1 de la loi sur la liberté de la presse, ainsi libellée : « *il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce, sous peine d'une amende de 50 à 1.000 francs* ».

Les motifs de cette interdiction touchent à la fois aux intérêts de l'instruction menée selon la mode inquisitoire et à ceux de la défense. Quant aux intérêts de l'instruction il faut que le juge d'instruction ait la liberté d'esprit et qu'il échappe aux suggestions de l'opinion publique créées par la presse discutant les documents de la procédure ou les actes d'accusation. Ces suggestions risquent de l'influencer, ainsi d'ailleurs que les juges de l'audience et les jurés.

Par ailleurs, il s'agit de sauvegarder le prévenu qui peut se voir condamné par l'opinion avant d'avoir été mis en situation de se défendre (1) (2).

La même interdiction était créée dans le droit *allemand*. L'art. 17 de la loi du 7 mai 1874 sur la presse décide que l'acte d'accusation ou les autres pièces officielles d'un procès criminel ne peuvent être publiés par la presse avant d'avoir été produits en débats publics ou avant que la procédure ne soit terminée. L'art. 18 prévoit comme sanction une amende allant jusqu'à mille marks, l'emprisonnement jusqu'à 6 mois ou les arrêts.

D'après l'art. 40 al. 1 du décret-loi *grec* du 22 février 1938 sur le régime de la presse la publication de tout document concernant les débats judiciaires ou de tout arrêt de la Chambre

quante : « *Les infractions à ces dispositions seront déferées aux tribunaux correctionnels...* »

(1) FABREGUETTES, *Traité...*, 2^e éd., t. I, p. 9 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 151.

(2) Art. 3 de la loi n° 484 du 11 avril 1943 (*J. Off.* du 14 avril, p. 1398, D. A. 1942. L. 104) qui suspend le fameux procès dit « de Riom » décide que « l'art. 38 al. 1 de la loi du 29 juillet 1881 n'est pas applicable aux procès soumis à la Cour Suprême ». Il faut voir dans cette exception une mesure politique et non juridique.

des mises en accusation avant leur lecture à l'audience est interdite sous peine de 1.000-2.000 drachmes.

Aussi d'après l'art. 12 b du décret-loi du Président de la République de Pologne du 22 novembre 1938 sur la protection de certains intérêts de l'Etat « *quiconque publie un acte d'accusation ou un autre acte d'une procédure judiciaire avant sa lecture dans les débats publics est passible des arrêts jusqu'à 1 an* » (1).

Enfin l'art. 685 du code pénal italien décide que : « *quiconque publie en tout ou en partie, même en résumé ou à titre d'information des actes ou des documents d'une procédure pénale dont la publication est défendue par la loi est puni d'une amende de 500-1000 liras.* »

63. — HISTORIQUE.

Cette interdiction apparaît dans le droit français à partir de 1849. Elle trouve son inspirateur dans la personne de Louis Blanc, qui dès 1848, s'élève en ces termes contre la publicité du crime par la presse : « *Est-il rien de plus inique, que la faculté laissée à l'accusateur de remplir de sa parole le vaste et retentissant domaine de la publicité, alors que l'accusé est complètement réduit au silence* (2). »

Sur une proposition du député Labordère (3) est voté le texte de l'article 10 de la loi du 27 juillet 1849 qui défend de publier les actes d'accusation et les actes de procédure criminelle, avant qu'ils n'aient été lus en audience publique. Les peines d'amende deux fois plus fortes qu'aujourd'hui et allant en cas de récidive jusqu'aux peines d'emprisonnement de 10 jours à 6 mois sont prévues. La jurisprudence a interprété ce texte largement en décidant qu'il est applicable également à la procédure correctionnelle (4).

La règle ainsi rédigée passe dans les différentes lois sur la presse et nous la retrouverons sans changement, sauf en ce qui concerne la sanction, dans la loi de 1881 ; elle n'est jamais discutée ni contestée.

(1) *Cahiers de la presse*, 1939, n° 2, p. 232.

(2) FABREGUETTES, *Traité...*, 2^e éd., t. I, p. 9.

(3) *Moniteur officiel*, 25 juillet 1849, p. 2505.

(4) Arrêt de principe. Cass. 16 juin 1851 ; G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 560.

64. — LA DÉFINITION DES ACTES DE PROCÉDURE.

Quels sont les actes, dont la publication est interdite ? Ce sont : 1^o les actes d'accusation ; 2^o les actes de procédure. La doctrine (1) et la jurisprudence ont essayé de définir les actes de procédure par énumération. Ce seraient : *a*) tous les actes d'information préparatoire émanant d'un juge d'instruction ou de tout autre officier de police judiciaire agissant en vertu de ses propres pouvoirs ou d'une commission rogatoire ; *b*) les actes faits à la requête des magistrats au cours d'une procédure criminelle ou correctionnelle ; *c*) certains arrêts.

Ainsi ont été considérés comme interdits pour la publication par exemple : 1^o une assignation à comparaître devant le tribunal correctionnel (2) ; 2^o un rapport de l'expert (3) ; 3^o un arrêt de la Chambre des mises en accusation renvoyant le prévenu devant le tribunal correctionnel (4) ; 4^o le procès verbal d'interrogatoire, de déposition d'un témoin ou de constat (5) ; 5^o les dépositions reçues par la Chambre criminelle de la Cour de cassation en audience à huis clos, au cours d'une enquête par elle ordonnée sur une demande en révision (6).

Par contre, ne sont pas considérés comme actes de procédure : 1^o un rapport sur une instruction criminelle adressé par le chef du Service de la Sûreté au chef de la Police municipale (7) ; 2^o les lettres saisies au cours d'une procédure criminelle (8).

Les actes de l'enquête officieuse ont provoqué des décisions contradictoires de la jurisprudence. Ainsi après avoir décidé que « *les rapports de police, quelle que soit leur importance, ne saur-*

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 562 ; BARBIER, *Code de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 153 ; t. III, p. 103.

(2) Cass. 6 mars 1884 ; D. 1885.1.135 ; B. C. 68 ; S. 1884.1.720 ; G. P. 1884.1.590.

(3) Trib. Seine, 19 nov. 1890 ; Trib. Seine, 27 mars 1901 ; G. T. du 28 mars.

(4) Cass. 18 juin 1851 ; D. 1851.1.168 ; S. 1851.1.702 ; J. P. 1851.2.424 ; B. C. 225.

(5) Trib. Seine, 8 avril 1899 ; G. P. 1899.1.672.

(6) Trib. Seine, 8 avril 1899 ; G. P. 1899.1.672.

(7) Trib. Seine, 17 août 1882 ; G. P. 1882.2.424 ; G. T. du 18 août. *France judiciaire* VI.2.739 avec une note).

(8) Cass. 8 janv. 1904 ; D. 1904.1.569 avec une note.

raient être assimilés aux actes de procédure criminelle ou correctionnelle dont l'art. 38 interdit la publication avant qu'ils aient été lus en audience publique » (1), il a été décidé que « les constatations des procès-verbaux des commissaires de police ou de la gendarmerie ne sont pas publics de leur nature et leur divulgation peut avoir pour les tiers et pour les recherches de la justice les inconvénients les plus sérieux » (2).

La publication partielle équivaut à la publication intégrale, même le résumé est interdit s'il conserve le caractère et la physionomie de l'acte de procédure (3) ou peut par sa forme, sa rédaction, son ensemble faire croire au public que c'est le document officiel. Ainsi a été condamné un article faisant le récit des principales circonstances d'une affaire criminelle, alors que ce récit présentait une similitude évidente avec l'arrêt de mise en accusation (4).

La loi interdit la publication des actes de la procédure criminelle et correctionnelle. La jurisprudence y ajoute aussi la procédure en révision (5). Par contre, la procédure en simple police n'est pas comprise dans l'interdiction (6).

La Cour de cassation possède le droit de décider souverainement si la publication présente les caractères légaux d'une publication d'un acte de procédure pénale (7).

65. — LA PÉRIODE DE L'INTERDICTION.

L'interdiction de publier les actes de procédure est limitée dans le temps. Il est interdit de les publier jusqu'au moment où ils ont été lus en audience publique. Alors se pose la question pour les actes qui n'ont jamais été lus en audience, est-il permis de les publier ? Ici les solutions sont contradictoires, mais la plupart des auteurs et des arrêts se prononcent contre l'interpréta-

(1) Voir note 7 de la page 101.

(2) Lyon, 11 mai 1887. *Moniteur judiciaire de Lyon*, 30 août 1887.

(3) Trib. Seine, 11 juill. 1885 ; S. 1885.2.183 ; G. T. du 13-14 juill. ; J. P. 1885.1.998 ; G. P. 1885.2.264 ; D Rép. Sup. v^o Presse 1106.

(4) Cass. 31 mars 1854 ; D. 1854.1.166 ; S. 1854.1.412 ; J. P. 1854.2.443 ; B. C. 88.

(5) Trib. Seine, 8 avril 1899 ; G. P. 1899.1.672.

(6) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 563.

(7) Voir note 4.

tion restrictive. Il suffit que la période pendant laquelle cette lecture pouvait être faite soit expirée. Si les débats sont clos, sans qu'il y ait eu lieu à la lecture de certains documents, leur publication n'est plus interdite, de même dans le cas, où il n'y a pas d'audience publique, par exemple, après une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, après prescription ou dans un procès à huis clos (1).

Il existe cependant un cas où la publication des actes de procédure est interdite, même après la lecture de ces actes en audience publique. C'est celui des procès anarchistes où le tribunal a interdit la reproduction des débats. En vertu de l'art. 5 al. 3 de la loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes cette interdiction s'applique également aux actes de la procédure qui ont précédé l'audience (2).

66. — LA LEVÉE DE L'INTERDICTION (3).

L'interdiction est basée aussi bien sur l'intérêt de la société, de la bonne administration de la justice, que sur celui de l'accusé ; ainsi l'autorisation de l'accusé ne peut changer en rien le caractère délictueux de la publication des actes de la procédure. Cette interdiction est absolue et ne peut pas disparaître par la suite du consentement soit du plaignant, soit du tiers nommé dans l'acte publié (4).

Le juge d'instruction possède le droit d'autoriser la publication. Ce droit vient de lui être accordé par l'art. 128 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises qui ajoute entre autres un troisième alinéa à l'art. 38 de la loi sur la presse (*supra*, n° 52).

Peut-il exister un certain doute quant à l'application de cet alinéa ? Est-il applicable aux deux premiers alinéas de l'article (publications des actes de procédure et publications des photo-

(1) G. LE POITTEVIN, *Le traité de la presse*, t. II, p. 566 ; BARBIER, *Code de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 156. Bordeaux, 18 nov. 1873 ; D. 1877.5.344 ; *contra* : FABREGUETTES, *Traité...*, 2^e éd., t. I, p. 11.

(2) FABREGUETTES, *De la complicité intellectuelle*, p. 96.

(3) Voir aussi *supra*, n° 52, pour la compétence du procureur de la République à lever le secret.

(4) BARBIER, *Code de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 155 ; Trib. Lyon, 24 févr. 1858. D. 1858.3.40.. D. Rép. *Presse-outrage*, n° 988.

graphies des crimes) ou seulement au deuxième alinéa (publication des photographies)? En effet le deuxième et le troisième alinéas marchent ensemble, ils sont ajoutés à l'ancien texte de l'art. 38 par une disposition du décret-loi de 1939 qui à première vue paraît complète en elle-même et séparée de l'ancien texte le troisième alinéa complétant logiquement le deuxième. Ainsi le juge d'instruction posséderait seulement le droit d'autoriser la publication des photographies et non la publication des actes de la procédure ?

La rédaction catégorique du troisième alinéa : « toutefois, il n'y aura pas de délit... » est contraire à une pareille interprétation. Le bon sens aussi.

Quant à l'élément moral enfin, on a déjà souligné que la publication interdite constitue une infraction matérielle. L'intention criminelle n'est pas exigée, peu importe le mobile (1).

67. — LA SANCTION ET LA PROCÉDURE.

La peine pour la publication interdite des actes de procédure est prévue par l'art. 38. Elle consiste dans une amende de 50 à 1.000 francs (2). Une aggravation sensible est prévue par l'art. 5 de la loi du 28 juillet 1894, pour les actes des procès anarchistes (3). Outre l'action pénale, l'action civile peut être intentée suivant les règles générales. On a admis, que ce n'est pas seulement l'inculpé dans la procédure dont les actes ont été divulgués qui peut obtenir les dommages-intérêts, mais aussi un tiers qui a subi un préjudice par la publication interdite (4).

Il est admis également que la publication interdite des actes de l'instruction préparatoire, si blâmable quelle soit, ne peut provoquer la nullité de la procédure. La thèse contraire soutenue dans une affaire célèbre a été rejetée par la Cour de cassation (5).

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 566 ; FABREGUETTES *Traité*, 2^e éd., t. II, p. 11 ; Trib. Corr. Toulouse, 28 déc. 1849 ; S. 1850.2.222.

(2) En vertu de l'art. 1-5^o de la loi du 26 juill. 1941 les amendes pénales doivent être multipliées par douze.

(3) Voir *supra*, n^o 61.

(4) Cass. 9 juill. 1926 ; D. H. 1926.534 ; S. 1927.1.397.

(5) Cass. 12 déc. 1846 ; S. 1840.1.951 ; J. P. 1842.2.622 ; Dalloz : *Répertoire*, v^o *Instr. crim.* n^o 231.

68. — L'INTERDICTION DE PUBLIER LES ACTES ET LA TOLÉRANCE DE PUBLIER LES FAITS NOTOIRES. LA CONCILIATION DES DEUX THÈSES.

Il ne reste qu'une difficile et ingrate question à résoudre. Comment concilier la tolérance accordée assez largement par la doctrine et la jurisprudence aux reportages des différentes phases de l'instruction criminelle avec l'interdiction de l'art. 38 de la loi sur la presse de publier les actes de cette instruction ? Nous avons souligné plusieurs fois déjà que, en fait cette interdiction n'empêche pas la divulgation avant l'audience de tous les détails intéressants de l'instruction (1).

Quel critère trouver pour voir clair dans cette matière entre ce qui est interdit et ce qui est permis lorsque les arrêts donnent des solutions contraires ?

Il semble que ce critère peut être trouvé dans le mobile de l'interdiction de l'art. 38. On a déjà souligné que la loi ne veut pas que les récits abondamment publiés par les journaux lors d'une instruction sensationnelle paraissent constituer des constatations officielles. Le grand public prend une position tout autre vis-à-vis d'un article qu'il croit publié par le « canard » sous sa propre responsabilité et les énonciations qui peuvent être considérées comme émanant d'une autorité publique. « C'est officiel » dit-on (2).

Publions tous les secrets de l'instruction, il n'y a plus de secret en pratique. D'accord. Malgré les regrets qu'on peut éprouver de ce fait nous ne pouvons rien faire contre les mœurs invétérées de la publicité outrancière basée sur une entente des intérêts financiers du journal avec les appétits des lecteurs, mais soulignons par les interdictions et les condamnations, que la justice n'est pas responsable, que ce ne sont ses actes officiels qui sont imprimés en violation du secret.

La justice n'endosse de ce fait aucune responsabilité. C'est le journaliste qui parle, le magistrat n'en sait rien. On ne peut pas fermer hermétiquement le cabinet du juge d'instruction aux indiscretions du journaliste. Ce qu'il faut, c'est donner l'impression, que les fuites qui se produisent ne passent pas par la porte centrale, mais par l'escalier de cuisine.

(1) VIDAL G. et MAGNOL J., *Cours de droit criminel*, 8^e éd., p. 965, note 4.

(2) BARBIER G., *Code expliqué de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 153.

Ainsi, on peut donner le compte-rendu de l'interrogatoire, des dépositions, mais non la copie de la pièce où cet interrogatoire est consigné ; on peut raconter ce qui se passe devant le juge d'instruction, mais il est illicite de publier *in extenso* les pièces ; on peut suivre dans un récit une descente sur les lieux, mais on ne peut pas en donner le procès-verbal, on peut publier les circonstances d'un crime, mais non l'acte d'accusation (1).

A qui profite une pareille situation ? Evidemment au journal. Il lui est pratiquement permis de tout écrire sous les conditions de sauvegarder la forme individualiste des récits. Mais c'est précisément cette forme que préfère le journaliste, en redoutant justement le style sec des communiqués officiels. L'interdiction de l'art. 38 de la loi sur la presse interprétée ainsi se trouve concorder avec les intérêts du journal.

Est-il vraiment invraisemblable que devant une telle situation de fait, des voix se soient fait entendre pour renverser tout ce système manqué et introduire la règle exactement contraire. Il s'agirait d'interdire la publication de tout récit « individuel » et de n'autoriser que les publications des informations officielles largement concédées par l'autorité judiciaire. On aurait cet avantage de faire disparaître la fantaisie des récits des faits criminels (2).

Mais alors, que devient la règle du secret de l'instruction ? Et l'éternelle question de la liberté de la presse ?

III. — L'interdiction de publier les informations relatives à la partie civile.

69. — Les autres publications interdites sont beaucoup moins importantes et les interdictions sont ici strictement observées par la presse. Fatiguée par sa victoire difficile sur le terrain essentiel, la presse abandonne au pouvoir judiciaire quelques petites concessions sur les autres terrains.

La loi du 2 juillet 1931 modifiant l'art. 70 du Code d'instruction criminelle, appelée *la loi Hesse* décrète par son art. 2 : « Il est interdit de publier, avant la décision judiciaire, toute informa-

(1) R. et P. GARRAUD, *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, p. 499.

(2) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 152.

tion relative à des constitutions de partie civile faites en application de l'art. 63 C. i. c. sous une peine de l'amende de 100 à 2.000 francs, édictée par le dernier alinéa de l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. »

Les motifs de cette interdiction se trouvent dans les chantages qui avaient lieu par le moyen de dépôt de la plainte avec constitution de partie civile.

Les abus étaient caractérisés par des plaintes insuffisamment motivées déposées dans le seul but de nuire à la considération de la personne visée dans la plainte. Lors même que la plainte seule n'était pas suffisante pour faire ouvrir une information, le plaignant possédait un moyen efficace de forcer le juge d'instruction à ouvrir une information ; il pouvait se constituer partie civile. La publicité que la presse donnait à cette constitution de partie civile suffisait comme moyen de chantage (1).

Ce n'est pas la publication des documents officiels qui est interdite ici comme dans le cas précédent ; c'est toute information dans le sens le plus large relative à la constitution de la partie civile. La communication du simple fait matériel : « M. Dupont a déposé la plainte avec constitution de partie civile contre M. Durand » tombe sous le coup de la loi pénale. Mais l'interdiction cesse d'exister à partir de la première décision judiciaire. A partir de ce moment, on a le droit de rendre compte même de ce qui a précédé cette décision, sauf, bien entendu, les interdictions de l'art. 38 de la loi sur la presse (2).

IV. — Interdiction de divulguer les secrets de la défense nationale.

70. — « Seront réputés secrets de la défense nationale pour l'application du présent code, dit l'art. 78 du Code pénal, modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat, 4^o les renseignements relatifs soit aux mesures prises pour découvrir et arrêter les auteurs et les complices de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, soit à la marche des poursuites et de l'instruction... » Et

(1) Voir les motifs de la loi dans D. 1931.4.289.

(2) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. III, p. 106.

l'art. 81 ajoute : « *Sera coupable d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et puni des peines portées à l'art. 83, tout français ou tout étranger : 1° qui dans un but autre que celui de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents, s'assurera par quelque moyen que ce soit, la possession d'un secret de la défense nationale, ou le portera, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, à la connaissance du public.* » Art. 83 : « *Si elles sont commises en temps de guerre, les atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat seront punies de travaux forcés à temps. Si, elles sont commises en temps de paix, elles seront punies d'un emprisonnement d'un à 5 ans, et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs (1). Toutefois, l'emprisonnement pourra être porté à 10 ans et l'amende à 20.000 francs à l'égard des infractions visées à l'art. 81-1°...* »

Cette interdiction se trouve englobée dans le système des infractions créé par le décret-loi du 29 juillet 1939, et ayant pour but la défense de l'Etat devant la trahison et l'espionnage.

Historiquement, nous trouvons avant ce décret, déjà une loi du 5 août 1914 réprimant les indiscretions de la presse en temps de guerre. Une loi du 26 janvier 1934 tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat, modifiée par un décret-loi du 17 juin 1938, prévoyait dans son art. 12 les pénalités contre tout individu qui aurait divulgué des renseignements relatifs à des enquêtes ou informations au sujet des délits prévus par cette loi, mais les travaux préparatoires limitaient cette infraction aux seules personnes initiées à un titre quelconque à l'instruction. Ce texte abrogé, l'art. 78-4° nouveau du Code pénal est assez général pour comprendre les publications par la presse.

La définition des « *crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat* » est très large. Il s'agit ici non seulement des infractions comprises dans la section première du chapitre premier du titre premier du livre troisième du Code pénal (art. 75-85, 103 et 104, C. p.), mais aussi celles comprises dans différentes lois touchant à la sûreté de l'Etat, à commencer par les art. 233 à 239 du Code de justice militaire pour l'armée de terre de 1934 et les art. 264 à 268 du Code de justice militaire pour l'armée de mer de 1938.

L'interdiction doit être interprétée largement. Ce sont tous

(1) Multipliée aujourd'hui par douze.

les renseignements relatifs à la procédure contre les auteurs de ces infractions dont la publication est interdite. Pour en renforcer encore la valeur, la loi procède par l'énumération (mesures pour... découvrir, ... arrêter..., auteurs..., complices..., crimes..., délits..., marche de poursuite..., instruction...) Toutefois, l'art. 573 C. i. c. décide que l'interdiction ne s'appliquera pas au jugement rendu.

Quant à l'élément moral, notons encore une différence entre l'infraction de l'art. 81-1^o C. p. et toutes les autres interdictions jusqu'ici étudiées. La publication de secrets de la défense nationale consistant dans des renseignements relatifs aux procès contre la sûreté extérieure de l'Etat ne peut être commise que volontairement. Ce n'est plus une infraction matérielle comme toutes les autres publications interdites. L'art. 81-1^o C. p. ajoute qu'elle doit être commise dans « *un autre but que celui de le livrer à la puissance étrangère ou à ses agents* ». Nous sommes ainsi transportés sur le terrain d'une autre forme de cette infraction prévue par l'art. 76-1^o C. p. « *la livraison d'un secret de la défense nationale à une puissance étrangère* ». Cette infraction ne pouvant être commise par la voie de la presse, elle ne nous intéressera pas.

La sanction contre l'interdiction étudiée est prévue par l'art. 83 C. p. L'infraction constitue un crime lorsqu'elle est commise en temps de guerre et un délit lorsqu'elle l'est en temps de paix. L'alinéa 1 de l'art. 83 institue la peine de travaux forcés à temps pour le crime, et l'alinéa 2 et 3 la peine de 10 années d'emprisonnement et d'une amende pour le délit. Les auteurs des infractions sont en outre passibles de toutes les sanctions complémentaires de droit commun ou spéciales de l'art. 84 C. p. qui sont extrêmement lourdes.

La portée de cette interdiction ne paraît pas être très considérable en pratique. C'est le type de défense qui menace tout le monde et n'atteint personne.

V. — Interdiction de publier certaines illustrations.

71. — Jusqu'à ces dernières années, il n'existait aucune interdiction de publier les illustrations par la presse, fussent-elles les plus horribles, sauf dans les poursuites contre les mineurs.

Cette dernière interdiction a été prévue par l'art. 19 al. 3 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée qui défendait « la reproduction de tout portrait des mineurs poursuivis, de toute illustration les concernant ou concernant les actes à eux imputés ». La nouvelle loi du 27 juillet 1942, relative à l'enfance délinquante n'a apporté aucune modification à ce sujet.

Mais les photographies se rapportant à de sanglants détails d'un crime, la victime coupée en morceaux au premier plan par exemple, pouvaient toujours figurées sur les premières pages des journaux. Ce n'est qu'à partir du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises, qu'une limitation sérieuse fut imposée. Ce décret ajouta par son article 128 un deuxième alinéa à l'art. 38 de la loi sur la presse, ainsi conçu :

« La même peine sera appliquée pour infraction constatée à la publication, par tous moyens de photographies, gravures, dessins, portraits, ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime et délit prévus aux sections 1, 2, 3 et 4 du chapitre 1^{er} du titre II du livre III du Code pénal. »

D'après ce texte seules sont interdites les photographies reproduisant les circonstances d'une infraction. Il est permis donc de publier les photographies des criminels, celles de scènes de poursuite contre un criminel, l'action de la police ou le reportage photographique de l'audience, sauf ce qui sera dit sur les mineurs.

Les crimes et délits dont il est interdit de reproduire les circonstances sont prévus par les articles 295 à 340 du Code pénal. Ce sont tous les homicides, les menaces, les coups et blessures, et les attentats aux mœurs.

L'interdiction est sanctionnée par la peine d'amende de 50 à 1.000 francs (1) prévue par l'art. 38 al. 1 de la loi sur la presse, les règles de la procédure sont donc telles de la loi sur la presse. Par contre la peine pour les publications de photographies interdites de mineurs est moins forte (2) et appliquée suivant le droit commun. Cette différence est peu logique et prouve l'incohérence du système.

D'après le *Criminal Justice Act* anglais de 1925 est interdite

(1) Multipliée aujourd'hui par douze.

(2) 500 à 5.000 francs, mais non multipliée par douze.

la publication de photographies, portraits, croquis de juge, juré, témoins ou partie dans une affaire civile ou criminelle pris dans l'enceinte du bâtiment où siège le tribunal. Cette interdiction est plus large que celle du droit français.

VI. — Interdiction de publier les articles sur les mineurs poursuivis.

72. — La loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante prononce encore une interdiction. En vertu de l'art. 13 al. 1 de cette loi « *la publication... de tous articles sur les mineurs poursuivis est interdite* ». Cette interdiction n'est qu'un développement de l'interdiction de rendre compte des débats des tribunaux pour enfants et adolescents qui existait déjà sous le régime de la loi de 1912 et qui sera étudiée dans le deuxième chapitre (*infra* Nos 106-108).

CHAPITRE II

LA PRESSE A L'AUDIENCE

SECTION I.

La règle de la publicité de l'audience.

§ 1. — La Loi.

73. — Contrairement à l'instruction préparatoire, l'instruction définitive est publique. C'est une des différences fondamentales entre les deux phases de la procédure criminelle. Cette règle est générale devant toutes les juridictions et toutes les procédures, sauf les exceptions qui seront énumérées plus loin.

Elle est consacrée par de nombreux textes législatifs à commencer par l'art. 81 de la constitution de la II^e République de 1848, toujours en vigueur (1). Le Code d'instruction criminelle proclame cette règle dans ses art. 153 pour les tribunaux de simple police (2), art. 190 pour les tribunaux correctionnels (3), art. 209 et 211 pour la Cour d'appel (4) et art. 309, 343 et 357 pour la Cour d'assises (5).

(1) Constitution de la République française du 4 nov. 1848, art. 81, al. 2 : « Les débats sont publics à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, et dans ce cas, le tribunal le déclare, par un jugement. »

(2) Art. 153 al. 1 C. i. c. : « L'instruction de chaque affaire sera publique à peine de nullité. »

(3) Art. 190 al. 1 C. i. c. : « L'instruction sera publique à peine de nullité. »

(4) Art. 209 C. i. c. : « L'appel sera jugé à l'audience », art. 211 C. i. c. : « Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction, la forme du jugement seront communes aux arrêts rendus sur l'appel. »

(5) Art. 309 C. i. c. modifié par la loi du 25 novembre 1941 : « Au jour fixé pour l'ouverture des assises, la cour ayant pris séance, six jurés se placeront, dans l'ordre désigné par le sort, sur les sièges séparés du public. » ; art. 343 : « Les questions étant ainsi posées, la cour et le jury se réuniront dans la Chambre

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810 sur l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, décide enfin que dans tous ces cas le défaut de publicité constitue le moyen de nullité des jugements et des arrêts rendus (1).

La même règle est admise par le Code de justice militaire pour l'armée de terre par l'art. 72 al. 3 et par le Code de justice militaire pour l'armée de mer par l'art. 81 al. 4 (2).

§ 2. — Historique.

74. — La règle de la publicité de l'administration de la justice apparaît en France comme l'œuvre de la Révolution. Sous l'ancien régime l'instruction préparatoire de même que l'instruction définitive sont toujours secrètes. Ce qui est public c'est l'exécution de certaines sentences criminelles, l'exécution de la peine capitale, de la peine de marque, l'exposition, etc... Les demandes de la publicité de la justice se font entendre dans les cahiers des différentes provinces aux Etats-Généraux de 1789. Elle est admis pour la première fois par l'Assemblée nationale dans une loi des 8/9 octobre 1789, d'où elle passe dans celle des 16/24 août 1790, dont l'art. 14 du titre II est ainsi conçu : « *En toute matière civile ou criminelle, les plaidoyers, rapports et jugements seront publics* ». Et l'art. 15 ajoute : « *La procédure par jurés aura lieu en matière criminelle ; l'instruction sera faite publiquement et aura la publicité qui sera déterminée* ».

Depuis la règle de la publicité de la justice n'a été jamais contestée. Elle est élevée jusqu'aux honneurs d'une règle constitutionnelle par l'art. 208 de la constitution du 5 fructidor an III et on la trouve dans toutes les constitutions de la France, sauf celle de 1875. C'est l'art. 64 de la charte de 1814, art. 55 de celle de 1830, art. 81 de la constitution de 1848 et l'art. 56 de la constitution du 15 janvier 1852.

du conseil pour en délibérer » ; art. 357 : « *La cour et le jury rentreront ensuite dans l'audience.* »

(1) Art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : « *Les arrêts... qui n'ont pas été rendus publiquement sont déclarés nuls.* »

(2) Art. 72 al. 3 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et art. 81 al. 4 du Code de justice militaire pour l'armée de mer : « *Les séances sont publiques à peine de nullité.* »

La règle est admise sans discussion lors des travaux préparatoires des codes. Elle est tellement enracinée dans les mœurs, que lorsqu'on discutera le projet de faire cesser la publicité des exécutions capitales, qui présentaient toutes sortes d'inconvénients, il faudra lutter farouchement contre ceux qui y voyaient un attentat contre la règle sacro-sainte de la publicité de la justice.

Nous verrons que, tout en ne contestant pas ces principes, la législation multiplia les exceptions.

§ 3. — Pour et contre la publicité de la justice.

75. — Les arguments ne manquent pas pour justifier cette règle considérée comme une des bases de la justice moderne. Elle constitue la garantie principale de la bonne administration de la justice, la preuve de la légalité et de l'équité (1). Elle attire la confiance et le respect aux magistrats qui ne craignent pas la lumière du grand jour. Par elle, enfin, la liberté de la défense reçoit sa véritable consécration (2).

D'après une définition déjà très ancienne la publicité de la justice est organisée pour satisfaire au « *désir de prouver à tous les citoyens, que les jugements prononcés sur leurs demandes, sur leurs différents étoient si conformes à l'équité et aux loix, qu'ils pouvaient être entendus de la multitude sans avoir rien à craindre de la censure* » (3).

Outre les garanties qu'elle offre aux accusés, on y affirme « *des hautes valeurs d'instruction pour le peuple qui accourt aux procès criminels et y trouve la leçon de la morale, de ses droits et devoirs* » (4).

Ce qu'on reproche à la publicité des procès c'est de transformer la justice en théâtre. S'il s'agit d'une affaire sensationnelle la salle d'audience se change en salle de spectacle. La *Revue pénitentiaire* constate que « *le public s'entasse plusieurs heures à*

(1) J. A. ROUX, *Cour de droit pénal*, 2^e éd., t. II, p. 248.

(2) F. HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., t. VII, p. 475.

(3) GUYOT, *Répertoire de jurisprudence* (éd. 1787), t. XIV, p. 86 ; MERLIN DE DOUAI, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 5^e éd., t. XIII, p. 541.

(4) J. M. LEGRAVEREND, *Traité de législation criminelle en France*, 3^e éd., 1830, t. II, p. 25 ; MORIN A., *Répertoire général et raisonné du droit criminel*, 1850, t. I, p. 259.

l'avance, les mondains oisifs, les bourgeois désœuvrés, les curieux en quête de sensations, les dames du monde et du demi-monde aux robes tapageuses, avides du succès de toilette, les écrivains quelconques... » (1).

§ 4. — La jurisprudence.

76. — La règle élevée ainsi à la hauteur d'un principe donne lieu à un très grand nombre de décisions jurisprudentielles. Elles débutent par un arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 1813, qui la consacre dans des termes élevés : « *Attendu, que c'est pour l'honneur de la magistrature autant que pour l'intérêt de la justice, que la législation a prescrit la publicité des plaidoyers, des rapports et des jugements* (2). »

Les solutions auxquelles est arrivée la jurisprudence sont les suivantes :

1^o La nullité est attachée non seulement à la non-publicité de l'audience, mais aussi à la non-constatation de cette publicité par le procès-verbal. Cette solution se place dans les cadres du système jurisprudentiel suivant lequel il ne peut exister de preuve contre le procès-verbal, sauf par l'inscription du faux.

2^o La constatation de publicité doit exister dans le procès-verbal ou dans le jugement pour toutes les audiences successives de l'affaire (3).

2^o Peu importe que le public ait véritablement pénétré dans la salle ou non, il suffit qu'il ait la possibilité d'y pénétrer, que les portes soient ouvertes.

4^o La règle de publicité joue aussi devant la Cour de cassation, quoiqu'elle ne soit pas inscrite dans le code (4).

5^o La règle de publicité est également prévue pour les descentes sur les lieux ; en général le public doit être admis partout où se transporte le tribunal ou la cour (5).

(1) *Revue pénitentiaire*, 1909, p. 526, voir aussi une description d'une audience dans *le Matin* du 21 avril 1913 sous le titre « *Propos d'un Parisien* ».

(2) S. 1814.112.

(3) Certains arrêts caractéristiques : Cass. 19 juin 1890 et 19 déc. 1891 ; S. 1892.1.166. Cass. 6 févr. 1892 ; S. 1892.1.167. Cass. 15 déc. 1892, S. 1893.1.110. Cass. 1^{er} juin 1899 ; S. 1901.1.109. Cass. 18 juin 1908-18 juin 1909 ; S. 1912.1.425.

(4) Cass. 24 sept. 1891 ; B. C. 191.

(5) Cass. 22 mai 1834 ; B. C. 156. Cass. 23 mars 1843 ; B. C. 65. Cass. 29 déc. 1881 ; S. 1883.1.96.

§ 5. — Les exceptions à la règle.

Si strictement que soit appliquée par la jurisprudence la règle de la publicité des débats, elle comporte un certain nombre d'exceptions. Certaines d'entre elles sont facultatives, elles ont besoin d'une décision de la justice, ce sont surtout les mesures d'ordre ; les autres dérivent directement de la loi, ce sont les règles de la procédure devant certaines juridictions.

I. — Les exceptions facultatives.

Il existe trois sortes de mesures d'ordre permettant de restreindre en droit ou en fait la publicité des débats. Ce sont : 1^o le huis clos ; 2^o l'évacuation de la salle ; 3^o les cartes d'entrée.

77. — a) LE HUIS CLOS.

Le huis clos consiste dans l'exclusion du public des débats dans le cas où la publicité peut être dangereuse pour l'ordre ou pour la moralité, quand elle peut entraîner les scandales ou autres inconvénients graves. Il doit être ordonné, à peine de nullité, par un jugement ou un arrêt motivé. Il ne s'étend qu'aux « débats » ce qui signifie que les décisions, les jugements, les arrêts, les ordonnances doivent toujours être prononcées publiquement.

La mesure peut être décidée, en vertu de l'art. 81 al. 2 de la Constitution de 1848 (1), ainsi qu'en vertu de l'art. 87 du Code de procédure civile, que la jurisprudence prétorienne applique aussi à la procédure pénale (2) (3).

D'après une tradition, on laisse dans la salle les membres du barreau, les témoins, le conjoint, les parents et les alliés de l'accusé, mais on exclut les représentants de la presse.

Le procédé du huis clos vient de l'ancienne jurisprudence. Il est inconnu dans la législation intermédiaire et il existe une déci-

(1) Voir n^o 73, note 1.

(2) Art. 87 C. p. c. : « Les plaidoiries seront publiques, excepté dans le cas où la loi ordonne qu'elles seront secrètes. Pourra cependant le tribunal ordonner qu'elles se feront à huis clos, si la discussion publique devait entraîner ou scandale, ou des inconvénients graves... »

(3) R. et P. GARRAUD, *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, p. 505.

sion de la Cour de cassation du 27 mai 1810 (1) qui casse un arrêt pour avoir prononcé le huis clos dans une affaire criminelle. La règle est définitivement admise par l'art. 87 du C. p. c. et par l'art. 64 de la charte de 1814 d'où elle passe dans les différentes constitutions (2). Elle est pratiquée, primitivement, seulement dans des matières criminelles *stricto sensu* et ce n'est qu'à partir de 1848 qu'elle reçoit aussi une application dans les affaires correctionnelles (3).

78. — b) L'ÉVACUATION DE LA SALLE.

L'évacuation de la salle est une mesure d'ordre à laquelle peut procéder le président du tribunal ou de la Cour chargé de la police d'audience par l'art. 267 al. 2 C. i. c. Il procède à l'évacuation de la salle lorsque les assistants — dit l'art. 504 C. i. c. « *donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou exciteront du tumulte de quelque manière que ce soit* ». Cette mesure peut faire disparaître la publicité de débats dans le cas, où le président, en expulsant le public, transformerait l'audience publique en une sorte de huis clos.

D'après la doctrine le président doit, précisément pour sauvegarder la sacro-sainte règle de publicité, soit laisser une partie du public, soit après avoir fait évacuer l'assistance, faire entrer un autre public, soit enfin ajourner l'audience (4). Autrement, il en résulte une nullité évidente des débats.

En pratique, on use très rarement de l'évacuation de la salle, et il serait difficile de trouver dans les annales de la justice un cas, où avec le public, les représentants de la presse seraient ainsi expulsés de l'audience. Le président est souvent très mal placé pour faire sortir le public, qu'il a, en outre, en quelque mesure invité en distribuant lui-même les cartes d'entrée. Et ce genre de public est souvent le plus mal discipliné et crée le désordre en se considérant privilégié et protégé en quelque sorte par sa carte (5).

(1) J. P., t. VIII, p. 312.

(2) R. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, 15^e éd., p. 950 ; F. HÉLIE, *Traité de l'instr. criminelle*, 2^e éd., t. VII, p. 478.

(3) A. MORIN, *Répertoire général et raisonné du droit criminel*, t. I, p. 260.

(4) F. HÉLIE, *Traité de l'instr. crimin.*, 2^e éd., t. VII, p. 324.

(5) G. HONNORAT, De la police de l'audience en matière d'affaires sensa-

79. — c) LES CARTES D'ENTRÉE.

L'institution des cartes d'entrée pour certaines audiences criminelles est l'œuvre de la pratique et ne possède aucune base législative. Cette pratique peut, dans une certaine mesure, restreindre la règle de publicité des portes ouvertes à tout entrant.

Pire encore, cette pratique peut entraver les droits de la défense ou de l'accusation, car elle donne au président le moyen de composer une salle favorable ou défavorable à l'accusé (1).

La doctrine justifie la mesure par le même art. 267 al. 2 du C. i. c. qui donne au président les pouvoirs de police de l'audience. Mais dès les débuts, elle apporte des réserves. Déjà FAVARD DE LANGLADE (2) observe que l'auditoire composé en entier ou dans une trop forte proportion de personnes de choix ferait disparaître la publicité des débats et constituerait un moyen de nullité. Notons encore, par exemple, l'observation de J. M. LEGRAVERAND, que « *la distribution est exclusivement confiée aux magistrats et aux gens du roi sans que l'accusé y ait aucune part. Cependant la publicité est toute dans son intérêt* » (3).

La jurisprudence dans un arrêt de principe, assez ancien puisqu'il remonte au 6 février 1812, a décidé que « *la distribution des billets pour entrer de préférence à l'audience d'une Cour criminelle, n'est pas une contravention à la loi qui ordonne la publicité* » (4). Plus récemment elle a essayé de concilier le droit de police du président avec le principe de la publicité : « *Attendu — dit un arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1867 — que la publicité des débats doit se concilier avec les droits de police que confie au président de la Cour l'art. 267 C. i. c. ; attendu que le président de la Cour d'assises a toujours droit pour le maintien de l'ordre et la police de l'audience de faire fermer momentanément les portes de*

tionnelles. *Revue pénitentiaire*, 1909, p. 526. Voir aussi la *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 869.

(1) Un certain nombre de circul. de la Chancellerie réglemente la matière dans le sens de recommandation aux présidents d'user avec prudence des cartes d'entrée. F. HÉLIE, *Traité de l'instruct. criminelle*, 2^e éd., t. VII, p. 322.

(2) FAVARD DE LANGLADE, *Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative*, 1823, t. I, p. 248.

(3) J. M. LEGRAVERAND, *Traité de législation criminelle en France*, 3^e éd., 1830, t. II, p. 25.

(4) S. 1812.108 ; J. P., t. X, p. 100.

la salle... » d'où la conséquence qu'il peut aussi ne les faire ouvrir qu'aux personnes munies de cartes (1).

Mais ayant été saisie dans la célèbre affaire Pranzini, où l'assistance était entièrement composée par le président et se comportait d'une façon scandaleuse, la Chambre criminelle de la Cour de cassation se refusa à résoudre la question en alléguant que le procès-verbal constatait la publicité en ces mots : « *Les portes étant ouvertes et l'audience étant publique* » (2).

La pratique fait disparaître la difficulté en admettant toujours dans la salle un certain nombre de personnes sans billets. Il paraît que c'est la solution la meilleure. Mais la question qui nous intéresse spécialement ici, c'est la présence des représentants de la presse à l'audience. Une coutume se développe qui donne aux journalistes certaine liberté dans les enceintes des Palais de Justice. La question est réglée par la circulaire du ministère de la justice du 1^{er} février 1891 (3).

II. — Les exceptions de plein droit.

Outre les exceptions et les restrictions à la règle de publicité de l'audience, étudiées plus haut, qui exigent une décision de justice et qui sont facultatives, il existe des procédures dans lesquelles la publicité est exclue de plein droit. Toutes ces restrictions sont de création récente. Ce sont : 1^o la procédure devant les tribunaux pour enfants ; 2^o la procédure en dommages-intérêts pour plainte injustifiée ; 3^o la procédure de divorce.

80. — a) LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS.

Un régime spécial de publicité très restreint est organisé pour les enfants par la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée. Les mineurs de moins de treize ans auteurs d'un crime ou d'un délit sont justiciables du tribunal civil statuant en chambre du conseil. Les

(1) S. 1868.1.139 ; D. 1867.1.360 ; G. P. 1868.311.

(2) Cass. 11 août 1887 ; S. 1889.1.137 avec une note.

(3) *Bulletin officiel du ministère de justice*, 1891, n^o 3.

audiences de la chambre ne sont pas publiques ; peuvent seulement y assister certaines personnes. Les représentants de la presse ne sont pas admis. La décision motivée est lue en audience publique.

Les mineurs de plus de treize ans sont jugés par les tribunaux spéciaux pour enfants et adolescents. Sont seuls admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents du mineur, les membres du barreau, les représentants de l'Assistance publique, les membres des sociétés de patronage et autres institutions charitables et *les représentants de la presse*.

Ce régime des mineurs vient d'être complètement refondu. La loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante institue un régime identique pour tous les mineurs. L'affaire est portée toujours devant la Chambre du Conseil du Tribunal civil qui examine si la prévention est établie (art. 8) et statue à huis clos (art. 7 al. 2). Dans le cas positif l'affaire passe devant le tribunal pour enfants et adolescents, où la publicité est réglée par l'art. 10 al. 5 et 6 de la loi ainsi rédigés :

« Chaque affaire est jugée séparément. Les audiences du tribunal ne sont pas publiques. Ne peuvent y assister que les membres agréés par le tribunal des comités de défense des enfants traduits en justice, des sociétés de patronage et autres institutions charitables s'occupant des enfants ainsi que les délégués à la liberté surveillée. »

Sous le régime de la loi de 1912, lorsque le mineur était renvoyé devant la juridiction de droit commun, — ce qui avait lieu quand il était impliqué comme auteur principal, coauteur ou complice, dans la même cause que les inculpés âgés — l'audience était publique. Ainsi dans un certain nombre de cas la loi de 1912 manquait son but, le mineur comparaissant quand même à l'audience publique. Cet inconvénient est aboli par la loi de 1942. Les mineurs ne comparaissent aujourd'hui jamais devant une autre juridiction que le tribunal pour enfants et adolescents, sauf pour les contraventions. Ces dernières sont déférées au tribunal de simple police siégeant hors la présence du public.

Les raisons qui ont amené le législateur à instituer ce régime d'exception touchent à différentes considérations. La justice pour les enfants doit être paternelle, ce qui ne se concilie pas avec la présence du public. L'enfant placé devant la galerie des assistants se comporte avec fanfaronade et ostentation. Les dan-

gers de l'exemple et de la contagion par imitation sont aussi à craindre (1).

Le droit étranger souvent même exclut les mineurs des audiences des tribunaux de droit commun. C'est le cas, par exemple, de l'art. 289 du Code d'instruction criminelle du canton suisse du Tessin, de l'art. 116 du Code norvégien. C'est aussi le point de vue du Code de procédure pénale polonais de 1929.

81. — b) L'ACTION A CAUSE D'UNE PLAINTE INJUSTIFIÉE.

C'est devant le tribunal correctionnel statuant en chambre du conseil, sans la présence du public, qu'est organisée une procédure en dommages-intérêts à cause d'une plainte injustifiée avec la constitution de partie civile. Elle est créée par l'art. 70 al. 3 C. i. c. dans le texte modifié par la loi du 2 juillet 1931 pour le cas où cette plainte a provoqué une information close par une ordonnance de non-lieu. Seul le jugement est rendu en audience publique.

Procéder aux débats en audience publique dans cette procédure constitue-t-il un cas de nullité ? Cette question a été posée devant la Cour de cassation (2), mais n'a pas été résolue.

82. — c) LA PROCÉDURE EN DIVORCE.

Un nouveau cas de procédure non-publique de plein droit a été introduit par la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps. L'art. 239 du Code civil dans le texte modifié par cette loi décide que « *La cause est instruite en la forme ordinaire et débattue en chambre du conseil, le ministère public entendu. Le jugement est rendu en audience publique.* » Art. 248 al. 3 du Code civil : « *En cas d'appel, la cause est débattue en chambre du conseil. L'arrêt est rendu en audience publique.* » En vertu des art. 307 et 308 du Code civil les mêmes règles sont applicables à la procédure en séparation de corps. Jusqu'ici ces affaires

(1) DONNEDIEU DE VABRES, *Traité élémentaire de droit criminel et de législation comparée*, p. 187 ; G. VIDAL et J. MAGNOL, *Cours de Droit criminel*, 8^e éd., p. 210, 232 ; R. et P. GARRAUD, *Traité pratique et th. de droit pénal*, 3^e éd., t. I, p. 781 ; H. GAZIN, *De la publicité de la justice-criminelle*, p. 22.

(2) Cass. 8 juill. 1936. S. 1938. 1. 73.

étaient jugées d'après les formes ordinaires et les tribunaux pouvaient prononcer le huis clos d'après le droit commun.

Les motifs qui ont amené l'introduction du huis clos de plein droit se rattachent à la tendance actuelle du législateur d'élever la dignité du mariage et de la famille en supprimant la publicité des détails des adultères ou scandales familiaux.

SECTION II.

Le compte rendu de l'audience.

§ 1. — L'immunité du compte rendu.

I. — La position du problème.

83. — LA LOI FRANÇAISE.

« La publicité n'est pas assurée par la présence des quelques assistants sans qualité entassés au hasard des premiers arrivants, elle ne peut être assurée que par la presse », dit M. Joseph BARTHÉLEMY (1). Ainsi compris, le compte rendu d'un procès apparaît comme un corollaire nécessaire et la consécration de la publicité de la justice.

« Vous êtes devenus pour la justice les auxiliaires indispensables, dit aux journalistes Raymond Poincaré. C'est vous qui assurez la publicité effective de ses audiences et ses arrêts, garantie légale de son indépendance nécessaire et contrôle de son autorité. C'est vous qui lui prêtez votre voix et lui permettez de se faire entendre de l'opinion (2). »

En effet, à partir du grand développement de la presse quotidienne, il est difficile de limiter la publicité de l'audience au seul auditoire de la salle où siège la cour. L'autre auditoire innombrable des lecteurs des journaux s'y ajoute et il doit posséder les mêmes droits et privilèges que le public du Palais de Justice. C'est dans cet ordre d'idées que le législateur a institué au profit

(1) J. BARTHÉLÉMY, Le projet contre la presse. *Revue politique et parlementaire* du 10 janv. 1937, n° 506, p. 23.

(2) Discours à l'Association de la Presse judiciaire, 24 mars 1914.

de la presse, une immunité du libre compte rendu des débats judiciaires. Art. 41 al. 3 de la loi sur la presse est ainsi conçu :

« Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage ni le **compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires**, ni.... »

84. — LE DROIT COMPARÉ.

En Angleterre, en vertu du même principe les places réservées au public sont très restreintes, parce que la presse y supplée (1). D'après « *Law of libel amendment act* » de 1888 (2) art. 3 : « Un compte rendu honnête et exact des débats publics devant une cour investie de l'autorité judiciaire, paru dans un journal, sera privilégié s'il est publié au moment même de ces débats ; pourvu que rien dans cette disposition ne puisse être interprété comme autorisant la publication de faits blasphématoires ou indécents (3). » C'est le compte rendu qui est privilégié, non les commentaires d'un chroniqueur ajoutés à la reproduction des débats ; ces derniers sont soumis au droit commun (4). Ici le droit anglais est strict.

D'après la législation de la plupart des Etats d'Amérique, les comptes rendus honnêtes et exacts des débats judiciaires sont privilégiés et inattaquables, car les dépositions en justice font partie des affaires publiques (5). Certains Etats ont voulu, par contre, restreindre la publicité exagérée des grands procès, et l'Etat d'Illinois en a édicté l'interdiction par une loi du 22 avril 1899 (6).

La loi allemande sur la presse de 1874 ne possède pas d'équivalent à l'art. 39 al. 1 ou art. 41 al. 3 de la loi française sur la presse. Les comptes rendus peuvent être publiés, mais leur contenu engage la responsabilité de l'auteur d'après le droit commun (7).

(1) R. MAISONNEUVE, *Exposé de droit pénal et d'instruction criminelle*, 4^e éd., p. 206, note.

(2) 51 and 52 Vict. C. 64.

(3) L. HELLBRONNER, *De la diffamation et de sa répression en droit anglais*, p. 164 ; A. GILLES, *La presse devant le jury*, p. 185.

(4) HELLBRONNER, *loco cit.*, p. 91.

(5) *Cahiers de la presse*, 1939, n° 2, p. 220.

(6) *Annuaire de la législation étrangère*, 1900, p. 691.

(7) DELINS, *Reichsgesetz Über die Presse*, 1895. Hannover.

D'après l'art. 13 de la loi *turque* du 31 juillet 1909 sur la presse : « *Les journaux et périodiques peuvent publier toutes espèces de procès et les décisions de tous conseils officiels. Mais dans aucun cas les délibérations d'un tribunal ou d'une assemblée officielle délibérant conformément à la loi à huis clos ne peuvent être publiées. Les jugements rendus à la suite des débats publiés doivent être également insérés. Les contrevenants aux dispositions de cet article seront passibles d'une amende de 5 à 25 livres.* »

La loi *polonaise* soumet les comptes rendus des débats au droit commun. Mais d'après l'art. 12 du décret-loi du Président de la République du 22 novembre 1938 sur la protection de certains intérêts de l'Etat : « *Quiconque... c) expose faussement le déroulement des débats au cours d'une audience, ou se propose d'apprécier dans un imprimé les preuves de la culpabilité de l'accusé ou le bien fondé de revendications des parties ; d) soumet le jugement d'un tribunal à une appréciation malveillante est passible de peine des arrêts allant jusqu'à une année (1).* »

II. — Aperçu historique.

85. — La règle de la liberté des comptes rendus a été imaginée en France lors de l'élaboration de la loi du 29 juillet 1881 : Au contraire la loi du 25 mars 1822 établissait dans son art. 7 un délit spécial de « *l'infidélité et la mauvaise foi dans les comptes que rendent les journaux et les périodiques... des audiences des cours et tribunaux* » sous une amende de 1.000 à 6.000 francs. Cette règle incarnait l'idée que la publicité de la justice par la voie de la presse étant le corollaire de la publicité de l'audience, doit être protégée contre les inexactitudes ou la mauvaise foi. La publicité de l'audience a pour but de faire connaître exactement les débats, de même le compte rendu dans les journaux. Le respect dû à la justice doit être sauvegardé contre la mauvaise foi (2). Cette loi a été abrogée par la loi de 1881.

Les législations récentes, comme la loi *polonaise*, citée plus haut (n° 84) vont encore plus loin dans cette voie en interdisant

(1) *Cahiers de la presse*, 1939, n° 2, p. 232.

(2) A. MORIN, *Répertoire général et raisonné de droit criminel*, t. I, p. 264, n° 18 ; CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, 5^e éd., t. I, p. 356.

non seulement un compte rendu infidèle, mais l'appréciation critique des preuves et du jugement.

Le compte rendu des débats parlementaires était en France traditionnellement libre. Mais le compte rendu même fidèle et de bonne foi des débats judiciaires ne jouissait d'aucune immunité et le journaliste, malgré cette bonne foi, était exposé à une action civile ou pénale à raison des imputations diffamatoires qu'ils pouvaient contenir (1).

La proposition de donner aux comptes rendus judiciaires la même immunité qu'à ceux des débats parlementaires n'existe pas dans le projet de la loi de 1881. Elle a été soutenue au Sénat vers la fin des débats ; sur la proposition des sénateurs BATBIE et PARIS la commission ajouta au texte déjà voté de la loi les mots : « *ni le compte rendu fidèle, fait de bonne foi des débats judiciaires* ». Une seule question a été discutée, celle de la compétence. Un amendement Le Royer a été présenté pour le cas où les comptes rendus des débats judiciaires donnerait exceptionnellement ouverture à une action en justice ; cette action devait être portée devant le tribunal qui a connu l'affaire. C'était le point de vue de la loi du 25 mars 1822 citée plus haut, qui instituait le délit de compte rendu infidèle. D'après l'art. 16 de cette loi ce délit est justiciable du tribunal dont l'audience est infidèlement relatée (2).

Dans la suite de la discussion au Sénat un amendement PARIS renvoyait au juge qui a connu l'affaire l'examen préjudiciel de décider si le compte rendu est infidèle ou de mauvaise foi ; cette question tranchée, l'affaire reviendrait devant le juge de droit commun.

Toutes ces propositions ayant été rejetées, le texte actuel fut voté (3). Mais la précipitation avec laquelle le Sénat l'a ajouté au projet déjà achevé de la loi a fait glisser une erreur. Le Sénat a voulu donner au compte rendu judiciaire la même liberté qu'au compte rendu parlementaire. Or, il résulte des textes, que la liberté accordée au premier compte rendu est moins large que l'autre. L'art. 41 al. 2 dit en effet : « *Ne donnera lieu à aucune*

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. I, p. 529 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 185.

(2) A. MORIN, *Répertoire*, t. I, p. 265, n^o 19 ; t. II, p. 564, n^o 18.

(3) G. LE POITTEVIN *Traité de la presse* t. I, p. 530.

action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi dans les journaux », mais l'alinéa 3 est plus strict : « *Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage... le compte rendu fidèle, fait de bonne foi de débats judiciaires...* » (1).

III. — La définition du compte rendu.

Qu'est-ce qu'un compte rendu des débats judiciaires ? A défaut d'une définition légale, voyons les solutions données par la doctrine et la jurisprudence.

86. — D'APRÈS LA DOCTRINE.

Si on met à part les définitions vieillies, comme celle de Morin (2), la doctrine est assez uniforme.

D'après FABREGUETTES (3) le compte rendu de l'audience est un rapport circonstancié de ce qui s'y passe, l'exposé de l'ensemble de ce qui y a été entendu. Cette définition a l'avantage d'être peu compliquée. Le compte rendu doit mettre en regard les prétentions contraires, l'attaque et la défense, qui constituent un ensemble. D'après LE POITTEVIN (4) l'analyse de l'ensemble des débats n'est pas nécessaire pour constituer un compte rendu ; il suffit de la reproduction d'une partie, d'un incident, le texte ou le résumé de certaines parties du procès.

D'après CHASSAN (5) et BARBIER (6), un récit incomplet, un extrait relatif à une partie du procès, par exemple, la reproduction partielle des plaidoiries, des réquisitions du ministère public, forme un compte rendu judiciaire.

Par ailleurs une simple annonce de la poursuite et la désignation des parties n'est pas considérée par LE POITTEVIN (7)

(1) BAZILLE et CONSTANT, *Code de la presse*, p. 226.

(2) A. MORIN, *Répertoire*, t. I, p. 266, n° 20.

(3) FABREGUETTES, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole et la presse*, 2^e éd., t. I, p. 47.

(4) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 581.

(5) CHASSAN, *Traité des délits et contraventions de la parole et l'écriture et la presse*, 2^e éd., t. I, p. 123.

(6) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 160.

(7) LE POITTEVIN, *loco cit.*, p. 583.

comme un compte rendu. La question est controversée pour un article traitant d'un procès criminel, mais ne relatant pas le fond de l'affaire (1).

Si un compte rendu est fait aux frais d'un des plaideurs, il ne perd pas pour cela la qualité d'un compte rendu (2).

87. — D'APRÈS LA JURISPRUDENCE.

C'est aux mêmes résultats qu'est arrivée la jurisprudence. La question est de celles que la Cour de cassation apprécie souverainement (3). « *Attendu* — dit la Cour de cassation dans un arrêt de principe des chambres réunies du 7 avril 1897 — *que l'écrit incriminé contient l'énonciation des causes de la citation, les explications données par le prévenu pour sa défense, le sens de témoignages entendus, les observations faites à l'audience par le président, les noms des avocats qui ont plaidé et le dispositif du jugement ; qu'il n'est donc pas possible de lui refuser le caractère de compte rendu d'un débat judiciaire* (4).

« *Attendu* — dit un autre arrêt de la Cour de cassation du 15 mai 1884 — *qu'un compte rendu doit mettre en regard les prétentions contraires de l'attaque et de la défense qui constituent l'ensemble d'un débat et par son contenu permettre d'apprécier l'ensemble de l'affaire* (5). » La forme ne joue aucun rôle (6), l'article peut être publié sous la forme de correspondance (7), d'une lettre (8), d'une fantaisie humoristique, etc., (9).

IV. — L'étendue de l'immunité.

88. — L'étendue de l'immunité de l'art. 41 de la loi sur la presse est limitée.

(1) Pour : LE POITTEVIN, *loco cit.*, p. 581 ; *contra* BARBIER, *loco cit.*, n° 738.

(2) FABREGUETTES, *loc. cit.*, p. 47.

(3) Cass. 29 mai 1869 ; D. 1869.1.434.

(4) D. 1897.1.595 ; S. 1898.1.58. *G. T.* du 10 avril 1897 ; *G. P.* 1897.1.530 avec les conclusions du Procureur général MANAU.

(5) D. 1885.1.328.

(6) Cass. 14 mai 1897 ; B. C. 166.

(7) Rennes, 18 juin 1884.

(8) Cass. Ch. réunies, 2 mars 1888 ; *D. Rép.* v° *Presse-outrage*, 297.

(9) Trib. Mayenne, 21 mai 1897 ; *La Loi* du 2 juill. 1897.

D'un côté, il est évident, que ce sont seulement les débats des procès dont la loi ne défend pas de rendre compte qui sont couverts par l'immunité. Ces publications interdites seront étudiées dans le deuxième paragraphe de cette section.

D'un autre côté, l'immunité de l'art. 41 ne préserve le compte rendu que devant l'action en diffamation, injure ou outrage, elle constitue une fin de non-recevoir aussi bien pour l'action publique que pour l'action civile de l'art. 1382 C. c., mettant l'auteur du compte rendu à l'abri de tout procès. Tous les autres délits renfermés dans un compte rendu fidèle et de bonne foi sont punissables.

Ce n'est pas le point de vue du droit anglais, où un compte rendu judiciaire jouit de l'*absolute privilege* qui s'oppose à l'exercice de toute action (1), sauf s'il contient des passages obscènes ou blasphématoires.

La liberté du compte rendu de l'art 41 ne change en rien le droit de réponse de chaque personne dénommée ou désignée dans un journal prévu par l'art. 13 de la loi sur la presse (2).

V. — Conditions de l'immunité.

L'immunité accordée à la presse pour le compte rendu ne joue que sous trois conditions. L'article 41 al. 3 dit en effet que le compte rendu doit être a) *fidèle* ; b) de *bonne foi*. D'après la jurisprudence prétorienne, il doit être en outre c) *contemporain des débats*.

89. — a) LA FIDÉLITÉ.

La condition de fidélité signifie l'exactitude (3) ce qui ne va pas jusqu'à dire que le récit doit citer textuellement les discours prononcés pendant les débats (4), mais seulement que l'impres-

(1) L. HELBRONNER, *De la diffamation et de sa répression dans le droit anglais*, p. 85.

(2) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. I, p. 538 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 185.

(3) J. M. LEGRAVERAND, *Traité de législation criminelle en France*.

(4) FABREGUETTES, *Traité*, t. I, p. 48.

sion d'ensemble doit être véritable (1). Le compte rendu doit reproduire d'une façon exacte la physionomie des débats ou de la partie des débats auxquels il s'applique (2). Car un compte rendu reste fidèle s'il reproduit seulement les faits relatifs à une partie des débats, sous la condition de relater ceux favorables à l'accusation, comme ceux favorables à la défense, les deux parties des débats doivent se contrebalancer dans le récit.

La jurisprudence a défini plus étroitement cette condition de fidélité du compte rendu. Il existe un très grand nombre d'arrêts dans cette matière. Ainsi ne peut pas être considéré comme un compte rendu fidèle un article de polémique ardente dans lequel se trouvent des appréciations et des expressions qui n'ont pas figuré dans les débats (3). De même ne peut jouir de l'immunité la reproduction, quelque fidèle qu'elle soit, de la plaidoirie d'un seul des avocats de la cause (4). Il a été aussi jugé que « *s'il n'est pas nécessaire que la reproduction des débats soit intégrale et que si elle peut n'être que partielle, elle cesse d'être fidèle, lorsqu'elle vise uniquement les faits de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'une partie* » (5). Enfin n'est pas fidèle un compte rendu, auquel l'auteur a ajouté des réflexions étrangères au procès, où le journaliste a cherché non à résumer des incidents d'audience, mais à donner des imputations malveillantes à une partie (6).

En définissant ainsi la fidélité la Cour de cassation fait application de la règle *reus excipiendo fit actor*, renverse le fardeau de la preuve et décide que c'est le journaliste poursuivi qui doit établir que les faits diffamatoires sont fidèlement empruntés aux débats judiciaires (7).

(1) Cass. Ch. réunies, 7 avril 1897 ; D. 1897.1.595. S. 1898.1.58 ; B. C. 125 ; G. P. 1897.1.530.

(2) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. I, p. 533.

(3) Rouen 15 juin 1883 ; G. P. 1883.2.370.

(4) Cass. 15 mai 1884 ; D. 1885.1.328 ; S. 1887.1.94 ; B. C. 169 ; J. P. 1887.1.189.

(5) Cass. 30 décembre 1904 ; S. 1905.1.537 avec une note de J. A. Roux, D. 1906.1.361.

(6) Cass. 7 juin 1907 ; B. C. 254.

(7) Cass. 16 août 1884 ; D. 1885.1.180 ; S. 1886.1.95 ; B. C. 269 ; 1886.1.191 ; G. P. 1884.2.607.

La Cour de cassation s'est accordé le droit de l'appréciation souverain en la matière (1).

Le point de vue du droit *anglais* est presque identique. Pour jouir du privilège le compte rendu doit être *fair and accurate*, honnête et exact. La jurisprudence est arrivée à des solutions suivantes : La relation doit être stricte, non textuelle, mais l'idée doit être juste. On ne peut pas retrancher des témoignages favorables à une partie ou autres parties du procès de manière à modifier l'opinion du lecteur, on ne peut pas non plus y ajouter des impressions personnelles, ou laisser entendre par exemple que l'enquête menée parallèlement par les journalistes a donné des résultats autres que le procès. Le titre fantaisiste et non correspondant aux débats peut aussi décider de l'infidélité du compte rendu.

Le point caractéristique du droit anglais est, que le jury, non le juge décide si les changements ont modifié l'aspect général de l'article pour lui retirer la qualité du compte rendu fidèle (2).

Le droit *polonais* est encore plus strict. Nous avons vu précédemment (n° 84) que, « quiconque... expose faussement le déroulement des débats au cours d'une audience » est passible de la peine des arrêts, sans même que la peine pécuniaire puisse être prononcée.

90. — b) LA BONNE FOI.

Si le compte rendu est fidèle, la question de la bonne foi ne se pose pas. Il est en effet, difficile d'imaginer un récit qui serait exact de mauvaise foi.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour admettre qu'un récit de bonne foi, cela veut dire, fait sans intention de nuire (3) fait avec intention de rapporter exactement, et s'il y a des inexactitudes, elles ne sont pas voulues (4). Ainsi par exemple, un article qui tend à tourner un avocat en ridicule ne peut être considéré comme fait de bonne foi et jouir de l'immunité (5).

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. I, p. 536.

(2) HELLBRONNER L., *De la diffamation et de sa répression dans le droit anglais*, p. 93.

(3) Cass. 27 octobre 1938 ; D. H. 38.615. Voir cependant la note de M. Pierre MIMIN sous D. 1939.1.77.

(4) FABREGUETTES, *Traité*, 2^e éd., t. I, p. 48.

(5) Trib. civ. Reims, 3 nov. 1892 ; D. 1893.2.486 ; G. P. 1892.2.653.

91. — c) LE RÉCIT CONTEMPORAIN DES DÉBATS.

A ces deux conditions de l'immunité du compte rendu établies par l'art. 41 al. 3 de la loi sur la presse, la jurisprudence a ajouté une troisième condition. Le compte rendu doit être aussi contemporain des débats. Cela résulte du but de l'institution : la publicité par la presse est le corollaire de la publicité de l'audience, un élément de contrôle que l'opinion publique exerce vis-à-vis de l'autorité judiciaire, et c'est à ce titre qu'elle jouit de l'immunité.

Un compte rendu d'un procès criminel publié dans un journal plusieurs mois ou plusieurs années après les débats résulte d'autres considérations que le désir de rendre publique la décision de la justice. La publicité doit cesser après la condamnation et le fait de faire état des anciennes sentences pour le besoin de la cause n'est pas un motif suffisant d'immunité. « *Attendu — dit un arrêt — que la publicité des débats judiciaires n'est légitime que lorsqu'elle est contemporaine du procès* (1). »

C'est aussi le point de vue de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit modifiée par la loi du 11 juillet 1900, qui dans ses art. 6 et 9 se prononce pour l'oubli de certaines condamnations moins sévères ou moins blamables et accorde même la réhabilitation de droit pour toutes les condamnations passé un délai plus ou moins long suivant la gravité de la peine.

Dans la loi *anglaise* cette condition dérive non de la jurisprudence mais du texte de la loi. Le compte rendu doit être publié dans un délai suffisamment rapproché du jour des débats pour ne pas supposer, que son auteur était animé d'une intention malicieuse (2). Autrefois d'ailleurs la jurisprudence anglaise interdisait le compte rendu jusqu'au dernier jour du procès. Aujourd'hui ses décisions ne sont pas si strictes pour les comptes rendus, mais les commentaires ne sont admis qu'après le prononcé du jugement.

(1) Alger, 20 févr. 1897 ; S. 1898.1.473.

(2) L. HELLBRONNER, *De la diffamation et de sa répression dans le droit anglais*, p. 94-95.

VI. — La sanction.

92. — Nous avons vu ainsi les conditions que doit remplir un compte rendu judiciaire pour jouir de l'immunité. Reste maintenant à savoir quelle sanction encourt un compte rendu qui ne remplit pas ses conditions, mais qui néanmoins ne renferme aucun délit.

Ce n'est pas une sanction pénale : à partir de l'abrogation de la loi du 25 mars 1822, le délit du compte rendu infidèle ou de mauvaise foi n'existe plus. Mais ce compte rendu peut servir de base à une action civile en dommages-intérêts de l'art. 1382 du Code civil, au profit de chaque personne lésée (1).

§ 2. — Les comptes rendus interdits.

I. — Les dispositions communes.

A. — La position du problème.

93. — LA LOI FRANÇAISE.

Investie d'une large immunité pour ses relations des débats judiciaires, la presse est aussi largement limitée d'un autre côté par une longue liste de procès dont il lui est interdit de rendre compte.

Ces interdictions peuvent être divisées en deux groupes :

I. — *Les interdictions absolues* jouant de plein droit. Ce sont :

1^o Les procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée (art. 39 al. 1 de la loi sur la presse).

2^o Les délibérations intérieures des jurys et des cours et tribunaux (art. 39 al. 3 de la loi sur la presse).

3^o Les débats sur les instances en divorce ou en séparation de corps (art. 3 de la loi du 27 juillet 1884, art. 239 du Code civil modifié par la loi du 2 avril 1941 et art. 307 du Code civil).

4^o Les débats devant des tribunaux pour enfants et adoles-

(1) BAZILLE et CONSTANT, *Code de la presse*, p. 227 ; FABREGUETTES, *Traité...*, 3^e éd., t. I, p. 49.

cents et devant la Chambre du conseil (art. 19 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée récemment remplacée par l'art. 13 al. 1 et 14 de la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante).

5° Les procès en déclaration de paternité (la loi du 16 novembre 1912 incorporée dans l'art. 39 al. 1 de la loi sur la presse).

6° Les procès des auteurs de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 78-4° du Code pénal).

7° Les illustrations reproduisant les circonstances de certains crimes (alinéas 2 et 3 de l'art. 38 de la loi sur la presse ajoutés par l'art. 128 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises).

8° Les débats dans les poursuites exercées par application du décret-loi du 29 novembre 1939 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes.

La liste est longue. Il y faudrait ajouter encore : l'interdiction d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires en matière criminelle et correctionnelle. Cette interdiction est prévue par l'art. 40 de la loi sur la presse et sanctionnée par un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 fr., ou de l'une de ces deux peines. Ces souscriptions peuvent en effet être considérées comme une protestation contre la chose jugée. Cette interdiction n'est pas directement liée à notre sujet.

II. — Au deuxième groupe appartiennent les *interdictions facultatives*, que les tribunaux peuvent prononcer dans les cas suivants :

1° Interdiction de rendre compte de tout procès civil : art. 39 al. 1 *in fine* de la loi sur la presse.

2° Interdiction de reproduction des débats où le fait incriminé présente un caractère anarchiste : art. 5 al. 1 de la loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes.

3° Interdiction de rendre compte des débats des affaires soumises à la juridiction des tribunaux militaires : art. 72 al. 4 du Code de justice militaire pour l'armée de terre révisé par la loi du 29 mars 1928 et l'art. 81 al. 5 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

94. — LA PUBLICITÉ DE L'AUDIENCE ET LES PUBLICATIONS INTERDITES.

Il faut noter ici qu'il ne s'agit dans aucun de ces cas d'interdire la publicité de l'audience. Le procès est public, les portes sont ouvertes, on peut entrer dans la salle, la possibilité de prononcer le huis clos reste d'ailleurs sans changement en vigueur. Ce qui est interdit c'est de faire le récit dans les journaux de ce qui s'y passe. Est-ce une atteinte à la règle de la publicité de la justice, tellement chère aux régimes libéraux ? Evidemment oui. Le législateur sait bien qu'en réalité c'est par la presse seulement que se manifeste cette publicité de l'audience, que la présence de quelques dizaines de personnes dans la salle n'a qu'une valeur symbolique. Et c'est bien en connaissance de cause, pour des raisons qui varient pour chaque cas d'interdiction, qu'il veut supprimer ou au moins restreindre la publicité des débats.

On objectera qu'il existe une différence entre la complète suppression de la publicité, la fermeture des portes de la salle d'audience et l'interdiction de rendre compte ; chaque personne qui s'intéresse au procès peut librement entrer dans la salle (s'il y a encore de la place, ce qui précisément n'est pas le cas pour les procès sensationnels ou intéressants), écouter, contrôler la conduite de la procédure, faire toutes les démarches possibles. Mais une chose qui lui serait interdite, c'est d'alerter l'opinion publique s'il y constate quelque abus. Car tout ce qui paraîtrait dans un journal formerait un compte rendu interdit.

Pire encore, si par suite de bavardage des personnes présentes à l'audience il se répandait dans l'opinion publique une version inexacte sur un procès, la presse serait dans l'impossibilité de révéler la vérité, car c'est aussi un compte rendu interdit. Il n'y a en pratique aucune différence entre le procès se tenant à huis clos et les procès à récit interdit.

Et cela explique les oppositions violentes qui se sont produites lorsque la première des interdictions sérieuses, celle des procès anarchistes, se présenta devant la Chambre en 1894.

S'il existe des raisons puissantes pour ne pas révéler au grand public les détails de certains procès, ne serait-il pas plus loyal de proclamer franchement le huis clos de droit pour ces affaires ?

En pratique cependant la question ne se présente pas d'une façon aiguë. De quoi s'agit-il en effet ? Les interdictions de plein

droit ne jouent que dans des procès relativement peu intéressants et ne provoquant que peu de bruit. La diffamation de M^{me} Dupont par sa voisine de palier, la recherche de paternité, le racolage... Tout cela n'est pas intéressant. Pour les délibérations intérieures des tribunaux la question ne se pose pas. Pour les procès en divorce et devant les tribunaux pour enfants le huis clos est de droit ; pour les affaires concernant la sûreté de l'Etat, il est de coutume, s'il existait une interdiction générale de rendre compte de procès qui se déroulent derrière le huis clos, qui comme nous verrons n'existe pas, il serait superflu de parler ici d'interdictions particulières.

Pour les interdictions facultatives, il en est de même. Elles sont très rares dans les affaires civiles et militaires. Quant aux affaires anarchistes, « les lois scélérates » toujours en vigueur sont en pleine désuétude. En écoutant les détonations de bombes de 4 tonnes que l'actualité nous envoie du ciel, l'humanité a oublié un peu la marmite de dynamite de Ravachol.

Ainsi après avoir constaté l'existence des dérogations à la règle de la publicité de la justice, constatons donc quelles sont de peu d'importance et facilement explicables par les motifs qui les décident.

95. — LA LOI ÉTRANGÈRE.

Le droit *anglais* ne prévoit aucune interdiction générale de publications des comptes rendus, la cour possède le droit d'interdire toujours les publications si au cours des débats se sont révélées des situations obscènes ou constituant une offense pour la religion. En pratique, ces interdictions sont très rares (1).

La loi *allemande* ne contient non plus aucune interdiction, mais elle ne possède pas l'immunité du compte rendu judiciaire. Tous les comptes rendus sont soumis au droit commun.

La loi *turque* du 31 juillet 1909 sur la presse prévoyait le système des interdictions facultatives. D'après l'art. 14 : « *Les tribunaux peuvent interdire la publication des détails donnés lors des débats publics et pouvant porter atteinte aux bonnes mœurs. Ceux qui publient les détails interdits sont punis d'une amende de 2 à 10 livres ou de 24 heures à 1 semaine de prison.* »

(1) L. HELLBRONNER, *De la diffamation et de sa répression dans le droit anglais*, p. 96 ; A. GILLES, *La presse devant le jury*, p. 185.

Dans la présentation des dispositions communes pour toutes les interdictions, nous étudierons après un court aperçu historique les caractères des publications interdites, les questions de la procédure et les sanctions.

B. — *Historique.*

96. — Les différents régimes de la presse en vigueur au cours du XIX^e siècle ont tous prononcé un plus ou moins grand nombre d'interdictions des comptes rendus des procès criminels. Après l'abrogation du système autoritaire du premier Empire déjà la loi de la presse de la Restauration du 17 mai 1819 accordait un peu de liberté. La loi du 18 juillet 1828 dans son art. 16 interdisait de publier par la presse les faits de diffamation.

L'article 10 de la loi du 9 septembre 1835 réglementait autrement la matière. Dans les procès où il n'y avait pas de huis clos, il était interdit pour la première fois de publier le compte rendu des affaires pour outrages et injures, et des affaires en diffamation ou la preuve n'est pas admise. En outre, il est interdit de publier les noms des jurés, excepté dans le compte rendu de l'audience où le jury a été constitué.

Le système de 1848 change tout, le décret du 6 mars abroge la législation antérieure, mais la loi du 27 juillet 1849 revient par son art. 11 aux interdictions de 1835 et prononce en outre celle de rendre compte des délibérations intérieures soit des jurés, soit des cours et tribunaux.

Le régime autoritaire de la presse sous le second Empire multiplie les défenses. L'article 17 du décret du 17 février 1852 prononce interdiction de droit des comptes rendus pour les délits de presse, seule la poursuite peut être annoncée, et le jugement publié. En outre les tribunaux peuvent interdire tous les comptes rendus ; c'est le régime marquant le point extrême dans cette histoire des interdictions.

La III^e République revient au libéralisme en matière de la presse, la loi du 12 février 1872 proclame un retour à la loi de 1849.

Enfin, c'est la loi de 1881 qui intervient et qui met fin à tout ce qui est resté des systèmes antérieurs. Les interdictions qui subsistent sont au nombre de trois : obligatoirement l'interdiction de rendre compte des procès en diffamation où la preuve

n'est pas autorisée et des délibérations intérieures des jurys, cours et tribunaux, et facultativement des affaires civiles.

Puis ce sont successivement les prohibitions énumérées dans cette imposante liste au début de ce paragraphe : en 1884 l'interdiction de publier les débats en divorce, en 1894 les procès anarchistes, en 1912 les procès des mineurs et en déclaration de paternité, en 1939 les procès contre la sûreté extérieure de l'Etat, les procès concernant les maladies vénériennes et les photographies de certains crimes.

La politique criminelle autoritaire des gouvernants d'aujourd'hui qui se marque par un nombre très grand de décrets creusant les champs les plus délaissés du droit et de la procédure pénale a créé une véritable révolution. Cependant elle n'a pas introduit le moindre changement dans les questions que nous étudions. Comment expliquer cet oubli ? Nous avons déjà vu qu'à partir de trois ans la libérale loi de 1881 ne joue pas en pratique. Elle ne serait pas même conciliable avec les courants nouveaux. C'est une situation de fait, qui règne dans la presse, et ceux qui sont les maîtres de la presse et la dirigent n'ont pas besoin d'édicter des interdictions particulières.

C. — *La définition de compte rendu interdit.*

97. — La définition que la doctrine et la jurisprudence donnent à l'expression *compte rendu* a été largement commenté lors de l'exposé de l'immunité de la presse de l'art. 41 (*supra*, n^{os} 86-87). Cette définition n'est pas identique pour les publications interdites de l'art. 39 et pour les publications privilégiées de l'art. 41. Les immunités ont été interprétées restrictivement. Pour les interdictions, on a recouru à une interprétation plus large.

D'après la doctrine, le compte rendu interdit, c'est toute relation, tout récit d'un procès criminel (1).

C'est aussi le point de vue de la jurisprudence, qui s'accorde le droit d'apprécier souverainement (2) et admet comme un compte-rendu, même un récit renfermé dans un article de discussion générale ou d'appréciation critique (3).

(1) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 186.

(2) Cass. 3 juill. 1868 ; S. 1868.1.316 ; J. P. 1868.1.796 ; B. C. 154.

(3) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 583.

D. — *La sanction et la procédure.*

98. — Les infractions à toutes les interdictions sont sanctionnées par des peines correctionnelles, sauf celles de rendre compte d'un procès contre la sûreté extérieure de l'Etat commis en temps de guerre, qui constitue un crime. On les a classées pendant un certain temps dans le groupe spécial des délits-contraventions, infractions purement matérielles, qui ne peut faire disparaître le défaut de l'élément moral, de l'intention criminelle du prévenu (1).

La peine prévue par l'art. 39 de la loi sur la presse, l'amende de 100 à 2.000 francs (2) s'applique à toutes ces infractions, sauf pour quelques-unes punies plus sévèrement. Ainsi une amende de 1.000 à 5.000 francs (3) est prévue pour les compte rendus des procès relatifs à la prophylaxie des maladies vénériennes, une peine d'emprisonnement et une amende de 1.000 à 10.000 fr. (3) pour les procès relatifs aux menées anarchistes et enfin une peine d'emprisonnement de 10 jours à 1 mois et une amende de 1.000 à 5.000 francs (3) pour ceux interdits par la juridiction militaire. Il est difficile d'expliquer les différences entre les peines pour des infractions relativement semblables.

Quant à la *compétence* c'est celle des tribunaux correctionnels. Cela est décidé expressément par l'art. 45 de la loi de 1881. La procédure est réglée par les articles 42 et 49 de cette loi. C'est la procédure ordinaire des délits commis par la voie de la presse.

II. — **Les différentes interdictions.**

Les différentes interdictions de compte rendu judiciaire se divisent en deux groupes : a) celles de *plein droit*, dérivant du texte de la loi, et b) celles *facultatives* pour lesquelles il est besoin d'une décision de justice.

Il faut mettre enfin à part le cas où l'interdiction de compte rendu découle obligatoirement et logiquement du système d'in-

(1) G. DUTRUC, *L'explication pratique de la loi du 29 juil. 1881 sur la presse*, 2^e éd., p. 154, n° 296.

(2) Multiplié par douze.

(3) Multiplié par douze.

terdiction organisé par la loi sur la presse, mais qui n'est pas prévu par le texte de la loi, c'est le cas du compte rendu du procès dans lequel le huis clos a été ordonné.

A. — Les interdictions de plein droit.

a) *Les procès en diffamation.*

99. — LA LOI.

« Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée... La plainte seule pourra être publiée par le plaignant » dit l'art. 39 al. 1 de la loi sur la presse. C'est la première défense. Elle est traditionnelle.

Il est facile de comprendre le but de cette interdiction. La preuve des faits diffamatoires est admise dans le cas d'imputations 1^o contre les corps constitués, 2^o les armées de terre ou de mer, 3^o contre les administrations publiques, 4^o contre les membres du ministère ou des Chambres, les fonctionnaires publics, les dépositaires ou les agents de l'autorité publique, les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, 5^o les jurés, les témoins à raison de leurs dépositions, enfin 6^o contre les directeurs ou administrateurs des entreprises industrielles, commerciales ou financières, faisant appel à l'épargne et au crédit, en un mot dans tous les cas où il s'agit de l'intérêt public et où il faut que la vérité soit nettement établie (art. 31 et 35 de la loi sur la presse). Par contre la preuve de la vérité des faits diffamatoires ne peut être admise dans les cas, où il ne s'agit que de l'intérêt privé. Il n'est pas opportun de procéder à des éclaircissements compliqués et embrouillés lorsque l'intérêt public n'est pas en jeu. Or, la publicité par la presse n'étant qu'un corollaire de la publicité de l'audience, il est raisonnable de freiner les journaux dans leurs récits, du moment qu'on freine les parties dans leurs moyens.

« Quant la preuve des faits diffamatoires est admise — dit M. Sanzet rapporteur de la loi du 9 septembre 1835 — la publicité doit rester, car il s'agit de la vie publique des dépositaires de l'autorité. Mais le récit du procès en diffamation privée n'est qu'une prime au scandale, il paralyse le droit de plainte par la crainte d'une plus grande diffamation et anéantit parfois à l'avance jus-

qu'aux effets du jugement même et de la peine infligée aux diffamateurs. »

« *L'interdiction a pour but de protéger le plaignant tout autant que le prévenu contre les atteintes d'une bruyante et funeste publicité* » dit M. Lisbonne, le rapporteur de la loi 1881. Le diffamé se plaint justement d'avoir été atteint dans son honneur et sa considération par la publicité donnée aux imputations diffamatoires ; il faut donc empêcher que la presse ne vienne aggraver et renouveler le délit (1). Ici la répression est automatique (2). La plainte seule peut être publiée et seulement par le plaignant, cette exception a pour but de permettre à la protestation immédiate du diffamé (3).

Une règle analogue existe dans la loi grecque sur la presse. D'après l'art. 40 al. 2 du décret-loi du 22 février 1938 « *la publication des débats pour diffamation ou calomnie et contre lesquelles l'exception de la vérité n'est pas légalement admissible... est défendue à moins d'autorisation par la cour...* ».

100. — HISTORIQUE.

Historiquement, cette règle est traditionnelle dans le droit français. Elle apparaît pour la première fois dans l'art. 10 al. 1 de la loi du 9 septembre 1835. Elle s'y présente comme plus large qu'aujourd'hui. Il est interdit de rendre compte des procès pour outrages et injures et des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas admise par la loi. On peut seulement annoncer (non publier) la plainte sur la demande du plaignant. Cette règle abrogée par le décret du 6 mars 1848, fut remise en vigueur par l'art. 11 de la loi du 27 juillet 1849, qui l'a reproduite mot à mot et ensuite par l'art. 17 du décret du 17 février 1852. La loi de 1881 en abrogeant la législation antérieure a restreint l'interdiction aux seuls cas de diffamation.

Le projet de 1936 portant modification de la loi sur la presse a prévu l'extension de l'interdiction pour tous les cas de diffamation, même ceux où la preuve de faits diffamatoires est per-

(1) J. ROUX, *Des délits de la presse dans la loi du 29 juillet 1881*. Thèse Amiens, 1882, p. 188 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 159.

(2) J. BARTHELÉMY, Le projet contre la presse. *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1937, p. 22.

(3) BARBIER, *loc. cit.*, p. 164.

mise. Cette proposition a rencontré une vive opposition et a échoué devant les chambres (1).

101. — LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE.

La doctrine et la jurisprudence ont commencé par se mettre d'accord : l'interdiction est applicable aussi bien aux procès civils en diffamation qu'aux procès pénaux. Les motifs qui ont suscité cette interdiction expliquent facilement l'extension de la règle (2).

Mais d'autres questions donnent lieu à des solutions plus ou moins discutées :

La doctrine a remarqué la différence de rédaction entre la première disposition de l'art. 39 : « *il est interdit de rendre compte des procès en diffamation* » et la deuxième disposition : « *ainsi que des débats des procès en déclaration de paternité* » pour faire remarquer que la notion de « *débats* » est plus restrictive que celle de « *procès* ». Ainsi quant il est question de procès en diffamation il serait interdit de rendre compte non seulement de l'audience, mais aussi de tout ce qui se passe en dehors de l'audience ; les incidents, les faits matériels comme la transmission de la procédure, la procédure antérieure à l'audience au plus large sens.

Mais, par ailleurs, on fait observer que l'interdiction est une exception à une règle générale de la liberté des compte rendus et comme toute exception doit être interprétée strictement (3). Cette dernière thèse a été adoptée par une partie de la jurisprudence. La Cour de Toulouse dans un arrêt du 20 février 1869 (4) décide que ce qui est interdit c'est d'exposer les faits diffamatoires ; tel est le but de l'interdiction, et le compte rendu est permis s'il ne reproduit pas d'une façon plus ou moins détournée les faits diffamatoires.

(1) J. BARTHELÉMY, *Le projet contre la presse*, p. 22.

(2) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 586 ; Versailles, 20 août 1868 ; G. T. du 22 août ; Paris, 27 nov. 1868 ; G. T. du 29 nov. ; Cass. 15 janv. 1869 ; S. 1869.1.141 ; B. C. 14 ; J. P. 1869.1.316.

(3) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 585 ; BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 160, 241 ; FABREGUETTES, *Traité...*, 2^e éd., t. I, p. 52.

(4) D. 1869.1.434 ; voir aussi Seine, 30 juill. 1863 ; D. 1869.3.68.

Cette décision hasardeuse n'a pas été acceptée par les autres cours. Est interdit également tout article indiquant la disposition de la salle d'audience, la qualité du public qui s'y trouvait et les appréciations du réquisitoire et de la plaidoirie sans relater textuellement, ni par extrait, les articles incriminés ou les paroles prononcées à l'audience (1). On ne peut pas citer les exordes ou péroraisons des plaidoiries, alors même que les passages rapportés ne contiennent pas l'exposé de l'affaire, ni le système de défense de l'inculpé (2). En un mot, il est interdit non seulement de « rendre compte », mais également de décrire tout ce qui se passe à l'audience, sa physionomie, sa disposition matérielle, les divers incidents qui y sont soulevés, même sur les questions de compétence ou de droit (3).

Enfin la Cour de cassation, en cassant l'arrêt précité de la Cour de Toulouse a formulé dans un arrêt du 29 mai 1869 la règle depuis non contestée : « *Il est interdit non seulement le compte rendu des débats — mais le compte rendu du procès — et cette expression large embrasse tout ce qui concerne l'instruction de l'affaire et la procédure antérieure à l'audience, non seulement la reproduction des faits diffamatoires, mais toute relation sous une forme quelconque des actes de procédure, débats, plaidoiries, incidents, impressions* » (4).

Une autre question sur l'étendue de l'interdiction a mis aux prises la doctrine et la jurisprudence : le Tribunal de la Seine dans un jugement du 25 avril 1888 (5) a soumis à l'interdiction les procès en diffamation où la preuve n'est pas autorisée par suite de l'inaccomplissement des formalités prévues par l'art. 52 de la loi de 1881. Il s'agirait d'un procès en diffamation avec la preuve admise, intenté par un individu investi d'une fonction publique, mais qui par la suite ne s'est pas conformé au délai ou autre formalité extérieure de la procédure et qui est déchu de son droit de preuve.

Ce jugement a été vivement attaqué par la doctrine (6) qui

(1) Saint-Etienne, 19 février 1869 ; D. 1869.3.68.

(2) Rouen, 14 avril 1836 ; J. P. 1837.2.84.

(3) Seine, 25 nov. 1876 ; D. 1877.3.111.

(4) Cass. 29 mai 1869 ; D. 1869.1.434.

(5) G. P. 1889, I. sup. 15.

(6) G. LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 585 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 161.

l'accuse de méconnaître complètement les bases sur lesquelles repose l'interdiction du compte rendu du procès en diffamation. C'est d'après les personnes diffamées, qu'il faut différencier les cas de récit permis ou non permis. Il n'y a aucun intérêt, comme il a été déjà dit, de révéler les détails des procès en diffamation d'une personne privée ; au contraire il y a tout intérêt à savoir la vérité lorsqu'il s'agit de personnes investies d'un service public. Comment peut-on dès lors, distinguer selon que les formalités procédurales ont été accomplies ou non ?

Enfin, une dernière question qui a été également débattue par la doctrine et la jurisprudence, concerne la plainte qui selon l'art. 39 peut seule être publiée par le plaignant : Ici il faut assimiler évidemment à la plainte déposée au parquet soit la citation directe devant le tribunal correctionnel, soit une assignation devant le tribunal civil (1). Il est en effet dans l'esprit de la loi de protéger aussi bien le procès pénal en diffamation, que le procès civil (2). La plainte peut être publiée en entier et l'interdiction de l'art. 38 se rapportant aux actes de procédure avant l'audience ne lui est pas applicable. On a tiré cet argument du fait que l'art. 11 de la loi de 1849 qui permettait d'*annoncer* la plainte a été remplacé par l'art. 39 de la loi actuelle qui autorise sa publication (3).

La sanction de l'interdiction qui consiste dans une amende est prévue par le même art. 39. Les règles de la procédure sont celles des procès de presse en correctionnelle.

b) *Les délibérations intérieures.*

102. — LA LOI.

Une deuxième interdiction instituée par le Code de la presse se trouve dans l'art. 39 al. 3 de la loi. « *Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures soit des jurys, soit des cours et tribunaux* ».

L'interdiction a pour but d'assurer le secret des délibérations et par là la bonne administration de la justice. Il s'agit de con-

(1) Amiens, 17 mai 1901 ; *G. P.* 1901.2.33.

(2) Versailles, 20 août 1868 ; *G. T.* du 22 août ; Paris, 27 nov. 1868 ; *G. T.* du 29 nov. ; Cass. 15 janv. 1869 ; *S.* 1869.1.141 ; *B. C.* 14 ; *J. P.* 1869.1.316.

(3) LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. II, p. 587 ; G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 246 ; Soissons, 4 avril 1901 ; *J. P.* 1901.1.649.

crer la liberté du vote et l'indépendance des magistrats ou des jurés et aussi l'autorité morale du jugement en ne révélant pas les désaccords au sein du tribunal.

L'interdiction de publier les secrets des délibérations intérieures des cours et tribunaux dépasse les cadres de la procédure devant la juridiction de jugement, elle joue aussi devant la juridiction d'instruction, comme par exemple pour les délibérations de la Chambre des Mises en accusation (*supra*, n° 60).

Le secret des délibérations des membres d'un tribunal est de tradition dans l'ancien droit français. Il a été aboli comme toutes les institutions traditionnelles par la législation intermédiaire qui, par la loi du 26 mars 1793, proclame « *que chaque juge opine à haute voix* », mais la Constitution de l'an III revient par son art. 208 au secret. L'art. 343 C. i. c. l'assure pour les délibérations des jurés. Les lois du 9 septembre 1835 et du 13 mai 1836 ont réglé le secret du scrutin des jurés.

C'est la loi du 9 septembre 1835 qui s'occupe pour la première fois d'interdire à la presse de rendre compte de ces délibérations, d'où la règle passe par des différentes lois dans la législation actuelle.

Cette règle est connue aussi des lois étrangères. Le droit *anglais* interdit en général de rendre compte des débats non publics. D'après l'art. 40 al. 4 du décret-loi *grec* du 22 février 1938 la publication du résultat de la délibération du tribunal ou du verdict du jury est défendue sous la peine d'amende. D'après l'art. 12 *b* du décret-loi du Président de la République de *Pologne* du 22 novembre 1938 sur la protection de certains intérêts de l'Etat, « *quiconque publie des communiqués relatifs aux délibérations et aux votes des juges... est passible de la peine des arrêts jusqu'à 1 an* ».

103. — LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord que toutes les délibérations quelque soit leur objet ou leur résultat sont soumises à l'interdiction aussi bien le délibéré qui précède une décision à prendre, que la délibération d'une cour ou d'un tribunal sur des matières d'ordre intérieur ou disciplinaire (1).

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité...*, t. II, p. 597 ; BARBIER, *Code*, t. II, p. 251 ; FABREGUETTES, *Traité...*, t. I, p. 55.

Pour prendre les exemples les plus souvent rencontrés dans la pratique, sont ainsi punissables : la révélation qu'une décision est prise à telle majorité (1), la publication d'une lettre d'un juré qui révèle les raisons pour lesquelles le jury avait accordé les circonstances atténuantes à l'accusé (2), ou qui déclare n'avoir pas voté avec la majorité et « dégage sa responsabilité » (3).

L'interdiction comprend aussi le fait d'avoir publié la décision qui devait l'être, mais avant qu'elle ne soit rendue publique (4).

En pratique, le secret de la délibération est violé très souvent, spécialement et on ne sait pas pourquoi, par les jurés de Paris, sous la forme d'une interview du journaliste avec le juré (5). Pour parer à cet état de choses une loi du 16 février 1933 a complété le serment des jurés prévu par l'art. 312 C. i. c. Ils jurent maintenant de « *conserver le secret des délibérations, même après la cessation de ses fonctions* ». Ils jurent, mais ils ne conservent pas. La faiblesse humaine est plus forte que les lois.

c) *Les procès en divorce et en séparation de corps.*

104. — LA LOI.

Nous trouvons cette interdiction dans la loi du 27 juillet 1884 sur le divorce qui dans son art. 3 dit : « *La reproduction des débats sur les instances en divorce ou en séparation de corps est interdite sous peine de l'amende de 100 francs à 2.000 francs (6), édictée par l'art. 39 de la loi du 30 (sic) juillet 1881* ». Cette disposition est complétée par celle de l'art. 239 al. 5 du Code civil, modifiée par la loi du 2 avril 1941 sur le divorce qui répète la même interdiction : « *La reproduction des débats par la voie de la presse dans les instances en divorce est interdite sous la peine de 100 à 2.000 fr. édictée par l'art. 39 de la loi du 30 (sic) juillet 1881* ». L'art. 307 du Code civil a étendu cette dernière règle à l'action en séparation de corps.

(1) Cass. 24 févr. 1837 ; S. 1837.1.548 ; J. P. 1837.2.154 ; B. C. 61 ; D. Rép. v^o Instr. crim., 828.

(2) Seine, 21 juin 1864 ; D. 1864.3.92.

(3) Seine, 26 mars 1884 ; G. T. du 27 mars.

(4) Rouen, 13 août 1847 ; D. 1847.2.224. Paris, 24 déc. 1847 ; D. 1847.4.391 ; G. T. 25 déc.

(5) Voir *Le Petit Journal* du 11 nov. 1909.

(6) Multiplié par douze.

Le but de cette défense est d'empêcher les fâcheux retentissements de ces procès d'une nature particulièrement intime et délicate.

Elle a été introduite lors de la seconde délibération à la Chambre de la loi de 1884 sur le divorce par un amendement Thirion-Montauban à l'art. 310 du Code civil. Il fallait combattre une forte opposition à cette nouvelle brèche faite à la règle de la liberté du compte rendu judiciaire. Les raisons de moralité ont prévalu et l'amendement fut adopté par le Sénat comme un article à part de la loi sur le divorce, non incorporé ni dans le Code civil, ni dans la loi sur la presse, ce qui décide BARBIER à affirmer (1) que l'interdiction échappe aux règles spéciales édictées par la loi sur la presse, comme par exemple la prescription, la poursuite, etc... Cette thèse ne paraît pas être juste et est combattue par LE POITTEVIN (2). La disposition de l'art. 3 de la loi de 1884 renvoie en effet clairement à l'art. 39 de la loi sur la presse.

La nouvelle réglementation du divorce en 1941 n'a rien changé dans la matière. Nous avons vu d'ailleurs qu'elle a introduit le huis clos de droit. L'interdiction de la reproduction des débats se présente aujourd'hui comme une conséquence naturelle de ce huis clos.

Des interdictions semblables existent dans les législations étrangères. D'après l'art. 40 al. dernier du décret-loi *grec* du 22 février 1938 la publication du jugement ainsi que des points juridiques dans un procès de divorce est permise, mais il est défendu de publier les dépositions des témoins.

Le droit *anglais* connaît une interdiction semblable, le « *Judicial Proceedings Act* » de 1926 décide en effet, qu'en matière de divorce, de nullité de mariage, de séparation judiciaire et de l'action en restitution de droits conjugaux la publication des détails, autres que ceux énumérés limitativement dans la loi, est interdite.

105. — LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE.

Nous avons noté déjà une des questions discutées par la doctrine (*supra*, n° 104).

(1) *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 270.

(2) *Traité de la presse*, t. II, n° 997.

Une autre question c'est l'importance de la prohibition, cette dernière paraît être moins étendue que celle des procès en diffamation. L'argument en pouvait être tiré de la rédaction différente de l'art. 3 de la loi de 1884 ou de l'art. 239 al. 5 du Code civil, et de celle de l'art. 39 de la loi sur la presse. Si cette dernière parle de l'interdiction de rendre compte *des procès*, les lois sur le divorce ne parlent que de la reproduction *des débats*. Est-ce seulement de l'audience qu'il s'agit ? Ce n'est pas la solution admise par la doctrine (1). Une interprétation pareille serait contraire au but de la loi qui est, rapelons-le, d'empêcher le retentissement des procès en divorce. Aussi faudrait-il comprendre dans la définition des « *débats* » la procédure avant l'audience, par exemple, l'assignation, les conclusions, etc. Cette interprétation extensive peut cependant paraître assez risquée, ne s'agit-il pas ici d'une exception à une règle générale de liberté du compte rendu et dès lors devant être interprétée restrictivement ? Malgré cela, c'est cette interprétation qui vient d'être consacrée par le législateur. Puisque tout le procès se passe aujourd'hui à huis clos, il était en effet, absurde de comprendre l'interdiction de reproduction d'une manière autre que pour tous les actes du procès, le jugement excepté.

Il y a cependant une différence entre la défense de l'art. 39 de la loi sur la presse et celle de l'art. 239 C. c. Dans le procès en diffamation, il est permis de publier la plainte. On a discuté sur la possibilité d'étendre cette permission par analogie aux procès en divorce et d'admettre la publication de la requête (art. 234 C. c.) ou de la citation de l'époux demandeur (art. 238 al. 6 C. c.). Mais il est difficile d'assimiler cet acte d'une procédure non publique à la plainte en diffamation (2).

d) *Les procès devant les tribunaux pour enfants et adolescents.*

106. — LE RÉGIME DE 1912.

Chronologiquement, c'est la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée

(1) G. LE POITTEVIN, *Traité...*, t. II, p. 588 ; G. BARBIER, *Code*, t. II, p. 170.

(2) G. LE POITTEVIN, *Traité...*, t. II, p. 589.

qui a introduit une nouvelle interdiction pour la presse : « *La publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants et adolescents est interdite... Les infractions seront déferées aux tribunaux correctionnels et seront punies d'une amende de cent à deux mille francs* » décide pour les mineurs de plus de 13 ans l'art. 19 al. 3 de la loi. Et l'alinéa 4 ajoute pour les mineurs de moins de 13 ans : « *Ces dispositions sont également applicables aux débats devant la chambre du conseil prévues au titre 1* ».

Les motifs de l'interdiction sont dans l'intérêt de l'enfant même. Il s'agit de son relèvement qui est toujours possible. D'autre part, il faut prévenir l'extension de la criminalité juvénile sur laquelle, comme nous le verrons dans la troisième partie de cette étude, l'influence de la contagion est à craindre. Cette contagion s'est développée surtout par l'intermédiaire des récits des exploits criminels des mineurs.

Nous trouvons une interdiction identique dans le droit anglais. En vertu de Children and Young Persons Act de 1933 la Cour peut ordonner l'interdiction de révéler le nom des enfants ou des jeunes filles poursuivis en justice, ou qui sont venus témoigner (1).

107. — LE JOURNALISTE ET LA JUSTICE POUR LES MINEURES.

Ce qui était spécialement intéressant dans cette interdiction, c'est que c'étaient précisément les représentants de la presse dont la présence pendant les débats non publics des tribunaux pour les enfants et adolescents était autorisée. Ce droit était accordé par la loi de 1912 à un nombre très restreint de personnes.

Mais à quoi bon ce droit, que l'on est son application pratique, si le journaliste, présent et attentif aux débats, doit rester inactif ? N'est-ce pas une mauvaise plaisanterie, d'inviter le journaliste à une assemblée quelconque avec une prière pressante de bien vouloir ne rien écrire de ce qu'il a vu et entendu. C'est comme si on invitait un chasseur à la chasse en l'informant que vu la protection du gibier il lui est interdit de tirer un seul coup de fusil.

Non, a-t-on répondu, le journaliste est présent pour vérifier la bonne conduite des débats ; sa présence, c'est la garantie de la bonne administration de la justice. Mais, quelle dérision, s'il

(1) A. GILLES, *La presse devant le jury*, p. 185.

peut raconter à tous ses amis, qu'il a constaté une flagrante violation des principales règles de la justice, et s'il n'a pas le droit d'écrire une seule ligne à ce sujet.

La solution raisonnable était de permettre à un journaliste de faire son métier et de raconter les détails qui ne peuvent pas être soumis à la définition de *compte rendu* : les impressions générales, les leçons morales tirées des audiences des tribunaux pour mineurs, les possibilités de la lutte contre certains fléaux ravageant l'enfance délinquante. Et tout cela en évitant soigneusement de placer ces récits dans les cadres de reportages, relations ou impressions du Palais, pour ne pas tomber dans le piège dressé par la jurisprudence, qui donne, nous l'avons vu une interprétation très large au mot *compte rendu* (*supra*, n° 87), en y soumettant même, par exemple, un récit renfermé dans un article de discussion générale ou d'appréciation critique.

Toutes ces considérations n'ont aujourd'hui qu'une valeur historique, la loi nouvelle sur l'enfance délinquante n'ayant pas compris les journalistes dans le nombre des personnes admises à assister aux débats des tribunaux pour enfants et adolescents.

Rappelons enfin, que sous le régime ancien, si le mineur était renvoyé devant la juridiction de droit commun, — le tribunal correctionnel, la Cour d'assises — avec les inculpés plus âgés, l'audience était publique. Tout compte rendu par conséquent était autorisé (1). Le journaliste se rattrapait facilement.

Sous le régime nouveau, cette situation ne peut plus se produire, le mineur n'étant jamais renvoyé devant la juridiction de droit commun.

108. — LE RÉGIME DE 1942.

Ce régime est institué par la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. Il est extrêmement restrictif quant à la presse. D'après l'art. 13 al. 1 de la loi, la publication de tous les articles sur les mineurs poursuivis est interdite. Cette disposition est claire et ne laisse aucune question à discuter.

Il reste toujours une question de procédure à résoudre, la même d'ailleurs que pour les comptes rendus des débats du di-

(1) BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. III, p. 102.

voce. Est-ce que les règles de procédure, de délais, des prescriptions, etc... de la loi sur la presse sont ici applicables. Dans le texte de l'art. 3 de la loi de 1884, nous avons trouvé une légère indication renvoyant à l'art. 39 de la loi sur la presse. Or, à défaut d'une quelconque manifestation pareille du législateur dans la loi de 1942, il faut se prononcer pour les règles de procédure de droit commun. Le taux de l'amende identique pour l'art. 19 de la loi de 1912 et l'art. 39 de la loi sur la presse pouvait constituer un indice dans le sens contraire. Mais dans la loi de 1942, ce taux est moindre (1).

e) *Les procès en déclaration de paternité.*

109. — Presqu'en même temps que l'interdiction des récits des procès des mineurs, le législateur a institué une nouvelle interdiction : celle de rendre compte « ... *des débats des procès en déclaration de paternité* » décide une addition faite par la loi du 29 novembre 1912 à l'art. 39 al. 1 de la loi sur la presse.

C'est la loi du 29 novembre 1912, qui a admis la possibilité des recherches de la paternité naturelle jusqu'ici interdite. Les cas où cette recherche est admise sont prévus par l'art. 340 C. c. En introduisant la possibilité de cette recherche le législateur a en même temps institué la défense d'en rendre compte par la voie de la presse.

Les buts de cette interdiction sont les mêmes que pour les procès en divorce. Il faut empêcher les révélations des scandales familiaux. Il faut aussi prévenir les possibilités des chantages que la publicité par la presse des procès en paternité peut faciliter.

Pour ces motifs, le législateur a voulu interdire les comptes rendus des procès en déclaration de paternité naturelle. Malheureusement, ce n'est pas ce qui résulte du texte voté de la loi. D'après le texte le procès en déclaration de paternité tout court — ce qui comprend aussi le cas de paternité légitime — ne peut être relaté.

En étudiant les précédentes interdictions, nous avons essayé de faire apparaître une différence subtile entre les comptes rendus des débats et les comptes rendus des procès. Ici le législa-

(1) Parce qu'il n'est pas multiplié par douze.

teur — donne la formule mixte — la voici : il est interdit de rendre compte *des débats des procès...* » Voici une admirable leçon pour nous apprendre qu'il ne faut pas couper le cheveu en quatre.

Enfin, une dernière observation. Le législateur n'a pas voulu renouveler l'erreur des auteurs de la loi sur le divorce, et il a incorporé l'interdiction dans l'art. 39 de la loi sur la presse. Ainsi les règles de la procédure sur la presse et ses sanctions sont applicables à l'interdiction étudiée. Mais par un autre vice de rédaction, il crée un non-sens. Relisons-le contexte : « *Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation... ainsi que des débats des procès en déclaration de paternité. La plainte seule pourra être publiée...* » Quelle plainte ? Evidemment il ne s'agit pas de publier une plainte dans un procès en déclaration de paternité (1). Le texte n'est pas d'accord avec les règles de la grammaire française. Et s'il est osé à un étranger de se mettre à critiquer les fautes de langage, qu'il lui soit permis de proclamer son admiration pour la belle langue française et son désir de la voir aussi pure dans un texte législatif que dans les poésies de Baudelaire et de Verlaine.

f) *Les procès concernant les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.*

110. — Vient ensuite une interdiction qui ne cadre pas avec le système des interdictions étudiées jusqu'ici. C'est le délit qui consiste à publier les renseignements relatifs aux débats contre les auteurs de crimes et délits relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat. Il se trouve dans le texte de l'art. 78-4° du Code pénal modifié par le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat : « art. 78. Seront réputés secrets de la défense nationale pour application du présent code...4° Les renseignements relatifs soit aux mesures prises pour découvrir ou arrêter les auteurs et les complices de crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat., soit aux débats devant la juridiction du jugement.

Les conditions générales relatives à ces publications, l'historique, les motifs, les éléments de l'infraction et les sanctions

(1) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. III, p. 104.

ont été étudiées dans le premier chapitre (*supra* n° 70). Il n'y a que quelques commentaires spéciaux à y ajouter.

Tout d'abord, il faut répondre à la question : est-ce que tous les procès contre les auteurs des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat sont réputés *secrêts de la défense nationale*. Il ne s'agit ici, bien entendu, que des procès qui se déroulent à huis clos. Il serait absurde de tenir un procès en audience publique pour un secret. Si on tient compte des motifs qui décident cette interdiction, il n'y a pas de raison de défendre la publication d'un compte rendu du procès de ce genre, qui ne se passe pas à huis clos. Ceux qui tiennent à connaître les détails du procès, ne chercheront pas les journaux pour se renseigner. En pratique, il est d'ailleurs rare qu'un procès d'espionnage ou de trahison ne se passe pas à huis clos. Mais si pour une raison quelconque un tribunal décidait de procéder aux débats devant le public, le compte rendu en serait libre suivant la règle générale.

Quant à l'étendue de cette interdiction, elle est cette fois-ci la plus large possible et largement définie : tous les renseignements (art. 78 C. p.) et sous quelque forme que ce soit (art. 81 C. p.) sont interdits. Mais, en vertu de l'art. 573 C. i. c. modifié par le décret du 29 juillet 1939, cette interdiction ne s'applique pas au jugement.

g) *Les procès concernant les maladies vénériennes.*

111. — Enfin, une dernière interdiction vient d'être édictée par le décret-loi du 29 novembre 1939 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes : art. 15 « *la publication des comptes rendus des débats et des décisions de justice intervenus dans les poursuites pénales exercées par application du présent décret ou dans les instances en dommages-intérêts introduits en raison des faits dommageables pouvant être réprimés pénalement par application du présent décret est interdite sous peine d'une amende de 1.000 à 5.000 francs (1). Toutefois, la disposition qui précède n'est pas applicable aux extraits de telles décisions publiés dans les journaux et périodiques spécialement destinés à recueillir la jurisprudence des tribunaux ou publiés sous une forme quelconque par les soins de l'autorité sanitaire, à la condition que les dits*

(1) Multiplié par douze.

extraits ne contiennent aucune mention de nature à révéler l'identité des parties en cause (1) ».

Les poursuites pénales exercées par application de décret sont multiples, elles peuvent être beaucoup plus larges que ne le promet le titre de la loi. Ce sont outre les infractions commises par les femmes qui ayant été atteintes de la syphilis allaitent les enfants (art. 7 et 8), ou celles des pharmacies et des laboratoires qui procèdent aux analyses interdites ou vendent des médicaments non agréés (art. 20 et 21), certains délits dérivant de motifs beaucoup plus larges que la prévention des maladies vénériennes, comme par exemple, la révélation du secret professionnel (art. 3 du décret incorporé dans l'art. 373 du Code pénal), ou le racolage en vue de la débauche (art. 13 et 14 du décret). C'est pour empêcher la publicité de ces dernières infractions qu'est établie l'interdiction du compte rendu.

Il paraît que cette interdiction n'a pas encore reçu son application. Le décret a été rendu pendant la guerre et quelques mois après il est survenu un changement total dans la vie de la presse française.

Le droit *anglais* possède une interdiction dérivant du même ordre d'idées, quoique beaucoup plus large. Le *Judicial Proceedings Act* de 1926 défend en effet de publier tous les détails médicaux, chirurgicaux ou *philosophiques* de nature à offenser la morale publique.

B. — Les interdictions facultatives.

112. — CONSIDÉRATIONS COMMUNES.

Une question d'ordre général se pose. Nous avons vu, que dans le développement actuel de la presse, les reporters ne

(1) Les lois ne durent pas longtemps aujourd'hui. Une loi N° 1073 du 31 décembre 1942 relative à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes (qui n'a d'ailleurs été publiée que le 3 mars 1943; *J. Off.* p. 601) décide dans son art. 19 al. 1: « *La publication des comptes rendus des débats et des décisions de justice relatifs aux poursuites pénales exercées par application de la présente loi est interdite sous peine d'une amende de 1.000-50.000 fr. (non multipliée par douze).* Du décret du 29 novembre 1939 ne sont abrogées que les dispositions contraires à la nouvelle loi (art. 23). Voilà donc la matière gouvernée par deux lois et deux régimes différents.

préparent pas leurs reportages tranquillement chez eux, après avoir assisté à l'audience. Ils les transmettent par téléphone et cela directement du Palais de Justice au fur et à mesure que se déroulent les débats. Le journal paraît à l'heure habituelle en imprimant la partie du compte rendu qui est arrivée à temps. Ainsi tous les journaux du soir contiennent les récits des débuts de l'audience qui commence à midi. Or, les tribunaux n'édicte pas l'interdiction du compte rendu au début de l'audience, mais seulement après les discours ou les plaidoyers qu'ils considèrent susceptibles d'être interdits. Avec les lenteurs habituelles de la justice, il peut arriver et il arrivait en pratique qu'au moment où le Président prononçait la décision, les journaux avec les fragments interdits étaient déjà dans la salle. Peut-on poursuivre le journal pour cette promptitude qui lui est aussi habituelle, que la lenteur à la justice ? La question fut discutée. La solution de bon sens est celle justifiant le journal qui de bonne foi imprime un compte rendu qui par la suite devient interdit (1). Rien d'ailleurs n'empêche que le tribunal interdise le compte rendu au début de l'audience (2).

Mais le tribunal ne peut pas interdire la reproduction des débats d'un procès qui se passe à l'étranger, ce qui a été mis à profit par la presse pour quelques procès scandaleux.

Egalement, d'après la doctrine, les tribunaux ne pouvant interdire que les comptes rendus des débats, il est toujours permis aux journaux de publier les incidents qui ont suivi la lecture du jugement.

Quant au mode de la notification de l'interdiction à la presse, la doctrine crée la présomption que les gérants doivent connaître la décision prononcée en audience publique. Ils ne peuvent même pas se justifier en alléguant qu'ils n'ont pas assisté au prononcé de la décision (3). Cela résulte des devoirs du journaliste. S'il publie un compte rendu, il est présumé présent lors des débats et des publications des décisions.

Il ne paraît pas que les interdictions facultatives des comptes rendus se rencontrent souvent dans la pratique. Les affaires civiles sont rarement assez passionnantes pour intéresser une grande partie de l'opinion publique. La loi sur les menées anar-

(1) BARBIER, *Cod de la presse*, t. III, p. 103.

(2) LE POITTEVIN, *Traité...*, t. I, p. 595.

(3) CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, 6^e éd., t. VII, p. 178.

chistes est en plein oubli. Quant aux tribunaux militaires, ils préfèrent recourir au huis clos plutôt que de prononcer l'interdiction de publier les débats.

a) *Les affaires civiles.*

113. — Le tribunal peut d'abord interdire le compte rendu de n'importe quelle affaire civile, ce qui est une disposition très importante quoique peu suivie en pratique. Elle résulte du même art. 39 de la loi sur la presse que nous avons si souvent cité.

L'art. 39 al. 1 *in fine* dispose : « *Dans toute affaire civile, les cours et les tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès.* »

La publicité des procès criminels est dans l'intérêt de la société, les affaires civiles sont de nature intime, ce n'est que l'intérêt privé des parties qui est en jeu, les détails étant souvent de nature à nuire à la considération des plaideurs (1).

Cette interdiction fut créée par la loi de 1881, mais elle se présente comme une limitation d'une règle beaucoup plus large instituée par l'art. 17 § 2 du décret du 17 février 1852. Rappelons qu'il était permis en vertu de ce décret, conçu dans le plus pur esprit autoritaire du Second Empire, d'interdire les comptes rendus dans toutes les affaires aussi bien civiles que criminelles.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour voir dans cette interdiction une mesure d'ordre public, qui peut être décidée d'office, sans entendre le ministère public (2), et les parties (3), mais elle doit être prise par un jugement et prononcée en audience publique (4).

Par *affaires civiles* il faut considérer les procès qui n'ont pas en vue la répression, ainsi, il faudrait y comprendre les affaires commerciales (5).

L'interdiction ayant été incorporée dans le texte de l'art. 39 de la loi sur la presse, toutes les prescriptions de cette loi quant aux sanctions et la procédure lui sont applicables.

(1) LE POITTEVIN, *Traité*, t. II, p. 590 ; RÔUX, *Des délits de la presse dans la loi du 29 juill. 1881*, p. 188.

(2) Cass. 23 avr. 1857 ; D. 1857.1.200 ; B. C. 163 ; J. P. 1858.43.

(3) Cass. 24 févr. 1860 ; D. 1860.1.369 ; S. 1860.1.488 ; B. C. 58 ; J. P. 1860.740.

(4) LE POITTEVIN, *Traité*..., t. II, p. 591.

(5) D. Rép. v^o Presse, 309 ; D. Rép. v^o Presse, 1130.

b) *Les procès des menées anarchistes.*

114. — L'interdiction que les tribunaux peuvent établir pour les comptes rendus des procès des menées anarchistes est celle qui a suscité le plus de débats et de discussions. Elle se trouve dans la loi du 28 juillet 1894, dont l'art. 5 al. 1 et 2 sont ainsi conçus : « *Dans les cas prévus par la présente loi et dans tous ceux où le fait incriminé a un caractère anarchiste, les cours et tribunaux pourront interdire en tout ou partie la reproduction des débats en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public. Toute infraction à cette défense sera poursuivie conformément aux prescriptions des art. 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881 et sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.* »

Cette loi a pour but d'empêcher que les accusés anarchistes ne fassent de leur banc d'inculpé une tribune publique pour lire des discours que les journaux reproduiraient à des millions d'exemplaires et qui serviraient au premier chef la propagande anarchiste.

C'est là, une première exception importante à la règle de la liberté du compte rendu, la première aussi qui touchât aux procès d'intérêt public, les interdictions préexistantes n'intéressant que les intérêts privés. Ainsi la proposition (1) provoqua-t-elle une très énergique opposition aux chambres et fut violemment combattue. Une série d'amendements déposés par les députés RAMEL (2), HUGUET (3), HUMBERT (4), et autres furent rejetés avant d'admettre le texte de la loi dans sa rédaction actuelle. Enfin, la situation s'étant apaisée par la suite, une proposition de loi fut déposée le 18 janvier 1898 par le député MIRMAN tendant à abroger l'art. 5 (5). Elle fut suivie par d'autres propositions (6) (7).

Pour décider l'interdiction, le tribunal doit constater que la

(1) *Journal officiel*, 1894. Documents parlementaires, Chambre, p. 1030.

(2) *Id.*, Déb. parl., p. 1552.

(3) *Id.*, p. 1553.

(4) *Id.*, p. 1567.

(5) *Id.*, 1898. Documents parlementaires, annexe 2964 et annexe 3032.

(6) *Id.*, annexe 3173.

(7) Etude complète. COULON, *La liberté de la presse*, p. 358 à 405.

reproduction des débats pourrait présenter un danger pour l'ordre public. Le Tribunal est libre et souverain dans le choix des motifs pour appuyer cette constatation.

Quant à l'étendue de l'interdiction, la loi ne parle pas ici de *comptes rendus*, mais de *reproduction des débats*, ce qui paraît avoir un sens plus large, comparable avec celui des *renseignements relatifs aux débats* de l'art. 78-4° du Code pénal.

Une disposition finale renvoie expressément à la loi sur la presse pour les règles de la procédure.

Le nombre croissant des attentats politiques en France de ces deux dernières années paraissait porter l'interdiction de la loi de 1894 à l'ordre du jour. Il n'en fut rien, la presse étant à l'heure actuelle assez disciplinée pour ne publier que les informations acceptées par le pouvoir sans qu'il fut besoin de recourir aux interdictions.

c) *Les procès devant les tribunaux militaires.*

115. — Une dernière exception à la liberté des comptes rendus judiciaires est prévue par la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre qui donne à l'art. 72 al. 4, 5 et 6 de ce Code le texte suivant : « *Le tribunal peut interdire en tout ou en partie le compte rendu des débats de l'affaire, cette interdiction est de droit si le huis clos a été ordonné ; elle ne peut s'appliquer au jugement, qui pourra toujours être publié. Toute infraction aux dites interdictions sera punie d'un emprisonnement de 10 jours à 1 mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs (1). La poursuite aura lieu devant le tribunal correctionnel, conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881.* »

De son côté le Code de justice militaire pour l'armée de mer donne dans son art. 81 al. 5, 6 et 7 les dispositions qui reproduisent mot à mot le texte précité.

La nature spéciale des infractions jugées par les tribunaux militaires et maritimes, où l'emploi du huis clos est beaucoup moins rare que devant les tribunaux de droit commun, justifie facilement cette disposition, qui peut être considérée comme un diminutif du huis clos. Les règles de la procédure sont les mêmes que celles de la loi sur la presse.

(1) Multiplié par douze.

C. — Le compte rendu malgré le huis clos.

116. — Nous avons étudié successivement les différents cas des publications interdites de plein droit ou par décision judiciaire. Il faut mettre à part le cas où le compte rendu, quoique non défendu par la loi et non susceptible d'une interdiction judiciaire, paraît devoir être logiquement interdit. C'est le cas du compte rendu d'un procès qui se déroule à huis clos.

Il faut commencer par avouer que la loi française a laissé ici une lacune qu'il est difficile de combler. En effet, pour prendre la loi à la lettre, si impossible que cela puisse paraître, le compte rendu d'un procès à huis clos n'est pas interdit, et si le journaliste a eu à sa disposition les moyens d'apprendre ce qui se passe toutes portes fermées, et il en a plusieurs, on ne peut l'empêcher d'en publier les détails.

D'après le droit *anglais*, les débats à huis clos sont assimilés aux débats dont le tribunal a interdit de rendre compte. L'art. 13 al. 2 de la loi *turque* du 31 juillet 1909 sur la presse décidait qu'en aucun cas les délibérations d'un tribunal ou d'une assemblée officielle délibérant conformément à la loi à huis clos ne peuvent être publiées. D'après l'art. 40 al. 2 du décret-loi *grec* du 22 février 1938 la publication de rapports médicaux compromettant les bonnes mœurs ou des débats à huis clos est défendu sous la peine de 1.000-20.000 drachmes. Enfin d'après l'art. 12-*b* du décret-loi du Président de la République de *Pologne* du 22 novembre 1938 sont punis les communiqués relatifs aux débats d'une séance non publique d'un tribunal.

En droit français, cette interdiction existait déjà dans la loi du 18 juillet 1828, dont l'art. 16 disait : « *Dans les procès qui ont pour objet la diffamation, si les tribunaux ordonnent aux termes de l'art. 64 de la charte, que les débats auront lieu à huis clos les journaux ne pourront à peine de 20.000 francs d'amende publier les faits de diffamation, ni donner l'extrait des mémoires ou écrits quelconques qui les contiendraient. Dans toutes les affaires civiles ou criminelles où un huis clos aurait été ordonné, ils ne peuvent sous la même peine publier que le prononcé du jugement.* »

Ce texte était interprété très largement. D'après la jurisprudence, il s'appliquait même aux documents lus à l'audience avant que le huis clos n'eût été ordonné ; par exemple arrêt de

renvoi, acte d'accusation, etc ... (1) Mais ce texte a été abrogé par l'art. 68 de la loi sur la presse de 1881, et non reproduit dans cette loi peut-être par simple oubli.

Il est vrai que le rapporteur de la loi de 1881 M. Lisbonne s'est clairement prononcé pour l'application de l'interdiction de l'art. 39 de la loi de 1881, pour les procès à huis clos, mais à défaut de texte, il est impossible de tirer une pareille conséquence des travaux préparatoires (2).

L'erreur commise lors de l'élaboration de la loi de 1881, fut réparée en partie, nous l'avons vu, pour la justice militaire où l'interdiction du compte rendu est de droit, si le huis clos a été ordonné (art. 72 al. 4 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'art. 81 al. 5 du Code de justice militaire pour l'armée de mer).

La doctrine et la jurisprudence en présence du silence de la loi ont essayé de combler cette lacune. La publicité par la presse n'étant que le corollaire de la publicité de l'audience, il est de bon sens d'interdire le compte rendu, lorsqu'on interdit la publicité de l'audience. Mais cette règle reste toujours imparfaite, et dépourvue de sanctions. Une seule conséquence que la doctrine (3) peut retirer de cet état de choses, c'est de conclure que l'art. 41 al. 3 de la loi sur la presse ne peut étendre sa protection à un compte rendu qui bien qu'il ne soit pas atteint par la loi pénale, n'en est pas moins fait en violation de la loi. Ainsi les comptes rendus d'un débat tenu à huis clos n'échappent pas à une action en diffamation, injure ou outrage, ni à une action civile en dommages-intérêts.

La jurisprudence obligée de recourir à des solutions pratiques s'en tire difficilement.

(1) Aix, 14 févr. 1873 ; D. 1873.2.66.

(2) BARBIER, *Code de la presse*, t. II, p. 168.

(3) LE POITTEVIN, *Traité...*, t. I, p. 533.

SECTION III.

La publication du jugement.

§ 1. — La règle de la publicité du jugement.

117. — Si la règle de la publicité des débats est tenue pour une des bases de la justice moderne, elle comporte néanmoins un certain nombre d'exceptions. Or, il existe un autre principe du système judiciaire, d'une portée plus absolue, c'est celui de la publicité du jugement. Ce principe résulte de l'art. 357 C. i. c. (1) pour la Cour d'assises, de l'art. 190 al. 3 C. i. c. (2) pour le tribunal correctionnel, de l'art. 153 C. i. c. pour le tribunal de simple police (3) et de l'art. 211 C. i. c. pour la Cour d'appel (4). On le trouve aussi dans l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice : « *Les arrêts... qui n'ont pas été rendus publiquement..., sont déclarés nuls.* »

Cette règle est confirmée enfin par différentes lois spéciales, comme l'art. 72 al. 3 *in fine* du Code de justice militaire pour l'armée de terre révisé par la loi du 9 mars 1928 et l'art. 81 al. 4 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (5), l'art. 9 *in fine* de la loi du 30 juillet 1940 relative à l'organisation, la composition et la procédure de la Cour suprême de justice (6), et différentes autres lois.

Les motifs qui ont inspiré le principe de la publicité du juge-

(1) Art. 357 (texte du décret-loi du 25 nov. 1941) : « *La cour et le jury rentreront ensuite dans l'auditoire. Le Président... prononcera l'arrêt portant condamnation, absolution ou acquittement.* »

(2) Art. 190 al. 3 C. i. c. : « *Le jugement sera prononcé de suite, ou, au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée.* »

(3) Art. 153 al. dernier C. i. c. : « *Le tribunal de police prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée et au plus tard dans l'audience suivante.* »

(4) Art. 211 C. i. c. : « *Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction... seront communes aux arrêts rendus sur l'appel.* »

(5) Art. 72 al. 3 *in fine* du Code de justice militaire pour l'armée de terre identique avec l'art. 81 al. 4 du Code de justice militaire pour l'armée de mer. « *Dans tous les cas le jugement est prononcé publiquement.* »

(6) Art. 9 *in fine* de la loi du 30 juillet 1940 : « *L'arrêt est lu en audience publique.* »

ment sont les mêmes que pour celui de la publicité de l'audience. Il s'agit de la garantie fondamentale de la légalité de la justice. Seulement, et c'est ce qui lui donne un caractère fondamental, la publicité du jugement ne comporte aucune exception. Même les lois les plus récentes élaborées par la politique criminelle autoritaire ne se sont pas crues autorisées à instituer un seul cas de huis clos pour la lecture du jugement. Et cela est fort heureux car chaque cas d'exception nous rapprocherait de l'arbitraire le plus pur (1). Cependant l'art. 200 al. 2 du projet du Code d'instruction criminelle dit que « *lorsque la non-publicité de l'instruction et des débats aura été ordonnée, celle-ci s'appliquera aussi au jugement qui interviendrait sur un incident au cours de cette instruction ou de ces débats* ». Mais le texte ajoute que « *dans tous les cas, le jugement sur le fond sera rendu en audience publique* ».

Cette disposition s'explique par les solutions auxquelles est parvenue la jurisprudence, qui a décidé à plusieurs reprises que « *tout arrêt même sur incident, doit à peine de nullité être prononcé publiquement, alors même que les débats qui l'ont précédé ont eu lieu à huis clos* » (2). Cette solution avait provoqué la cassation d'un très grand nombre d'arrêts.

§ 2. — La publicité du jugement par la presse.

I. — Le principe.

118. — LA LOI.

Comme la liberté de la publication du compte rendu des débats est le corollaire de la publicité de l'audience, de même le

(1) Comme il résulte de l'art. 10 al. 6 de la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante « *les audiences du tribunal (pour enfants et adolescents) ne sont pas publiques* ». La doctrine d'accord avec la pratique en déduit que le jugement doit être aussi rendu non publiquement. Voir : DONNEDIEU DE VABRES : *Commentaire de la loi du 27 juillet 1942* dans D. C. 1943. L. 35 sous l'art. 13. Mais ce même article institue une publicité restreinte de l'audience.

(2) Cass. 1^{er} déc. 1941 ; D. A. 1941. J. 373 ; précédemment Cass. 10 févr. 1907 ; D. 1909. 1. 24.

principe de la publicité du jugement aboutit à la liberté de la publication du jugement par la presse. Il n'y aurait qu'à répéter les motifs et les raisons de cette première liberté.

Ce principe résulte de l'art. 39 al. 2 de la loi sur la presse : « Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés. » Il est en outre souligné à plusieurs reprises lors des différentes interdictions que la loi a édictées pour les comptes rendus judiciaires, comme par exemple par l'art. 72 al. 4 *in fine* du Code de justice militaire pour l'armée de terre révisé par la loi du 9 mars 1928 et l'art. 81 al. 5 *in fine* du Code de justice militaire pour l'armée de mer : « cette interdiction... ne peut s'appliquer au jugement, qui pourra toujours être publié ».

C'est l'art. 10 § 1 de la loi du 9 septembre 1835 qui pour la première fois décide que les journaux « dans tous les cas pourront insérer le jugement », ce que confirme l'art. 11 de la loi du 27 juillet 1849, l'art. 17 du décret du 17 février 1852 et la loi de 1881.

Ainsi la publication du texte du jugement est permise et le journaliste n'encourt aucune responsabilité si cette publication porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne condamnée. La presse jouit ici d'une véritable immunité semblable à celle de l'art. 41 al. 3 de la loi sur la presse.

119. — LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE.

Les questions qui se posent devant la doctrine et la jurisprudence sont de savoir : 1^o quels sont les jugements qui peuvent être publiés ; 2^o ce qu'on doit comprendre dans la définition du jugement, et 3^o qui peut les publier ?

1^o La loi n'ayant donné aucune précision, la jurisprudence a décidé que tous les jugements au sens large sont sujets à l'immunité ; les jugements préparatoires, par défaut, sur exception, sur incident, les ordonnances, les arrêts de la Cour d'appel, d'assises, de cassation... (1). Il faut naturellement, que les jugements aient été déjà prononcés à l'audience (2).

2^o Que faut-il entendre par un jugement qu'il est permis de publier ? La doctrine et la jurisprudence décident qu'il s'agit du

(1) Seine, 30 juill. 1863 ; D. 1869.3.68.

(2) Rouen, 13 août 1847.

dispositif et des motifs, mais non, des commentaires, des appréciations du jugement (1), mais non ce qu'on appelle les *qualités* du jugement, la reproduction des actes de procédure et des moyens de la défense, car cela constituerait un véritable compte rendu interdit (2).

3^o Par qui le jugement peut-il être publié ? La loi ne pose ici non plus aucune limite ; il faut admettre que l'immunité joue aussi bien quand c'est la partie, évidemment la partie gagnante, qui publie le jugement à ses frais dans un journal, que quand celui-ci le fait de son propre chef. L'immunité couvre la partie qui publie un jugement sans y être autorisé (3). Cette dernière solution est cependant discutée (4) et il a été jugé par exemple que « *le greffier peut refuser à bon droit de délivrer l'expédition d'un jugement à une personne qui n'a pas été partie au procès* » (5) et qui en demande l'expédition en invoquant le droit de publication du jugement dans les journaux.

La doctrine admet que ce droit ne change en rien le droit de réponse prévu par l'art. 13 de la loi sur la presse au profit de chaque personne nommée ou désignée dans un journal (6).

120. — LA CRITIQUE DU JUGEMENT.

Une question supplémentaire liée à celle de la publication du jugement est le problème de la critique du jugement par le journal. La loi française ne prescrit aucune interdiction à ce sujet, ce qui est conforme au principe de la liberté de pensée si appréciée en France. Cependant, il s'agit aussi de sauvegarder l'autorité de la chose jugée et la dignité de la justice contre les attaques, les critiques tendancieuses ou malveillantes.

D'après le droit *anglais* la critique du jugement sera considérée comme « *contempt of court* », spécialement aggravé (*supra*, n^o 60). D'après l'art. 40 al. 5 du décret-loi *grec* du 22 février 1938 les

(1) Même arrêt que p. 162 note 1.

(2) LE POITTEVIN, *Traité...*, t. II, p. 87 ; BARBIER, *Code de la Presse*, t. II, p. 167 ; G. LELOIR, *Code d'instruction criminelle avec la doctrine et la jurisprudence*, p. 296, n^{os} 53 à 74.

(3) Cass., 7 févr. 1883.

(4) GAZIN, *De la publicité de la justice criminelle*, p. 56.

(5) Nice, 19 mai 1909 ; D. 1910.2.169 avec une note de M. LOUBAT.

(6) G. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 167.

commentaires des affaires pénales, des verdicts, etc. ne sont permis qu'après la fin du procès. La loi *polonaise* de 1938 punit le journal qui soumet le jugement d'un tribunal à une appréciation malveillante (art. 12 d du décret-loi du 22 novembre 1938).

La jurisprudence française supplée à la lacune de la loi en appliquant quand cela paraît possible la qualification de l'outrage aux magistrats (1). Quant aux critiques des décisions de justice intervenues pendant l'instruction la jurisprudence les considère comme un abus de droit que possède le journal de publier les faits notoires impliqués dans une procédure criminelle (*supra*, n° 53). Ainsi il a été décidé que « *le journal outre-passe son droit en affirmant que après la mise en liberté des prévenus, et malgré l'ordonnance de non-lieu dont ils ont bénéficié, beaucoup de personnes persistent à croire à leur culpabilité* » (2).

II. — Les limites.

121. — Deux limites de bon sens s'imposent à la liberté de publication du jugement dans les journaux. La publicité par la presse, supplément de la publicité de l'audience, doit jouir de l'immunité lorsqu'elle est faite 1° sans intention de nuire, de bonne foi ; 2° lorsqu'elle est contemporaine ou proche de l'audience. Lors de l'étude de l'immunité du compte rendu, une troisième limite a été soulignée, celle de la fidélité du compte rendu. Pour l'immunité de publication de jugement cette condition ne joue pas, un jugement qui ne serait pas reproduit fidèlement ne serait pas un jugement.

Si l'une ou l'autre des deux conditions n'est pas remplie se pose la question de l'abus du droit, la publication du jugement dans le but de nuire au condamné ou sensiblement en retard après la décision judiciaire n'est pas couverte par l'immunité et donne lieu à une action civile en dommages-intérêts. La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens à maintes reprises. Ainsi est réputée abusive la publication du jugement faite plusieurs fois par la partie gagnante ou avec des procédés typographiques

(1) A. GILLES, *La presse devant le jury*, p. 381, 427, etc. où les nombreux cas sont cités.

(2) Paris, 17 juill. 1874 ; D. 1875.5.345.

spéciaux (1). « *Attendu que si l'art. 39 de la loi sur la presse autorise la publication au jugement c'est à la condition que cette publication soit contemporaine du jugement* », dit un jugement, qui condamne une publication faite dans le but de rappeler une condamnation ancienne infligée à un individu (2). De même pour une publication faite à plusieurs reprises au cours d'une période électorale, dans un but de vengeance personnelle (3) (4).

III. — Les exceptions.

La liberté du compte rendu judiciaire possédait, un nombre imposant d'exceptions, la liberté de publication du jugement n'en comporte que deux :

1^o Les jugements contre les mineurs et

2^o les jugements intervenus dans les poursuites exercées par application du décret-loi de 1939 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes.

A. — Les jugements contre les mineurs.

122. — La première exception n'était pas jusqu'ici une défense de publication de jugement mais plutôt une restriction. Elle était posée par l'art. 19 al. 5 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée : « *Le jugement ou arrêt... pourra être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par initiale* ». Cette exception unique dans son genre se place bien dans les cadres de la protection de l'enfance coupable organisée par la loi de 1912. La nouvelle loi du 27 juillet 1942 sur l'enfance délinquante qui a abrogé celle de 1912, place cette interdiction sur un autre plan. Ici — d'après l'art. 13 — tous les articles concernant les mineurs

(1) Aix, 6 févr. 1857 ; D. 1857.2.133 ; Aix, 6 déc. 1867 ; S. 1869.2.135 ; J. P. 1869.595. Bordeaux, 11 nov. 1890 ; D. 1891.2.6 ; J. P. 1891.1.1218. Cass. 13 juill. 1885 ; S. 1888.1.65 ; J. P. 1888.1.140.

(2) Seine, 8 juin 1904 ; D. 1905.2.150 ; Seine, 14 févr. 1895 ; G. T. du 18 févr.

(3) Agen, 30 janv. 1890 ; D. 1891.2.70 ; J. P. 1891.1.84 ; S. 1891.2.4.

(4) LE POITTEVIN, *Traité...*, t. II, p. 288 ; FABREGUETTES, *Traité*, t. I, p. 42 ; BARBIER, *Code*, t. II, p. 248.

poursuivis en justice sont interdits. Cette défense englobe la publication du jugement avec le nom du mineur, comme aussi bien la publication d'un jugement même sans nom du mineur mais avec l'indication de sa qualité de mineur.

La sanction de cette interdiction a été déjà précédemment étudiée (*supra*, n° 72).

B. — *Le décret du 29 novembre 1939.*

123. — La deuxième et dernière exception à la règle de la liberté de la publication du jugement par la presse se trouve dans le décret-loi du 29 novembre 1939 relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes, dont l'art. 15 est ainsi conçu : « *La publication des comptes rendus et des **décisions** de justice intervenues dans les poursuites pénales exercées par application du présent décret, ou dans les instances en dommages-intérêts introduits en raison des faits dommageables pouvant être réprimés pénalement par l'application du présent décret est interdite sous peine d'une amende de 1.000 à 5.000 francs (1). Toutefois la disposition qui précède n'est pas applicable aux extraits de telles décisions publiés dans les journaux et périodiques spécialement destinés à recueillir la jurisprudence des tribunaux ou publiés sous une forme quelconque par les soins de l'autorité sanitaire, à la condition que lesdits extraits ne contiennent aucune mention de nature à révéler l'identité des parties en cause.* »

Ainsi toute publication par la presse du jugement des procès sanctionnés par le décret est interdite. Nous sommes en présence d'une interdiction au sens le plus large. Non seulement il est interdit de rendre compte des débats mais même une fois le jugement prononcé à portes ouvertes, la presse ne peut le publier, à moins qu'il ne s'agisse de la presse spécialisée. Ces procès doivent se dérouler dans le mystère le plus complet.

Il faut des motifs graves pour une telle interdiction. Ils se trouvent dans la tendance à sauvegarder la partie plaignante contre l'atteinte portée à sa considération, le scandale et le chantage pouvant en résulter. Il n'est pas agréable de figurer dans un procès touchant aux mœurs ou aux maladies vénériennes, même si on y figure comme victime, souvent même comme témoin.

(1) Multiplié par douze.

Nous avons énuméré précédemment (*supra* n° 111), les cas susceptibles d'entraîner l'application du décret. La crainte de voir figurer son nom dans la presse, même dans le texte d'un jugement, retient souvent la victime dans sa plainte ; la possibilité de chantage entrave la bonne marche de la justice. Le décret a pour but — son titre l'indique — la prophylaxie des maladies vénériennes, un véritable fléau social. Pour donner au décret toute sa force, le législateur n'a pas hésité à sacrifier une des principales règles juridiques. C'est peut-être le signe précurseur de la politique criminelle autoritaire, qui comme on le sait, traite avec légèreté les grands principes.

La sanction de cette interdiction a été étudiée précédemment, lorsque nous avons traité de l'interdiction du compte rendu contenue dans le même décret (*supra*, n° 111).

CHAPITRE III

LA PUBLICITÉ DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE

Après avoir étudié successivement le rôle joué par la presse dans l'instruction préparatoire, puis dans l'instruction définitive et la situation légale de la presse dans ces deux phases du procès criminel, il nous reste encore à examiner le rôle de la presse dans la dernière phase, l'exécution de la peine.

Ce rôle peut être envisagé à un double point de vue :

1^o la publication du jugement dans les journaux peut constituer par elle-même le mode d'exécution de la peine ;

2^o la presse peut donner la publicité à la peine exécutée par tout autre moyen, publiquement ou non publiquement. C'est surtout la grande question de la publicité de l'exécution de la peine de mort qui entre ici dans nos considérations.

SECTION. I.

La publication du jugement dans les journaux, ordonnée par la justice

La publication du jugement par les journaux a été jusqu'ici considérée comme une prolongation du compte rendu de l'audience fait spontanément par la presse. La publication faite aux frais de la victime mais qui n'était pas autorisée par le tribunal était assimilée par la doctrine et la jurisprudence à cette première sorte de publication.

Or, cette publication peut ne pas être spontanée, elle peut aussi être ordonnée par la loi ou par la justice soit comme consti-

tuant elle-même la peine accessoire ou complémentaire, soit la réparation à la victime. A cette publication forcée on peut assimiler la publication facultative faite par la victime autorisée par le tribunal et aux frais du condamné.

Ces deux possibilités seront successivement étudiées dans les deux paragraphes.

§ 1. — La publication du jugement à titre de peine.

124. — La publication du jugement peut d'abord être ordonnée par le tribunal ou par la Cour comme une peine complémentaire. Elle ne peut l'être que dans les cas déterminés expressément.

Ces cas sont prévus par de nombreux textes comme par exemple : l'art. 259 al. 5 du Code pénal pour le port illégal de décorations ou d'uniforme et l'exercice illégal d'une profession (1) ; l'art. 5 de la loi du 19 décembre 1850 pour le délit d'usure (2) ; l'art. 7 de la loi du 1^{er} août 1905 pour les fraudes dans la vente des marchandises et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (3) ; l'art. 2 de la loi du 17 septembre 1940 pour la destruction ou la transformation en produits non alimentaires des produits alimentaires pour l'homme et les animaux (4) ; l'art. 8 de la loi du 17 septembre 1940 pour les infrac-

(1) Art. 259 al. 5 C. p. : « Dans tous les cas prévus par le présent art. le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement, dans les journaux qu'il désignera. »

(2) Art. 5 de la loi du 19 déc. 1850 relatif au délit d'usure : « Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et de son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département. »

(3) Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Art. 7 : « Le tribunal pourra ordonner dans tous les cas, que le jugement sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera... aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication dépassent le maximum de l'amende encourue. »

(4) L'art. 2 al. 2 de la loi du 17 septembre 1940 interdisant la transformation de produits alimentaires en produits non alimentaires : « Le tribunal pourra en outre ordonner l'affichage et la publication du jugement aux frais du condamné sans que la dépense puisse excéder 1.500 francs (3.000 francs en cas de récidive). »

tions relatives à la distribution des denrées et produits soumis à des mesures de rationnement (1) ; l'art. 1^{er} de la loi du 17 septembre 1940 pour les infractions commises en matière de cartes d'alimentation (2), l'art. 69 de la loi du 21 octobre 1940 pour les infractions contre la législation sur les prix (3).

C'est la procédure par contumace qui prévoit aussi, la publication dans les journaux d'un extrait de l'arrêt de condamnation par contumace (art. 472 C. i. c.) (4). C'est plutôt une première mesure d'exécution de l'arrêt par effigie, que la peine complémentaire.

Mais il existe en outre un autre moyen archaïque de publicité des jugements, c'est l'impression et l'affichage du jugement prévus : a) surtout comme peine accessoire dans tous les arrêts de condamnation portant une peine infamante (art. 36 C. p.) (5) ensuite : b) comme peine complémentaire dans un grand nombre de condamnations correctionnelles ou même de simple police, comme par exemple dans l'art. 12 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur l'ivresse publique, pour les infractions contre la réglemen-

(1) L'art. 8 al. 3 de la loi du 17 sept. 1940 relative à la distribution des denrées et produits soumis à des mesures de rationnement, texte de la loi du 17 juill. 1941 : « *Le tribunal peut ordonner l'affichage et la publication du jugement aux frais du condamné.* »

(2) L'art 1^{er} al. 2 de la loi du 17 sept. 1940 établissant les sanctions relatives aux infractions commises en matière de cartes d'alimentation : « *En outre, les tribunaux pourront ordonner que les jugements seront intégralement ou par extraits... insérés dans les journaux qu'ils désigneront... aux frais du condamné, sans que la dépense puisse excéder 3.000 francs (6.000 francs en cas de récidive).* »

(3) L'art. 69 de la loi du 21 oct. 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix : « *La juridiction compétente peut ordonner que sa décision soit publiée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'elle désigne... aux frais du condamné.* »

(4) L'art. 472 al. 1^{er} C. i. c. (texte de la loi du 2 janv. 1850) : « *Extrait du jugement de condamnation sera, dans les huit jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné.* »

(5) Art. 36 C. p. (texte de la loi du 28 avril 1832) : « *Tous arrêts qui portent la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement seront imprimés par extrait. Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.* »

tation des débits de boissons (1). La question qui se pose est de savoir si on peut remplacer cet affichage, qui nous rappelle les beaux temps où les décisions de la justice se publiaient à son de trompe et de caisse, par le moyen plus moderne de publication par les journaux. Les lois récentes comme par exemple celles citées plus haut, les trois lois du 17 septembre 1940 ou la loi du 21 octobre 1940, prescrivent les deux mesures à la fois. Ne peut-on pas pour les lois anciennes admettre, que lorsqu'elles accordent au tribunal le droit d'ordonner l'impression et l'affichage du jugement, cela équivaut au droit de les faire publier dans les journaux. La jurisprudence a admis cette argumentation par un arrêt de la Cour de cassation déjà ancien du 14 juin 1854 d'après lequel : « *l'art. 1036 C. p. c. qui autorise les tribunaux à ordonner l'impression et l'affiche des jugements... les autorise par cela même à en ordonner l'insertion dans les journaux* (2). »

Est-ce qu'un journal peut refuser l'insertion ordonnée par le tribunal ? Sous les régimes antérieurs il existait la règle de l'art. 11 et 12 de la loi du 9 juin 1819 qui obligeait le journal à insérer les jugements *rendus contre lui* et cela plein droit dans un délai d'un mois sous peine d'amende. Ce texte ayant été abrogé par l'art. 68 de la loi sur la presse il n'existe aujourd'hui aucune sanction pénale contre un journal qui refuserait de publier un jugement, même si ce jugement n'est pas rendu contre lui. L'art. 12 de la loi sur la presse oblige seulement le journal à insérer gratuitement toutes les rectifications à lui adressées par l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction et inexactement rapportés par le journal. Cependant la jurisprudence décide qu'« *attendu que, même en l'absence d'un texte formel, le journal X. est obligé d'effectuer l'insertion prescrite par l'ordonnance du tribunal, attendu que... les journaux sont tenus de recevoir les insertions que la loi rend obligatoire sans qu'il leur serait possible de faire arbitrairement obstacle à une mesure organisée dans un intérêt social...* » (3). Mais à défaut d'une autre sanction la doctrine

(1) Art. 12 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons : « *Le tribunal pourra ordonner, dans les cas prévus par la présente loi, que son jugement sera affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il désignera.* »

(2) S. 1854.1.611.

(3) Cour d'appel d'Alger, 4 janv. 1939 ; S. 1940.2.41 avec une note de M. André BRETON.

propose d'appliquer au journal récalcitrant, la théorie des astreintes, en le condamnant à payer une somme pour chaque jour de retard (1).

§ 2. — La publication du jugement à titre d'une réparation civile.

125. — La publication du jugement peut en outre être ordonnée par le tribunal comme mesure de réparation envers la victime ou la partie gagnante.

Le texte législatif qui peut être utilisé c'est l'art. 1036 du Code de procédure civile : « *Les tribunaux suivant la gravité des circonstances pourront dans les causes dont ils sont saisis, prononcer même d'office, des injonctions, supprimer les écrits, les déclarer calomnieux, et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements* ».

La jurisprudence est particulièrement nette à ce sujet : « *Attendu — dit la Chambre criminelle de la Cour de cassation — que l'art. 1036 c. p. c. autorise les tribunaux à ordonner l'impression et l'affichage de leurs jugements, que cet article conçu en termes généraux s'applique à toutes les juridictions, que la mesure d'intérêt public qu'il permet d'ordonner... n'est pas prononcé à titre de peine, mais comme une réparation du scandale public produit par le fait de la partie condamnée* » (2). Et « *attendu — répète-t-elle une autre fois — que d'après les principes généraux de droit, l'action civile embrasse tout ce qui tend à réparer le préjudice souffert ; que... l'impression et l'affichage de l'arrêt... sont aussi bien que les condamnations pécuniaires, les éléments principaux et le but direct de cette action...* » (3).

Nous avons vu déjà précédemment (*supra* n° 124) que la jurisprudence assimile les mots « *l'impression et l'affiche* » à la publication du jugement dans les journaux.

Deux cas spéciaux nous intéressent particulièrement :

1° Depuis la loi du 8 juin 1895, la publication des jugements dans la presse peut être ordonnée comme une mesure de réparation dans la procédure de revision. Il résulte de l'art. 446, al. 9

(1) LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, t. I, p. 138.

(2) Cass. 16 mai 1873 ; S. 1873.1.235 avec un rapport du conseiller Riquier, B. C. 130 ; D. 1873.1.441 ; J. P. 1873.551.

(3) Cass. 17 juin 1892 ; S. 1893.1.277 ; D. 1893.1.130.

et 10 C. i. c. (modifiés par la loi du 6 juin 1895) que « *l'arrêt ou le jugement de revision d'où résulte l'innocence du condamné sera... inséré d'office au Journal Officiel et sa publication dans 5 journaux, au choix du demandeur sera en outre ordonné, s'il le requiert. Les frais de la publication ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor* ». La loi veut que la réhabilitation reçoive une publicité au moins égale à celle que la condamnation a reçue. Il est juste que les journaux qui ont largement utilisé le procès, par la suite révisé, se voient dans l'obligation de publier le jugement qui innocent la victime d'une erreur de justice. La pratique de cette publication ne date pas d'ailleurs de la loi de 1895. Avant cette loi on a utilisé le texte de l'art. 1036 C. p. c. étudié plus haut, pour accorder la même satisfaction (1).

2^o C'est aussi le cas d'une condamnation pour une plainte injustifiée avec constitution de partie civile qui a été suivie d'une ordonnance de non-lieu. Après une procédure spéciale prévus par les alinéas 2 et 3 de l'art. 70 C. i. c. ajoutés par la loi du 2 juillet 1931, le tribunal « *pourra ordonner que le jugement sera publié intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, qu'il désignera, aux frais du condamné, sans que chaque insertion puisse dépasser 1.000 francs* ».

SECTION II.

126. — L'EXÉCUTION DE LA PEINE ET LA PRESSE.

La presse qui fait une large place aux procès criminels dans la phase de l'instruction préparatoire et la phase de l'audience, s'occupe aussi du condamné après le jugement définitif. Peut-être s'en occupe-t-elle moins intensivement, cette partie de la justice ne comportant pas l'élément sensationnel tant recherché par les journalistes. Nous avons parlé déjà des descriptions et des reportages de la vie du bagne, des prisons ou dans les colonies pénitentiaires pour les mineurs, en rappelant le rôle social des reportages célèbres d'Albert LONDRES sur la vie à la Guyane dans l'histoire de la peine coloniale (*supra*, n^o 37).

(1) F. HÉLIE, *Traité de l'instruction criminelle*, 2^e éd., t. VIII, p. 540; R. et P. GARRAUD, *Traité de l'instruction criminelle*, t. V, p. 658.

La situation légale de cette partie de la « *chronique noire* » se tient dans les cadres de la loi commune de la presse. Il n'existe ni d'immunités spéciales, ni d'interdictions pour journaux relatives à la publication des récits et des comptes-rendus de l'exécution de la peine.

Il existe cependant une peine dont l'exécution était publique jusqu'à ces dernières années en France et qui servait de prétexte pour la presse à grand reportage à l'étalage de récits et de comptes-rendus dans le genre recherché par le public avide de récits de crimes. C'est la peine de mort.

Que la France soit restée le dernier pays civilisé au monde où on procédait encore récemment aux exécutions capitales publiques, c'est un fait d'autant plus intéressant qu'on a toujours présenté ce pays comme ayant des mœurs plus douces que les autres. Il en existe cependant des motifs profonds. Cette petite question de la publicité de la peine de mort grandit ainsi jusqu'à l'expression d'un symbole. Elle nous a paru digne d'être étudiée plus profondément.

C'est pourquoi nous nous sommes permis de faire pour cette question une exception dans le plan de cette étude. Toutes les autres étant réparties dans les trois parties traitant respectivement la situation de fait, la situation légale et la position de l'apparat scientifique, la question de la publicité de la peine capitale sera traitée dans son ensemble dans un chapitre entier.

CHAPITRE IV

LA PUBLICITÉ DE L'EXÉCUTION DE LA PEINE DE MORT

127. — LES EXÉCUTIONS PUBLIQUES.

Un souvenir personnel est lié à la question. Je suis venu pour la première fois en France en janvier 1940 en pleine guerre, qui contrairement à ce que nous pensions, marchait au ralenti. Je suis venu en France, où plutôt nous sommes tous venus en France après avoir vu un désastre sans nom et unique dans notre histoire, pleins de l'espoir et de la certitude qu'il nous sera donné de laver cette honte imméritée, et en même temps pleins d'admiration pour cette France, sa culture et sa civilisation qu'on nous a apprise à l'école, curieux de la connaître et de l'étudier.

Une première impression, assez embarrassante m'est venue en feuilletant une revue hebdomadaire française à la portée de tous, qui se trouvait dans le salon du paquebot nous emmenant du Pirée à Marseille (1). Des illustrations multiples représentaient la scène de l'exécution d'un condamné à mort. Ici la photographie de la sinistre machine, là les visages fiévreux d'une multitude de gens exprimant... quoi ? le désir du sang ? la haine pour le criminel ? Je ne savais pas qui était le criminel, la belle langue française m'étant encore inaccessible, ni qui étaient et que cherchaient tous ces gens-là. J'ai ressenti seulement une étrange impression de dégoût à la fois et d'étonnement. Quel était le but de ce spectacle sanglant ? quelles étaient les raisons profondes de convoquer les gens pour la tuerie d'un homme ? On nous a souvent présenté la France comme un pays d'une culture plus élevée, que la nôtre, on a souvent considéré les pays de l'est, les pays slaves comme retardataires dans la civilisation.

(1) *Match*, n° 51 du 22 juin 1939, p. 48.

Ce qui est certain c'est que la France était le dernier pays du monde où on procédait encore, en 1939, aux exécutions publiques. On n'y procède plus, le décret-loi du 24 juin 1939 (1) ayant mis fin à cette pratique.

Il a été dit que, l'histoire de la peine de mort c'est l'histoire de l'abolition. Les auteurs anciens citent les efforts mêmes des souverains de l'antiquité pour abolir cette peine, qui néanmoins existe toujours (2). Il ne peut être ici question de résumer les efforts très considérables des abolitionnistes français au ^{xix}^e et au commencement du ^{xx}^e siècle, nous sortirions de notre sujet. Notons toujours que cette peine s'abolit elle-même pour ainsi dire petit à petit, par la diminution progressive des condamnations capitales due à l'adoucissement des mœurs, et par le fait que le législateur réduit le nombre des crimes, passibles de la peine de mort.

Le nombre des exécutions évalué au ^{xviii}^e siècle à 50 par an et par parlement, diminua pour la France entière jusqu'à 605 en 1805, 264 en 1811-1815, 86 en 1831-1835, 65 en 1847, 10 par an pour les années de 1875 à 1880, 7,15 pour les années 1881-1900, 1,8 pour les années de 1901 à 1905 et après une période d'abolition de fait par les grâces systématiques du Président de la République, se stabilisait pour la période 1920-1937 à 13 à 15 par an. Une diminution encore plus facile à saisir est à noter pour les exécutions des femmes : 39 exécutées de 1846 à 1860, 6 exécutées de 1861 à 1875, 2 seulement pour les années de 1886 à 1905. Parallèlement on note la même diminution universellement connue en ce qui concerne le nombre des crimes encourant la peine de mort.

La période actuelle semble marquer un certain retour à la peine capitale : une femme est exécutée en 1941 à Bordeaux, une autre le 8 juin 1943 à Saintes, un certain nombre de crimes nouveaux punis de la peine de mort est créé par le législateur. Ce retour est assez explicable dans une période de troubles, comme celle que nous traversons et par un courant autoritaire chez les gouvernants d'aujourd'hui.

(1) *Journal officiel* du 25 juin 1939, p. 7985.

(2) CARNOT, *Commentaire sur le Code pénal*, t. I, p. 50, nos 2 et 4.

SECTION I.

**La règle de publicité des exécutions capitales
dans son développement historique.**

128. — L'ANCIEN RÉGIME.

La règle est ancienne. Sous l'ancienne monarchie on exécutait toujours publiquement. « *Jadis l'échafaud, le gibet et la roue — dit ORTOŁAN (1) — se dressaient au centre de la cité, en face de l'Hôtel de Ville, la vie de l'homme se détruisait au grand jour, à grand spectacle, à l'heure longtemps publiée à l'avance ; on appelait cela les hautes œuvres* ». Les fourches patibulaires de Montfaucon remontent au XIII^e siècle au moins. Aux XVII^e et XVIII^e siècles elles se composaient de 16 potences où étaient attachés jusqu'à dessiccation les cadavres de 50 à 60 pendus que les parisiens allaient voir le dimanche car elles se trouvaient dans un lieu de promenade (2). Elles ne sont détruites qu'en 1761.

On peut croire que le public s'est tout à fait accoutumé à ce genre de spectacles. Les mœurs ne s'opposent pas aux supplices existants, à savoir : l'écartèlement, le feu vif, la roue, la décapitation et la potence. Les femmes y assistaient volontiers. M^{me} de Sévigné raconte dans ses « *Lettres* » des détails de la mort de la marquise de Brinvilliers, fameuse empoisonneuse, brûlée vive en Grève le 16 juillet 1676, elle regrette d'être venue trop tard au spectacle (3) (4). Toute la cour est présente en Grève le 26 mars 1757 pendant qu'on se sévit juridiquement sur le malheureux Robert François DAMIENS, auteur d'un attentat inoffensif contre la personne de Louis XV (5).

(1) *Eléments de droit pénal*, II, n° 3295.

(2) Le fameux gibet de Montfaucon se trouvait entre la Villette et les Buttes-Chaumont, près de l'angle des rues de Meaux et Grange-aux-Belles et le boulevard de la Villette, hors de l'enceinte de Paris du XVIII^e siècle.

(3) *Lettres*, t. IV, p. 528, lettre du 17 juill. 1676.

(4) Et ce spectacle est des plus terribles. BARBIER dans son *Journal*, t. III, p. 402 raconte que le 18 décembre 1742 un jeune homme resta vivant pendant 22 heures sur la roue. « On a relayé les confesseurs pendant la nuit. On obtient enfin de ces messieurs de la Tournelle l'autorisation de l'étrangler. »

(5) *Revue bleue* du 21 août 1909.

Cette règle ancienne de l'exécution publique est consacrée par l'art. 16 du titre XXVI de l'ordonnance criminelle de 1670 qui prescrit le transfert du condamné après le jugement en dernière instance sur le lieu du crime pour que la sentence y soit exécutée (1).

La règle est pour la première fois attaquée à l'Assemblée nationale lors de la discussion sur le projet du Code pénal. Le député Custine demande de supprimer la publicité en la considérant comme une aggravation inutile de la peine de mort, qui doit consister dans la simple privation de la vie. Mais l'Assemblée retient le 3 juin 1791 sur la proposition de LE PELLETIER DE SAINT FARGEAU la règle ancienne qui devient l'art. 5 du titre I de la première partie du Code pénal 1791 ainsi conçu : « *L'exécution se fera dans la place publique de la ville où le jury d'accusation aura été convoqué* ». En même temps on adopte l'égalité des citoyens devant le bourreau et le nouveau mode d'exécution par la guillotine.

On sait quel horrible spectacle était offert quotidiennement aux citoyens par les dirigeants de la Révolution. On a soutenu que l'action si prompte et si sûre de la nouvelle machine à décapiter a contribué à multiplier le nombre des suppliciés. En effet, du 26 août 1792 au 27 juillet 1794 on a guillotiné sur les différentes places de Paris 2.633 personnes : 2.294 hommes et 334 femmes (2). En province, on organisa aussi les exécutions d'une manière spectaculaire.

La guillotine ne commence à se cacher qu'en l'an III, les exécutions se font plutôt dans les faubourgs que sur la place centrale de la ville, mais la règle de publicité est toujours en vigueur et n'est même pas discutée lors des débats sur les codes. L'art. 26 du Code pénal de 1810 est rédigé comme suit : « *L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu indiqué par l'arrêt de condamnation* ».

129. — LE COMBAT POUR LA SUPPRESSION DE LA PUBLICITÉ DES EXÉCUTIONS CAPITALLES.

Les mœurs se modifient dans la première partie du XIX^e siècle, et à partir de cette époque la lettre de la loi est plutôt respectée

(1) ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XVIII, p. 421.

(2) CHÉREAU, *Guillotin et la guillotine*, p. 43.

que son esprit. Déjà, en 1839, une circulaire du Ministre de la Justice interdit de procéder à une exécution capitale les jours de marché. La réunion d'une grande foule fait « *d'une peine un spectacle populaire, qui loin de répandre d'utiles enseignements peut contribuer à la dépravation des mœurs* ». On fait tout pour éloigner cette foule. Depuis 1848, les exécutions se font à l'aube. Cette règle n'était pas probablement très strictement observée, puisque le criminel Momble — meurtrier d'une femme et d'un enfant — est exécuté publiquement à Paris en plein jour le 5 août 1869.

Le décret du 25 novembre 1870 supprime l'échafaud, plateforme en bois élevée au-dessus du sol à laquelle on accédait par des marches. La guillotine est placée désormais au ras du sol. Cette mesure est prise d'un côté pour éviter au condamné la pénible ascension vers la guillotine, mais de l'autre côté pour rendre la vue du supplice plus difficile aux spectateurs.

Sous la troisième république, la guillotine est déjà entourée d'une triple haie de soldats et de gardes et placée tout près de la porte de la prison par laquelle sort le condamné. Elle est maintenant presque tout à fait cachée aux yeux du peuple désireux de la vue du sang. L'exécution dans ces circonstances ne dure que 50 secondes environ à partir du moment de la sortie du condamné par la porte de la prison. Un journaliste de l'époque note cette exclamation d'une femme du peuple : « *C'est nous qu'on paye la justice et c'est nous qui ne voir rien* ». La multiplication des scandales causés par la foule explique les mesures prises progressivement pour enrayer le mauvais spectacle.

Ici se place pour la première fois une initiative parlementaire.

Une proposition est déposée au Corps législatif le 25 février 1870 (1). Elle organise l'exécution à l'intérieur de la maison de justice ou de détention ou dans le lieu le plus voisin dont l'accès est interdit au public. Sont tenus d'assister à l'exécution : 1^o le greffier et les huissiers, 2^o les commissaires de police, 3^o le directeur et le médecin de la prison, 4^o l'officier commandant le détachement de la force armée, 5^o un certain nombre de citoyens publiquement tirés au sort.

Le projet est rapporté par M. Crémieux, mais mal présenté, imparfaitement défini et aussi mal défendu, il est retiré le 21 juin

(1) *Moniteur* du 22 mars 1870.

1870, avant le vote définitif qui ne lui aurait pas été favorable (1).

Pourquoi cette réforme aussi ardemment souhaitée par presque tout le monde n'aboutissait-elle pas ? Nous sommes ici devant le cas classique des difficultés que présente dans un parlement une discussion juridique. La majorité veut abolir la publicité. Mais la question se lie malheureusement à celle de l'abolition de la peine de mort elle-même, qui a aussi ses partisans et ses adversaires. Les partisans de la peine de mort craignent de supprimer la publicité, car ils considèrent, que ce serait le premier pas vers l'abolition de la peine de mort. Les abolitionnistes craignent qu'en cachant la guillotine à l'intérieur de la prison et en supprimant ainsi la cause des scandales publics, on retarde la disparition de cette peine. Ainsi tout le monde se met d'accord et vote contre la suppression de la publicité. La réforme menace de n'aboutir jamais, le cercle vicieux est impossible à franchir.

De multiples essais sont d'ailleurs faits. Un projet de loi est déposé par le gouvernement le 20 mars 1879 (2). D'après ce projet, l'exécution doit avoir lieu à l'intérieur de la prison ou dans un autre lieu voisin interdit au public.

Ce projet tomba dans l'oubli, il ne fut même pas rapporté au Sénat.

La question est reprise 5 ans plus tard par M. Bardoux, sénateur qui dépose le 10 juin 1884, un projet nouveau au Sénat (3). Le projet prévoit que l'exécution aura désormais lieu dans l'enceinte de la prison du chef-lieu de la cour d'assises ou de la prison la plus voisine désignée par la Cour.

En même temps les cours d'appel et les procureurs généraux sont consultés. 16 cours d'appel sur 26 et la Cour de cassation ainsi que 22 procureurs généraux sur 27 se prononcent pour la suppression de la publicité. Les résultats de cette enquête présentée au Sénat (4) ont influencé le vote définitif, qui est favorable.

Malheureusement, les choses ne vont pas si vite dans la vie parlementaire. Le projet adopté au Sénat ne vient en débats

(1) *Journal officiel* du 23 juin 1870.

(2) *Journal officiel*, n° 92 du 3 avril 1879 ; Chambre, Annexe 1265, p. 2868.

(3) *Journal officiel* 1884. Documents parlementaires. Session ordinaire, p. 251.

(4) *Journal officiel*, 1885. Doc. Parl. Ses. ord., p. 98, an. 129.

devant la Chambre des Députés que 9 ans plus tard en 1894. Le projet est discuté, mais repoussé (1). C'est toujours l'embarrassante question de la suppression de la peine capitale elle-même qui embrouille tout.

En même temps que l'action parlementaire infructueuse, la question est discutée par les juristes. La *Société générale des Prisons* organise une enquête à l'étranger sur la peine de mort et sa publicité (2), et consacre trois séances des 16 février, 16 mars et 27 avril 1887 à la discussion de la question (3). Les magistrats et professeurs ont d'ailleurs pris le même faux chemin que les parlementaires. Pendant la discussion on a parlé presque uniquement de la question de la peine de mort en laissant un peu de côté la question de sa publicité qui était à l'ordre du jour. Malgré cela une constatation s'impose : tout le monde était d'accord pour la supprimer. Mais on s'en tint là.

Deux nouveaux projets sont déposés à la fois par le député Cère le 23 juin 1898 à la Chambre (4) et par le sénateur Strauss le 5 juillet 1898, au Sénat (5). Ce dernier projet qui n'est d'ailleurs que la reprise du texte voté au Sénat en 1883, est admis aux honneurs de la discussion publique le 5 décembre 1898 (6). Il est intitulé sagement « *la loi relative à l'emplacement des exécutions capitales* » pour éviter le mot « *suppression* » et ne pas éveiller les anciennes controverses entre les abolitionnistes et les morticoles. La discussion publique ce n'est là d'ailleurs qu'un mot, la question n'ayant intéressé personne et personne n'ayant pris la parole. L'urgence est déclarée et le projet adopté, mais on revient à l'état de sommeil pour des années.

Une discussion à la Chambre sur ce projet commence seulement le 20 mars 1900 (7), elle reste inachevée et ajournée, le 13 décembre 1906, on dépose un nouveau projet, c'est le projet Failliot (8). La grande question de l'abolition de la peine de mort

(1) *Id.*, 1894. Ch. *in extenso* ses. ord. 1, p. 755, 767, 811.

(2) *Rev. pénit.*, 1886, p. 155.

(3) *Rev. pén.*, 1887, p. 126, 242, 361.

(4) *Journal off.*, 1898. Chambre Doc. parlam. Ses. ord. I, p. 1199, an. 104.

(5) *Id.*, 1898. Sénat. Doc. parlam., p. 515, annexe 282.

(6) *Id.*, 1898. Sénat Doc. parlam., p. 550, ann. 322 ; *Revue pénit.*, 1898, p. 1323. *Journal off.*, 1898. Sénat *in extenso*, p. 944.

(7) *Journal officiel*, 1900. Chambre *in extenso*, séance du 20 mars.

(8) *Journal officiel*, 1906. Chambre Doc. parlam. Sess. extraord., p. 272, annexe 558.

en droit (en fait elle est abolie en France depuis 1905), absorbe l'opinion publique en 1908. On sait que malgré les efforts considérables des abolitionnistes le Parlement rejeta le projet de la suppression de la peine de mort et la guillotine recommença à fonctionner.

130. — LES SCANDALES CONTINUENT.

Cette première sortie de la guillotine a eu lieu le 11 janvier 1909 à Béthune où on a procédé sur la place devant la prison à une quadruple exécution de la bande Pollet, ce qui donna lieu à des scènes scandaleuses. Une grande affluence de touristes de toute la France et même d'Allemagne obligea le gouvernement à mobiliser des forces militaires importantes et à changer presque à la dernière minute l'emplacement de l'exécution pour faciliter le service d'ordre. Mais toutes les mesures prises n'empêchèrent pas la foule de se livrer à des manifestations sauvages.

C'est durant cette exécution que les instincts de meurtre de la foule se sont manifestés le plus brutalement. D'ailleurs tout fut fait pour les surexciter et pour entretenir leur activité. Plusieurs jours à l'avance la presse donnait la certitude du rejet des recours en grâce et précisait exactement le jour et l'heure de l'exécution. Dès le soir de l'exécution, des journaux publiaient des vignettes où la guillotine paraissait encadrée d'une sorte de couronne de têtes coupées et ressemblantes des 4 exécutés. Les opérateurs cinématographiques furent aussi du spectacle.

Tous ces scandales ont eu ce résultat que, ne pouvant procéder à des exécutions non publiques — l'art. 26 du Code pénal est toujours en vigueur — les autorités commencent à partir de cette époque à tourner la loi. En province, on éloigne la foule, le plus loin possible. A Paris, on barre tout simplement toutes les rues qui aboutissent au nouvel emplacement de l'échafaud choisi sur le boulevard Arago. L'exécution a lieu sur une place publique, mais cette place est vide de public, sauf des agents et quelques dizaines de personnes munies de cartes de faveur, ce qui fait dire à un journaliste de l'époque : « *l'échafaud de M. Deibler, visible seulement pour les invités froisse à Paris les sentiments égalitaires* » (1). Peut-être, mais après les résultats négatifs de

(1) MONTORGUEIL dans *l'Eclair*.

40 ans de travaux parlementaires de 1869 à 1909, ces mesures énergiques n'étonnent pas.

Les scandales de l'exécution de Béthune réveillent les Chambres pour un moment. Il y a une interprétation au Sénat, mais la discussion, proposée pour le même jour à la Chambre, est ajournée. Enfin, un dernier projet est déposé, mais sans aucun résultat.

Dans le projet du Code pénal de 1934, la question de la publicité des exécutions capitales est résolue par la négative dans l'art. 23 al. 2 du projet : « *L'exécution aura lieu à l'intérieur d'un établissement pénal, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique* » et dans l'al. 6 : « *Seul le procès-verbal de l'exécution pourra être publié par la presse. Toute infraction à la présente disposition sera punie d'une amende de 500 à 5.000 francs.* »

131. — ABOLITION DE LA PUBLICITÉ.

L'exécution de l'assassin Bruno Weidmann en 1939 à Versailles et les désordres qui eurent lieu pendant cette exécution provoquent enfin une énergique réaction de la part du gouvernement qui décide de mettre fin à tous ces scandales. Le gouvernement profite de l'autorisation à lui donnée par le parlement par la loi du 19 mars 1939 lui accordant le pouvoir de prendre par décret les mesures nécessaires à la défense du pays (1). Le décret-loi qui a paru le 24 juin 1939 modifie les art. 26 du Code pénal et 378 du Code d'instruction criminelle (2). Le nouvel art. 26 C. p. est conçu comme suit : L'exécution se fera dans l'enceinte de l'établissement pénitenciaire qui sera désigné par l'arrêt de condamnation et figurant sur une liste dressée par arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Seront seules admises à assister à l'exécution les personnes indiquées ci-après : 1^o le président de la Cour d'assises ou à défaut un magistrat désigné par le premier président ; 2^o l'officier du ministère public désigné par le procureur général ; 3^o un juge du tribunal du lieu d'exécution ; 4^o le greffier de la Cour d'assises ou à défaut un greffier du tribunal du lieu d'exécution ; 5^o les défenseurs du condamné ;

(1) *Journal officiel* du 20 mars 1939, p. 3646.

(2) *Id.* du 25 juin 1939, p. 7985.

6° un ministre du culte ; 7° le directeur de l'établissement pénitenciaire ; 8° le commissaire de police et s'il y a lieu les agents de la force publique requis par le procureur de la République ; 9° le médecin de la prison ou à son défaut un médecin désigné par le procureur général ou le procureur de la République.

Le décret parut presque sans motifs. Il n'y en avait d'ailleurs pas besoin après tant de discussions et de votes.

L'art. 378 du Code d'instruction criminelle dans sa nouvelle rédaction prescrit l'affichage du procès-verbal de l'exécution sur la porte de la prison et décide qu'aucune indication, aucun document relatif à l'exécution, autre que le procès-verbal, ne peuvent être publiés par la voie de la presse à peine d'une amende de 100 à 2.000 francs (1). Le procès-verbal doit être affiché pendant 24 heures.

Une critique du décret du 24 juin 1939 s'impose. On peut soutenir que la suppression des exécutions capitales n'a rien de commun avec la défense du pays et il serait difficile de prouver le contraire. Attendons-nous qu'un condamné à mort soutienne devant la Cour de cassation l'illégalité de ce décret. La Cour de Cassation a déjà eu à s'occuper d'une question analogue en décidant de la légalité du décret du 17 juil. 1938 sur la répression de l'espionnage, pris en application de la loi du 13 avril 1938 autorisant le gouvernement à prendre les décrets-lois tendant au redressement financier (2). Evidemment la publicité de la peine de mort n'importe pas plus à la défense du pays que l'espionnage au redressement financier.

Rappelons que le Conseil d'Etat s'est reconnu le droit de vérifier la légalité des décrets-lois (3) et que la question peut encore être tirée au clair.

(1) Multiplié par douze.

(2) Voir une intéressante notice de M. Pierre HUGUENY dans la *Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé*, 1939, p. 536 ; voir aussi la *Revue (belge) de droit pénal et de Criminologie*, 1940, p. 59.

(3) Arrêt du 25 juin 1937 ; D. 1937.3.35.

SECTION II.

La loi étrangère.

132. — Pour faire le tableau le plus complet de la question de la publicité de la peine de mort dans les différents Etats, il faudrait d'abord mettre à part ceux où la peine de mort n'existe pas soit en droit, soit en fait. Fa it considérable et assez désagréable aux abolitionnistes, c'est que ce ne sont pas les Etats les plus grands, ni les plus forts qui ont supprimé le supplice.

Les Etats qui ont rayé cette peine de leurs codes sont : la miniscule République de Saint-Marin (1848), le Vénézuëla (1864), le Portugal (1867), les Pays-Bas (1870), la Suisse (1879), la Costa-Rica (1880), le Brésil (1886), l'Argentine (1886), la Colombie (1891), la Norvège (1903), la Suède (1921), le Queensland (1922), le Danemark (1930), le Mexique (1930), la Finlande, l'Espagne (1932), la Lettonie (1933). D'autres plus considérables souvent, après avoir abolie la peine, l'ont rétablie.

Dans un Etat : la Belgique, la peine de mort existant d'après le code, n'est pas appliquée en pratique.

Ce sont les *Etats-Unis* qui les premiers ont introduit les exécutions non publiques. La publicité est supprimée dès 1825 dans les Etats de New-York, Massachusetts, Pensylvanie, Ohio, Maryland et dès 1832 dans plusieurs autres Etats. Les exécutions ont lieu à l'intérieur de la prison en présence seulement de certains fonctionnaires sous la direction du shérif dans certains Etats ; en présence de 12 citoyens ou des parents du condamné dans quelques autres (Maine) ; en présence de représentants de la presse et de certaines personnes admises par le shérif « *pour donner au public l'assurance que tout s'est passé dignement* » dans le Connecticut par exemple.

La publicité des exécutions par la presse tient évidemment en Amérique un grand rôle : les journalistes sont admis à l'intérieur des prisons dans la plupart des Etats.

En Allemagne, ce courant se dessine vers la moitié du xix^e siècle. Ce sont les deux principautés de Saxe-Altenbourg et de Schwarzbourg-Sonderhausen, qui commencent, puis le royaume de Prusse qui, pour la première fois dans le projet du Code pénal de 1847, et puis dans l'art. 8 du Code pénal de 1851 sous l'in-

fluence du célèbre criminaliste Abegg introduit la règle de non-publicité.

Après la Prusse, quelques Etats introduisent chez eux la même règle : la Ville de Hambourg, le Grand-Duché de Bade, le royaume de Saxe, avant qu'il n'abolisse la peine de mort, le royaume de Wurtemberg, enfin la Bavière.

Aujourd'hui la règle de non publicité de la peine de mort est inscrit dans l'art. 483 et 486 du Code de procédure pénale de 1877, toujours encore en vigueur malgré les changements de régimes. D'après la loi on procède à l'exécution dans un endroit clos, en présence de deux membres du tribunal, de l'officier du ministère public, du greffier, des fonctionnaires de la prison, de 12 représentants notables de la commune, du ministre du culte, du défenseur et des autres personnes dont le fonctionnaire chargé de procéder à l'exécution juge la présence utile.

En Angleterre, où la peine de mort est exécutée par pendaison, on a supprimé la publicité de cette exécution par un « act » du Parlement du 29 mai 1868. Cette loi décide que la pendaison a lieu dans la cour de la prison en présence du shérif, du médecin, de l'aumônier et du geôlier, la presse peut y être éventuellement admise ainsi que les parents du condamné et les personnes autorisées par le shérif. Au moment de l'exécution la cloche de l'église sonne et le drapeau noir est hissé sur la prison. L'affichage du procès-verbal de l'exécution a lieu pendant 24 heures sur la porte de la prison.

On a beaucoup discuté ces dernières années de l'abolition de la peine de mort en Angleterre.

La loi *italienne* du 25 novembre 1925 et puis le Code pénal fasciste du 19 octobre 1930 ont réintroduit la peine de mort, surtout pour les crimes politiques. D'après les art. 21 et 576 on exécute par fusillade non publique, sauf jugement contraire.

Le nouveau Code de procédure pénale *polonais* du 19 mars 1928 a prescrit dans son art. 528 l'exécution par la pendaison non publique dans un endroit clos. Les autorisations d'assister aux exécutions sont délivrées par le Procureur de la République qui dirige l'exécution.

SECTION III.

Pour ou contre la publicité de l'exécution.

Nous allons grouper les différents arguments soutenus par les partisans ou les adversaires de la publicité des exécutions capitales en trois paragraphes : les arguments en faveur de la publicité, ceux contre cette règle et ceux en faveur de la règle nouvelle, à savoir, l'exécution à l'intérieur de la prison.

§ 1. — Les avantages de la publicité.

Ils sont d'ordre moral, juridique et historique.

133. — EXEMPLARITÉ.

Le premier et le plus essentiel argument en faveur de la publicité c'est son exemplarité et son intimidation. Pour être efficace chaque peine doit être exemplaire. Aussi LE PELLETIER DE SAINT-FARGEAU, le rapporteur de la question de peine de mort à l'Assemblée demandait que les exécutions se fissent toujours sur le lieu du crime.

La nécessité de l'exemplarité demande une impression immédiate et directe. Cette impression ne se produit pas par les récits des autres personnes ou par la lecture des comptes rendus des journaux. Il faut voir de ses propres yeux ce terrible exemple. « Assez de sensibilité avec MM. les assassins. L'humanité ne consiste pas à verser les larmes sur un criminel, elle consiste à s'apitoyer sur les victimes passées et par la terreur du châtimement, protéger les victimes futures », c'est la thèse soutenue pendant une des discussions à ce sujet. La publicité intimide les natures grossières, perverses en vue desquelles en définitive l'échafaud est dressé.

Contre ces arguments, plus ou moins probants, on a fait des objections suivantes :

1^o Ce n'est pas la vue d'une exécution capitale qui donne un

effet d'intimidation. On obtient l'exemplarité par la connaissance de la loi instituant la peine de mort, par la condamnation à mort prononcée publiquement et par la certitude de l'exécution de cette condamnation.

2° Jamais on n'a observé la fameuse terreur moralisatrice, comme suite d'une exécution capitale publique. Au contraire, la foule y court toujours comme à une fête.

3° On a même observé, que loin d'être intimidante, une exécution à mort est souvent grisante pour les criminels venus pour voir mourir un des leurs. « *Hypnotisés par le décor : ce groupe de personnages officiels qui entourent l'échafaud, ces cavaliers sabre au clair, qui semblent faire le salut de l'épée, ils ne peuvent saisir la pénétrante angoisse qui étreint le supplicié. Pour eux, cet homme dont le corps va rouler tronçonné dans un panier de son a une mort de première classe, car l'apparat qui l'entourne a plus de spectateurs que la pompe funèbre des plus riches et des plus illustres* » (1).

4° On possède d'ailleurs des preuves de l'inefficacité de la publicité de la peine de mort. On a cité un grand nombre de malfaiteurs qui avait assisté à des exécutions capitales, et que la vue du dernier supplice n'avaient point arrêtés. D'après l'aumônier des prisons de Bristol sur 167 condamnés à mort, 161 avaient été déjà témoins d'exécutions capitales. Dans ces conditions on demande où est le pouvoir intimidant de la guillotine.

Il est facile de répondre à cette objection. On invoque le grand nombre de criminels qui ont assisté à une exécution capitale et qui n'ont pas été effrayés par ce spectacle. Mais le contraire n'a pas été prouvé. On ne sait pas le nombre de ceux que cette vue a impressionné (2). Et pourrait-on affirmer que parmi ceux qui ne sont pas mis dans le cas d'être exécutés, il n'en est pas qui aient été précisément retenus par la crainte de l'échafaud (3).

Il existe une controverse intéressante sur le genre des impressions obtenues par la foule. Il a été dit, d'une part, que la race française est très impressionnable. Dans ce cas le système des exécutions à huis clos affaiblirait, à l'égard de la population française plus vivement impressionnée que celle des pays où ce

(1) Projet FAILLIOT... motifs.

(2) H. DONNEDIEU DE VABRES, *Traité...*, p. 302, 1^{re} éd.

(3) Henri JOLY, *Le problème pénal au moment présent et la peine de mort*.

mode d'exécution non publique existe, les effets salutaires et intimidants. De l'autre côté on soutenait, qu'on n'a jamais vu aucun sentiment de terreur sur les visages de la foule, mais toujours l'explosion de sentiments barbares, de plaisanteries grossières, etc... Les propos qu'elle tient dans ces occasions attestent le peu d'émotion causée par l'appareil du supplice. « *Pour la plupart de ceux qui assistent à l'exécution d'un criminel, sa mort n'est qu'un spectacle — dit Beccaria — pour le petit nombre c'est un objet de pitié, mêlée d'indignation. Ces deux sentiments remplissent l'âme du spectateur bien plus que la terreur salutaire, qui est le but de la peine de mort. Il arrive au spectateur du supplice la même chose qu'au spectateur du drame et comme l'avare retourné à son coffre, l'homme violent et injuste retourne à ses injustices et à ses violences* (1).

134. — CERTITUDE DE L'EXÉCUTION.

L'argument juridique en faveur de la publicité c'est le besoin d'avoir la certitude absolue de l'accomplissement de l'œuvre de la justice. Or, on a soutenu, que l'exécution publique seule peut être considérée comme absolument certaine. La publicité de la peine de mort, c'est la garantie que le criminel est véritablement exécuté. Sans elle, on ne croirait jamais à l'exécution des grands criminels ou des gens riches. La justice se rassure elle-même contre toute chance d'erreur ou tentative de substitution.

Et même, si cette substitution était difficile, il faut tenir compte de la rapidité avec laquelle se forment et la crédulité avec laquelle se propagent autour des drames qui n'ont pour témoins que les murs d'une prison, des légendes que l'histoire sera plus tard impuissante à déraciner de l'opinion. L'œuvre de la justice se trouve ainsi exposée aux soupçons.

On a objecté, qu'il est vraiment excessif de parler d'une substitution après la suppression de la peine de mort en matière politique. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'organiser les exécutions clandestines, mais de substituer à la publicité désorganisée de la rue un système de publicité restreinte.

(1) *Traité des délits et des peines*, p. 156.

135. — PRINCIPE DE PUBLICITÉ.

Enfin, des arguments d'ordre historique. Pendant que l'instruction et le jugement sous l'ancien régime étaient secrets, l'exécution était toujours publique (1). Cette règle de la publicité devient une règle absolue dans toute matière criminelle à partir de la Révolution. Cette publicité est dans les lois et les mœurs françaises. Nous l'avons vu déjà dans nos considérations plusieurs fois. Voici son apothéose.

« Le public affreux de la guillotine, comme le public grelottant et miséreux des audiences du palais de justice en hiver, c'est tout simplement l'élément nécessaire, c'est la vertu de la justice moderne, c'est la publicité. Cette publicité représente le plus sacré de nos droits, la majesté de la porte ouverte, du premier venu pouvant entrer, inspecter, contrôler l'acte de la justice. Le chemineau blotti contre le poêle de cette salle de justice, ce chemineau, qui n'entend rien, qui ne voit rien, représente ce droit. C'est ce principe qu'inspire une répugnance invincible pour les exécutions clandestines, dont le public spécial est « trié sur le volet » (2).

Mais ceux qui exaltent ainsi la règle de publicité oublient que s'il est vrai que la Révolution a mis cette règle à une place d'honneur en toute matière criminelle, il ne s'agissait là que de l'instruction et de l'audience, mais non de l'exécution de la peine.

Les exécutions faites à l'intérieur des prisons sont liées en France, aux souvenirs des convulsions politiques et sociales les plus terribles. L'histoire a refusé de leur reconnaître un caractère légal et de leur donner le nom de peines. Il est facile de multiplier les exemples. Les massacres de septembre 1792 et les fusillades de la Commune de 1870 suffisent.

§ 2. — Les désavantages de la publicité.

Les adversaires des exécutions publiques invoquent de leur côté un nombre considérable d'arguments pour appuyer leur thèse. Ces arguments peuvent se résumer comme suit : 1^o la publicité constitue une aggravation de la peine ; 2^o elle est immo-

(1) MOLINIER et VIDAL, *Traité*, I, 313.

(2) *Journal officiel*, 1907, Chambre. Documents parlém. Sess. extraordinaire, p. 21.

rale ; 3° elle éveille les mauvais instincts ; 4° l'attitude de la foule est ignoble ; 5° il existe un désaccord entre l'application de la loi et son esprit.

136. — AGGRAVATION DE LA PEINE.

Pour se placer tout d'abord du côté du condamné on a prétendu que la publicité des exécutions capitales constitue une réelle aggravation de la peine de mort, non prévue par la loi. Cette thèse a déjà été soutenue dans l'Assemblée nationale par le député Custine (1) : « *L'Assemblée a conservé la peine de mort par la seule considération qu'un homme nuisible doit être soustrait à la société, je demande donc, non seulement que cette peine ne soit point accompagnée de tortures, mais qu'elle ne soit point aggravée par cet appareil effrayant qui la rend plus terrible à celui qui doit l'éprouver et que les exécutions se fassent à huis clos.* » Ainsi la non publicité serait la conséquence directe de la règle édictée par l'Assemblée que la peine de mort ne consiste que dans la simple privation de la vie. Custine ne voyait dans la publicité qu'une aggravation du châtement.

La thèse plus moderne affirme que c'est l'exécution non publique qui est plus pénible au condamné, puisqu'elle le prive de la possibilité de faire de l'échafaud une tribune (2).

137. — L'IMMORALITÉ DU SPECTACLE.

Un autre argument assez fort dit que le spectacle de décapitation publique d'un homme est immoral et que la peine ainsi pratiquée perd, en cessant d'être morale, un des éléments de sa légitimité. « *N'est-il pas absurde — dit Beccaria — que les lois qui détestent et punissent l'homicide ordonnent un meurtre public pour détourner de l'assassinat* (3).

Cet argument est aussi dirigé contre la peine de mort elle-même mais il souligne l'immoralité du spectacle.

(1) Séance du 1^{er} juin 1791. *Moniteur*, n° 154, p. 640.

(2) LAURENT, *Les châtements corporels*, p. 133.

(3) *Des délits et des peines*, p. 463.

138. — EXCITATION DES INSTINCTS.

Un des arguments les plus décisifs contre la publicité, invoqué par les médecins, est que cette publicité donne éveil aux plus déplorables instincts. D'après cette thèse la vue du sang produit sur certaines catégories de délinquants une excitation particulière.

« *Il faudrait ne pas habituer le peuple à l'aspect du sang* — a dit le célèbre médecin français Cabanis (1) — *Les spectateurs ne voient rien... ils ne voient que le sang couler, et s'ils tirent quelque leçon de cette vue, ce n'est que de s'endurcir à le verser eux-mêmes avec moins de répugnance dans l'ivresse de leurs passions furieuses* ».

C'est l'avis du médecin, et voici celui du juriste : « *Il y a nécessairement lieu à craindre que, dans l'habitude de voir répandre le sang humain, le peuple ne saisisse la première occasion qui peut se présenter, pour se livrer aux plus coupables excès. Tous les auteurs s'accordent à convenir, que les meurtres et les assassinats qui se commirent dans le XV^e siècle ne se reproduisirent d'une manière aussi affligeante pour l'humanité, que par suite des supplices fréquents qui, dans ces temps de malheurs accoutumèrent le peuple à la férocité* » (2).

139. — ATTITUDE DE LA FOULE.

Mais ce qui choque surtout dans les exécutions publiques, c'est l'attitude de la foule qui y participe. Déjà la composition de cette foule constitue un outrage à la notion de la justice. A Paris, ce sont seulement les repris de justice, les gens déclassés, la masse des filles de la haute et de la petite prostitution où se mêlent quelques gens honnêtes que pousse une curiosité malsaine. En province, ce sont les avides d'émotions violentes et les gens de mauvais instincts. Les gens sont parfois à moitié ivres, les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes.

Voici par exemple un extrait du *Petit Journal* relatant l'exécution du « *tueur de bergers* » Vacher, le 31 décembre 1898 à Bour-en-Bresse (3) : « *Les cris de la foule commencent à se faire entendre.*

(1) Cité par D^r LOYE, *La mort par la décapitation*, p. 279.

(2) CARNOT, *Commentaire sur le Code pénal*, I, p. 64, n^o 3.

(3) *Le Petit Journal*, n^o 13155 du 1^{er} janv. 1899.

On distingue au milieu des chansons de marche chantées en chœur, des cris : Voilà Deibler ! Eh, Deibler ! Voilà le couteau... les différentes phases de montage de la guillotine sont ainsi ponctuées par des cris de la populace. »

L'attitude de la foule, ses plaisanteries, ses applaudissements, les grossièretés, le cynisme après des libations au cabaret voisin, toutes ces scènes révoltantes auxquelles les exécutions publiques donnent lieu enlèvent à la justice son caractère de grandeur et sa haute moralité sociale.

Mais les partisans de la publicité ont reconnu, qu'il suffirait d'édicter des mesures de police énergiques et qu'ainsi ces scènes regrettables ne se renouvelleraient pas. Certes, il y a des scandales, mais c'est l'œuvre de la police de veiller à ce que l'exécution ne se dégénère pas en une sorte de représentation théâtrale où l'obscène se mêle au tragique. On préférerait l'intérêt moral, légal, qu'il y a à maintenir l'exécution publique qu'au scandale qui quelquefois pourra se produire (1).

140. — INAPPLICATION EN PRATIQUE.

On tire enfin un dernier argument contre la publicité du désaccord existant jusqu'au décret-loi du 24 juin 1939 entre la lettre de la loi et son exécution. On pouvait encore comprendre le supplice au grand jour en place de Grève sur un échafaud ostensiblement exposé aux regards quand on le jugeait exemplaire et quand il était logique d'y convoquer la foule. Mais depuis des années on ne voulait plus de tout cela. On faisait tout pour que l'exécution eût lieu devant le petit nombre possible de personnes. Mais la curiosité était toujours en éveil. Les journaux amateurs de récits de crimes faisaient leur œuvre et la foule était toujours là. On dressait alors des barrages, on mobilisait la force armée, la gendarmerie, les masses compactes d'agents de police pour la retirer le plus loin possible et pour empêcher les gens de voir quelque chose.

Nous avons passé en revue les différents arguments pour la publicité de la peine de mort et les différents arguments contre cette publicité. Il faudrait maintenant énumérer ceux en faveur de la nouvelle publicité organisée.

(1) LUCAS, *Revue pénitentiaire*, 1887, p. 130.

§ 3. — La règle nouvelle.

141. — Cette nouvelle organisation des exécutions consiste, d'après les différents projets, dans la présence d'une commission judiciaire dans l'enceinte de la prison où on procédera à l'exécution, la présence des magistrats, de certains fonctionnaires, des conseillers municipaux, des jurés, des témoins qui ont déposé pendant le procès, des délégués de la population tirés au sort, éventuellement des journalistes, etc... En dehors de cela on proposait encore d'y ajouter certains signes extérieurs : les affiches, le drapeau noir sur la prison, le son de cloches pendant le supplice, l'annonce officielle et solennelle du jour et de l'heure dans les journaux, des larges récits dans la presse (1) (2). Puisque le public habituel s'est montré indigne de la gravité de l'acte, il s'agissait de substituer un public restreint dont nul ne pourrait contester la gravité, ni suspecter le témoignage.

Les critiques contre ces projets parlent toujours de la défiance pour l'exécution secrète et pour tous ces témoins officiels, surtout lorsqu'il s'agit de certaines exécutions, bien que non politiques *stricto sensu*, se rapportent néanmoins à la vie politique et sociale.

Finalement le décret de 1939 accepte une solution intermédiaire en admettant les magistrats et les fonctionnaires, mais en interdisant l'accès de la prison aux journalistes, jurés, témoins, conseillers municipaux, etc...

Une autre thèse qui se prononce pour les exécutions non publiques affirme que dans le secret existe une plus grande puissance d'intimidation que dans le spectacle public (3). Pour le condamné, la mort est plus pénible à l'intérieur de la prison devant les témoins impassibles. Pour la foule, il y a une grande force d'intimidation dans ce silence, dans ce mystère qui entoure l'exécution faite dans l'intérieur de la prison. Les récits qui nous parviennent sont peut-être plus terribles que la vérité elle-même. La terreur du châtement sera plus profonde et la préservation sociale plus efficace, si on laisse ce caractère mystérieux à la peine qui la rend par cela même plus efficace.

(1) LABORDE, *Cours de droit criminel*, 2^e éd., p. 143.

(2) BÉRANGER, *De la répression pénale*, II, p. 242.

(3) CUCHE, *Traité de science et de législation pénitentiaire*, p. 491.

SECTION IV.

La doctrine et la jurisprudence.

142. — LA DOCTRINE.

La position de la doctrine n'est pas très bien limitée. La plupart des auteurs se prononcent contre la règle de la publicité de la peine capitale. On a cité déjà BECCARIA, qui, d'ailleurs abolitionniste, disait, que la peine de mort, est funeste à la société par les exemples de cruauté qu'elle donne aux hommes (1). L'opinion de CARNOT est que les vues des supplices accoutument le peuple à la férocité (2). D'après BÉRANGER « *le spectacle souvent répété de ces sacrifices expiatoires présente un danger que n'atténue pas suffisamment le saint caractère des considérations d'ordre et de justice ; en général, par suite d'une loi fatale qui domine certaines natures le sang appelle le sang* » (3)... Charles LUCAS (4) se déclare contre ces exécutions publiques qui « dégradent le caractère du peuple et pervertissent ses mœurs ». CHAUVEAU et HÉLIE (5) les appellent : des spectacles qui outragent l'humanité et révoltent les spectateurs. CUCHE (6) demande d'enlever « à la populace l'occasion de ces joies ignobles, dont le contraste est si douloureux avec la majesté et le recueillement que la mort apporte toujours avec elle ». D'après LOMBROSO c'est « cet appareil lugubre et solennel qui est propre à chatouiller la vanité des malfaiteurs » (7). Pour LACASSAGNE (8), c'est une occasion de satisfactions sadiques pour les uns et pour les autres un enseignement à la crânerie et au mépris de la morale et de la justice. D'après GARRAUD (9) l'exhibition du supplice n'ajoute rien à l'effet exemplaire produit par la condamnation à mort si tout

(1) Les opinions des auteurs sont citées dans l'ordre chronologique de leurs œuvres. BECCARIA, *Traité des délits et des peines*, p. 156.

(2) *Commentaire sur le Code pénal*, I, p. 64, n° 3.

(3) *De la répression pénale*, II, p. 222.

(4) *Revue pénit.*, 1884, p. 633.

(5) *Théorie du Code pénal*, I, p. 115.

(6) *Revue pénitent.*, 1907, p. 437.

(7) *L'homme criminel*, p. 334.

(8) *La peine de mort et la criminalité*, p. 177.

(9) *Traité prat. et théorique de droit pénal*, II, p. 461.

le monde a la certitude de son exécution. DONNEDIEU DE VABRES enfin (1) dont l'opinion est la plus récente parle de « l'excitation malsaine dans le public mélangé ».

Certains des auteurs se prononcent franchement comme partisans du supplice public. C'est le cas de J. M. LEGRAVERAND dans son traité assez ancien (2), dans lequel il approuve même la mutilation publique du parricide par l'amputation du poing droit. ROSSI (3) exalte les effets exemplaires de la guillotine ; la curiosité n'a d'après lui, aucun inconvénient ; il a trouvé sur les figures et dans les paroles des gens qui ont assisté aux exécutions « *la preuve d'une terreur, qu'ils s'efforcent en vain de dissimuler* ». MOLINIER et VIDAL (4) veulent respecter la tradition qui décide que sous l'ancien régime si l'instruction et le jugement étaient secrets, l'exécution au contraire était toujours publique. Henri JOLY (5) objecte que les effets démoralisateurs de la vue de la guillotine ne sont pas démontrés.

Il existe enfin des auteurs dont la position n'est pas très clairement délimitée. MITTERMAIER (6) après avoir critiqué l'attitude de la foule, l'attitude du condamné et après avoir démontré que l'effet exemplaire est attaché à l'idée d'une exécution, non à sa vue, marque cependant une certaine défiance à l'égard des exécutions clandestines et les témoins officiels. LAINÉ accorde un effet exemplaire aux exécutions publiques, malgré qu'en général cette publicité « *excite une sorte d'émulation criminelle à braver la peine de mort par de nouveaux forfaits* » (7). D'OLIVEKRONA cite les cas où l'effet de la publicité est nettement démoralisateur, mais affirme en conclusion, qu'elle constitue « *la menace effective et la raison même de l'existence de la peine de mort* » (8).

(1) *Traité élémentaire de droit criminel*, p. 302, 1^{re} éd.

(2) *Traité de législation criminelle en France*, t. II, p. 276.

(3) *Traité de droit pénal*, t. II, p. 295, éd. 1872.

(4) *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. I, p. 315.

(5) *De la peine de mort*, p. 98 et 140.

(6) *Le problème pénal au moment présent et la peine de mort*.

(7) *Traité élémentaire de droit criminel*, p. 224.

(8) *La peine de mort*, p. 242.

143. — LA JURISPRUDENCE.

Sur le texte bref et concis de l'art. 26 du Code pénal dans sa rédaction de 1810, la jurisprudence s'est prononcée plusieurs fois étant donné que le pourvoi en cassation dans le cas d'une condamnation capitale est de règle. Son travail est assez considérable.

Ainsi d'après les différents arrêts de la Cour de cassation :

1^o Les cours d'assises ont un pouvoir discrétionnaire pour fixer la commune où aura lieu l'exécution (1).

2^o Elles peuvent désigner une commune située hors de leur ressort (2).

3^o Elles peuvent fixer des lieux différents pour l'exécution de plusieurs individus condamnés pour un même crime (3).

4^o Il n'appartient pas aux cours d'assises de désigner l'emplacement de l'exécution, la police des rues et places publiques étant dans les attributions exclusives de l'autorité municipale. Cela résulte d'un très grand nombre d'arrêts de la Cour de cassation annulant *parte in qua* pour excès de pouvoir de la Cour d'assises (4).

5^o Si l'arrêt de condamnation n'avait pas fixé la commune où l'exécution aura lieu, elle devra être faite sur la place publique de la ville où siège la Cour d'assises (5).

Toute cette jurisprudence n'a plus aujourd'hui qu'une valeur historique. La Cour de cassation n'a pas eu encore à se prononcer sur l'art. 26 dans sa nouvelle rédaction de 1939.

(1) Cass. 24 janv. 1817 ; Dalloz. *Répertoire* v^o *Peine*, 212.

(2) Cass. 23 déc. 1826 ; Dalloz *Répertoire* v^o *Peine*, 212.

(3) Cass., 17 janv. 1812 ; BLANCHE, *Etudes sur le Code pénal*, t. I, p. 138.

(4) Par exemple : Cass. 29 mars 1895. S. 1895.1.200 et D. 1899.5.513 ; Cass. 4 nov. 1905 ; D. 1907.1.103.

(5) Jurisprudence constante, p. ex. Cass. 17 nov. 1859 ; S. 1860.1.192 et D. 1859.5.286.

SECTION V.

Les journalistes autour de l'échafaud.

144. — LE RÉCIT DE L'EXÉCUTION CAPITALE.

Si on demande des effets salutaires, exemplaires ou intimidants à la publicité des exécutions capitales, un beau rôle aurait pu être réservé à la presse. Tout le monde ne peut ou ne veut pas être présent sur la place de la guillotine, mais tout le monde lit les journaux. En publiant ses comptes rendus la presse aurait pu donner des impressions efficaces, qu'il était difficile de trouver par la présence sur une place d'exécution.

Malheureusement, il en était autrement. Dans les récits des exécutions comme pour les relations des procès, l'attention des lecteurs était concentrée sur la personne du criminel et non sur son crime. Les détails sur la vie des criminels étaient circonstanciés, accompagnés de récits plus ou moins romanesques, les descriptions de la tenue du condamné devant la guillotine, de son attitude cynique, ses dernières paroles, tous ces reportages transformaient le plus vil assassin en une sorte de héros.

C'était toujours la même intention, celle de faire le récit le plus sensationnel possible, de donner au lecteur avide de l'épouvante des détails les plus faciles à satisfaire les bas instincts. Tous ces récits des macabres préparatifs d'une exécution, tous ces sanglants détails de la place du supplice, du cimetière ou de l'amphithéâtre n'ont pas d'autre but et n'atteignent que ces résultats.

Il est difficile d'admettre que la publicité de la peine de mort ainsi propagée par la presse, puisse inspirer quelque effet salutaire ou exemplaire.

145. — IMPORTANCE DU RÉCIT.

La place que tient une exécution capitale dans les pages d'un journal était importante. C'est toujours la première page. Voyons quelques exemples :

Ainsi on a un récit d'une quadruple exécution d'une bande à Béthune le 11 janvier 1909, sept colonnes de première page et

trois colonnes de la deuxième page avec huit photographies dans trois numéros consécutifs du *Petit Journal* (1) ; le récit du supplice du parricide Duchemin à Paris le 5 août 1909 est sur cinq colonnes en première page avec la photographie du condamné, dans les deux numéros du même *Petit Journal* (2). L'assassin d'un agent de police Arthur Renard, exécuté le 20 janvier 1912 à l'honneur de deux colonnes sur la première et deux colonnes sur la troisième page de deux numéros du *Petit Journal* avec cinq photos (3).

L'exécution des *bandits tragiques* trois anarchistes célèbres Soudy, Gallemin et Monier le 21 avril 1913 donne au *Matin* l'occasion de remplir de sang en quelques sorte les trois colonnes avec deux photos (4). Landru, outre les innombrables reportages de son procès, a obtenu pour le seul récit de son exécution, qui a eu lieu à Versailles le 23 février 1922, deux colonnes en première page du *Petit Parisien* avec trois photographies (5). Pour les exécutions plus récentes, celle de Gorguloff le 14 septembre 1932 est décrite dans le *Paris-Soir* sur quatre colonnes en première et deux en deuxième pages avec deux photos et dans deux numéros de *l'Intransigeant* sur cinq colonnes (6) (7) mais le journal a soin d'ajouter que c'est volontairement qu'il s'est abstenu d'envoyer les photographes sur le lieu de supplice. Une certaine connaissance des mœurs et coutumes des journalistes nous permet cependant de soupçonner qu'ils sont venus tout simplement trop tard.

Il faut ajouter que tous ces exemples sont pris au hasard dans des journaux parisiens d'information.

146. — SON CONTENU.

En parcourant ces récits sanglants où le journaliste mêle sans hésitation le tragique au sensationnel, il est facile de constater,

(1) Le *Petit Journal*, nos des 10, 11, 12 janv. 1909.

(2) Le *Petit Journal*, n° 17023 du 5 août 1909 et n° 17024 du 6 août 1909.

(3) Le *Petit Journal*, n° 17921 du 20 janv. 1912 et n° 17922 du 21 janv. 1912.

(4) Le *Matin*, n° 10647 du 22 avril 1913.

(5) Le *Petit Parisien*, n° 16434 du 26 février 1922.

(6) *Paris-Soir*, n° 3267 du 15 septembre 1932.

(7) *L'Intransigeant*, nos 19319 du 14 septembre 1932 et 19320 du 15 septembre 1932.

que nous nous trouvons ici tout simplement en présence d'abus de la liberté de la presse.

Nous verrons plus loin que d'après certaines théories le rôle de la presse est de *moraliser*, d'autres ne voient en elle qu'un office d'*information*. Voyons par quelques exemples extraits des reportages des exécutions capitales, s'il y a là quelque chose de moralisateur ou bien simplement d'*information* :

« Il regarde sans voir ce qui est devant lui, il descend une marche, puis tout à coup il s'arrête et se tournant à droite, il s'écrie en patois d'une voix forte, fixant les quelques agents de police, qui sont là : « Sias countents, bandits, vauriens. » Il voudrait dire autre chose, mais on ne lui laisse pas le temps de finir (1). »

« Une fois devant la guillotine, il a un fegard de mépris pour ses insulteurs, on voit, à ses lèvres qui remuent dans un rictus de haine qu'aux outrages il a dû répondre par un outrage plus grossier encore. Il va basculer. Il est très maître de lui. Soudain il se rejette en arrière et crie d'une voix étranglée qui n'a rien d'humain : « A, bas les calotins (2). »

Voici un condamné qui parle à son avocat : « Comme vous voilà pâle, mon cher maître. Dirait-on pas que c'est la première fois qu'un de vos clients est condamné, bien qu'innocent. Avec la justice bourgeoise cela doit pourtant arriver tous les jours. Allons, mon cher défenseur, ayez du courage » (3).

Voilà un journaliste qui croit qu'il est opportun de connaître l'opinion d'un assassin sur la magistrature : « Il répétait : C'est beau l'agonie d'un homme. Et il avait en regardant les magistrats et les policiers un sourire d'ironie (4). »

« A l'annonce de rejet de son recours en grâce Berruyer s'emporta contre la justice qui est inclémente envers lui. Sur ces mots comme le procureur de la République se retire, le condamné le rappelle et l'invective lui adressant des reproches violents et

(1) Le *Petit Journal*, n° 17820 du 10 oct. 1911, l'exécution de Caturegli à Toulon.

(2) Le *Petit Journal*, n° 16818 du 12 janv. 1909, l'exécution d'Abel Pollet, chef d'une bande à Béthune.

(3) Le *Matin*, n° 10595 du 1^{er} mars 1913, le condamné Soudy à son avocat Me Doublet.

(4) Le *Matin*, n° 10647 du 22 avril 1913, exécution de l'anarchiste Gallemmin.

termine par quelques vagues paroles de malédiction. » Un autre bel extrait, qui se passe de commentaires (1).

Voici un éloge de la crânerie : « Il affecte la gâité, avance en sautillant, il crâne toujours. En apercevant les journalistes il s'écrie : Salut. Puisqu'on y est, allons-y gaiement. Puis s'adressant aux aides il dit : Pas si vite, vous allez m'essoufler, nom de Dieu. Au moment où on va le basculer sur la lunette il a encore le sang-froid de dire : Allez (2). »

Et pour en finir, voyons qu'elles étaient les impressions de l'exécution de François-Pierre Damoiseau, assassin et voleur, que le reporter a déclaré dignes de transmettre à la postérité : « La foule s'écoule lentement. On commentait la fin de cet homme de fer que rien n'a fait fléchir et qui a montré un réel courage et une indomptable énergie (3). »

Sous le régime actuel en France, la presse s'est abstenue réellement de faire d'une exécution capitale une sorte d'événement du jour. L'exécution de l'assassin Christian Roger, âgé de 19 ans, qui a eu lieu à Melun le 22 janvier 1942, une supersensation d'après le langage d'avant la guerre vu l'âge du condamné, est relatée dans l'*Œuvre* sur 19 lignes en avant-dernière page (4). Le procès et la condamnation à mort du terroriste Grunberg, meurtrier d'un agent de police par le Tribunal d'Etat le 16 juin 1942 sont décrits en 9 lignes du même journal (5). Son exécution ou commutation n'a pas été portée à la connaissance du public. On peut écrire un chapitre entier sur le reportage photographique des exécutions capitales, mais pour se dégoûter une fois pour toutes de la question il suffit de voir la photo d'une exécution capitale par le glaive en Chine, reproduite par l'hebdomadaire français à la portée de tout le monde *Vu* (6).

(1) *Le Petit Journal*, n° 17072 du 23 sept. 1899, exécution des bandits de la Drôme.

(2) *Le Petit Journal*, n° 17072 du 23 sept. 1909, exécution des bandits de la Drôme.

(3) *Le Petit Journal* du 15 janv. 1899, n° 13169.

(4) *Œuvre* du 23 janvier 1942.

(5) *Œuvre* du 17 juin 1942, n° 9674.

(6) *Vu*, n° 594 du 2 août 1934, p. 985.

147. — LA RÉGLEMENTATION DU REPORTAGE.

Malgré toutes ces raisons, les différents projets de réglementation de l'exécution capitale non publique supposent beaucoup de confiance dans le rôle de la presse. Contre l'objection que les exécutions à l'intérieur de la prison seraient clandestines, les partisans de la non publicité ont précisément répondu, que la presse serait présente. Les journalistes armés de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse donnent, d'après les auteurs de ces projets, cette publicité efficace avec des résultats exemplaires et intimidants qui ne peuvent être obtenus par la publicité de l'exécution en place publique.

Ainsi la proposition de loi déposée en 1870 permettait à un rédacteur de chaque journal publié dans la ville ou le département d'assister aux exécutions procédées dans un lieu clos. Le projet DUFAYE de 1879 ainsi que le projet BARDOUX de 1884 limitait le nombre maximum des journalistes admis à vingt personnes.

On sait que ces projets n'ont pas abouti et le décret-loi du 24 juin 1939 qui institue enfin l'exécution non publique et énumère limitativement les personnes admises ne contient pas les journalistes dans cette énumération. En même temps, un nouveau cas de publication interdite est créé. L'art. 378 du Code d'instruction criminelle dans sa nouvelle rédaction décide qu'aucune indication, aucun document relatif à l'exécution, autre que le procès-verbal ne peuvent être publiés par la voie de la presse à peine d'une amende. La suppression de la publicité de la peine de mort assure à l'exécution des arrêts criminels la dignité qui lui faisait défaut.

CONCLUSIONS DE LA PARTIE JURIDIQUE

148. — Dans les quatre chapitres de la présente partie, nous avons étudié le système de la réglementation de la rubrique des crimes et des faits divers dans le grand journal moderne. Ce ne sont que les lignes générales du système qui ont été créées par le législateur, tout le contenu a été rempli par la doctrine et la jurisprudence :

Quelles conclusions peuvent être tirées de cette étude ?

1° Le régime de la presse créé par la loi de 1881 a été libéral. En créant les différents cas de publications interdites, le législateur a voulu restreindre petit à petit cette liberté dans notre matière, tout en se gardant de prononcer le mot.

2° Le système des publications interdites créé ainsi morceau par morceau est suffisamment incohérent pour constituer des difficultés réelles quant à son application pratique.

3° Sur le terrain pratique un duel violent eut lieu entre le pouvoir judiciaire et le *quatrième pouvoir* qu'est la presse, pour la mise en application des défenses et des interdictions créées. Se servant habilement des défauts du système, et utilisant les textes peu clairs, la presse a trouvé le moyen d'assujétir la jurisprudence et obtenir d'elle l'interprétation la plus favorable à ses intérêts. Ainsi pratiquement la presse est toujours libre dans sa « chronique noire », elle ne tient aucunement compte des prescriptions législatives qui, si faibles qu'elles soient, ne sont pas appliquées. Le pouvoir judiciaire non seulement a été vaincu dans ce duel avec la presse, mais il a complètement capitulé. Jusqu'en 1940, la presse publiait dans le domaine des affaires criminelles tout ce qu'elle voulait et les poursuites étaient rares. La justice s'inclinait devant les mœurs.

4° Si la situation a changé depuis 3 ans, ce sont les facteurs extraordinaires, touchant à la situation actuelle de la France,

qui ont agi. Ce n'est pas le pouvoir judiciaire qui a vaincu la presse, c'est précisément la ruine des trois pouvoirs démocratiques, par l'apparition du régime totalitaire, qui a ruiné aussi le *quatrième pouvoir* de la presse. Il serait cependant trop tôt de conclure que la force de celle-ci est définitivement vaincue par l'extension de la force de l'Etat sous le régime autoritaire.

TROISIÈME PARTIE

LA THÉORIE

LA THÉORIE

149. — LA POSITION DES PROBLÈMES.

La situation qui domine la presse moderne dans le domaine de la publicité des faits et actes criminels a été étudiée dans la première partie de ce travail. Les efforts infructueux de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence, ont rempli la deuxième partie. Mais il ne suffit pas de constater un phénomène pour le connaître. Trois sortes de questions peuvent être posées. à propos de la connexion du crime et de la presse.

Premièrement : On a essayé d'expliquer scientifiquement le phénomène ; quelles sont les raisons qui font que la presse offre au crime et au criminel tant de place, qui expliquent pourquoi le lecteur est avide de ces récits et en demande davantage ? On connaît mieux l'événement du moment quand on comprend pourquoi il se produit.

Deuxièmement : La science veut répondre à la question intéressante de savoir si ce journalisme-jazz, cette « chronique noire » exerce quelque influence véritable sur le développement de la criminalité. « Ces publications sont contagieuses » — s'écrient les uns — « Au contraire — disent les autres, elles sont salutaires par l'exemple du châtement que le criminel se voit infliger à la fin. » Nous avons assisté déjà à une discussion pareille à propos de la question des exécutions capitales.

Troisièmement : Après avoir expliqué les causes et étudié les influences de la situation de fait, la théorie s'occupe de trouver les remèdes.

Chacune de ces questions sera traitée dans un chapitre.

CHAPITRE I

« POURQUOI LA PRESSE S'OCCUPE-T-ELLE DU CRIME » ?

On a trouvé deux sortes de facteurs qui expliquent la publicité outrancière des faits et des actes criminels par la presse moderne. Les uns sont d'ordre économique, les autres d'ordre sociologique.

SECTION I.

Facteurs économiques.

La première explication repose sur les bases économiques. Elle explique le développement considérable de la chronique du crime et du sang dans la grande presse moderne par la commercialisation dont cette dernière fait l'objet. Les deux faits paraissent à première vue sans relation. Cependant la thèse est juste. Elle repose sur l'argumentation suivante :

150. — LA COMMERCIALISATION DE LA PRESSE.

1^o Le xix^e siècle se caractérise par le triomphe non-contesté et universellement connu de la civilisation mercantile et industrielle.

2^o La presse dont les activités mettent en contact avec toutes les formes de la vie, n'a pu échapper à cette influence. Par suite des différents facteurs, qui ne peuvent être étudiés ici, la presse d'aujourd'hui comme nous l'avons déjà vu dans la partie historique, c'est essentiellement une industrie et un commerce. Le grand journal d'aujourd'hui c'est une énorme entreprise de

caractère nettement industriel et commercial qui exige des capitaux considérables et met en jeu des intérêts qui ne le sont pas moins. C'est un fait, c'est une nécessité des temps, et il ne faut en accuser ni les nations, ni les directeurs des grands journaux (1).

3° Cette industrie est constituée par des services multiples, dont la rédaction a cessé d'être le plus important. Il existe par contre un autre service, qui depuis la transformation du journal a grandi en importance. C'est le service de la publicité commerciale *les annonces*. Ce n'est pas là une nouveauté. Théophraste RENAUDOT les a connues, après lui plusieurs journaux n'ont vécu que de la publicité lucrative des annonces commerciales. Mais depuis l'annoncier a grandi en influence, il devient un personnage plus important aux yeux du directeur du journal, que le rédacteur en chef. Il paye. Il faut proclamer tout haut le fait connu par tout le monde, mais qu'on est embarrassé d'avouer : En devenant une grande entreprise commerciale, la presse a perdu sa liberté. Elle n'est plus libre parce qu'elle est soumise à la puissance de l'argent. Elle est peut-être toujours libre encore envers l'Etat, elle ne l'est plus envers l'argent.

Voici à titre d'exemple le bilan d'un quotidien d'un tirage de 2 millions à Londres en 1928 :

Recettes :	
Vente	1.550.000 livres
Annonces.....	3.000.000 —
	4.550.000 —
Dépenses :	
Impression.....	1.700.000 livres
Rédaction.....	200.000 —
Autres.....	500.000 —
	3.400.000 — (2)

L'agent publicitaire qui procure un bénéfice si considérable, ne peut pas être un homme à négliger par le directeur du journal. Comme le prouve la simple comparaison des premières positions de deux rubriques, vente : 1.550.000 livres et impression : 1.700.000 livres, un numéro du journal est vendu à un prix

(1) SANIN CANO, *Le rôle intellectuel de la presse*, p. 20 ; G. BOURDON, *Le journalisme d'aujourd'hui*, p. 27.

(2) *The Economist*, nov. 1928, cité par G. WEILL, *Le Journal*, p. 337.

plus bas que ne coûte son impression. La situation en France n'est pas autre qu'ailleurs, au contraire, les journaux français étaient avant cette guerre les moins chers du monde. Le prix d'un journal en 1936 était en Hollande : 1 franc ; en Allemagne : 60-90 cms ; aux Etats-Unis : 60-75 cms ; en Suisse : 50 cms ; en Angleterre : 35-70 cms ; en France : 25 cms (1).

4° Ainsi établie, l'industrie du journal, comme celle du sucre ou des soieries, est régie, par des lois économiques bien déterminées. La presse devenue industrielle et commerciale est extrêmement sensible à la loi de l'offre et de la demande et attentive aux causes qui font baisser ou hausser le tirage. Le nombre des annonces et ses prix montent ou baissent suivant que monte ou baisse le tirage du journal.

5° La solution : Faire tout pour augmenter à tout prix ce tirage. C'est là la première préoccupation, non celle de veiller sur le niveau intellectuel du journal ou sur son programme. La priorité est aux intérêts de l'entreprise. Amener à soi le public par tous les moyens. Vendre le plus grand nombre d'exemplaires. Le journal n'est désormais qu'une simple marchandise.

« 60 tonnes de marchandises ont été préparées en 12 heures, exécutées en 3 heures, expédiées en 5 heures à X... mille personnes. Il s'agit de les vendre dans la journée, parce qu'alors la marchandise vaut 75 francs par 100 kilos et que le lendemain, elle ne vaudra plus que 6 fr. 75. » Telle est la devise.

151. — EXPLOITATION INDUSTRIELLE DU CRIME.

Comment augmenter le tirage ? Conditions essentielles ; se préoccuper des aspirations des masses, plaire (2). Mais « dès l'instant qu'il s'agit de s'installer auprès de 50.000, 100.000, 500.000 de lecteurs, et de s'y installer de force n'importe comment, à travers toutes les concurrences, il ne faut pas seulement flatter leurs goûts, mais leurs vices et leur dire tout autre chose que la vérité (3). »

(1) L'*Ami du peuple* a été vendu à 10 ou 15 centimes, ce qui a provoqué des discussions violentes sur l'honnêteté de ce journal et les fonds dont il tirait ses ressources.

(2) A. M. CHAUCHAT, Le rôle intellectuel de la presse. *Cahiers de la presse*, 1938, p. 584.

(3) La réponse de Maurice TALMEYR dans l'enquête sur les mœurs de la presse dans la *Revue politique et littéraire* (Revue bleue), 1897, p. 17.

Un journal à grand tirage — ce produit de fabrication extrêmement compliqué — doit s'adapter à l'intelligence et aux connaissances du banquier et de son chauffeur, du politicien et de la modiste, du maire de province et de la dame élégante, du fonctionnaire et de la crémillère. Et il faut trouver chaque jour le point de rencontre de ces intelligences (1).

L'information est bonne si elle présente le plus grand intérêt pour le plus grand nombre de personnes. L'astronome qui constate à travers son télescope qu'une étoile a quitté sa place habituelle, se trouve en présence d'un fait intéressant quelques spécialistes comme lui mais laissant absolument indifférent le reste de l'humanité (2). Et pour réduire tous les intérêts au même dénominateur on n'a qu'à descendre en bas. On fait le journal pour le plus bête des lecteurs. Et on imprime les reportages à sensation qui flattent les plus bas instincts, les récits des crimes, les comptes rendus des poursuites criminelles avec du sang et du piment. Et c'est cela qui plaît au public (3).

Les Américains ont été les premiers à découvrir le véritable goût du public lorsqu'ils ont aperçu que chaque effort pour faire d'un *tabloïd* un journal respectable, provoque immédiatement une diminution de la vente.

Nous voilà revenu sur notre terrain des crimes et de ses récits dans la presse. Ainsi la question trouve sa solution. La reproduction illimitée des faits criminels par la presse a pour cause la commercialisation de la presse. Le crime est exploité par le journal comme une industrie. La grande presse a observé que cette marchandise était très recherchée par le public, elle ne voit vraiment aucune raison pour cesser de l'exploiter à fond. L'affaire Troppmann a fait monter à la veille de la guerre de 1870 les tirages des journaux. L'affaire des « bandits tragiques », la bande à Bonnot, l'a fait pareillement avant la guerre de 1914. L'affaire Bruno Weidmann fut feuilletonisée, ainsi que l'affaire Violette Nozière peu avant la guerre actuelle.

Mais nous croyons, que cette explication si saisissante qu'elle soit n'épuise pas la question. Il s'agit toujours de savoir pourquoi ce genre de récits plaît tellement au grand public, pourquoi

(1) SANIN CANO, *Le rôle intellectuel de la presse*, p. 32. *Les Cahiers de la Société des Nations*.

(2) G. BOURDON, *Le journalisme d'aujourd'hui*, p. 43.

(3) M. STANKOVITCH, *Etat journaliste*, p. 61.

au lieu de s'extasier devant le récit d'un « beau crime », il n'éprouve pas le même enthousiasme devant le récit d'un beau geste d'un sauveteur qui sauve la vie à un enfant qui se noie dans la Seine. Car dans ce dernier cas une note en 6 lignes, en quatrième page, suffit totalement pour satisfaire la curiosité du public, qui ne trouve pas un récit de crime de trois colonnes en tête du journal assez détaillé...

La théorie scientifique répond à cette question par des arguments sociologiques.

SECTION II.

Facteurs sociologiques.

Deux théories ont été élaborées justifiant scientifiquement l'intérêt qu'on porte aux récits de faits criminels. Ce sont d'ailleurs plutôt des excuses, que des explications.

§ 1. — Théorie du « prestige du mal ».

152. — La première théorie est celle dite du *prestige du mal*, le mot est de M^{me} Dora MELEGARI, écrivain italien. Elle a été présentée par Scipio SIGHELE dans son ouvrage « *La littérature et la criminalité* ». Voici son argumentation :

Le mal nous attire plus que le bien. Nous tous cherchons les scandales dans notre vie quotidienne, dans nos conversations, nous prenons plaisir à raconter et à écouter ce qui est scandaleux ou anormal. C'est le fait humain et fatal, on peut le déplorer, mais on doit l'accepter. « *Les femmes s'occupent peu d'une amie irréprochable, heureuse et tranquille, au contraire, elles s'occupent beaucoup de l'amie à la mode à laquelle une vie agitée et mondaine et le soupçon ou la certitude de quelques aventures joyeuses, donnent comme une patine de morale douteuse* (1). » Chez les hommes, nous observons presque le même esprit de médisance dans les conversations.

« *Les fruits de l'arbre du mal sont bien plus savoureux que les*

(1) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 194 et s.

fruits de l'arbre du bien » dit M. SIGHELE. L'histoire nous donne peu de chroniques sur les personnes tranquilles et heureuses. On les admire peut-être, mais en silence et avec cette légère teinte d'ironie avec laquelle on regarde, dans le monde tout ce qui est simple, normal et sain. Nous trouvons cela trop monotone pour notre imagination. Au contraire, nous ressentons une sympathie, une attraction pour tout ce qui, sortant du domaine effacé de la norme, prend la couleur brillante du scandale ou du péché. C'est précisément ce phénomène-là qu'on a appelé *le prestige du mal*. Le mal exerce sur nous un prestige certain, bien caractérisé.

Or, les journaux ne nous donnent que cela même que nous cherchons dans notre vie. Le crime occupe autant de colonnes de notre lecture, que l'immoral et le scandaleux occupe d'heures dans nos conversations. La littérature des faits criminels a les mêmes racines dans notre inconscient que la médisance et les commérages.

Tout cela paraît acceptable, mais ne prouve encore rien. Nous ne savons pas toujours pourquoi le mal exerce sur nous un tel prestige, que nous sommes obligés d'en parler toujours et le chercher partout. M. SIGHELE connaît le point faible de la théorie et aussi bien il donne d'autres explications.

Il existe deux endroits — d'après lui — où sont enfermés pathologiquement grossières les tendances du jour, ce sont les maisons d'aliénés et les prisons. Les individus déviés, ceux qui se sont éloignés du niveau commun finissent dans les maisons d'aliénés si la déviation existe dans le domaine des idées, dans la prison si elle existe dans le domaine des faits.

Le public qui s'intéresse aux faits criminels y cherche quelque chose de plus que la satisfaction de sa curiosité. Par un obscur instinct de l'espèce, inconsciemment il veut les étudier. Les crimes d'une époque sont un chapitre important de l'âme de cette époque. Par exemple, le crime-type du moyen âge, c'est le crime du sang, le crime-type de notre époque, le faux. La manière d'accomplir le crime du moyen âge consistait dans la force physique, aujourd'hui c'est la méthode scientifique. Les crimes sont les reflets de notre vie, la transposition pathologique de tout ce qui crie au fond de notre cœur. En étudiant le crime, même en l'étudiant inconsciemment par l'intérêt que nous portons aux récits de la presse quotidienne, c'est nous-mêmes, que nous

études. Dans les criminels et les crimes, nous observons nous-mêmes et nos propres faits, mais pathologiquement grossis et déformés.

C'est une sorte de méthode d'introspection. En nous observant dans les miroirs concaves et convexes du Musée Grévin, nous pouvons étudier nos vices de constitution, nos propres avatars physiques, qui grossis par la glace font apparaître les difformités invisibles à l'œil nu. Ainsi nous observons nos propres tares morales, invisibles à l'œil nu, mais qui nous sont montrées grossies et exagérées dans les miroirs concaves et convexes des exemples des crimes et des forfaits commis par les autres.

La théorie ainsi résumée possède un vice essentiel, elle est vieille de 35 ans. Elle date de 1908. Or, en 1943 il nous serait difficile de trouver un défenseur d'une théorie qui prend pour base la thèse que le criminel n'est qu'un malade. Le criminel-né est déjà bien mort, depuis pas mal d'années.

Alors M. SIGHELE nous donne une deuxième théorie de rechange.

§ 2. — Théorie des « instincts civilisés ».

153. — LA THÉORIE.

Appelons-la aussi pratiquement que la première : la théorie des *instincts civilisés*.

Les siècles anciens se caractérisaient par la férocité et la cruauté. Après deux à trois mille ans de civilisation nous ne sommes plus aussi bestialement féroces, mais nous restons quand même cruels intellectuellement. Nous prétendons être plus civilisés, nous sommes sans contestation plus intellectuels. Notre *délicieuse et perfide jouissance* ne s'exerce plus à contempler les souffrances physiques, et les spectacles sanglants. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus voir et même si nous le pouvions nous ne voulons pas voir les chairs palpitantes qui frémissent et se tordent dans les spasmes de l'agonie, comme les voyaient avec jouissance et en souriant les honorables matrones romaines. En parlant de l'exécution publique de la peine de mort nous avons trouvé les exemples plus proches de nous. Par contre notre esprit s'exerce à analyser les souffrances morales. Nous pouvons et nous voulons voir et savourer les convulsions psychologiques,

les angoisses et les tortures des âmes coupables, que nous trouvons dans les récits criminels de la presse. Nous y découvrons quelque chose de plus que la satisfaction de la curiosité, c'est une étrange satisfaction physique. Dans cette jouissance on voit revivre l'antique férocité des spectateurs du cirque qui se délectaient à voir souffrir et mourir les victimes déchirées en morceaux par les bêtes féroces dans les arènes (1).

Notre plaisir est aujourd'hui atténué et modifié par des siècles d'évolution. Mais ce sont les mêmes instincts brutaux, seulement aujourd'hui ils sont civilisés (2).

Mais ce n'est pas seulement du côté du public qu'on trouve ces penchants. Du côté des journalistes le phénomène est le même. Écoutons l'un d'entre eux : « *Ce n'est pas que nous nous complaisons dans le crime sexuel ou que nous aimions amplifier les détails d'un meurtre. Notre péché est plus profond : nous n'apportons pas à répandre et à expliquer les bonnes nouvelles le talent qui nous vient presque instinctivement lorsqu'il s'agit de décrire la faiblesse et la dépravation humaine* », avoue William Allen WHITE de la rédaction de *Nation* grand quotidien sud-américain.

154. — LA RÉFUTATION.

Ce qu'on peut dire à propos de cette théorie, c'est que nous ne sommes pas en vérité tellement civilisés qu'on veut bien nous l'affirmer. N'avons-nous jamais assisté au spectacle d'une foule autour d'un cadavre retiré sous un tramway ou une auto à l'occasion d'un accident de la rue ? « *Une foule, renflant le sang avec une sorte d'avidité, et se dressant sur la pointe des pieds pour voir le pauvre corps à qui personne ne pouvait plus avoir la prétention de porter secours. Tous les passants se précipitent autour de la victime. Et si la victime est transportée chez un pharmacien, des faces avides se collent contre les vitres. Et rien ne tirera de là ces curieux indécents qu'a attirés le spectacle de la mort brutale.* » (3)

L'expérience des événements dans lesquels nous vivons ne prouve-t-elle pas, elle aussi, qu'une fois rejetée la mince carcasse de la civilisation, l'homme se montre aujourd'hui aussi féroce

(1) SIENKIEWICZ Henryk, *Quo vadis*.

(2) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 242 et s.

(3) G. DE LA FOUCHARDIÈRE, *L'homme, animal carnassier*.

et cruel qu'aux temps des cavernes. La civilisation est en train de s'anéantir, l'homme détruit de ses propres mains les monuments qu'une culture millénaire a bâtis.

Mais peut-être que cela ne prouve que la justesse de la théorie des *instincts civilisés*. Civilisés, mais non anéantis, ils se déchènent lorsqu'une occasion se présente.

CHAPITRE II

LES CONSÉQUENCES DE LA PUBLICITÉ DU CRIME

155. — LA POSITION DU PROBLÈME.

Nous avons ainsi présenté les hypothèses élaborées par la théorie scientifique pour expliquer le phénomène du développement anormal des informations de presse touchant aux crimes et aux criminels.

Mais il ne suffit pas d'établir un fait sociologique et de trouver le pourquoi de ce fait. Pour étudier l'ensemble de la matière, il faut s'occuper encore des influences que ce fait pourra produire.

« *La presse par ses récits criminels constitue une véritable école des assassins et des cambrioleurs.* » C'est la thèse populaire et pour ainsi dire officielle, répétée automatiquement par tout le monde. Comme pour presque chaque expression commune, elle est trop superficielle pour être entièrement vraie.

Est-il vrai que la criminalité peut s'accroître par suite de la lecture des récits des exploits criminels publiés par la presse quotidienne ? Est-ce qu'un *bon père de famille*, l'exemple-type de toutes les vertus, comme découpé vif du Code civil, trouvera un matin, après avoir déplié son *Petit Journal* et avalé la portion quotidienne des faits divers et des crimes, un penchant irrésistible à répéter ces exploits sur la personne de ses propres enfants ? On ne peut pas répondre à la question par une simple affirmation ou une négation. Et il ne suffit pas de la rendre ridicule pour en trouver la solution.

Nous nous occuperons dans une première section de l'influence de la presse en général. La deuxième section sera consacrée aux études des autres facteurs qui peuvent influencer sur la criminalité pour aborder enfin dans une dernière section l'étude de la question de la part de responsabilité qui peut incomber à la presse.

SECTION I.

L'influence de la presse en général.

§ 1. — Le « Quatrième Pouvoir ».

156. — NOTRE PRESSE QUOTIDIENNE, NOTRE PAIN QUOTIDIEN.

L'influence de la parole écrite date de l'invention de l'imprimerie, ce qui doit être considéré comme une époque dans l'histoire de l'esprit humain. Avant cette invention, dit Voltaire : « *les livres étaient plus rares et plus chers que les pierres précieuses* ». L'humanité ressemble à un homme qui ne se souvient pas du tout ou qui se souvient inexactement de ce qu'il a fait la veille (1).

Comment la situation a changé depuis. *Mon journal* ! — c'est le premier mot de l'homme qui s'éveille le matin. Il descend dans la rue. Toujours la même chose. Au métro, dans l'autobus, dans la rue, tout le monde tient son journal à la main. Un ouvrier, un employé, une vendeuse, agitent, plient, déplient et replient leur journal. La même scène se répète chaque soir. Dans certaines circonstances il y a des batailles autour des kiosques. Les queues, fameux symboles de nos temps, ne se forment pas seulement devant la boutique du boucher ou de la crémière, on les fait aussi devant le kiosque à journaux, où ne se vend pas la denrée mais la parole.

Les masses éprouvent pour cette pâture quotidienne du papier imprimé un besoin aussi impérieux que pour manger et boire. « *Chez la majorité des gens des pays occidentaux, la lecture sans but, l'audition sans but de la T. S. F., le spectacle sans but des films, sont devenus des vices habituels, des équivalents psychologiques de l'alcoolisme ou de la morphinomanie. Les choses en sont arrivées à un tel point qu'il y a des millions d'hommes et femmes qui souffrent d'une douleur réelle s'ils sont privés quelques jours ou même quelques heures de journaux, de musique radiodiffusée ou de cinéma* (2). »

Le journal saisit son lecteur dès le matin à l'heure où son attention est la plus vive et sa curiosité la plus neuve. Il décide

(1) PAUL LACOMBE, *L'histoire considérée comme science*.

(2) ALDONS HUXLEY, *Ends and Means*.

en beaucoup de cas de l'humeur bonne ou mauvaise pour toute la journée.

157. — LA PUISSANCE DE LA PRESSE.

Ainsi la presse est une force profonde. Chaque journal possède une armée de plusieurs centaines de milliers de ses lecteurs. « *Je distribue* — dit lord ROTHERMERE, le potentat de la presse anglaise — *un poids de journaux supérieur à ce qui se vend de pain en Angleterre.* » Il y a quelque chose de terrible dans la puissance de diffusion. La presse agit sur les peuples. Elle modifie les mœurs et jusqu'au langage courant par le ton qu'elle donne, les idées qu'elle étale et les exemples qu'elle montre (1). Elle a pris pour elle la place qui au moyen âge était dévolue aux églises, elle a fait rentrer dans l'ombre la littérature, elle rivalise avec les écoles, elle instruit, prêche, enseigne, inspire, vulgarise, révèle, disperse les doctrines. Ce que tentaient les universités autrefois, la presse le fait chaque matin (2).

Cette puissance peut se révéler par le chiffre du tirage. Voici le tableau à ce sujet des plus grands journaux du monde :

1 ^o <i>Daily Express</i> (Londres).....	2.329.000	exemplaires
2 ^o <i>Daily Herald</i> (Londres).....	2.000.000	—
3 ^o <i>Prawda</i> (Moscou).....	2.000.000	—
4 ^o <i>Asahi Shimbun</i> (Tokio)	2.000.000	—
5 ^o <i>New-York Daily News</i>	1.635.000	—
6 ^o <i>Izwestia</i> (Moscou).....	1.600.000	—
7 ^o <i>Daily Mail</i> (Londres).....	1.580.000	—
8 ^o <i>Paris-Soir</i>	1.530.000	—

Cette puissance peut se révéler par l'extension des journaux dans tous les coins du globe. Il n'y a en effet aucun lieu où n'arrive pas le journal. Au Groenland paraît une feuille tirant à 3.000 exemplaires dont les numéros transportés par les traîneaux attelés aux chiens arrivent régulièrement aux abonnés (3).

(1) A. SABATIER, Enquête sur les mœurs de la presse. *Revue politique et littéraire* (Revue Bleue), 1^{er} janv. 1898, p. 9.

(2) M. St.-G. DE BOUHÉLIER, Enquête sur la valeur morale de la presse. *Revue naturaliste mensuelle d'art et de littérature*, mars 1900, p. 213.

(3) D'après le *Temps* du 18 juin 1932.

Cette puissance peut se chiffrer enfin par le taux des annonces, qui comme il a été déjà démontré (*supra*, n° 150) est l'expression de l'influence du journal. C'est à la fois le pouvoir moral et le pouvoir d'argent.

158. — SES MÉRITES.

Inutile d'insister sur les mérites, qui font l'honneur de la presse. Ils sont trop connus et trop souvent répétés. Donnons la parole aux journalistes de marque. Qu'ils se vantent eux-mêmes :

« *Faites-le compte — dit Robert DE JOUVENEL — des grandes découvertes que la presse a révélées, des grandes infamies qu'elle a dévoilées, des grands méconnus qu'elle a consolés, des grands parvenus qu'elle a renversés. Elle a publié les torts de beaucoup de malhonnêtes gens. Elle s'est trompée souvent, mais jamais tout entière et la vérité a fini par sortir du tumulte de ses libertés confrontées* (1). »

« *Si j'avais à transmettre aux âges futurs une preuve de la civilisation anglaise contemporaine — dit Sir Bulwer LYTTON au parlement anglais — je ne choisirais ni nos docks, ni nos chemins de fer, ni nos édifices publics, ni même le magnifique Parlement où nous sommes. Non, il me suffirait, pour donner cette preuve, d'un simple numéro du Times.* »

Et si de la poésie, on revient à la prose de notre terrain juridique — rappelons les services rendus par la presse à la justice de tous les pays — rien que par les signalements des individus ou des objets.

C'est en appréciation de ses hauts mérites, qu'elle a obtenu — estimation suprême — sa liberté. L'estimation mais en même temps une arme puissante contre l'arbitraire; et un moyen de défense contre les injustices, mais aussi la capacité d'agir sans contrôle, la faculté d'exploiter cette liberté de façon malhonnête, d'en abuser. Nous verrons en étudiant les principaux griefs à elle imputés, laquelle de ces deux directions elle a choisie en réalité.

(1) Robert DE JOUVENEL, *Le journalisme en vingt leçons*.

159. — VERS LA DÉCADENCE.

Nous avons assisté à un développement illimité de la presse. Sa puissance augmentait sans cesse en nombre et en argent. Le gouvernement des âmes exercé par elle paraissait ne craindre aucune rivalité. Et cependant en pleine croissance de son pouvoir, il nous paraît apercevoir quelques signes précurseurs de sa décadence.

Est-ce qu'en réalité la presse n'a pas moins d'influence qu'on lui attribue généralement ? Les temps sont révolus où on croyait à la parole de tout ce qui a été servi par imprimé. On se méfie aujourd'hui des informations données par la presse, des campagnes dirigées par elle, des idéaux élevés sur ses autels. Et cela n'est nulle part plus vrai qu'en France. Soulignons pour éviter toute équivoque, que nous considérons la situation telle qu'elle se présentait avant la dégringolade actuelle de la presse française due à la guerre et à l'occupation.

On a dit que les énonciations de la presse constituent les signes extérieurs de la véritable opinion publique. Erreur grave. Ce sont les journaux eux-mêmes qui le soutiennent. Au contraire le public se tient en garde contre ce qu'il lit ; il prend sa gazette quotidienne beaucoup moins au sérieux, que le journal veut nous le faire croire.

Les écrivains de marque qui ont collaboré à la presse quotidienne sont les premiers à s'en apercevoir. Ils se sont accoutumés à ne pas donner aux journaux le meilleur d'eux-mêmes. Ce meilleur ils le gardent pour leur œuvre, leur livre (1). On sait que les plus grands écrivains lorsqu'ils écrivent pour la presse changent de style, négligent la forme, admettent des inexactitudes. Ce ne sont pas des raisons d'ordre financier qui les décident. Ces auteurs négligent le lecteur du journal, parce qu'ils savent que le lecteur les néglige aussi. Ce qui décide, c'est une loi psychologique. Les écrivains de haute lignée intellectuelle qui écrivent dans un journal populaire se mettent peu à peu au niveau des lecteurs (2).

C'est aussi un fait bien connu que les journaux français passent pour être moins sérieux que, par exemple, les journaux

" (1) B. GRASSET, *Les chemins de l'écriture*, p. 53.

(2) SANIN CANO, *Le rôle intellectuel de la presse*, p. 33.

anglais (1) : « *Je prends un journal de Paris, quand au bout de ma laborieuse journée, je veux ou me distraire ou me reposer* » — avoue Edouard SECRETAN — Directeur de la *Gazette de Lausanne*, lors de l'enquête sur les mœurs de la presse organisée par la *Revue politique et littéraire* (2). La même réponse peut être d'ailleurs donnée pour la presse nord-américaine.

Ainsi le monde des journaux malgré son ascension ininterrompue en tirage perd peu à peu de son influence. Pourquoi cette diminution se produit-elle ? La réponse paraît être facile. On n'a plus confiance dans la presse parce qu'on a été trompé déjà trop de fois par elle. Et cela dans des questions essentielles : idéaux truqués, nobles idées payées, la déformation systématique, patiente, prolongée, ne rappelons que le fameux *bourrage de crânes* de la guerre 1914-1918, pas un mot de plus... Mais aussi elle nous a trop de fois trompé sur les petites nouvelles du jour, les faits divers, les actualités. Ici le choix des exemples n'est pas difficile. En 1901, un hebdomadaire de Londres publie un récit du couronnement d'Edouard VII, ajourné cependant à cause de la santé du Roi. Même histoire désagréable est arrivée en 1921 à un journal parisien qui a raconté longuement l'arrivée et l'entrée du Président de la République Paul Deschanel à Moulins, qui cependant avait été arrêté en route par un accident (3). Enfin le comble des combles. Il faut lire le reportage de l'arrivée de Nungesser et Coli à New-York avec les interviews des deux malheureux aviateurs dans *La Presse* ou *l'Intransigeant* du 10 mai 1927 — édition spéciale — *Nungesser et Coli ont réussi* proclame le titre sur toutes les colonnes de la première page. Relisons cela et comprenons pourquoi le public ne veut plus croire à rien de ce qu'on lui annonce à grandes manchettes...

§ 2 — Apostolat ou Commerce.

160. — LE RÔLE SOCIAL DE LA PRESSE. UN IDÉAL.

En revenant à la théorie, la question se pose de savoir si un rôle social doit être attribué à la presse et ce qu'il doit être. On

(1) Résultats de l'enquête sur les mœurs de la presse dans la *Revue politique et littéraire*, décembre 1897-janvier 1898.

(2) *Id.*, 4 décembre 1897, p. 719.

(3) G. WEIL, *Le Journal*, p. 396.

a soutenu depuis longtemps, et ce sont aussi les journalistes qui s'en déclarent partisans, que le journal est investi d'une fonction publique importante, celle d'éducateur du peuple. C'est ce qu'on a appelé d'un mot pompeux le sacerdoce de la presse. En facilitant au lecteur l'accès à la science et à la civilisation, en publiant des informations exactes sur lesquelles le lecteur peut baser son opinion le journal peut remplir avec succès cette fonction. Et elle deviendra le rôle principal de la presse (1).

Cet appel à l'apostolat a rencontré beaucoup de critiques. La presse dit-on n'a qu'un seul but, seul et unique : informer. Voici le développement de cette thèse par Paul Scott McWRER, journaliste américain : « Un journal n'est pas un cours d'enseignements, où le lecteur peut poursuivre ses études. Un journal n'est pas un discours, une conférence. Un journal n'est pas non plus une revue. Il ne se compose pas en premier lieu de contes et d'articles lentement préparés d'avance et soigneusement sélectionnés. Un journal n'est pas un livre. Jamais il ne peut prétendre développer logiquement et clairement, d'un bout à l'autre, une thèse ou une intrigue. Ceux qui désirent faire des études sérieuses, goûter de la littérature, entendre des causeries ou approfondir un sujet quelconque, doivent fréquenter les cours d'enseignement, les salles de conférences, consulter des livres ou des revues. Un journal est autre chose. Sa raison d'être est de fournir à ses lecteurs chaque jour les dernières nouvelles. Tout le reste est secondaire. Il se peut qu'un journal prenne parfois une tournure littéraire ou éducatrice, qu'il publie une conférence ou des articles qui instruisent ou amusent le lecteur, un conte ou même un roman en feuilleton : ce ne sont pas là les buts essentiels du journal (2). »

On est un peu étonné d'entendre la même thèse soutenue par un publiciste allemand Friedrich SIEBURG : « Les masses ont peut-être raison de réclamer du journal une sûre distraction plutôt qu'un enseignement incertain. Une énigme de mots croisés peut avoir une saveur intellectuelle plus authentique qu'une opinion sur le libre échange ou sur l'existence de Dieu (3). »

(1) A. M. CHAUCHAT, *Le rôle intellectuel de la presse*, p. 584.

(2) *Id.*, p. 583-584.

(3) *Id.*, p. 584.

En un mot : ne demandez pas trop au journal. Qu'il ne soit pas immoral. Cela suffit (1).

161. — LA RÉALITÉ.

En présence de ces deux théories contraires, le choix serait plus facile si on revient à la réalité. C'était peut-être la destination originaire de la presse de ne servir que la société et d'enseigner. Or, il a été abondamment prouvé que depuis la deuxième moitié du xix^e siècle la presse ne sert plus que l'argent. Et il existe une incompatibilité absolue entre les intérêts de l'entreprise commerciale qu'est le journal moderne, et les hauts intérêts de la société. La presse ainsi conçue perd complètement sa capacité de propager les idées. Elle peut seulement propager les idées des épiciers qui payent les annonces, ou enfin les idées neutres (2).

Même, si malgré sa forme commerciale la presse se mettait à enseigner, les résultats en seraient nuls. Personne ne prend plus au sérieux la rubrique scientifique d'un journal. La conviction chaque jour plus répandue que les journaux pensent davantage à leurs propres intérêts financiers, qu'à l'éducation du peuple et au progrès, enlève toute force aux arguments. Non, tant que la presse ira vers les succès commerciaux, tant qu'elle fera des sacrifices sur les autels du démon des gros tirages, elle sera incapable d'éduquer. Et, puisqu'il n'y a aucune raison pour que quelque chose change dans ce domaine, constatons : le rôle de la presse dans l'état actuel de son développement n'est pas d'éduquer. Qu'elle informe seulement.

Si nous nous acheminons vers une stabilité du régime autoritaire de la presse, la possibilité se présentera d'examiner de nouveau la question. Sous ce régime, la presse possède en effet certains moyens d'enseigner. Mais elle perd par contre une partie de sa valeur d'information. Qui vivra verra.

(1) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 187.

(2) SANIN CANO, Le rôle intellectuel de la presse, p. 30. *Cahiers de la Société des Nations*.

§ 3. — Les méfaits de la presse.

1. — Que lui reproche-t-on ?

« Si la presse n'existait pas il faudrait ne pas l'inventer. »

HONORÉ DE BALZAC.

Commençons par le bon mot de Clément VAUTEL, qui était lui-même un journaliste : « Le journalisme n'a pas en général, bonne presse. » Des attaques contre la presse ne manquent pas en effet. Reprenons les reproches les plus graves.

a) La presse est vénale ; b) elle est immorale ; c) les journaux d'information sont des journaux sans opinion ; d) ils publient un nombre effrayant d'informations mensongères.

162. — a) LA PRESSE EST VÉNALE.

Cela doit être le péché mortel de la presse de toutes les époques. Mais la presse commercialisée se trouve spécialement bien placée pour toucher les pots-de-vin, puisque son but unique est de gagner des bénéfices. De là, il n'y a qu'un pas à faire pour tomber dans les journaux qui ne vivent que de subsides ou qui se spécialisent dans les chantages. Les faits sont trop connus et trop répétés pour y insister. Mais constatons que, par un juste retour des choses, la presse vénale perd une partie de sa puissance. On ne la craint pas, on sait qu'on peut s'entendre avec elle et compter sur son silence.

163. — b) LA PRESSE EST IMMORALE.

C'est précisément le sujet de cette thèse, que de démontrer si la presse en réalité est immorale ou non. Elle exploite, il est vrai, les plus bas instincts et les mauvais penchants. Elle le fait, on a déjà précisé en détail ce mécanisme (*supra*, n° 151), pour satisfaire ses intérêts financiers. Pour la disculper, ses tenants répondent habilement que le public le veut : « *Les nations ont en bien et en mal, le journalisme qu'elles méritent. Il n'est perfectible qu'à mesure que les sociétés elles-mêmes gagnent en lumière et*

en moralité (1). » Le lecteur, aussitôt son journal à la main court aux manchettes criardes relatant les crimes, les scandales. La chronique du mal serait dans sa fécondité suffisante à elle seule pour satisfaire chaque jour la curiosité du grand public. Si ce dernier en était moins friand, les rédacteurs de faits divers, seraient moins prodigues en détails sadiques ou érotiques (2) (3).

En un mot, ce n'est pas la presse, qui est immorale, c'est la société, disent ses défenseurs. Et que celui qui n'a jamais lu en entier un compte rendu d'un procès sensationnel, lance la première pierre.

164. — c) LA PRESSE D'INFORMATION EST NEUTRE.

Elle est sans opinion délimitée et sans aucun idéal ; elle est faite pour les gens sans opinion, qui n'ont qu'un seul désir : vivre le mieux possible, pour les égoïstes et les repus. Pour satisfaire la foule elle ne peut pas prendre des positions extrêmes. Il faut être neutre.

Chacun de nous a besoin d'un idéal. On a prétendu que le niveau moral du peuple français est bas, et que c'est à cette neutralité de la presse, à ce manque de principes, qu'il le doit. Au contraire, on prétend que le peuple allemand s'est relevé depuis 1918, le peuple italien s'est consolidé depuis 1870 et le peuple anglais se maintient malgré ses revers, parce que chacun de ces pays a une presse qui d'autorité presque absolue en Allemagne et Italie, de liberté bien organisée en Angleterre sait inculquer un idéal.

La presse politique, la presse d'opinion possède sur ce point une supériorité incontestable. Elle possède un idéal, mais moins d'abonnés.

165. — d) LA PRESSE MENT.

Ce reproche est aussi souvent répété que le précédent. Ce n'est pas une presse d'information, dit-on, mais de déformation. Elle

(1) Emile LITTRÉ, *Conservation, révolution ou positivisme*.

(2) A. M. CHAUCHAT, *Le rôle intellectuel de la presse*, p. 585 ; NUNNA VILLA, *Un terrible réquisitoire contre la presse française*.

(3) Réponse de M. Aug. SABATIER sur l'enquête sur les mœurs de la presse.. *Revue politique et littéraire* du 1^{er} janv. 1898, p. 9.

en possède mille moyens. Un titre tendancieux, une omission adroite, un commentaire déloyal, une conclusion forcée changent totalement la nouvelle publiée. Quoi de plus facile que d'altérer une information en procédant, sous prétexte de manque de place, à des raccourcissements habiles et ne publiant que des extraits adroitement coupés...

Pour justifier toutes ses inexactitudes, toutes ses erreurs et bévues, le journalisme moderne a créé une théorie dite du *privilege du journaliste* qui lui permet d'avoir raison, même contre la vérité.

Les défauts reprochés à la presse ont leur application dans la publicité des faits criminels. La vénalité de la presse peut fausser le compte rendu de certains procès, surtout politiques. L'immoralité des journaux se manifeste dans toutes les relations des crimes. Le manque d'opinion et la neutralité sont utilisés pour éviter toute conclusion dans les grands procès. Mais les mensonges ou inexactitudes trouvent peut-être sur ce terrain l'application la plus large. Ainsi une théorie qui se propose de justifier le mensonge, qui essaye d'en faire presque une apologie, nous paraît mériter d'être plus amplement étudiée.

II. — La théorie du « *privilege du journaliste* ».

Elle se résume comme suit : le journaliste possède le droit et le *privilege* de ne pas faire cas, dans ces récits, de l'exactitude et de la vérité. Ce droit, le journaliste le détient de ses conditions de travail et de l'usage qu'on fait des produits de son travail. Et on invoque les arguments suivants :

166. — a) TRAVAIL RAPIDE.

Le métier du journaliste le contraint au rapide, il lui faut accepter les conséquences de l'improvisation, qui est l'imparfait. D'ailleurs l'imparfait c'est souvent le meilleur. Parfaire n'est pas nécessairement faire mieux. Cela, tous les peintres le savent (1).

Ce n'est pas la qualité, c'est la rapidité qui compte. Le reporter devra se renseigner vite dans l'espoir de devancer les con-

(1) B. GRASSET, *Les chemins de l'écriture*, p. 20.

currents qui le guettent. Le moyen le plus généralement connu pour obtenir une information rapide, c'est de ne pas perdre le temps à la contrôler (1).

A la vérité, il faut se rendre compte des difficultés de cette tâche journalière, rapide, haletante, fiévreuse, à la merci de tous les imprévus, de toutes les embûches, qui est celle du journaliste. On note les faits « au jour le jour », on improvise toujours sur les thèmes quotidiens ; aussitôt notés, ils sont imprimés, diffusés dans le monde, jugés, critiqués. Le journaliste n'a souvent que le temps matériel d'écrire sa copie et de remettre son « papier » au fur et à mesure de la composition sans pouvoir le relire. Il arrive, que l'heure du tirage du journal ne lui permet même pas d'écrire et c'est par téléphone qu'il transmet son récit improvisé ou le dicte directement de mémoire au linotypiste ou sur le téléscripteur.

Le rythme rapide de la vie d'un journal est à la base des informations inexactes, il doit non seulement les justifier, mais les légitimer. En un mot le journaliste a le droit de se tromper, parce qu'il est pressé.

Avouons qu'un argument ainsi résumé, convainc peu l'esprit d'un juriste. Mais il y en a d'autres.

167. — b) VÉRIFICATION IMPOSSIBLE.

Même si le facteur du temps n'existait pas, le journaliste se trouve souvent dans l'impossibilité matérielle de vérifier les faits. Il lui est impossible de retrouver la vérité non seulement d'une rumeur mais aussi d'une information dite « officielle ». C'est ainsi que les fausses nouvelles se publient en toute loyauté. Surtout un journal n'a aucun moyen de vérification ou de mise au point sur les dépêches étrangères qu'on lui transmet. Lorsque les deux Etats adversaires dans une guerre se proclament victorieux, le rédacteur ne peut faire autrement que de donner les deux versions. Si cela lui convient, bien entendu. Car, il peut avoir des raisons profondes, à commencer par ses opinions personnelles, de choisir une version. Mais il ne peut pas vérifier l'exactitude des faits. C'est une toute autre question que pour le travail d'un écrivain qui accomplit sa tâche de longue haleine, avec une do-

(1) R. DE JOUVENEL, *Le journalisme en 20 leçons*, p. 92.

cumentation, la possibilité de la méditation et de la consultation des références, avec toutes les garanties de revisions et de mises au point, travail fait dans le calme, assis commodément en pantoufles dans un fauteuil derrière sa table de travail au coin du feu.

En résumé la ligne d'argumentation est la suivante. A défaut de la possibilité de vérifier les nouvelles reçues, le journaliste possède le droit de les faire publier telles quelles. Il ne peut pas s'abstenir d'accomplir son devoir professionnel, qui est d'informer.

C'est la jurisprudence belge qui s'est chargée de réfuter cette argumentation. « *Attendu — dit un jugement du tribunal de Gand — que le devoir du journaliste est de contrôler la véracité des bruits, et s'il lui est impossible de contrôler sur l'heure l'exactitude des faits qu'on lui communique, le respect de la réputation d'autrui lui défend de les insérer (1).* »

168. — c) PERSPICACITÉ.

Le journaliste possède le droit de relater les événements auxquels il n'a pas assisté, mais qui suivant un programme établi à l'avance logiquement doivent s'être déroulée déjà à l'heure où le journal paraît. Ainsi un journal qui paraît à midi est en droit de publier le récit d'une cérémonie, d'une séance de la Chambre, d'un voyage d'un personnage, d'une audience d'une cour, qui ont dû se passer dans le courant de la matinée. Il y a une chance sur mille pour que les choses se passent autrement que de coutume. La gasconnade est ici trop inoffensive pour qu'elle ne justifie le « *droit* » accordé au journaliste. Une sorte de pieux mensonge pour ne pas attrister les lecteurs par la remise au lendemain d'un récit intéressant.

Mais si par un hasard extraordinaire cette chance millièème se réalise, si la cérémonie est troublée par un attentat, si le voyage est ajourné par la suite d'une indisposition, si un coup de théâtre se produit lors des débats de la cour d'assises, le journal est pris par des centaines de milliers de lecteurs en flagrant délit de mensonge. Ces aventures désagréables sont arrivées quelquefois aux journaux les plus puissants.

(1) Trib. Gand, 23 mars 1893 ; *Flandre judiciaire*, 1893, p. 599, cité par G. DUPLAT, *Le Journal*, p. 176.

La théorie pourrait à la rigueur excuser le journal, si véritablement il n'existait qu'une chance tout à fait accidentelle et imprévisible de changement du cours prévu des événements. Soit un fait d'actualité aux débuts duquel nous avons assisté, mais dont nous ignorons le dénouement. Prenons par exemple l'expédition de Nungesser et Coli à travers l'Atlantique. Publier dans ce cas la nouvelle d'une heureuse réussite, c'était au moins une imprudence. Ce n'était plus une chance sur mille que tout se passerait bien. Et les journaux qui ont imaginé purement et simplement cette nouvelle (1) ont commis un mensonge, qui ne peut être excusé par aucun privilège du journaliste.

169. — d) CONSOMMATION IMMÉDIATE.

Et enfin, dernier argument. Le journaliste ne laisse rien à la postérité, il ne travaille pas pour elle. Un journal ne se lit pas comme un livre. La nourriture que nous donne le journal est à consommer immédiatement. Personne ne collectionne les vieux journaux. On les jette après les avoir parcourus. Le journaliste n'a pas la prétention d'écrire *sub specie aeternitatis*, au contraire il possède la pleine conscience du passager. Et peut-être cette façon d'écrire est mieux adaptée à notre vie fiévreuse et hâtive.

Par ailleurs les fausses nouvelles sont totalement inoffensives, parce qu'elles ont la vie courte. Elles sont presque immédiatement neutralisées par des nouvelles contradictoires publiées par d'autres journaux. C'est aussi la différence entre le journal et le livre.

On répondra que tout cela est vrai dans des conditions normales, ou le bobard peut être enrayé et combattu. Le contrôle des nouvelles, les polémiques ne sont pas interdits et les journaux ne s'arrêtent pas aux frontières. Mais cela n'est pas vrai si par la suite des conditions extraordinaires toute la presse prend ses informations à une seule source, et si cette source l'informe faussement...

Nous avons terminé ainsi l'étude de l'influence de la presse en général, sa puissance, ses splendeurs et ses misères. Cette étude

(1) Les journaux parisiens du 10 mai 1927, éditions spéciales du soir : *L'Intransigeant*, *La Liberté*, *Paris-Soir*, *La Presse*, *Le Soir*.

n'est qu'une introduction à celle de l'influence de la presse et des récits des crimes sur le développement de la criminalité.

Avant d'aborder cette question, il nous faut énumérer et résumer brièvement la fonction des autres facteurs qui l'influencerait également.

SECTION II

Les facteurs qui influent sur la criminalité.

170. — L'ACCROISSEMENT DE LA CRIMINALITÉ.

La criminalité en France est en état d'accroissement, tandis que celui de la population est plutôt stationnaire. Ce fait est connu et il a été souvent étudié. On a donné de ce fait différentes explications. Ce qui paraît être certain, c'est que les facteurs qui influent sur le développement de la criminalité sont multiples et compliqués et qu'il serait trop simple d'attribuer la responsabilité à une seule cause déterminée. Le crime se présente comme le résultat de plusieurs facteurs dont il est difficile de trouver le plus important. Nous ne voulons pas passer ici en revue toutes les théories ni énumérer les différentes causes auxquelles les criminalistes modernes attachent l'augmentation des crimes. Il s'agit, pour nous de savoir quelle part de responsabilité incombe à la presse.

C'est un fait que certains sociologues tiennent pour incontestable que la lecture des faits criminels peut constituer une des causes déterminantes du crime, mais il nous paraît difficile de lui en attribuer toute la responsabilité (1).

Quels faits peuvent être générateurs d'une impulsion criminelle ? Nous prenons seulement les facteurs qui possèdent une relation quelconque avec notre sujet. On peut les diviser en deux groupes :

1^o les faits sociologiques découlant de certains phénomènes pathologiques de la nature humaine comme la contagion criminelle, l'obsession du meurtre ou les épidémies de crimes ;

2^o les faits extérieurs à l'individu apparaissant comme les

(1) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 166.

manifestations de la culture générale de l'époque comme le progrès scientifique, les mœurs, le théâtre, le cinéma, la radio, enfin la littérature.

§ 1. — Les facteurs intrinsèques à la nature humaine.

I. — L'imitation.

171. — L'instinct de l'imitation est un des principaux facteurs de développement de la criminalité. Gabriel TARDE qui est l'auteur de la théorie « *des lois de l'imitation* » lui a consacré ses principaux ouvrages (1). Il l'appelle l'un des instincts le plus fort de l'homme. Les crimes se situent très bien dans les cadres des lois de l'imitation de TARDE. La masse n'est pas en effet si douée du génie d'invention que chaque homme trouve en soi la formule de ces actes exceptionnels qu'on appelle les crimes. Quelqu'un qui venge la trahison de sa bien-aimée par un coup de revolver, se serait résigné à souffrir et soupirer, s'il ne savait que le revolver ou le vitriol furent employés avant lui dans des cas analogues. Les détails connus se rapportant à des suicides ou à des crimes frappent l'imagination et peuvent éveiller l'esprit d'imitation. La publicité tapageuse autour des crimes peut agir par suggestion sur des cerveaux et les pousser à de criminelles imitations. Les exemples sont innombrables. Voici quelques cas célèbres empruntés à la criminologie française : L'assassin Morisset en 1891 à Tours imite le célèbre bandit Lacenaire, Lemaître en 1881 plonge le couteau dans le ventre d'une enfant à la manière de Menesclou, Voirbo répète strictement le crime du boucher Avinain, Lepaye imite les multiples assassinats de Pranzini.

II. — La contagion.

172. — Le Dr Paul AUBRY dans un ouvrage très connu « *La Contagion du meurtre* » soutenait la thèse qu'il existe plus que l'imitation. Il démontre l'existence d'une véritable contagion du crime. Les individus peuvent se contaminer par quatre moyens : 1^o par la famille, les exemples donnés par les parents

(1) G. TARDE, *Les lois de l'imitation*, 1890-1892.

aux enfants, 2^o la vie en commun, par exemple les prisons, 3^o les spectacles des exécutions capitales, on en a déjà parlé assez longuement, enfin, 4^o par la presse. C'est d'ailleurs le point de vue de tous les médecins, anthropologues, sociologues et même des publicistes, qui ont considéré le crime comme une maladie (1). Cette contagion est évidente. Ce n'est pas le hasard qui fait que plusieurs assassinats sont commis de la même manière malles sanglantes déposées à la consigne des gares, coffres-forts vidés de leur contenu par des caissiers en besoin d'argent.

Le mécanisme de la contamination est ainsi présentée par le D^r MOREAU de Tours (2). Un individu apprend d'abord sans y attacher d'importance le récit d'un crime, cette idée se représentera à lui, finira par s'imposer et bientôt malgré lui, fatalement il accomplira un crime en calquant ses coups sur ceux dont le récit a dévoilé la justesse.

III. — Les épidémies.

173. — Il existe enfin quelque chose de plus que la contagion, il y a de véritables épidémies de crimes. Il arrive que dans un certain délai de temps, ou un certain lieu on aperçoive une obstination dans la répétition du même crime dans un grand nombre de cas ou une similitude dans les moyens d'exécution. On trouve une série d'actes criminels commis dans des conditions analogues ou empruntant au premier acte commis une série de particularités ou de circonstances.

Cela est vrai pour les crimes comme pour les suicides qui sont considérés par beaucoup d'auteurs comme une forme de criminalité. Les exemples ne manquent pas. Une épidémie féminine de crimes au revolver et au vitriol a été observée à Paris entre 1880 et 1895, elle a été inaugurée par une artiste Clotilde Androl qui a vitriolé son amant, et surexcitée encore par des acquittements presque triomphaux des « charmantes et jolies héroïnes » de ces homicides comme la mode les appelaient (3).

L'Allemagne et l'Italie ont connu en 1889 une série de suicides, copiés sur la tragédie de Meyerling (30 janv. 1889) (4). De même

(1) JULES VALLÈS, *Les réfractaires* ; P. BOURGET, *Le disciple*.

(2) D^r MOREAU DE TOURS, *De la contagion du crime et de sa prophylaxie*.

(3) P. AUBRY, *La contagion du meurtre*, p. 107.

(4) AUBRY, *La contagion du meurtre*, p. 174.

la France a connu en 1910 une épidémie d'actes de brigandages en auto imitant la célèbre bande à Bonnot. Plus proche de nous en 1925, une série de meurtres par pitié, la mode d'euthanasie.

J'ai personnellement assisté le 17 septembre 1939 à une épidémie de suicides parmi les officiers de l'armée polonaise à la frontière polono-roumaine, déclanchée par la nouvelle de l'entrée des troupes soviétiques, qui consommait la défaite polonaise.

IV. — La réfutation de ces thèses.

174. — On a prétendu, que les trois sortes de phénomènes jusqu'ici énumérés qui influent sur l'accroissement de la criminalité, existent chez les individus normaux. Mais, malgré ces imitations, contagions ou épidémies, tout le monde ne devient pas criminel. AUBRY répond à ce reproche, en comparant la criminalité à une maladie ; dans une épidémie de choléra, de fièvre typhoïde, les victimes sont nombreuses, mais malgré la contagiosité indiscutable, tous ne sont pas frappés. Les constitutions robustes qui ne sont pas prédisposées résistent (1). « *C'est dans les âmes dépourvues de tout système défensif, de toute organisation rationnelle d'images véritablement positives que tout d'un coup la première suggestion venue fut-elle douloureuse, fut-elle fatale au sujet sur lequel elle tombe, s'empare de lui et le mène à des actes les plus absurdes* », ainsi résume la question H. JOLY (2).

De même, d'après MAUDSLEY, la contagion criminelle ne joue que pour les âmes faibles, les prédisposés, qui sont fortement impressionnées par les crimes des autres (3).

V. — L'obsession du meurtre.

175. — Par contre le facteur dernier à étudier n'apparaît que chez les individus nettement anormaux, chez les fous. « *L'obsession du meurtre* » ou « *l'obsession criminelle morbide* » tient son nom du Dr LADAME de Genève qui la définit dans son rapport présenté au Troisième Congrès d'Anthropologie criminelle à

(1) AUBRY, *loco cit.*, p. 98.

(2) Réponse sur une enquête sur la presse dans *La Revue* du 14 janvier 1911, p. 192.

(3) Cité par SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 40.

Bruxelles le 8 août 1892. Nous disons bien 1892, pour comprendre les différences avec les théories d'aujourd'hui (1) : « L'obsession du meurtre appartient à la grande classe de la folie héréditaire, comme dipsomanie, kleptomanie et s'observe parfois violemment chez certains héréditaires ou à l'état sporadique et plus fréquemment sous la forme d'épidémie morale à la suite des crimes retentissants et des exécutions capitales ».

§ 2. — Les facteurs extérieurs.

Tous les facteurs jusqu'ici brièvement énumérés nous apparaissent comme des manifestations intérieures de notre âme ; ils se rattachent à notre structure psychologique intérieure. Mais il existe en outre des faits sociologiques qui nous sont extérieurs, et auxquels la sociologie accorde une influence aussi profonde sur le développement du crime, qu'aux facteurs intérieurs.

I. — Le Progrès.

176. — On a commencé par trouver cette influence dans le progrès scientifique. Les grands sociologues comme Durkheim et Alimena s'y rattachent. En vérité, les ravages de la criminalité surtout juvénile en France a coïncidé avec l'introduction de l'instruction obligatoire. C'est un très ancien paradoxe, entrevu par Socrate : « *L'instruction ne fait que rendre les hommes plus mauvais, en leur fournissant plus de moyens pour faire le mal* ». Il paraît paradoxal de soutenir que l'école fait accroître la criminalité, mais on s'incline devant les arguments tirés des statistiques. L'instruction obligatoire a été introduite en France en 1882, or, on constate depuis 1889 une augmentation de nombre de meurtres de 156 à 189, des assassinats de 195 à 218, des viols de 539 à 651 (2). Mais le fait que l'institution de l'école obligatoire en Angleterre n'a pas provoqué les mêmes répercussions exige d'après le sociologue Alfred FOUILLÉE la recherche d'autres causes.

Il est bien évident que le progrès perfectionne les moyens des

(1) Actes du Congrès, p. 41. *Revue critique*, 1892, p. 621.

(2) A. FOUILLÉE, Les jeunes criminels, l'école et la presse. *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1897, p. 418.

crimes, ouvre des nouvelles possibilités à l'ingéniosité humaine, mais en rendre responsable le progrès scientifique, c'est comme si on rendait responsables les frères Montgolfier, lorsque, sous le son des sirènes, nous descendons en hâte dans nos caves.

II. — Les mœurs.

177. — La dissolution des mœurs est communément admise comme une cause puissante de l'accroissement de la criminalité. Mais on a le droit de se demander, si vraiment nos mœurs sont tellement dissolues. Les larmes de regret que l'on verse abondamment sur les mœurs réputées innocentes des temps passés sont-elles sincères ? Chaque époque a connu ses vertus et ses débauches et il est difficile de prouver que notre période connaît une plus grande décadence des mœurs. La première guerre mondiale a eu, pour résultat une vague de relâchement et de dépravation ; il est à prévoir qu'il en sera de même après la guerre actuelle. Mais de là à inférer que nous tombons progressivement dans le vice, serait oublier les vieilles histoires de la Sodome biblique, de Babylone dépravée, du sybaritisme de la Rome de la décadence, de la luxure de la Renaissance ou de la galanterie de la Régence. Trouver et prouver la part de l'influence des mœurs dans l'extension des actes criminels est plus difficile que de l'affirmer en paroles.

III. — Le Théâtre.

Les relations du théâtre avec le crime sont de deux sortes :

- 1^o le criminel, considéré comme sujet de la pièce théâtrale ;
- 2^o l'influence du théâtre sur le développement de la criminalité.

178. — a) LE CRIMINEL, HÉROS D'UNE PIÈCE DE THÉÂTRE.

Ce n'est pas une invention récente. Depuis ARISTOPHANE, EURIDIPE et SOPHOCLE, par le théâtre du Moyen Age, par William SHAKESPEARE (1) ce grand poète du crime, jusqu'à Henrik IBSEN (2) ou Gerhard HAUPTMANN (3) le crime et le criminel

(1) *Macbeth, Richard III, Othello, Le Roi Lear.*

(2) *Les Revenants.*

(3) *Le voiturier Henschel, La fille Elisa.*

ont trouvé toujours une place d'honneur sur les scènes de tous les pays et à toutes les époques. Sa place n'est pas moindre dans le théâtre contemporain, il y a aujourd'hui autant de crimes portés sur les scènes que dans les colonnes d'un journal. La comparaison paraît être juste puisque les conséquences en sont presque identiques.

179. — b) INFLUENCE DU THÉÂTRE SUR LA CRIMINALITÉ.

L'acte d'accusation contre le théâtre diffère de peu de celui qui a été porté contre la presse. Il est seulement plus ancien, parce qu'il est contemporain du théâtre même. L'art dramatique n'a pas manqué en effet d'adversaires. Pour ne citer que les anciens il faudrait commencer par les pères de l'Eglise qui condamnèrent la pantomime (1) en passant par Bossuet (2) pour arriver à Rousseau (3). Tous s'accordent pour reconnaître la prétendue funeste et détestable influence de la scène sur la moralité publique.

L'acte d'accusation contre le théâtre moderne a été dressé par GARÇON (4), mais c'est lui aussi, qui en proclame la défense. Il nous rappelle la loi sociologique de l'imitation et de la contagion du crime.

Voici les deux principaux chefs d'accusation. Il faut les citer puisque nous les retrouverons lors de la discussion de l'influence de la presse sur la criminalité :

1^o le drame policier est l'école du crime, l'éducation du malfaiteur. Il nous donne les leçons des procédés des criminels, il attire notre attention sur des possibilités jusqu'ici inaperçues ouvre de nouveaux horizons. Rions-en. On verra ce malfaiteur venir au théâtre pour parfaire son éducation dans la manière et les différentes façons d'ouvrir les coffres-forts au moyens du chalumeau oxyhydrique.

2^o Les pièces de mœurs, comédies ou drames, en réalité pervertissent les mœurs, provoquent les crimes passionnels. Le méca-

(1) Tertulien, Saint Cyprien, Saint Augustin, Saint Thomas.

(2) *Maximes et réflexions sur la comédie.*

(3) *Lettre à d'Alembert.*

(4) E. GARÇON, *Du crime dans ces rapports avec l'art dramatique et la littérature.*

nisme est le suivant : Une comédie des mœurs agite sur la scène les plus graves problèmes sociaux, présente des théories qui ébranlent les notions de la discipline sociale en proclamant qu'il faut se libérer de la raison et de la contrainte du devoir. Les drames des mœurs, enseignent la souveraineté de la passion, le droit de « vivre sa vie ». Les gens malheureusement prennent au sérieux ce qui au théâtre n'est que du talent et de l'esprit.

Mais on sait d'avance la réponse qu'on peut faire à ces arguments. Ce n'est pas parce qu'il y a des comédies de mœurs que se commettent les crimes passionnels, c'est plutôt parce qu'il y a des crimes passionnels que les auteurs les ont pris pour sujet de leurs pièces.

On trouve par contre dans le théâtre quelque chose, qui ressemble à la petite porte de la presse quotidienne. C'est la louange de la vertu. Si un vol de collier de perles chez une aimable actrice est décrit longuement en première page du journal avec des manchettes, portraits et dessins, la restitution d'un portefeuille perdu, par « *une personne honnête* » ne trouve que 5 lignes aux faits divers en cinquième page. Nous savons déjà pourquoi. Nous savons qu'un discours célèbre sur la vertu prononcé à l'Académie et publié par les journaux n'a pas fait monter le tirage, par contre l'affaire Weidmann produit ce résultat. Mais au théâtre depuis l'antiquité jusqu'à ces jours-ci, la morale et la vertu sont préconisées et célébrées. Les pièces dites « à thèse » sont innombrables (1) et elles font la caisse. Par la glorification du crime le théâtre et la presse savent attirer la foule. Mais seul, le théâtre a trouvé la formule d'arriver au même résultat par la glorification de la vertu. La presse ne l'a pas encore trouvée. Elle ne cherche pas, il est vrai.

IV. — Le Cinéma.

180. — a) LE CRIME COMME SUJET DE FILM.

Le cinéma, l'invention relativement récente qui a su en quelques années conquérir les masses populaires du monde entier, emprunte souvent ses héros au monde des criminels (2). Rappe-

(1) E. GARÇON, *loco cit.*

(2) *Id.*, p. 14.

lons que le premier drame filmé fut en 1902 : « *L'histoire d'un crime* » et le premier grand film français d'une véritable valeur artistique en 1908, s'appelait « *L'assassinat du Duc de Guise* ». A la même époque, il faut noter un essai de lier le cinéma à la presse par la création du roman-feuilleton filmé type policier. C'était un roman-feuilleton publié par un grand quotidien parisien chaque jour, par fragment, il était adapté au cinéma, fractionné en un certain nombre de récits et exposé par épisode chaque semaine dans le programme du cinéma. Il s'agissait d'inciter le public, qui lisait le roman au jour le jour dans le journal à aller régulièrement au cinéma. L'invention jouit d'une certaine vogue entre 1911 et 1918, puis disparaît sans laisser de traces. Mais les crimes et les criminels tiennent toujours une bonne place sur les écrans du monde. Et en cette année 1943, sous la pluie ou dans le soleil, dans la boue et dans le froid, on voit les foules parisiennes stationner devant les portes des salles cinématographiques pour contempler : « *L'assassin a peur la nuit* », « *Le crime stupéfiant* » ou « *L'assassin habite au 21* ».

Parmi les films qui prennent pour sujet le crime et le criminel, il existait même une certaine vogue de décrire la vie des prisons ou des colonies pénitenciaires pour les jeunes criminels, en nous montrant d'ailleurs les tableaux les moins véridiques.

Le régime du cinéma n'est pas libre, comme celui de la presse. Presque toujours pendant sa courte vie le film est soumis à la censure préventive. Cette censure atténua les excursions des metteurs en scène dans le domaine du crime. Surtout les scènes criminelles d'un réalisme frappant furent souvent interdites.

181. — b) L'INFLUENCE DU CINÉMA SUR LA CRIMINALITÉ.

Le cinéma possède encore plus d'adversaires que le théâtre. C'est que, en effet, les possibilités techniques du cinéma sont beaucoup plus grandes que celles du théâtre. La reproduction sur l'écran des crimes commis est beaucoup plus parfaite qu'au théâtre, car la mise en scène cinématographique dispose de gros moyens financiers et techniques. L'influence du cinéma est incontestablement aussi plus puissante et plus profonde que celle de la presse (1). Le cinéma montre au spectateur des gestes et des

(1) BANCAL, *La censure cinématographique*, p. 27.

faits qu'il peut imiter, alors que la presse ne lui en donne que le récit. Un spectacle laisse dans l'esprit un souvenir plus profond que la plus osée des narrations. L'image est plus parfaite et plus proche de la réalité qu'une lecture, elle peut devenir un modèle pour un individu prédisposé, dont la formation morale n'est pas suffisante, (1).

On s'est spécialement acharné à prouver que la fréquentation du cinéma est une des principales causes de la délinquance juvénile. Ce que les enfants dit-on, ont fait sous l'influence du livre, ils peuvent encore le faire *à fortiori* sous l'influence du cinéma (2). Les exemples de crimes commis par des enfants sous l'influence du film policier sont nombreux. Nous n'en citerons qu'un seul celui d'un jeune domestique de 10 ans Geestemunde qui en novembre 1911 à Hanovre, essaye d'empoisonner d'après une scène de cinéma la famille entière de ses maîtres (3).

Les défenseurs du cinéma soutiennent qu'on ne peut admettre une plus grande influence du cinéma sur les enfants que sur les adultes. Et cela est vrai même si les enfants disent le contraire, ce qui arrive très souvent. Les enfants mentent devant la justice en disant qu'ils ont été guidés par les films dans leurs délits ; ils considèrent cela comme une excuse (4).

V. — La Radio.

182. — La radio s'occupe relativement peu du crime, à l'heure actuelle, elle ne s'en occupe pas du tout. Mais avant cette guerre il était de mode de diffuser par T. S. F. les pièces policières écrites sous la forme des audiences en cour d'assises. Ce qui cependant n'a jamais frappé l'imagination des radio-régisseurs, c'est de transmettre par la T. S. F. les véritables débats des procès sensationnels. Et pourtant on pouvait soutenir, que la loi de 1881 sur la liberté de la presse et son art. 39 instituant le privilège du compte-rendu est applicable à tous les moyens de diffusions des idées et par conséquent aussi à la radio. Il existe en effet des

(1) F. TOREL, *La police préventive des différents moyens d'expression de la pensée.*

(2) BANGAL, *La censure cinématographique*, p. 13 à 29.

(3) Cité par AUBRY, *La contagion du meurtre.*

(4) E. GARÇON, *Du crime dans ses rapports avec l'art dramatique et la littérature.*

arrêts qui admettent l'application de la loi sur la presse à la radio en matière de diffamation. Il en existe par contre qui ne l'admettent pas et notamment en matière de droit de réponse. La question reste ouverte. L'Amérique cependant connaît la radiodiffusion des débats criminels (1).

En résumé, il faut constater, que, dans son actuel état, la radio ne peut être considérée comme un des moyens qui influent sur la criminalité.

VI. — La Littérature.

Nous avons laissé pour la fin le facteur qui est certainement plus important que les autres. C'est la question de l'influence de la littérature sur la criminalité. Nous voulons rattacher de cette manière la question à celle de l'influence de la presse et de ses récits criminels qui sera étudiée immédiatement après. La presse, cette improvisation écrite, peut être en définitive considérée comme une des formes de la littérature contemporaine (2). La littérature criminelle de la presse doit être considérée comme une partie de l'immense champ de la littérature *lato sensu*.

Nous ne voulons pas décrire ici l'influence de la littérature en général, c'est seulement en tant qu'elle est liée à la presse criminelle que nous nous demandons : 1^o quelle est la place du crime dans la littérature ; 2^o quelle est l'influence de la littérature s'occupant du crime sur l'accroissement de la criminalité ?

a) *Le criminel dans la littérature.*

183. — Il faudrait répéter ici ce qui a été dit lors de l'étude de la place que tient le crime au théâtre. L'amour et le crime sont les deux grands sujets de la littérature de tous les temps. On n'a ici que l'embarras du choix pour citer les noms : Schiller (3), Tolstoï (4), Dostoïewski (5), Emile Zola (6), Coppée (7), Paul

(1) *Journal des Débats* du 6 novembre 1928, raconte l'histoire de radio-diffusion des débats du procès des meurtriers du Général Obregon au Mexique.

(2) Alfred NETTEMENT, *La littérature française*.

(3) *Les Brigands*.

(4) *Crime et châtiment*, *La maison des morts*.

(5) *Sonate à Kreuzer*, *Puissance des ténèbres*.

(6) *Thérèse Raquin*, *Germinal*, *La bête humaine*.

(7) *Le bon crime*.

Bourget (1), Gabriel d'Annunzio (2), André Gide (3), voilà une gerbe de noms célèbres, particulièrement connus par leurs préoccupations de ces questions dans leurs œuvres. Voilà pour la grande littérature.

La petite littérature s'en occupe aussi. C'est le genre relativement récent des romans policiers, dont Edgard Poë, peut être considéré comme le père. Emile Gaboriaux, Gaston Leroux, Maurice Leblanc, Marcel Allain, Pierre Véry et Georges Simenon pour la France, Edgard Wallace et Conan Doyle pour l'Angleterre se sont distingués dans ce genre littéraire.

A. — *L'influence de la littérature sur le crime.*

C'est l'éternelle question de la responsabilité des semeurs d'idées. Est-ce qu'un écrivain est moralement responsable lorsque l'application pratique des idées par lui proclamées a conduit au crime. On peut en discuter et chercher les critères de distinctions. D'après Scipio SIGHELE il y a trop de distance entre la minute où le cerveau pense et la plume écrit une idée et la minute où un autre œil la lit et une autre main s'arme (4) « *Quand un écrivain a du talent on doit tout lui permettre* » a dit Emile Zola.

184. — LES ACCUSATEURS DU LIVRE.

Mais tout en laissant de côté la question de responsabilité qui sort de notre sujet, il faut admettre que l'influence de la littérature sur la criminalité existe. Voltaire a fait ses voltairiens, Byron ses byronistes, Goethe les Werthers, Murger les bohèmes, Jules Verne les voyageurs, Loti les marins, le romantisme a créé le type de l'amoureux pâle et soupirant (5). Combien de suicides a produit la lecture de Werther (6), combien d'opiomanes a fait

(1) *Cosmopolis*, André Conalis, *Le Disciple*.

(2) *L'Intrus*.

(3) *Les faux monnayeurs*.

(4) S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 166.

(5) *Id.*, p. 162.

(6) Et voici une petite liste tirée de différentes sources, des ouvrages qui « provoquent » le suicide : 1° BYRON, *Manfred*, 2° CHATEAUBRIAND, *René* ; 3° CONSTANT Benjamin : *Adolphe* ; 4° FOSCOLO : *Jacobo Ortis* ; 5° GÖTTE : *Werther* ; 6° LAMARTINE : *Raphaël* ; 7° G. SAND : *Jacques* ; 8° A. DE VIGNY : *Chatterton*, presque seuls les prénoms masculins. En outre toutes les œuvres de SCHOPENHAUER et de M^{me} DE STAEL.

la lecture de « *Paradis artificiels* ». Combien de déséquilibrés a créé « *La Vie de Bohème* ». Combien d'idées criminelles a engendré la lecture de romans de mœurs ou policiers. SIGHELE répond lui-même à cette dernière question en présentant la liste des cas connus de crimes commis sous l'influence directe de cette littérature (1).

On connaît d'autre part l'influence du livre d'Eugène SUE : « *Le juif errant* » sur deux trop célèbres assassins du dernier quart du XIX^e siècle : Ravachol et Troppman (2), Lucien Morisset, un jeune assassin condamné à mort par les assises de Tours en 1891, dont nous avons déjà cité le nom, commet son crime sous l'influence des « *Mémoires* » du bandit Lacenaire, écrites à la Conciergerie en 1834. Lui-même dans ses « *Mémoires* » dit de Lacenaire que « *C'est un homme splendide, une puissante individualité. Son œuvre conduit à des conséquences énormes. Finirais-je comme lui ? C'est possible. Poète, voleur, assassin* (3) ». Il finit comme lui. Sur l'échafaud.

Jules VALLÈS dans un chapitre intitulé « *Victime du Livre* » de son livre « *Les réfractaires* » montre, lui aussi, l'influence désastreuse de certaine littérature sur le développement des sentiments et des actions criminelles des individus. « *Il faut regretter que les temps soient à jamais disparus, où l'on eut pu brûler sur la place de Grève le célèbre roman* » dit le Procureur général Plougoulm dans son réquisitoire dans le procès fameux du médecin Bancal, qui, sous l'influence du roman *Indiana* de George Sand tua sa maîtresse, lors d'un essai du suicide à deux (4).

185. — LES DÉFENSEURS DU LIVRE.

Mais d'un autre côté on entend les défenseurs non moins violents du livre : « *Ce n'est pas la littérature qui influence nos mœurs, c'est plutôt le contraire qui arrive. Les livres sont la pierre de touche de notre état moral, comme les fleurs sont les signes du printemps. Dire que les livres déterminent les mœurs, c'est dire que les fleurs déterminent le printemps* » selon la comparaison poétique de Guy

(1) S. SIGHELE, *loco cit.*, p. 178.

(2) BOUCHARDON, *Ravachol et Compagnie*, p. 144.

(3) S. SIGHELE, *loco cit.*, p. 178.

(4) Cité par S. SIGHELE, *loco cit.*, p. 167.

de MAUPASSANT (1). Les magistrats de la sixième Chambre correctionnelle de Paris, qui le 7 février 1857, ont prononcé la condamnation morale de Mme Bovary, ont peut être voulu en bons pères de famille et en bons époux, préserver leurs propres épouses contre des imitations funestes pour le foyer familial. Mais ils ont oublié, que c'est plutôt la pauvre Emma, qui trouvait trop d'exemples à imiter dans le cas des mille sœurs incomprises, qu'on trouvera toujours dans des chefs-lieux de sous-préfecture.

SECTION III.

La publicité des faits criminels par la presse dans ses conséquences.

Nous proposons la division suivante : Les conséquences néfastes de la publicité des faits et des actes criminels par la presse peuvent être ramenées à deux :

1^o les reportages et les comptes rendus criminels font accroître la criminalité ;

2^o ils gênent et entravent la poursuite contre les malfaiteurs.

De plus, cette publicité présente aussi des conséquences positives. C'est en premier lieu l'effet intimidant de la peine subie par le criminel, et portée à la connaissance publique par la presse.

Trois paragraphes seront consacrés à ces trois sortes de conséquences.

§ 1. — L'influence sur la criminalité.

Le rôle de la presse dans le développement de la criminalité peut être double.

A) Elle peut être *passive*. La presse en tant que moyen de propagation des idées, peut par ses récits contribuer à intensifier les différents autres facteurs de l'accroissement de la criminalité.

(1) *Id.*, p. 157.

B) Elle peut être *active*. Les récits et les comptes rendus des faits et des actes criminels peuvent directement ou indirectement constituer la cause du ou des crimes.

I. — L'influence passive.

186. — POSITION DU PROBLÈME.

Nous avons déjà dit qu'il est impossible d'attribuer la criminalité à une seule cause déterminée. Cela est vrai aussi bien en général, que pour un seul cas déterminé. Il existe plusieurs facteurs. Mais il est aussi difficile d'attribuer à l'un d'eux le rôle prépondérant, que de dire que c'est surtout par exemple la mauvaise lecture qui a poussé un individu au crime.

Tous les facteurs s'enchaînent, les tendances intérieures de l'individu se combinent avec les considérations extérieures. Comment dans ces conditions déterminer la part exacte, qui est imputable à la lecture des récits des faits criminels ? La *Société générale des Prisons* qui a voulu en 1913 résoudre la question, après avoir entendu la communication du Dr Gilbert BALLET, Professeur à la Faculté de Médecine et après avoir consacré deux séances à la discussion n'est arrivée qu'aux conclusions suivantes (1) : *La nocuité de la presse existe certainement, mais elle n'est pas scientifiquement établie*. Or, s'il était en 1913 difficile aux juristes et aux sociologues d'établir scientifiquement l'influence exacte des journaux sur la mentalité des criminels, une thèse simplifiant beaucoup la question fut posée déjà dès 1890, par le Dr MOREAU DE TOURS dans un article de *Bulletin de la Société de Médecine légale*, intitulé *De la contagion du crime et de sa prophylaxie*.

Elle est ainsi conçue : *La presse n'a qu'un rôle de propagation*, mais ce rôle est aussi assez important, assez étendu (2). Ainsi la nocuité de la presse est indirecte. Le rôle du journal est celui de propagateur de microbes. C'est le rôle de notre mouche domestique, qui ne nous fera pas même une simple piqûre inoffensive,

(1) *Société générale des Prisons* : Séances du 12 mars 1913 et du 16 avril 1913. *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 491, 518, 675 à 709.

(2) Dr MOREAU DE TOURS, *De la contagion du crime et de sa prophylaxie*, p. 69.

mais qui peut sur ses pattes nous apporter la fièvre typhoïde. Les récits et les comptes rendus des journaux sont inoffensifs par eux-mêmes, mais *ils concourent au développement des autres facteurs qui influent sur la criminalité*, et c'est en cela qu'ils sont dangereux.

Ces autres facteurs, on les a vus, sont intrinsèques à nous, à notre structure psychologique. Les récits criminels ne font que les développer, les reportages outranciers sont à la base de l'imitation, ils facilitent la contagion, ils ouvrent la voie aux épidémies criminelles.

Reprenons ces divers points :

187. — a) LE RÉCIT CRIMINEL EST A LA BASE DE L'IMITATION.

Une femme tue par jalousie. On publie son portrait dans la presse, on la plaint, on la loue. Aussitôt, elle trouve une imitatrice. Les détails donnés par la presse sur l'exécution des crimes frappent l'imagination et éveillent l'instinct d'imitation. Ainsi le crime appelle le crime. Plus le crime est retentissant, plus il est décrit par la presse, son importance exagérée encore par ces descriptions suggère davantage des imitateurs.

Déjà vers 1840, le Dr Prosper LUCAS attribue à la presse l'influence la plus contagieuse dans les différentes formes des monomanies (1). LEGRAND DU SAULLE (2) constate le pouvoir que le récit exerce sur l'imagination humaine et sur l'influence imitatrice, c'est le cas retentissant de la femme Lombard de Genève qui le 2 mai 1885 tua ses 4 enfants, puis tenta de se suicider. L'idée de tuer ses enfants lui est venue « *comme une femme l'a fait, ce qui était dans un journal* » (3). En juillet 1892, Lenoble tenta de faire sauter à la dynamite la mairie de son village. Il avoue que l'idée lui a été suggérée par la lecture du *Petit Journal*. L'assassin Voirbo imite le crime du boucher Avinain et conserve avec soin tout ce que les journaux en disent (4).

Un exemple assez saisissant de la propagation des crimes par la voie de la presse, c'est le crime d'enlèvement de mineurs

(1) Dr MOREAU DE TOURS, *loco cit.*, p. 72.

(2) LEGRAND DE SAULLE, *La folie devant les tribunaux*. Paris, 1864, p. 534 et s.

(3) AUBRY, *La contagion du meurtre*, p. 87.

(4) AUBRY, *loco cit.*, p. 95.

pour extorquer de l'argent. Ce crime inconnu en France, a été réalisé pour la première fois aux Egats-Unis dans le premier quart de ce siècle et popularisé vers 1920-1930. Il consiste dans l'extorsion de l'argent à des gens réputés riches en enlevant leurs enfants et en menaçant de les tuer. Les cas sensationnels de ce genre comme le crime de Bruno Hauptmann ravisseur et assassin de l'enfant de l'aviateur colonel Lindbergh, ont été longuement reportés par les journaux français. L'imitation a joué. Quelques mois ne sont pas passés, et la France a connu les premiers cas d'enlèvement des enfants, dont un rapt célèbre à Marseille. La loi du 14 janvier 1937 tendant à modifier l'art. 355 du Code pénal, qui réprime l'enlèvement ou détournement de mineurs est venue réglementer cette nouvelle matière jusqu'alors inconnue.

188. b) LE RÉCIT CRIMINEL FACILITE LA CONTAGION CRIMINELLE.

Le Dr A. VIGOUROUX raconte ainsi le mécanisme de cette contagion : « Ils lisent premièrement avec une certaine répulsion, puis, leur sensibilité émoussée par l'habitude, avec indifférence, ensuite avec complaisance, intérêt passionné, si bien que le jour où sous l'influence d'un besoin pressant, d'une passion exaltée, l'idée d'un crime se présente à eux, non seulement cette idée ne provoquera pas de réaction de la part de leurs sentiments moraux affaiblis, mais leur mémoire leur fournira une ample provision des faits criminels analogues (1) »

189. — c) LE RÉCIT DES FAITS CRIMINELS OUVRE LA VOIE AUX ÉPIDÉMIES CRIMINELLES.

Si par hasard deux suicides sont commis par la chute d'un rocher, et si la presse les relate, aussitôt il se trouvera une troisième, une quatrième personne pour se suicider au même endroit. La presse s'en réjouit, donne des descriptions plus détaillées, qui amènent de nouveaux désespérés et ainsi de suite. Un cercle vicieux est créé. Et cela dure jusqu'au moment où tous les candidats au suicide du département viennent faire leur pèle-

(1) Réponse sur l'enquête sur la presse. *La Revue* du 15 janv. 1911, p. 129.

rinage au rocher devenu légendaire, ou jusqu'à ce que l'autorité publique intervienne.

Il en est de même pour les épidémies que déterminent les crimes au vitriol ou pour les séries de cadavres coupés en morceaux.

190. — d) ÉLÉMENTS EXTÉRIEURS.

A côté de faits intrinsèques, il faut noter certains faits extérieurs. Reprenons-les.

Le progrès scientifique. — Si le progrès scientifique facilite la technique criminelle, la presse ne fait qu'aggraver le mal. C'est par la presse que le grand public apprend qu'il existe par exemple un poison qui ne laisse pas de traces sur le cadavre.

Les mœurs. — Les comptes rendus des procès des mœurs propagent les mauvaises mœurs en les portant à la connaissance publique. On connaît l'habileté et l'adresse avec lesquels les journaux savent présenter les détails démoralisants, qui ne perdraient rien en restant non-dévoilés :

Le théâtre et le cinéma. — Ici la question se pose un peu différemment. Combien de blasphèmes ont été proférés contre les mauvais exemples, pris dans les pièces théâtrales ou films, qui ne représentent que des drames imaginaires dans des décors de papier maché. Or, la presse, elle, représente dans ses récits les drames vrais, avec les décors vrais des cours d'assises. Ceux qui attaquent le théâtre ne peuvent pas nier que la presse est plus dangereuse.

La littérature. — Même solution. La littérature et la presse doivent en général exercer les mêmes influences, sauf toutefois deux différences. Le journal est plus dangereux que le livre : 1^o parce qu'il coûte moins cher et peut par conséquent être plus répandu ; 2^o parce qu'il relate des faits vrais, quand le livre n'est en général, qu'une œuvre de l'imagination. On répondra peut-être que les faits d'imagination peuvent révéler la même force démoralisatrice, que les faits vrais. Cependant dans un récit d'une poursuite criminelle, ou dans un compte rendu d'audience il y aura toujours plus de vérité que dans un roman policier, l'action sera toujours plus immédiate, plus directe ; telle sera aussi son influence.

II. — L'influence active.

191. — POSITION DU PROBLÈME.

Mais ce n'est pas à cette propagation des éléments d'augmentation de la criminalité que se borne le rôle des récits des faits et des actes criminels. A la lecture des faits criminels dans la presse on attribue un réel approfondissement du mal. Cette fois, ce n'est plus comme un moyen de transmission, que la presse est considérée, mais à cause de son influence directe et de son rôle actif. Voici les principaux griefs :

- a) les récits des faits criminels constituent une école pour les criminels ;
- b) ils habituent les gens au crime.
- c) en exaltant le criminel et ses exploits, ils flattent la vanité humaine et poussent les individus sur le chemin du crime.

Ces trois sortes de questions seront successivement présentées.

On se demande aussi si l'influence exercée sera la même sur les adultes normaux, et sur les mineurs. Nous étudierons cette question après les premières.

A. — *Les griefs contre les récits de crimes.*

192. — a) LA PRESSE CONSTITUE UNE ÉCOLE POUR LES VOLEURS ET LES ASSASSINS.

Elle constitue le meilleur apprentissage du crime. Le malfaiteur peut suivre tous les détails d'un crime, il apprend les précautions qu'il doit prendre, les explications qu'il doit opposer à la justice. Maurice Dekobra, auteur qui a de l'esprit, présente ainsi l'état de choses : « Les journaux modernes sont le livre d'or du vol et de l'assassinat. Jamais les directeurs de ces feuilles populaires ne sauront la reconnaissance émue, que leur vouent les escarpes, les rôdeurs de grands chemins, les voleurs, les escrocs et les aigrefins. Quel enseignement pour un apprenti cambrieur que 4 colonnes de texte serré sur telle villa dévalisée ou sur tel château saccagé par une bande noire bien organisée. Quels profits à tirer de tous ces détails fidèlement rapportés par

un journaliste consciencieux. Et ces photographies des lieux, avec une croix noire sur le mur à l'endroit de l'escalade, ou sur la fenêtre par laquelle les meubles de prix furent descendus par les audacieux bandits. Quelle meilleure leçon des choses un débutant pouvait-il espérer (1). »

Le criminel saura par la presse quels sont les nouveaux procédés, les armes de choix, comment il faut s'en servir, comment rechercher la victime, éviter le bruit, déjouer les ruses de la police, s'échapper. Il y a beaucoup de choses qu'un criminel débutant ou prédisposé peut apprendre des reportages et comptes rendus des poursuites et des procès criminels. Les enfants achèvent leur instruction dans les journaux. La presse est d'après Alfred FOUILLÉE, la grande école primaire (2).

En 1936, dans la ville de Sosnowiec (Pologne) un retentissant empoisonnement avait été commis par un ingénieur chimiste sur la personne de sa femme. On a utilisé comme poison, le thalium, corps peu connu, qui n'a pas laissé de traces sur le corps de la victime. Le procès suscita dans le pays une émotion énorme et les journaux eurent la joie de rendre compte pendant plusieurs semaines des discussions plus ou moins scientifiques sur les propriétés du poison. Or, jamais avant 1936 aucun criminel n'avait eu l'idée d'utiliser le thalium pour l'empoisonnement. Mais après ce procès sensationnel, on trouve en Pologne entre 1936 et 1939, trois cas suspects d'empoisonnement par ce métal.

193. — b) LES RÉCITS DE PRESSE HABITUENT LES GENS AU CRIME, A LA VUE DU SANG, et à l'émotion de la présence du cadavre, ils nous préparent psychologiquement au crime. Ce n'est plus ici l'enseignement des détails et des moyens pratiques pour commettre un crime, c'est la préparation psychologique, telle que lorsque l'occasion s'en présentera, elle ne trouvera aucune résistance, aucun élément de répulsion pouvant nous arrêter. On n'hésite pas un instant, on accepte le crime, comme nécessaire, on y est habitué. Cette position psychologique, est l'œuvre des récits faits par la presse (3).

(1) DEKOBRA, *Mémoires de Rat-de-Cave*, p. 47.

(2) A. FOUILLÉE, *Les jeunes criminels*.

(3) P. AUBRY, L'influence contagieuse de la publicité des faits criminels. *Archives d'Anthropologie criminelle*, 1893, p. 574.

« Familiarisez les esprits, dit Alfred FOUILLÉE avec l'idée du crime, vous les prédisposerez au crime tout comme les professions où l'on est habitué à répandre le sang des animaux fournissent un plus grand nombre d'homicides (1). »

On a objecté qu'il y a loin d'une simple tentation trouvée dans un récit de journal, et par cela de l'intention, du projet, ou de la préparation, à l'exécution d'un crime, et que l'individu capable de parcourir ce chemin jusqu'au bout n'avait guère besoin de la pauvre suggestion d'un journal pour devenir criminel (2).

Plus encore : Il a été soutenu qu'« on ne peut faire aucun mal aux hommes en leur proposant des idées. Que résulterait-il, en effet, d'un journal qui dirait que le soleil n'est pas lumineux, que le parricide est légitime, que le vol est permis, que l'adultère n'est point un crime » (3).

Mais il ne s'agit pas ici, rappelons-le, de présentation d'actes criminels sous une forme attirante et capable de provoquer une imitation réfléchie. Telle n'est pas d'ailleurs la plupart du temps la forme que revêtent les crimes dans les relations des journaux. C'est une sorte d'accoutumance du crime, qu'ils provoquent chez l'individu, familiarisation théorique avec le meurtre par les récits de la presse. FOUILLÉE demande : « à force de répéter que l'adultère n'est pas un crime, pensez-vous que vous ne l'encouragez point ? » (4).

194. — c) LES RÉCITS DE FAITS CRIMINELS EXALTENT LE CRIMINEL ET SES EXPLOITS.

Ils flattent ainsi la vanité humaine.

L'année 356 avant notre ère Erostrate incendia le temple de Diane à Ephèse, une des sept merveilles du monde ancien, pour faire passer son nom à la postérité. Il y réussit malgré le décret de la peine de mort qui défendait de prononcer son nom.

La vanité est la plus répandue des tares humaines. Le désir de la gloire inspire les poètes, les artistes et les écrivains. Le

(1) Réponse sur l'enquête de *La Revue* sur la presse, 1910, p. 715.

(2) D^r MANOUVRIER, dans l'enquête *La Revue*, 1911, p. 503.

(3) HALBACH, cité par FOUILLÉE, Les jeunes criminels, l'école et la presse. *Revue des Deux Mondes*, 15 janv. 1897, p. 436.

(4) FOUILLÉE, *loc. cit.*, p. 436.

désir de voir son portrait dans les journaux donne souvent l'impulsion aux réussites sur le terrain des sports ou des concours. La presse offre et indique le moyen de parvenir à la célébrité.

Il en est de même sur le terrain du crime. La presse fait tout pour donner au nom du criminel le plus de publicité possible. Un procès c'est le spectacle de l'audience, c'est la grande vedette, c'est le nom sur la bouche de tout le monde, les photos en première page, les interviews, c'est souvent l'avenir en cas de condamnation pas trop sévère, ce sont les mémoires, les contrats, les engagements. On comprend l'intérêt que le grand criminel manifeste à voir sa photo en bonne place.

On peut multiplier les exemples : Gabrielle Bompard, héroïne célèbre d'un procès en 1890 de l'assassinat de l'huissier Gouffé, demande au procès « si la presse était gentille pour elle » et si elle a fait des commentaires favorables à ses toilettes (1). Laccenaire s'informe si ces photos se vendent bien sur les boulevards (2). Ravachol anarchiste et assassin vulgaire se vante en 1892 disant « chacun de mes doigts a tué un homme » (3). Auguste Drevelle — 16 ans, assassin de son patron, pâtissier de Charenton — avoue qu'il aspirait à devenir un criminel de marque dont les journaux parleraient (4). Vasko, jeune russe qui en 1908 massacra une famille entière est fier et dit : « toute la capitale est occupée de mes gestes. Mes camarades voient bien maintenant que j'étais capable de faire parler de moi ». Lepaye, assassin de sa bienfaitrice : « Il y aura beaucoup de monde en cours d'assises et les journaux parleront de moi. »

Après ces exemples de criminels ordinaires, il est facile de comprendre le désir de la gloire chez les criminels politiques. Orsini, auteur d'un attentat contre Napoléon III en 1858, s'appelle « l'amoureux de la gloire » et Fieschi, auteur de l'attentat contre Louis-Philippe signe en 1835 : « Le régicide Fieschi. »

Raymond Hesse note que plusieurs fois on a trouvé au moment de l'arrestation dans les poches des criminels des coupures de journaux commentant leurs exploits (5).

Il existe une facile contre-argumentation à propos de tous

(1) SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 215.

(2) *Id.*, p. 215.

(3) BOUCHARDON, *Ravachol et Compagnie*.

(4) AUBRY, *La contagion du meurtre*, p. 92.

(5) *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 686.

ces exemples. On dira : Ce n'est pas pour *la gloire* dont les journaux entourent le criminel qu'il travaille et expose sa vie ou sa liberté, c'est pour un résultat plus tangible et moins idéaliste. C'est le plus souvent pour l'argent (1). Cette argumentation ne repose que sur un malentendu. Il est évident que le criminel, sauf de très rares exceptions, au moment du crime croit qu'il échappera au châtimement. Il faut être psychiquement malade pour risquer les travaux forcés ou la guillotine pour le seul plaisir de voir sa photographie s'étaler en première page des journaux (2). Mais il accepte le risque *professionnel* de l'arrestation, et dans ce cas, il voit le mirage de la *gloire*, résultant des grandes manchettes.

B. — *Les adultes et les mineurs.*

195. — a) L'INFLUENCE SUR LES ADULTES : 1^o LES CATÉGORIES DE DÉLINQUANTS.

Une chose est incontestable : l'action de la presse sur les individus est différente suivant ce qu'on appelle *le terrain mental*. Cela veut dire qu'elle sera autre sur un adulte normal que sur un enfant anormal.

Mais dès qu'il s'agit de classer les individus dans les différentes catégories, les aliénistes et les juristes ne peuvent s'entendre.

Le nombre de personnes qui n'achètent le *Petit Journal* ou le *Paris-Soir*, que pour lire le crime du jour et en connaître les plus intimes détails est très grand, elles restent pour la plupart du temps honnêtes. « *Certes, personne ne soutiendra*, dit Henry JOLY (3) *qu'il suffit un récit d'un acte honteux ou criminel pour donner à qui le lit ou l'entend la tentation de l'imiter. Personne même ne niera que la révélation de certains actes provoque dans les natures plus délicates un sentiment de répulsion qui les porte à se dérober à l'influence corruptrice et même à réagir énergiquement contre elle.* »

La difficulté réside en la détermination de critérium de classement des individus soumis ou non à l'influence de la presse.

(1) La réponse du Dr GRASSET dans une enquête sur la presse dans la *Revue* du 15 décembre 1910, p. 722.

(2) *Id.*, p. 721.

(3) Réponse sur une enquête sur la presse de *La Revue* du 15 janvier 1911, p. 191.

Ce critère a été proposé par le Dr Gilbert BALLET, professeur à la Faculté de Médecine de Paris (1) qui donne une classification assez séduisante :

1° Les criminels grossiers, les bêtes-brutes. Sur eux, la presse n'exerce aucune influence. Tout simplement ils ne lisent pas. Souvent ils ne savent pas lire. C'est la catégorie au-dessous de la suggestion.

2° Les criminels cultivés, les escrocs, les criminels d'argent du grand style. Ici de même pas d'influence de la presse. Ils méprisent la presse qui souvent découvre leur jeu ; ils savent d'ailleurs au besoin la forcer au silence. C'est la catégorie au-dessus de la suggestion.

3° La catégorie moyenne se plaçant entre les deux autres classes. Ce sont les individus appartenant à des milieux différents, surtout jeunes et possédant une instruction primaire, qui, possèdent presque toujours certaines tares héréditaires, certaines dégénérescences. Ce sont ces gens qui ont dans leur esprit une certaine tendance à être impressionnés par les récits de la presse. On les a appelé les criminels latents ou les prédisposés. C'est chez eux que les récits des crimes donnent les idées des actes ou au moins le mode de réalisation et les moyens.

Le mécanisme de cette influence peut être décrit comme suit : « Un homme que ses antécédents prédisposent aux affections nerveuses, peut renfermer dans les replis les plus profonds de son âme, des passions terribles qui n'attendent qu'une occasion pour se faire jour. La lecture de faits divers, racontés avec les détails les plus circonstanciés, suffit pour faire éclater d'une manière irrésistible des passions jusque-là comprimées (2). » L'idée s'empare de cet esprit faible comme une sorte de fatum contre lequel toute lutte est impossible (3).

(1) Communication à la Société générale des Prisons le 12 mars 1913. *La Revue pénitentiaire*, 1913, p. 492.

(2) M. Marcel BRIAND lors de la discussion dans la Société générale des Prisons. *Revue pénitentiaire*, 1913, p. 696.

(3) MANDSLEY, *Le crime et la folie*, cité par FOUILLÉE, *Les jeunes criminels*, p. 438 et 443 ; SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 210.

196. — a) L'INFLUENCE SUR LES ADULTES : 2^o LA RESPONSABILITÉ LE LA PRESSE.

Quel est au vrai la responsabilité de la presse, dans toutes ces théories psycho-médicales ? Peut-elle être tenue responsable s'il existe des malades qui tirent des récits des journaux des conséquences inattendues ? Lorsqu'un diabétique se fait une blessure légère il meurt, mais ce n'est pas la blessure qui le tue ; elle ne fait que révéler un état pathologique qu'un autre accident quelconque aurait rendu aussi funeste (1). Les récits de la presse sont-ils vraiment la cause de la criminalité ?

Pour répondre à cette question, il faut faire une distinction de base. Il existe deux causes de crime : la cause organique et la cause occasionnelle.

La cause organique, la condition première de la criminalité réside dans la prédisposition de l'individu, dans son hérédité dans son esprit morbide. Mais elle ne suffit pas. Pour que le crime soit commis il faut une autre cause, une cause occasionnelle, une cause déterminante.

La presse par ses récits ne joue que le rôle de la cause déterminante, sans cette cause, la cause prédisposante ne suffit pas ; mais la seule cause déterminante ne suffit pas aussi. L'effet produit dépendra aussi bien du contenu antérieur de l'esprit que de l'occasion.

Plus encore. La lecture des récits détaillés des crimes peut suggérer des actes criminels, elle peut être la cause déterminante, mais aussi n'importe quel phénomène peut constituer cette cause. Par exemple n'importe quelle lecture, même la plus édifiante, peut constituer cette cause déterminante (2). La presse c'est la flamme qu'on approche d'un morceau de paille. Il serait exagéré d'attribuer seulement à la flamme la cause de l'incendie, mais il serait également absurde de soutenir que le feu a pris sans elle (3).

Si on veut maintenant résumer, et ce sera notre conclusion

(1) Paul BOURGET, cité par SIGHELE, *loco cit.*, p. 156.

(2) D^r MOREAU DE TOURS, *De la contagion du crime et de sa prophylaxie*, p. 75, Communication du D^r LADAME au III^e Congrès d'Anthropologie criminelle à Bruxelles le 8 août 1892. *Revue critique*, 1892, p. 621. Réponse du D^r MANOUVRIER sur l'enquête de la *Revue*, 1911, p. 502.

(3) SIGHELE, *loco cit.*, p. 182.

principale de ce chapitre, les considérations qui suivent n'étant qu'additionnelles, *les récits de faits criminels par la presse peuvent constituer la cause déterminante des crimes, mais seulement chez des individus spécialement prédisposés par certaines tares psychologiques ou héréditaires.*

197. — b) L'INFLUENCE SUR LES ENFANTS.

Quelle est enfin l'influence des récits étudiés par nous sur les enfants ? Il ne faut pas oublier en effet que les enfants lisent les journaux. Ils achèvent leur instruction dans tous les domaines par les journaux. Il est bien évident que la rubrique criminelle constitue le gros de cette lecture.

Comme il résulte de sa nature, l'enfant est spécialement prédisposé à l'influence des récits criminels de la presse. La sensibilité, l'impressionnabilité de l'enfant, sa disposition à l'imitation, la perspective des avantages l'emporte sur l'appréhension de la peine, le goût de l'aventure violente et dangereuse, la passion du risque, de la vie jouée comme un défi à toutes les disciplines sociales, le désir de voir son portrait reproduit par la presse, toutes ces dispositions du caractère du mineur, peuvent jouer comme des éléments facilitant l'influence de la presse (1).

Il est aisé de citer des exemples. M^e Henri Robert avoue que quand il entra dans la cellule de jeunes criminels, leur première question était : que dit-on de moi dans les journaux (2).

En 1881, F. Lemaître, 15 ans, entraîne un enfant chez lui, lui plonge un couteau dans le ventre et comme il crie, lui coupe la gorge. Il a lu le récit d'un exploit identique fait par Menesclou en 1880.

En 1909, deux petits bergers suisses Eugène et Joseph Jacquiart, 16 et 14 ans, assassinent sous l'influence de la lecture des journaux, tous les habitants de la ferme de Jully en Suisse, en tout 5 personnes pour se procurer des fonds pour aller en Afrique à la chasse des bêtes sauvages.

Il résulte de ces considérations que tous les mineurs sans exception, normaux ou anormaux, doivent être classés dans la catégorie des individus *prédisposés* à l'influence de récits crimi-

(1) Communication du D^r BALLET, *loc. cit.*, p. 494.

(2) Discours prononcé le 29 mai 1914 à l'Assemblée générale de *La presse pour tous*.

nels. Toutes les conséquences liées à l'influence de la presse sur les prédisposés, s'appliquent aux enfants. On a reconnu ce fait, en réglementant la question par les lois de 1912 et 1942 relatives à l'enfance délinquante.

§ 2. — Influence de la publicité des faits criminels sur la poursuite des malfaiteurs.

Cette influence est différente dans chacune des deux phases de la poursuite : l'instruction préparatoire et l'instruction définitive.

I. — Conséquences sur l'instruction criminelle.

198. — On rencontre sur ce terrain des points de vue différents. Un journaliste affirmera que la presse rend des services incomparables aux instructions criminelles, un juriste jurera au contraire qu'elle les fait échouer.

Nous partageons plutôt cette dernière opinion. La presse par ses reportages des instructions en cours, nuit le plus souvent et il faut être très prudent quand on veut utiliser ses services. Ces reportages constituent une source d'informations incomparable pour les criminels. Ils renseignent sur la direction des soupçons du juge d'instruction, ils instruisent comment les éviter, comment déposer lors des interrogatoires, enfin, ils sont utilisés pour faire disparaître les preuves. Tout cela est évident, et rappelons encore une fois, que ce sont ces arguments, qui ont déterminé la règle du secret de l'instruction criminelle.

II. — Conséquences sur les débats.

199. — a) LA PRESSE AGIT EN FAVEUR DE L'ACCUSÉ.

Lors des débats criminels les journaux s'occupent surtout — on la vu — de la personne de l'accusé. La victime est oubliée. Ainsi, le sens moral du procès est faussé, l'intérêt et très souvent la sympathie sont attirés sur la personne du criminel et se détournent de la victime. C'est surtout dans le procès dit passionnel que cette situation se présente. C'est le criminel qui est au premier plan, qui est intéressant. De même qu'on oublie l'ori-

gine de l'argent chez un homme riche, ou les moyens malhonnêtes chez un puissant gouverneur, ainsi on oublie aussi la victime devant un type intéressant d'accusé (1). Les criminels le savent et ils s'arrangent pour se créer les apparences les plus favorables. Les femmes accusées savent jouer leur rôle mieux encore que les hommes. Il existe le type de l'accusée *innocente*. Le cas de Mme Manson, spécialiste des évanouissements, est passé dans la littérature (2). M. FARALICQ raconte le cas de Jeanne Wéber qui, en 1905 et 1906, a étranglé 4 enfants, et qui par ses apparences d'innocence éloquemment propagées par la presse, se fait 4 fois acquitter par le jury. En 1907, elle étrangle de nouveau un enfant à Chateauroux, et bénéficie cette fois d'une ordonnance de non-lieu comme irresponsable (3).

Il faut reconnaître que les journalistes tombent assez facilement dans le piège. D'un autre côté, on a observé à différentes reprises que lorsqu'une femme — journaliste donne un compte rendu du procès d'une femme — accusée, cette dernière n'est jamais représentée dans le récit autrement que comme une pauvre victime des appétits des hommes, ou au moins des adversités de la vie difficile, lâchement abandonnée par ceux qui lui devaient l'aide et l'assistance, exploitée et malheureuse.

Ce qui est grave, c'est qu'un « lecteur moyen », un homme qui de sa province suit un procès par simple curiosité, se croit en droit, après avoir lu les relations de la presse, de juger et de se prononcer sur la culpabilité de l'accusé. La presse crée ainsi l'opinion.

200. — b) LA PRESSE AGIT CONTRE L'ACCUSÉ.

Mais la situation contraire se présente encore le plus souvent. L'opinion de la presse et, par elle, l'opinion publique se dressent contre l'accusé. Il est dès la première audience condamné par les journalistes. Il est souvent difficile d'expliquer psychologiquement pourquoi dans certains procès l'opinion de toute la presse est déchaînée contre l'accusé, contre lequel cependant il n'existe

(1) SIGHELE, *Littérature et criminalité*, p. 217.

(2) G. LENÔTRE, *Les dossiers de police*, p. 204.

(3) FARALICQ, *Cours de police scientifique à l'Institut de Criminologie de Paris*, 1941-1942. Treizième Conférence.

que des preuves très discutables. La célèbre affaire de M^{me} Lafarge en est un exemple.

Dans une petite ville du Limousin, de 12.000 habitants, Tulle, chef-lieu du département de la Corrèze, la petite province-type, où tout le monde se connaît, se juge en 1840, un procès qui va tenir en haleine plus que tout le pays, presque le monde entier. La presse populaire s'empare de l'affaire. De graves indiscretions sont commises lors de l'instruction. Tous les détails de l'affaire sont décrits, l'acte d'accusation est publié avant même qu'il ne soit connu de la défense.

L'accusée, une jeune femme de 24 ans, empoisonneuse de son mari après une année de vie commune, comme le proclame gravement l'acte d'accusation. Aucune preuve, seules des présomptions. Pourquoi l'opinion publique du pays a-t-elle pris position contre elle ? Nous ne savons pas. Peut-être parce qu'elle était jeune et belle ? Il n'y a rien de plus méchant que la petite province.

Le fait est que l'opinion publique lui devient hostile et que c'est la presse qui a orienté cette opinion. Dès ce moment, elle est condamnée. C'est en effet l'esprit des jurés qui est faussé par la presse. La suggestion est directe : les jurés lisent les journaux ; elle est aussi indirecte : l'opinion publique influencée par la presse influence à son tour le juré. Durant tout le procès, de tous les côtés on lui répète la même accusation, sa propre femme le matin, ses amis, ses enfants, même sa femme de ménage. L'accusée est condamnée à l'unanimité des voix des journaux et à la majorité des voix des jurés. Condamnée aux travaux forcés à perpétuité, elle n'est graciée qu'après douze années en 1832, trois mois avant sa mort.

Nous nous sommes permis de parler de cette vieille histoire parce qu'elle met en relief l'influence que peuvent jouer les récits circonstanciés de la presse sur l'esprit des juges ; de la presse, qui n'était à cette époque, encore qu'à ses débuts. Il y a d'autres exemples aussi frappants. Les procès politiques qui ont été éliminés de notre étude donnent à la presse d'opinion l'occasion des comptes rendus les plus tendancieux peut-être. L'influence de la presse dans ce cas est contrecarrée, il est vrai, par l'orientation politique du journal. On sait que suivant l'opinion politique de l'inculpé, il sera loué dans les journaux de la même opinion ou au contraire, vilipendé, dans ceux de l'opinion contraire, peu importe qu'il soit coupable ou innocent.

§ 3. — Les conséquences positives des récits criminels.

A côté des influences funestes certaines de la publicité exagérée des faits criminels par la presse, il faut aussi reconnaître à cette publicité certains avantages :

1^o La nouvelle que le criminel, dont les méfaits ont été largement reproduits dans la presse a obtenu sa condamnation, produit un puissant effet d'intimidation.

2^o Le grand public apprend par ces récits les moyens de se sauvegarder contre les criminels.

3^o Les signalements des personnes par la presse profitent souvent à l'arrestation des coupables.

4^o Ces récits permettent le contrôle de la justice par l'opinion publique.

I. — Effet d'intimidation.

201. — L'avantage essentiel de cette publicité est d'ordre moral. C'est l'effet d'intimidation, l'exemplarité, qui a été déjà noté à propos de la publicité de la peine de mort. Les récits criminels dans la presse, ce n'est pas seulement les comptes rendus des audiences, c'est aussi la publication du jugement. Or, si les récits révèlent les mauvais exemples et les tares humaines, s'ils nous enseignent la technique criminelle, le jugement prononcé à la fin et également publié annihile tous ces mauvais résultats. Il démontre clairement, comme dans une table pour les enfants, comme dans un film américain, que tout s'arrange à la fin, que les méchants sont punis et les bons récompensés.

L'argument est frappant. Ainsi le journal serait libre de tout dire et de tout faire à la condition, en conclusion, de condamner le mal. Les journaux peuvent consacrer des colonnes au crime, propager tous les maux humains, il leur suffira de publier en quelques lignes le jugement survenu pour nous dire : Tout cela n'était rien, voilà ce qui vaut : le jugement qui stigmatise le crime.

Cette argumentation ne paraît pas très convaincante. « *Ce qui est frappant dans les récits criminels, c'est surtout les circonstances du crime, le bruit fait autour du criminel, les incidents de son pro-*

cès, et pas du tout les mesures de répression prises à son égara (1). » Quand on lit les détails des exploits des bandits, pleins d'admiration pour eux, on ne pense pas à ce qui arrivera plus tard, ni au jugement, ni à la peine qui peut être prononcée. L'effet intimidant de la publication de la peine existe, mais il ne change en rien les effets désavantageux de la publicité des faits. Cet effet serait exactement le même si la presse limitait son rôle à publier le jugement sans rien y ajouter.

II. — La préservation sociale.

202. — Une autre conséquence avantageuse de la publicité de l'activité des criminels, c'est le rôle de préservation sociale que la presse exerce. Les récits constituent un avertissement pour le public devant les moyens utilisés par les malfaiteurs. Ce n'est pas seulement l'école des criminels, mais c'est aussi l'école du public. Et ce sont les premiers qui le comprennent le mieux. Certains cambrioleurs, les voleurs de concierges, les spécialistes de certains vols classiques ne tiennent pas à lire leurs exploits dans les journaux, qui divulguent leurs *trucs*, leurs systèmes et dernières inventions. En lisant, le public apprend à se prévenir contre les ruses des criminels. On a dit que même la publication des portraits est éducative. Le public apprend qu'un criminel ressemble parfois d'après sa mine à un *bon bourgeois* et qu'il n'est pas besoin de posséder une figure inquiétante pour être un voleur de profession.

Ainsi, c'est par les récits de la presse que le grand public s'accoutume aux méthodes utilisées par les malfaiteurs professionnels, les divers genres de vol, les escroqueries ingénieuses mais classiques. Ce n'est qu'à partir du développement de la presse que se raréfie le type du paysan qui vient dans la capitale pour faire un bon placement et qui revient dans son village sans argent mais après avoir acheté un autobus ou la colonne Vendôme.

C'est ce bénéfice net qui doit être inscrit à l'actif de la presse. Mais ici aussi la même question se pose de savoir s'il n'est pas possible de le concilier avec une forme moins désavantageuse

(1) Dr Gilbert BALLET, Communication à la Société générale des Prisons, *loco cit.*, p. 498.

du reportage criminel. Enseigner la défense contre le crime, d'accord, mais non en enseignant en même temps le crime même. Malheureusement la question n'est pas si facile à résoudre.

III. — Le signalement des individus et des objets.

203. — Nous avons déjà attiré l'attention sur les résultats positifs que la presse donne à l'instruction criminelle par la diffusion du signalement des prévenus et des objets volés ou disparus. Il arrive très souvent que le criminel est arrêté et un objet de grande valeur découvert, grâce à la description du journal. Ce sont surtout les journaux américains qui se vantent d'avoir fait découvrir grâce à leurs informations ou récompenses le plus grand nombre de criminels. Les magazines très répandues en Amérique publient les photographies qui leur sont fournies par la police. Grâce à la revue *Liberty*, le Département de la Justice a pu arrêter en se servant des indications apportées par ses lecteurs, trois gangsters célèbres du Kansas : Nelson, Floyd et Galatas. Les revues spécialisées dans les récits criminels, comme par exemple *True Detective Mysteries*, *Master Detective* ou *Real Detective*, consacrent habituellement une page entière aux photographies des criminels recherchés par la justice en augmentant de 100 dollars la récompense officielle. Ces magazines collaborent habituellement avec la police, garantissent le secret à leurs informateurs, transmettent les indications à la police sans révéler aucun nom, et grâce aux primes en argent, ils ont pu contribuer à la capture d'un grand nombre de criminels (1).

Dans la pratique française, il est souvent arrivé que la publication de descriptions ou de photographies d'un objet volé de valeur, comme par exemple un tableau de maître ou un bijou a empêché la vente ou l'exportation de cet objet.

On ne peut nier ces résultats positifs de la publicité faite aux crimes. Mais ici, comme lors des précédents arguments on doit observer qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le côté positif et le côté négatif. La difficulté est de convaincre la presse de publier les informations utiles et de s'abstenir de publier les autres.

(1) H. M. ROBINSON, *La science contre le crime*, p. 124.

IV. — Le contrôle de la légalité de la justice.

204. — Mais, il s'agit encore de quelque chose de plus que de l'intimidation ou de l'enseignement, il s'agit de l'ordre moral public. Les récits de la presse consacrent la règle de la publicité de la justice et toutes les garanties qui en découlent. Le haut principe du contrôle de la justice par l'opinion publique y trouve sa réalisation. Nous avons vu qu'il est à la base de toutes les réglementations légales, et nous le retrouvons comme une des conséquences positives de la publicité.

Il nous paraît que c'est ici que se résument toutes les difficultés. Les désavantages de la publicité du crime par la presse sont profondes, les avantages sont discutables, mais ce qui est impossible à briser c'est cette alliance sur notre terrain de la sainte règle de la liberté de la presse avec la non moins sainte règle de la publicité de la justice.

Faisons un peu de prophéties. Si les arrêts du destin, ou plutôt le sort des armes nous amenait le régime autoritaire, avec les vieilles formes s'écrouleraient et la liberté de la presse et la publicité de la justice criminelle. Cela ne signifiera peut-être pas l'étatisation de la presse, mais ce sera toutefois la presse dirigée et la fin du reportage criminel. Si par contre la fortune nous prépare, après le dernier communiqué de guerre, le retour de la démocratie, même transformée par la suite des épreuves passées, il est facile de prévoir aussi le retour des mœurs d'autrefois dans le domaine des récits criminels. Dans le premier cas, la rédemption de la presse s'effectuerait *ipso facto*. Dans la presse dirigée, la chronique noire est supprimée purement et simplement. Dans l'autre cas, il faudrait rechercher ailleurs les remèdes nécessaires.

C'est à la recherche de ces remèdes que sera consacré le dernier chapitre.

CHAPITRE III

LES REMÈDES

La chose paraît maintenant bien établie. Les influences nuisibles de la chronique criminelle de la presse existent, elles ne doivent pas être exagérées, mais elles existent réellement. Il faut maintenant établir de quel côté on peut chercher le remède.

Ces remèdes peuvent venir de trois sources : 1° de la législation ; 2° des journalistes ; 3° des lecteurs eux-mêmes.

SECTION I.

Les remèdes législatifs.

205. — On a déjà vu, qu'il ne faut pas espérer trop de l'intervention du législateur dans cette matière. Tous les essais n'ont donné que des résultats minimes.

Avant de les reprendre, il faut résoudre une question liminaire : Est-ce que chaque essai de réglementation des histoires criminelles de la presse doit être considéré comme un attentat contre la liberté de la presse ? Il nous paraît évident que non. Il faut faire une distinction. La liberté de la presse est créée et proclamée sainte seulement en politique, elle ne devrait être considérée comme telle dans les autres domaines, sinon nous assisterions à cette chose absurde de ne plus pouvoir réglementer ni punir la presse pour la diffamation, l'injure ou la pornographie. La confusion qui existe est soutenue par ceux qui ont l'intérêt à cacher leurs desseins sous la couverture de la liberté de la presse, pour réaliser leurs petits bénéfices.

La liberté de publier les faits, ce n'est pas la licence de les déformer, comme la liberté du commerce ne permet pas d'em-

poisonner le client. En enlevant à la presse le droit d'exploiter les mauvais instincts d'une humanité desaxée on ne déclare pas la guerre à la liberté de la presse, on supprime seulement l'abus de cette liberté.

Cela dit, on a proposé plusieurs possibilité de réglementer les excès du reportage criminel. Enumérons-en quelques-uns.

1^o Le Dr Paul AUBRY (1) propose la limitation la plus stricte de la presse. Elle ne serait plus libre de publier que trois faits essentiels : le crime commis — la relation limitée à l'énumération des faits matériels, le procès — une courte notice résumant l'audience et donnant l'arrêt — enfin, le fait de l'exécution de la peine donné sous la même forme.

2^o On propose d'autre part, de réserver aux seules feuilles judiciaires la permission de publier les récits des crimes. Aujourd'hui, elles relatent seulement le point de vue du droit. Dans le cas de l'interdiction de publication dans la presse non judiciaire, elles s'attacheraient davantage aux faits. Le caractère de cette presse contrebalancerait les influences mauvaises de ces récits et mettrait au premier plan les conséquences avantageuses.

Mais il nous paraît que s'il existait une interdiction absolue de tout récit de crime, sauf pour les journaux scientifiques, on assisterait à la création de feuilles pseudo-scientifiques, spécialisées dans la relation des crimes, et publiant ces récits interdits pour les journaux. On l'a déjà vu. Rappelons l'*Audience* de MILLAUD, entreprise purement commerciale, sous les apparences scientifiques.

3^o D'après d'autres opinions, il n'y a rien à ajouter à la réglementation en vigueur. Pour obliger la presse à se soumettre aux règles précises fort limitatives, il suffit de les mettre strictement en application. Si la presse constitue une industrie (2), il faut la frapper comme une industrie, c'est-à-dire *par la bourse*. Il faut accorder de très gros dommages-intérêts, au profit des personnes dont l'affaire aura été racontée d'une façon extraordi-

(1) P. AUBRY, L'influence contagieuse de la publicité des faits criminels. *Arch. Anthropol. Crim.*, 1893, p. 579.

(2) M. SABATIER, Lors de l'enquête sur la presse. *Revue polit. et littéraire*, 1898, p. 12.

naire, ou condamner les journaux à des amendes plus grandes que le bénéfice gagné en exploitation du scandale.

C'est le système *anglais*. Une condamnation pour diffamation par *libel* (1) ou pour le *contempt of court* ruine presque le journal.

4^o Enfin, il a été proposé un système radicalement opposé, qui présente tous les symptômes de la capitulation devant la puissance de la presse. Puisqu'on ne peut pas fermer les portes du cabinet du juge d'instruction complètement pour les journalistes, qu'on les ouvre à deux battants devant eux. Donner aux représentants de la presse le droit d'assister en spectateurs aux interrogatoires, confrontations, etc... Aujourd'hui, ils ont le droit de publier les comptes-rendus, mais non les actes de procédure. Le système contraire serait plus logique. N'autoriser la presse à publier que les actes de procédure (2). Les avantages du système sont évidents, il n'y aura plus de fantaisie dans les récits de la presse. Un pareil système existe dans plusieurs Etats d'Amérique. Dans cette coopération étrange entre le juge d'instruction et le journaliste, le premier pourrait facilement s'entendre avec l'autre, dans le cas où il s'agirait de s'abstenir momentanément de publier un détail nuisible à l'instruction.

Il faut avouer qu'une pareille coopération cache beaucoup de dangers et peut se révéler plus nuisible à la bonne administration de la justice que les excès actuels de la presse populaire. C'est l'admission d'une personne privés et non-initiée aux arcanes et mystères du temple de la justice. Donne-t-elle quelques garanties de ne pas abuser de nouveau de cette situation privilégiée ? La justice ne se trouvera-t-elle pas à la merci du journaliste imprudemment admis dans le cercle magique ? Rappelons toutes les discussions lors de la loi du 8 décembre 1897 qui admet au secret de l'instruction le défenseur du prévenu, qui, lui ne représente pas l'élément étranger à la justice.

(1) *Libel*, outrage commis dans un écrit quel qu'il soit.

(2) R. et P. GARRAUD, *Traité de l'instruction criminelle*, t. III, p. 17; BARBIER, *Code expliqué de la presse*, 2^e éd., t. II, p. 152.

SECTION II.

Remèdes venant du côté de la presse elle-même.

C'est l'hypothèse qui paraît à première vue la plus juste. La presse doit elle-même réparer le tort qu'elle cause. C'est dans cet ordre d'idées par exemple que les producteurs des boissons alcooliques versent une partie de leurs bénéfices aux institutions qui luttent contre l'alcoolisme.

Deux sortes de remèdes peuvent être envisagés du côté de la presse.

§ 1. — Entente entre les journaux.

206. — On peut demander une entente entre les journaux pour s'abstenir d'un commun accord d'exploiter à outrance le crime et le scandale et réduire la chronique judiciaire à son strict besoin. Cet accord ne peut donner des résultats positifs qu'à la condition d'être accepté par toute la presse.

Si quelques journaux le rompent — le flot de gens avides de sensations se dirigera vers eux — obligeant les autres journaux, devant la perte des lecteurs, à revenir à l'ancien système.

Plusieurs tentatives dans ce genre ont été faites au cours de l'histoire de la presse, mais elles n'ont abouti à rien.

C'est évidemment beaucoup demander à la presse d'abandonner dans une sorte de nuit du 4 août tous ses privilèges et priorités acquis dans cette matière, et surtout de renoncer à ses bénéfices.

§ 2. — Le relèvement du journaliste.

207. — Une autre méthode d'amélioration de la presse par ses moyens intérieurs, c'est de donner une plus haute culture intellectuelle aux journalistes, de rendre la profession du journaliste plus difficile et de créer des spécialisations. La croissance de la puissance de la presse augmentait en même temps le nombre des aventuriers qui tentent de devenir journalistes. Dans la plupart des pays, l'accès à la profession est libre, aucune qualification n'est pas exigée, même le talent n'est pas nécessaire. Il suffit

de savoir se débrouiller. Il existe bien entendu, un grand nombre de noms respectables de journalistes professionnels au sens strict du mot, de grande culture ou qui sont spécialisés dans certaines questions. Le nom d'Albert BATAILLE, ancien rédacteur judiciaire du *Figaro* pendant de nombreuses années est bien connu. De même Clément VAUTEL et autres. Alexandre MILLERAND a ses débuts était chroniqueur judiciaire à la *Justice*.

Mais, en général, quelle étonnante possibilité d'écrire sur tous les sujets sans rien savoir. Quelle question que ce soit, le crime ou la politique, la stratégie militaire ou l'hygiène, l'histoire ou la cuisine, la suppression de l'octroi ou la suppression de la peine coloniale ne sera traitée par le reporter. Un jour il donne le reportage d'un crime sensationnel, puis ce sera un interview avec un homme politique ou un savant. A un article sur la question de la légitimité de la peine de mort, succède un autre relatif à la vie dans la planète Mars. Dans quelle autre profession, existe-t-il un tel universalisme ?

S'il existe aujourd'hui des rédacteurs de la chronique judiciaire spécialistes dans certains journaux, c'est seulement pour les comptes-rendus des audiences, la partie de l'affaire qui donne le ton au procès, les reportages de la poursuite et de l'instruction préparatoire leur échappe.

Si l'on pouvait réserver la rédaction de tous les articles concernant la justice, à des reporters spécialistes et de plus haute culture intellectuelle, on aurait pu, même en conservant à la chronique des crimes toute son ampleur, changer totalement son niveau.

SECTION III.

Remèdes venant des lecteurs.

208. — Mais ce qui paraît le plus simple, c'est de laisser aux lecteurs eux-mêmes la police de leurs journaux. Leurs protestations, s'ils protestaient, seraient vite entendues des directeurs. Les abstentions, c'est-à-dire le désabonnement ou non-achat, serait vite compris des caissiers (1).

(1) Réponse de P. MARGUERITTE à l'enquête sur la presse de *La Revue* du 15 janvier 1911, p. 195.

Si on bride la presse cela ne changera en rien les goûts du public. C'est nous, c'est notre culture intellectuelle, qui est responsable. Ainsi le remède est aussi en nous. Sighele le résume comme suit : Il faut élaborer en nous une réaction contre l'apothéose du mal, former des consciences plus équilibrées et plus saines capables de trouver leur satisfaction, dans le récit des bonnes œuvres, faire effort pour élever à la hauteur de ce que notre cerveau trouve digne d'intérêt et d'étude : le travail obscur, les souffrances muettes de cette myriade de gens qui forment la multitude, et non les actions violentes, perverses de cette aristocratie du crime qui représente heureusement une monstrueuse exception (1).

Mais cette solution nous paraît plus théorique et scientifique que pratique. Demander aux lecteurs de faire grève contre les mauvais journaux c'est demander une grève générale des consommateurs contre les boulangers, les bouchers, les marchands de vin (2). La foule ayant la curiosité des doctrines et le goût des idées ne serait plus la foule. Les unes et les autres sont à l'usage des minorités (3). La foule restera toujours la foule. Ne lui demandons pas plus que ce qu'elle peut nous donner.

(1) SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 219.

(2) Réponse d'Edmond FRANK à l'enquête de la *Revue politique et littéraire* du 1^{er} janvier 1898, p. 13.

(3) Réponse de M. HARDOUIN à l'enquête de la *Revue naturaliste*, 1900, p. 226.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

209. — Quelles conclusions générales peuvent être tirées de notre question de la publicité des crimes par la presse ?

Reprenons les faits :

1° Il est prouvé, que dans la grande presse moderne des pays dits *démocratiques*, une très large place est consacrée à la publicité et à la popularité des crimes.

2° Cette publicité n'est que la conséquence du goût spécial de la masse des lecteurs des journaux, que la presse commercialisée satisfait, en servant en même temps ses intérêts financiers.

3° Cette publicité exerce une influence sur le développement de la criminalité, soit en constituant une cause déterminante du crime chez les individus prédisposés et les mineurs, soit en gênant la poursuite contre les malfaiteurs. Cette influence est réelle mais il ne faut pas lui accorder plus d'importance qu'elle ne mérite ; parmi les facteurs qui influent sur l'accroissement de la criminalité, les récits de presse occupent une place déterminée, mais une place tout à fait modeste.

4° On ne voit, dans l'état actuel des mœurs, aucune possibilité d'amener un changement dans ce domaine. Tous les efforts du législateur n'ont abouti à aucun résultat satisfaisant ; les prescriptions qui ont pu être introduites ne sont pas appliquées en pratique. Il ne faut pas attendre que la presse elle-même renonce à un privilège et le public non plus ne veut pas protester.

Faisons ici le point pour poser la question sur un plan tout à fait différent.

Il nous paraît abondamment prouvé que le reportage des affaires criminelles constitue un fait sociologique, un produit des mœurs de l'époque, non pas de mœurs mauvaises ou dissolues, mais de mœurs tout court. Constitue-t-il un tel danger social qu'il faudrait partir en guerre contre les mœurs ?

Le crime existe depuis toujours. Si on veut s'en remettre à la tradition, qui, comme dit le proverbe, est la sagesse des peuples, il faut consentir que l'assassinat existe depuis Caïn et le vol depuis un peu plus longtemps. La criminalité d'un pays dépend de causes trop profondes pour que la publicité plus ou moins grande faite aux crimes par la presse, puisse en faire sensiblement varier le taux (1).

On s'est acharné principalement contre la presse. On oublie cependant que le crime n'est pas le sujet privilégié de la presse, mais que le crime et l'amour sont les grands motifs de toute littérature, dont la presse ne constitue qu'un petit rameau. La littérature n'est qu'un miroir qui se promène sur la grande route. Ce miroir reflète la boue, mais ce n'est pas lui qui est responsable si la route est sale (2).

Les mœurs passent, les goûts changent, les habitudes se transforment.

Une génération future trouvera peut-être incompréhensible l'intérêt que la nôtre porte aujourd'hui aux récits des crimes et des vices.

C'est le mouvement normal des choses, c'est la loi de l'évolution. Souvent c'est un événement extraordinaire qui bouleverse les habitudes et les accoutumances les plus consacrées. Ainsi la tourmente napoléonienne a apporté comme résultat la transfiguration complète des us et coutumes du monde entier, qui, dans une vingtaine d'années, a parcouru le chemin de plusieurs décades. Qui dira, quel monde sortira des destructions et des ruines que nous apporte la catastrophe actuelle ?

Maintenons alors les choses en état. Il faut mettre de côté la loupe du savant pour les problèmes de l'imagination. Le goût de la sensation est le romantisme des gens contemporains. Chacun de nous se passionna autrefois pour les *aventures sensation-*

(1) Emile DURKHEIM, Réponse à l'enquête de *La Revue*, 1911, p. 500.

(2) Henry BEYLE, cité par S. SIGHELE, *La littérature et la criminalité*, p. 156.

nelles, imaginaires que nous procurait un Jules Verne ; chacun de nous se passionna *aussi pour des aventures sensationnelles, réelles* que nous donne la presse. Comment blâmer maintenant, comment proscrire par une froide argumentation scientifique ce qu'on recherchait avidement et qu'on agréait avec satisfaction ?

Vu : le Président de la thèse,

H. DONNEDIEU DE VABRES.

Vu : le Doyen,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne comprend que les ouvrages consultés, elle ne comprend pas de livres qui n'ont été consultés qu'occasionnellement, et que nous avons cités en note sans les abréger. Les livres indiqués sans lieu de publication sont édités à Paris ; quand le format n'est pas précisé il est in-8°.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

ANCIENS.

1. BECCARIA (César). — Traité des délits et des peines, trad. Collin de Plancy, 1833.
2. CARNOT. — Commentaire sur le Code pénal, 2^e éd., 1836, 2 vol. in-4°.
3. FAVARD DE LANGLADE. — Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative, 1823, 5 vol., in-4°.
4. LEGRAVENAND (J. M.). — Traité de législation criminelle en France, 1830, 3^e éd. par J.-B. Duvergier, 2 vol. in-4°.
5. LOCRÉ. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France, 1841, t. XXIX.
6. MERLIN (de Douai, Antoine Ph.). — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, 1828, 5^e éd., in-4°, t. VI.
7. MORIN (Achille). — Répertoire général et raisonné de droit criminel, 1850-1851, 2 vol., in-4°.
8. ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSSY. — Recueil des anciennes lois françaises, t. XVIII, 1830.

MODERNES.

9. CHAUVEAU (Adolphe) et HÉLIE-FAUSTIN. — Théorie du Code pénal, 1887, 6^e éd., par Villey, t. I.
10. CUCHÉ (Paul). — Traité de science et de législation pénitentiaire, 1905.
11. DONNEDIEU DE VABRES (H.). — Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée, 1943, 2^e éd.
12. GARÇON (Emile). — Code pénal annoté, 1901, in-4°, t. I.
13. GARRAUD (René). — Traité de l'instruction criminelle, 1907-1929, 6 vol.
14. GARRAUD (René). — Traité théorique et pratique de droit pénal, 3^e éd., 1914, t. II.

15. HÉLIE FAUSTIN. — Traité de l'instruction criminelle, 2^e éd., 1866-1867, t. I, IV, V, VI et VII.
16. HÉLIE FAUSTIN et DEPEIGES. — Pratique criminelle des Cours et Tribunaux, 4^e éd., 1928, 2 vol. ; 1936, supplément.
17. LABORDE (A.). — Cours de droit criminel, 3^e éd., 1911. Montpellier.
18. LAINÉ. — Traité élémentaire de droit criminel, 1879-1881 (inachevé), fasc. 1 et 2.
19. LELOIR (Georges). — Code d'instruction criminelle avec la doctrine et la jurisprudence, 1898.
20. POITTEVIN (Gustave DE). — Code d'instruction criminelle annoté (inachevé), 1915, 1926, 2 vol.
21. MOLINIER (Victor) et VIDAL (Georges). — Traité théorique et pratique de droit pénal, 1893-1894, 2 vol.
22. ORTOLAN (J. Elzéar). — Eléments de droit pénal, 1886, 5^e éd., par Albert Desjardins, 2 vol.
23. RICHARD-MAISONNEUVE (Th.). — Exposé de droit pénal et d'instruction criminelle, 1881, 4^e éd.
24. ROSSI (P.). — Traité de droit pénal, 1872, 4^e éd., 2 vol.
25. ROUX (J. A.). — Cours de droit pénal, 1927, 2^e éd., 2 vol.
26. TRÉBUTIEN. — Cours élémentaire de droit criminel, 1878-1884, 2^e éd., 2 vol.
27. VIDAL (Georges) et MAGNOL (Joseph). — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire, 1935, 8^e éd.

OUVRAGES SPÉCIAUX

PREMIÈRE PARTIE : **Les Mœurs.**

28. ANNUAIRE de la presse française et étrangère, 1939.
29. AVENEL (H.). — Histoire de la presse française, 1900.
30. BOUCHARDON (Pierre). — Ravachol et Compagnie, 1931.
31. BOURDON (Georges et autres). — Le journalisme d'aujourd'hui, 1930.
32. CHAMBURÉ. — A travers la presse, 1914.
33. DASCALAKIS (Ap.). — La presse néo-hellénique, 1930.
34. DAUDET (Léon). — Bréviaire du journalisme, 1936.
35. DENOYER. — Comment se transforma la presse anglaise (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} févr. 1928).
36. DU CAMP (Maxime). — Paris, ses organes, ses fonctions et sa vie dans la seconde moitié du XIX^e siècle, t. III, 1872.
37. DUPLAT (Georges). — Le journal (sa vie juridique, ses responsabilités civiles), 1909. Paris et Bruxelles.
38. VON ECKHARDT (Hans). — La presse allemande de nos jours (*Revue de Paris* du 1^{er} avril 1932, p. 624-642).
39. ENCYCLOPÉDIE FRANÇAISE, t. XVIII. La civilisation écrite, 1939.
40. GALTIER-BOISSIÈRE et LEFEBVRE. — Histoire de la presse (Crapouillot, deux numéros spéciaux de 1934).
41. GARÇON (Maurice). — La justice contemporaine, 1870-1932, 2^e éd., 1933.

42. GEORGESCO (Jean). — La presse périodique en Roumanie, 1936, Oradea.
43. GOSSIN (Albert). — La presse suisse, Neuchâtel, 1936.
44. HATIN. — Histoire de la presse française, 1859.
45. HOOVER (J. Edgar). — Le crime aux Etats-Unis, 1938.
46. JARYC (Marc). — La presse en Russie soviétique (*Revue Europe*, 1932).
47. JOURNALISME JAUNE (*Revue des Revues* du 15 mai 1898).
48. MORIENVAL (Jean). — Les créateurs de la grande presse en France (Emile de Girardin, H. de Villemessant, Moïse Milland), 1934.
49. NOUSSANNE (Henri DE). — Que vaut la presse quotidienne française (*Revue hebdomadaire*, juin 1902, p. 1-26).
50. NOVION (François). — La presse anglaise contemporaine, 1925, in-12°.
51. PIERRE (André). — La presse en U. R. S. S. (*Monde Slave*, de juillet 1932).
52. RECLUS (Maurice). — Emile de Girardin, créateur de la presse moderne, 1934.
53. SMOGORZEWSKI (Kazimierz). — La presse en Pologne, 1930.
54. WEILL (Georges). — Le journal. Origines, évolution et rôle de la presse périodique, 1934.
55. WILLING'S PRESS GUIDE, 1936.
56. WINKLER (John K.). — William Randolph Hearst, trad. par Miklas, 1931.

THÈSES.

57. ATKINSON (Nora). — Eugène Süe et le roman-feuilleton, 1929, lettres. Paris.
58. BOURDAIS (Jacques). — La presse moderne et la publicité, 1939, Paris.
59. DURAND (G. J.). — Le régime de la presse en Angleterre, 1928, Paris.
60. GILLES (Albert). — La presse devant le jury, 1938, Paris.
61. GUÈZE (André). — Le régime de la presse en Italie fasciste, 1938, Toulouse.
62. LIN-SHU-SHEN. — Histoire du journalisme en Chine, 1937, lettres, Lille.
63. STANKOVITSCH (Michel). — Etat journaliste. Le monde des journaux, 1939, Paris.
64. YAMARELLOS (E. J.). — La législation de la presse en Grèce, 1941, Paris.

DEUXIÈME PARTIE : La loi.

CHAPITRES I A III.

65. BARBIER (Georges). — Code expliqué de la presse (Traité général de la police de la presse et des délits de publication), 2^e éd., 2 vol., 1911, t. III, par Pierre Mimin, 1938.
66. BARTHELEMY (Joseph). — Le projet contre la presse (*Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1937, p. 3-27).
67. BAZILLE (C.) et CONSTANT (Ch.). — Code de la presse (*Commentaire théorique et pratique de la loi du 29 juillet 1881*), 1883, in-12°.

68. CHASSAN (M.). — Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse, 1846, 2^e éd., 2 vol.
69. COULON (H.). — De la liberté de la presse, 1895.
70. DUTRUC (Gustave). — Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, 2^e éd., 1883.
71. FABREGUETTES. — Traité des délits politiques et des infractions par la parole et la presse, 2^e éd., 1901, 2 vol.
72. FAIVRE (Albert) et BENOÎT-LÉVY (Edmond). — Code manuel de la presse, 4^e éd., 1885, in-12^o.
73. GAZIN (Henri). — De la publicité de la justice criminelle, 1914.
74. GRIOLET (Gaston) et VERGÉ (Charles). — Code de la presse, 5^e éd., 1913.
75. HONNORAT (G.). — De la police des audiences en matière d'affaires sensationnelles (*Revue pénitentiaire*, 1909, p. 526).
76. LE POITTEVIN (Gustave). — Traité de la presse, 1902-1904, 3 vol.
77. POTULICKI (Michel). — Le régime de la presse, 1929.

CHAPITRE IV.

78. BÉDARRIDE (J.). — Etudes de législation de la peine de mort, 2^e éd., 1867.
79. BÉRENGER (Alphonse). — De la répression pénale, 1855, 2 vol.
80. CHÉREAU (Achille). — Guillotin et la guillotine, 1870.
81. DESPREZ (Ed.). — De la peine de mort, 1870.
82. DORNAIN (Paul). — De Sanson à Deibler, 1934.
83. DUCPETIAUX (Edouard). — De la mission de la justice humaine. De la justice de répression, 1827, Bruxelles.
84. JOLY (Henri). — Le problème pénal au moment présent et la peine de mort (*Revue des Deux Mondes*, janvier 1909, p. 173).
85. LACASSAGNE (A.). — La peine de mort et criminalité, 1908.
86. LENOTRE (Georges). — La guillotine et les exécuteurs des arrêts criminels pendant la Révolution, 1907.
87. D^r LOYE (Paul). — La mort par la décapitation, 1888.
88. MITTERMAIER. — De la peine de mort, 1865.
89. D'OLIVEKRONA (Knut). — La peine de mort, 2^e éd., 1893.
90. PICHON (Ludovic). — Code de la guillotine, 1910.
91. RYCKERE (Raymond DE). — La femme en prison et devant la mort, 1898, Lyon.

THÈSES.

92. CROS (Gabriel). — De la compétence du Tribunal correctionnel en matière de presse, 1912, Montpellier.
93. CHAUDET (Gustave). — La réglementation administrative de la presse dans les principaux pays, 1938, Lausanne.
94. DJVELEQUIAN. — Le régime de la presse en Turquie. Comparaison avec le régime français, 1912, Paris.
95. HELLBRONNER (L.). — De la diffamation et de la répression dans le droit anglais, 1901, Paris.

96. LAURENT (Hippolyte). — Les châtimens corporels, 1912, Lyon.
97. MOUQUIN (F.). — La loi allemande du 7 mai 1874 sur la presse, 1920, Paris.
98. ROUX (Joseph.) — Des délits de la presse dans la loi du 29 juillet 1881-1882, Amiens.
99. SIROL (L.). — Journalisme et droit, 1930, Toulouse.
100. SOLVICHE. — De la responsabilité civile et pénale des informateurs, 1940, Paris.
101. TEVFIK HALIM. — La réforme de la loi sur la presse, 1937, Paris.
102. TOREL (Félix). — La police préventive des différents moyens d'expression de la pensée, 1938, Rennes.

THOISIÈME PARTIE : La théorie.

103. AUBRY (Paul). — Influence contagieuse de la publicité des faits criminels (*Archives d'anthropologie criminelle*, 1893, t. VIII, p. 565).
104. AUBRY (Paul). — La contagion du meurtre. Etude d'anthropologie criminelle, 2^e éd., 1894.
105. CHAUCHAT (A.-M.). — Le rôle intellectuel de la presse (*Cahiers de la presse*, 1938, p. 580).
106. DONNEDIEU DE VABRES (H.). — La justice pénale d'aujourd'hui, 1929, in-12^o.
107. DONNEDIEU DE VABRES (H.). — La justice pénale de demain. Cours de doctorat à la Faculté de Droit de Paris, 1940-1941 et 1942-1943.
108. FABREGUETTES (M.-P.). — De la complicité intellectuelle et des délits d'opinion, de la provocation et de l'apologie criminelles de la propagande anarchiste, 1894.
109. FOUILLÉE (Alfred). — Les jeunes criminels, l'école et la presse (*Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1897, p. 417-449).
110. FOUILLÉE (Alfred). — La France au point de vue moral, 1900.
111. GARÇON (Emile). — Du crime dans ses rapports avec l'art dramatique et la littérature, 1922.
112. GRASSET (Bernard). — Les chemins de l'écriture, 1942.
113. HESSE (Raymond). — Les criminels peints par eux-mêmes, 1912.
114. HIRSCH (Charles-Henry). — La contagion du crime, 1908.
115. JOLY (Henri). — Le combat contre le crime, 1889.
116. JOLY (Henri). — La France criminelle, 1889, in-16^o.
117. JOUVENEL (Robert DE). — Le journalisme en 20 leçons, 1920.
118. LADAME. — Obsession criminelle morbide. Communication au Troisième Congrès d'anthropologie criminelle à Bruxelles (*Revue critique*, 1892, p. 41 et 621).
119. LEGRAND DU SAULLE. — La folie devant les tribunaux, 1864.
120. LOMBROSO (Cesare). — Le crime, causes et remèdes, 1907, 2^e éd.
121. MAUDSLEY (Henri). — Le crime et la folie, 1880, 4^e éd.
122. MAZÉ-SENCIER (Georges). — Le rôle social et moral de la presse, 1911.
123. MOREAU DE TOURS (Paul). — La contagion du suicide, 1875.
124. MOREAU DE TOURS (Paul). — De la contagion du crime et de sa prophylaxie (Communication au Congrès des Sociétés savantes). *Bulletin de la Société de Médecine légale*, 1890, p. 63.

- 125. NUNNA VILLA. — Un terrible réquisitoire contre la presse française (*Ordre*, 30 mai 1937).
- 126. PROAL (Louis). — Le crime et la peine, 1892.
- 127. ROBINSON (H. M.). — La science contre le crime, 1941.
- 128. SALDANA (Quintiliano). — La criminologie nouvelle, 1929.
- 129. SIGHELE (Scipio). — Littérature et criminalité, trad. de l'italien par Adler Erich, 1908.
- 130. TARDE (Gabriel). — La criminalité comparée, 2^e éd., 1890.
- 131. TARDE (Gabriel). — Etudes pénales et sociales, 1892.
- 132. TARDE (Gabriel). — Les lois de l'imitation, 9^e éd., 1925.

THÈSES.

- 133. ALVAREZ-GARCIA (Victor). — Contribution à l'étude des facteurs de la criminalité, 1937, médecine, Paris.
- 134. BANCAL (Jean). — La censure cinématographique, 1934, Paris.
- 135. BEGON (Louis). — Etude du meurtre chez l'enfant et chez l'adolescent 1940, médecine, Paris.
- 136. GUINCHI. — La responsabilité morale et la responsabilité juridique, 1921, lettres, Dijon.
- 137. ROZENGART (G.). — Le crime comme produit social et économique, 1929, Paris.

ENQUÊTES, DISCUSSION, ETC...

- 138. ENQUÊTE SUR LES MŒURS DE LA PRESSE (*Revue politique et littéraire. Revue bleue*, n^{os} du 30 oct., 4, 11, 18, 25 déc. 1897 ; 1, 8, 15 et 22 janv. 1898).
- 139. ENQUÊTE SUR LA PRESSE (*Revue naturiste mensuelle d'art et de littérature* n^o de mars 1900, p. 207-247).
- 140. ENQUÊTE SUR LA VALEUR MORALE DE LA PRESSE (*Revue politique et littéraire. Revue bleue*, 1902, p. 714).
- 141. ENQUÊTE SUR L'INFLUENCE DE LA PRESSE SUR LE DÉVELOPPEMENT CONTAGIEUX DE LA CRIMINALITÉ (*La Revue*, anc. *Revue des Revues*, 1910, p. 813 ; 1911, p. 190 et 497).
- 142. INFLUENCE DE L'IMAGE ET DE LA PUBLICITÉ SUR LA MENTALITÉ DES CRIMINELS. Communication de Gilbert Ballet et la discussion à la Société générale des Prisons (*Revue pénitentiaire*, 1913, p. 491-518 et 675-709).
- 143. ENQUÊTE SUR LA PRESSE ÉTRANGÈRE (*Le Temps* de 8-18 août, 1^{er} sept. à 1^{er} nov., 22 déc. 1938, 2-4 janv. 1939).
- 144. LE RÔLE INTELLECTUEL DE LA PRESSE, consultation de SANIN CANO, H. DE JOUVENEL, KINGSLEY MARTIN, Paul SCOTT MOWRER et Friedrich SIEBURG (*Cahiers de la Société des Nations*, 1933).

PÉRIODIQUES

145. ANNUAIRE DE LA LÉGISLATION ÉTRANGÈRE de la Société de législation comparée.
 146. CAHIERS DE LA PRESSE (1938-1939).
 147. REVUE DE DROIT PÉNAL ET DE CRIMINOLOGIE. Bruxelles.
 148. REVUE DE SCIENCE CRIMINELLE ET DE DROIT PÉNAL COMPARÉ.
 149. REVUE DES DEUX MONDES.
 150. REVUE PÉNITENTIAIRE. Bulletin de la Société générale des Prisons.
 151. REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (Revue bleue).
 152. JOURNAUX PARISIENS (surtout *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin* et *Paris-Soir*).
 153. RECUEILS DE JURISPRUDENCE (Dalloz, Sirey, Gazette du Palais, Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation, Gazette des Tribunaux).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
1. Le crime et la presse. — 2. Le sujet. — 3. Le reportage criminel et le régime de la presse. — 4. La situation actuelle.	
PREMIÈRE PARTIE. — LES MŒURS	11
5. Le « fait d'intérêt humain ». — 6. Les grands chiffres. — 7. Le crime passionné le public.	
CHAPITRE PREMIER. — La presse populaire dans son développement historique	21
SECTION I ^{re} . — <i>Première période : La création de la presse populaire</i>	21
8. Avant la naissance de la presse populaire. — 9. La formule d'Emile DE GIRARDIN. — 10. La <i>Presse</i> d'Emile DE GIRARDIN et le roman-feuilleton. — 11. Benjamin DAY et <i>The Sun</i> , le premier journal américain à scandale. — 12. Le développement de la formule en Amérique. Gordon BENNETT. — 13. Les débuts en Allemagne. — 14. Les débuts de la presse en Angleterre. — 15. La première opposition contre la presse populaire.	
SECTION II. — <i>Deuxième période : Le triomphe de la presse à scandale</i> ...	30
16. Le <i>Petit Journal</i> ou la victoire d'un sou. — 17. Le <i>Figaro</i> . — 18. Le <i>Petit Parisien</i> et la bataille des chiffres. — 19. Les feuilles judiciaires. — 20. Les « Hot News ». La presse populaire américaine. — 21. Joseph Pulitzer, aventurier et journaliste. — 22. Le duel Pulitzer-Hearst. — 23. Le développement de la presse populaire anglaise. — 24. La presse populaire allemande. — 25. Les facteurs secondaires : 1 ^o économiques. — 26. 2 ^o politiques. — 27. Les attaques contre la presse à scandale.	
SECTION III. — <i>Troisième période : La presse moderne</i>	44
28. La nouvelle formule de <i>Paris-Soir</i> . — 29. Les résultats en France. — 30. La presse américaine actuelle. — 31. La presse anglaise contemporaine. — 32. Autres pays.	
CHAPITRE II. — Les éléments de la « Chronique noire »	53
SECTION I ^{re} . — <i>Les reportages de l'instruction criminelle</i>	54
§ 1. — Le reporter sur le lieu du crime. 34.....	54
§ 2. — Le reportage criminel et son héros. 35.....	56

SECTION II. — <i>Le journaliste à l'audience.</i> 36.....	60
SECTION III. — <i>Le journaliste en prison.</i> 37.....	61
CHAPITRE III. — Les moyens et les méthodes des journalistes	64
38. Les systèmes en présence. — 39. Comment le journaliste pénètre dans les secrets de la justice.	
CHAPITRE IV. — La publicité du bien. Un échec	67
40. Faire la réclame à la vertu. — 41. Populariser la science.	
DEUXIÈME PARTIE. — LA LOI	71
42. Deux grands principes. — 43. Le droit de presse. — 44. Le plan.	
CHAPITRE PREMIER. — La presse et l'instruction criminelle ..	78
SECTION I ^{re} . — <i>La règle du secret de l'instruction</i>	78
§ 1. — La règle et son but.....	78
45. Les dispositions législatives. — 46. Les motifs du secret.	
§ 2. — Le développement historique de la règle.....	80
47. Les deux tendances. — 48. 1 ^o Entraver la violation du secret par la presse. — 49. 2 ^o Plus de secret pour le prévenu.	
§ 3. — Que reproche-t-on à la justice secrète ? 50.....	85
§ 4. — La jurisprudence. 51.....	87
§ 5. — La levée du secret. 52.....	87
SECTION II. — <i>La presse contre le secret de l'instruction</i>	88
§ 1. — La théorie de la liberté du reportage.....	88
53. La tolérance accordée aux publications de faits notoires. — 54. Qu'est-ce qu'un fait notoire ? — 55. Les limites de la tolérance. — 56. Les conditions de la tolérance : 1 ^o la vérité. — 57. Les conditions de la tolérance : 2 ^o la bonne foi. — 58. La sanction.	
§ 2. — Les publications interdites.....	94
I. — Généralités.....	94
59. Les différentes interdictions. — 60. Le droit comparé. — 61. Les dispositions communes.	
II. — L'interdiction de publier les actes de la procédure.....	99
62. Le texte de la loi. — 63. Historique. — 64. La définition des actes de procédure. — 65. La période de l'interdiction. — 66. La levée de l'interdiction. — 67. La sanction et la procédure. — 68. L'interdiction de publier les actes et la tolérance de publier les faits notoires. La conciliation des deux thèses.	

III. — L'interdiction de publier les informations relatives à la partie civile. 69.....	106
IV. — L'interdiction de divulguer les secrets de la défense nationale. 70	107
V. — L'interdiction de publier certaines illustrations. 71.....	109
VI. — L'interdiction de publier les articles sur les mineurs poursuivis. 72.....	111
CHAPITRE II. — La presse à l'audience	112
SECTION I ^{re} . — <i>La règle de la publicité de l'audience</i>	112
§ 1. — La loi 73.....	112
§ 2. — Historique. 74.....	113
§ 3. — Pour et contre la publicité de la justice. 75.....	114
§ 4. — La jurisprudence. 76.....	115
§ 5. — Les exceptions à la règle.....	116
I. — Les exceptions facultatives.....	116
77. A. Le huis-clos. — 78. B. L'évacuation de la salle. — 79. Les cartes d'entrée.	
II. — Les exceptions de plein droit.....	119
80. A. Procédure devant les tribunaux pour enfants. — 81. B. L'action à cause d'une plainte injustifiée. — 82. C. La procédure en divorce.	
SECTION II. — <i>Le compte rendu de l'audience</i>	122
§ 1. — L'immunité du compte rendu.....	122
I. — La position du problème.....	122
83. La loi française. — 84. Le droit comparé.	
II. — Aperçu historique. 85.....	124
III. — La définition du compte rendu.....	126
86. D'après la doctrine. — 87. D'après la jurisprudence.	
IV. — L'étendue de l'immunité. 88.....	127
V. — Conditions de l'immunité.....	128
89. A. La fidélité. — 90. B. La bonne foi. — 91. C. Le récit contemporain aux débats.	
VI. — La sanction. 92.....	132
§ 2. — Les comptes rendus interdits.....	132
I. — Les dispositions communes.....	132
A. La position du problème.....	132
93. La loi française. — 94. La publicité de l'audience et les publications interdites. — 95. La loi étrangère.	
B. Historique. 96	136

C. La définition du compte rendu interdit. 97.....	137
D. La sanction et la procédure. 98.....	138
II. Les différentes interdictions.....	138
A. Les interdictions de plein droit.....	139
a) Les procès en diffamation. — 99. La loi. — 100. Historique. — 101. La doctrine et la jurisprudence.	
b) Les délibérations intérieures. — 102. La loi. — 103. La doctrine et la jurisprudence.	
c) Les procès en divorce et en séparation de corps. — 104. La loi. — 105. La doctrine et la jurisprudence.	
d) Les procès devant les tribunaux pour enfants et adolescents. — 106. Le régime de 1912. — 107. Le journaliste et la justice pour les mineurs. — 108. Le régime de 1942.	
e) Les procès en déclaration de paternité. 109.	
f) Les procès concernant les délits contre la sûreté extérieure de l'Etat. 110.	
g) Les procès concernant les maladies vénériennes. 111.	
B. Les interdictions facultatives.....	153
112. Considérations communes. — 113. a) Les affaires civiles. — 114. b) Les procès des menées anarchistes. — 115. c) Les procès devant les tribunaux militaires.	
C. Le compte rendu malgré le huis-clos.....	158
SECTION III. — <i>La publication du jugement</i>	160
§ 1. — La règle de la publicité du jugement. 117.....	160
§ 2. — La publicité du jugement par la presse.....	161
I. — Le principe.....	161
118. La loi. — 119. La doctrine et la jurisprudence. — 120. La critique du jugement.	
II. — Les limites. 121.....	164
III. — Les exceptions.....	165
122. A. Les jugements contre les mineurs. — 123. B. Le décret du 29 novembre 1939.	
CHAPITRE III. — La publicité de l'exécution de la peine	168
SECTION I ^{re} . — <i>La publication du jugement dans les journaux, ordonnée par la justice</i>	168
§ 1. — La publication du jugement à titre de peine. 124.....	169
§ 2. — La publication du jugement à titre d'une réparation civile. 125.....	172
SECTION II. — <i>L'exécution de la peine et la presse</i> . 126	173

CHAPITRE IV. — La publicité de l'exécution de la peine de mort.	175
127. Les exécutions publiques.	
SECTION I ^{re} . — <i>La règle de la publicité des exécutions capitales dans le développement historique.</i>	177
128. L'Ancien Régime. — 129. Le combat pour la suppression de la publicité des exécutions capitales. — 130. Les scandales continuent. — 131. L'abolition de la publicité.	
SECTION II. — <i>La loi étrangère.</i> 132.....	185
SECTION III. — <i>Pour ou contre la publicité de l'exécution.</i>	187
§ 1. — Les avantages de la publicité.....	187
133. L'exemplarité. — 134. Certitude de l'exécution. — 135. Principe de publicité.	
§ 2. — Les désavantages de la publicité.....	190
136. Aggravation de la peine. — 137. Immoralité du spectacle. — 138. Excitation des instincts. — 139. Attitude de la foule. — 140. Inapplication en pratique.	
§ 3. — La règle nouvelle. 141.....	194
SECTION IV. — <i>La doctrine et la jurisprudence.</i>	195
142. La doctrine. — 143. La jurisprudence.	
SECTION V. — <i>Les journalistes autour de l'échafaud.</i>	198
144. Le récit de l'exécution publique.* — 145. Importance du récit. — 146. Son contenu. — 147. La réglementation du reportage.	
CONCLUSIONS DE LA PARTIE JURIDIQUE. 148.....	203
TROISIÈME PARTIE. — LA THÉORIE.	205
149. — La position des problèmes.	
CHAPITRE PREMIER. — Pourquoi la presse s'occupe-t-elle du crime ?	208
SECTION I. — <i>Facteurs économiques.</i>	208
150. La commercialisation de la presse. — 151. L'exploitation industrielle du crime.	
SECTION II. — <i>Facteurs sociologiques.</i>	212
§ 1. — Théorie du « prestige du mal ». 152.....	212
§ 2. — Théorie des « instincts civilisés ».....	214
153. La théorie. — 154. La réfutation.	
CHAPITRE II. — Les conséquences de la publicité du crime.	217
155. La position du problème.	

SECTION I. — <i>Influence de la presse en général.</i>	218
§ 1. — Le « quatrième pouvoir ».....	218
156. Notre presse quotidienne, notre pain quotidien. — 157. La puissance de la presse. — 158. Ses mérites. — 159. Vers la décadence.	
§ 2. — Apostolat ou commerce.....	222
160. Le rôle social de la presse. Un idéal. — 161. La réalité.	
§ 3. — Les méfaits de la presse.....	225
I. — Que lui reproche-t-on ? — 162. A. La presse est vénale. — 163. B. La presse est immorale. — 164. C. La presse d'information est sans idéal. — 165. D. La presse ment.	
II. — La théorie du « privilège du journaliste ». — 166. A. Travail rapide. — 167. B. Vérification impossible. — 168. C. Perspicacité. — 169. D. Consommation immédiate.	
SECTION II. — <i>Les facteurs qui influent sur la criminalité.</i>	231
170. L'accroissement de la criminalité.	
§ 1. — Les facteurs intrinsèques à la nature humaine.....	232
I. — L'imitation. 171.	
II. — La contagion. 172.	
III. — Les épidémies. 173.	
IV. — La réfutation de ces thèses. 174.	
V. — L'obsession du meurtre. 175.	
§ 2. — Les facteurs extérieurs.....	235
I. — Le progrès. 176.	
II. — Les mœurs. 177.	
III. — Le théâtre. 178. A. Le criminel, héros d'une pièce de théâtre. — 179. B. L'influence du théâtre sur la criminalité.	
IV. — Le cinéma. — 180. A. Le crime comme sujet de film. — 181. B. L'influence du cinéma sur la criminalité.	
V. — La radio. 182.	
VI. — La littérature. — 183. A. Le criminel dans la littérature. — 184. B. L'influence de la littérature sur la criminalité. a) Les accusateurs du livre 185. b) Les défenseurs du livre.	
SECTION III. — <i>La publicité des faits criminels par la presse dans ses conséquences.</i>	244
§ 1. — Les influences sur la criminalité.....	244
I. — Influence passive. — 186. Position du problème. — 187. A. Le récit criminel est à la base de l'imitation. — 188. B. Facilite la contagion criminelle. — 189. C. Ouvre la voie aux épidémies criminelles. — 190. D. Eléments extérieurs.	
II. — Influence active. — 191. Position du problème.	

A. Les griefs contre les récits des crimes. — 192. a) La presse constitue une école pour les voleurs et les assassins. — 193. b) Les récits de presse habituent les gens au crime. — 194. c) Les récits des faits criminels exaltent le criminel et ses exploits.	
B. Les adultes et les mineurs. — 195. a) L'influence sur les adultes. 1° Les catégories des délinquants. — 196. 2° La responsabilité de la presse. 197. — b) L'influence sur les mineurs.	
§ 2. — Les influences sur la poursuite des malfaiteurs.....	257
I. — Conséquences sur l'instruction criminelle. 198.	
II. — Conséquences sur les débats. — 199. A. La presse agit en faveur de l'accusé. 200. — B. La presse agit contre l'accusé.	
§ 3. — Les conséquences positives.....	260
I. — Effet de l'intimidation. 201.	
II. — La préservation sociale. 202.	
III. — Le signalement des individus et des objets. 203.	
IV. — Le contrôle de la légalité et de la justice. 204.	
CHAPITRE III. — Les remèdes	264
SECTION I. — <i>Les remèdes législatifs</i> . 205.....	264
SECTION II. — <i>Les remèdes venant du côté de la presse elle-même</i>	267
§ 1. — L'entente entre les journaux. 206.....	267
§ 2. — Le relèvement du journaliste. 207.....	267
SECTION III. — <i>Les remèdes venant des lecteurs</i> . 208.....	268
CONCLUSIONS GÉNÉRALES. 209.....	271
BIBLIOGRAPHIE	274
TABLES.....	281

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Les chiffres renvoient aux numéros et non aux pages ; ceux qui sont imprimés en caractères gras, indiquent le siège de la matière.

A

- Abbegg, 132.
 Abolition de la peine de mort, 129, 132.
 Abolition de la publicité des exécutions, 131.
Absolute privilege, 88.
 Accroissement de la criminalité (voir Criminalité).
 Acte d'accusation, 48, 59, 62, 68, 116, 200.
 Actes de procédure, 59, 60, 61, 62-68, 119, 205.
 Action, 60.
 Action civile, 67, 85, 88, 92, 116, 121, 125.
Action française, 29.
 Adaptation du journal aux lecteurs, 151.
 Administration de la justice, 75, 205.
 Adultes, 195, 196.
 Affaires civiles, 2, 60, 93, 94, 96, 101, 112, 113, 116.
 Affaires criminelles (voir sous les noms des accusés).
 Affaires militaires, 36, 39, 93, 94, 98, 112, 115.
 Affaires politiques, 2, 132, 134, 200.
 Affichage des procès-verbaux, 131, 141.
 Affichage du jugement, 124.
 Aggravation de la peine, 136.
 Alexis Paul, 27.
 Aliména, 176.
 Allain, 183.
 Allemagne, 1, 3, 8, 10, 13, 24, 26, 31, 38, 62, 84, 95, 132, 164, 173.
American Daily Advertiser, 8.
 Amérique (voir Etats-Unis).
Ami du Peuple, 150.
 Anarchistes, 61, 65, 67, 93, 94, 96, 98, 112, 114.
 Ancien régime, 74.
 Andrieux Louis, 18.
 Androl Clotilde, 173.
 Angleterre, 1, 3, 8, 14, 15, 23, 25, 26, 31, 35, 48, 50, 60, 71, 84, 88, 89, 91, 95, 102, 104, 106, 111, 116, 120, 132, 157, 158, 159, 164, 176, 205.
 Annonces, 9, 11, 23, 30, 150, 157.
 d'Annunzio Gabriel, 183.
 Antécédents judiciaires, 60.
 Anthropologie criminelle (voir Congrés).
 Appréciation des preuves, 84, 85.
 Arbitraire, 60, 158.
 Argentine, 132.
 Aristophane, 178.
 Arrêt de renvoi, 116.
 Artkin Max (voir Beaverbrook).
Asahi Shimbun, 32, 157.
 Assemblée nationale, 74, 128, 133, 136.
 Astreintes, 124.
 Atkinson Nora, 10.
 Atmosphère du procès, 36.
 Attitude de la foule, 128, 130, 131, 139, 142, 164.
 Aubry Paul, 35, 172, 173, 174, 181, 187, 193, 205.
Audience, 16, 205.
 Audience (compte rendu), 33, 36, 83-92, 95, 116, 121, 199, 200, 201, 205, 207.

Audience publique, 65, **73-76**, 80, 107, 113, 126, 190, 193, 194, 199, 200.

Aurore, 6.

Autoritaire régime, 2, 4, 117, 123, 127, 148, 161, 204.

Autorité, 6.

Autorité de la chose jugée, 120.

Autriche, 3.

Avenel, 19.

Avinain, 171, 187.

Avocats, 39, 45, 47, 49, 51, 89, 131, 200, 205.

B

Bagne, 37.

Ballet Gilbert, 27, 186, 195, 197, 201.

Balzac Honoré, 10, 161.

Bancal (affaire), 184.

Bancal Jean, 181.

Barbier Georges, 62, 64, 65, 66, 68, 69, 85, 86, 88, 97, 99, 101, 104, 107, 109, 112, 116, 119, 121, 205.

Bardoux, 129, 147.

Barine A., 35.

Barrès Maurice, 1, 27.

Barthélemy Joseph, 83, 99, 100.

Bataille Albert, 1, 17, 207.

Batbie, 85.

Baudin P., 27.

Bazille, 85, 92.

Beau Crime, 4, 29, 41, 151.

Beaverbrook Lold, 23, 31.

Beccaria César, 133, 137, 142.

Belgique, 3, 54, 55, 58, 132.

Béranger Henri, 27, 141, 142.

Berliner Abendpost, 24.

Berliner Illustrierte Zeitung, 32.

Berliner Morgenpost, 24, 32.

Berliner Tageblatt, 24.

Berliner Zeitung, 24.

Berruyer, 146.

Beyle Henri, 209.

Blanc Louis, 48, 63.

Blanche, 143.

Bompard Gabrielle, 35, 194.

Bon père de famille, 155.

Bonne foi, 57, 85, 88, **90**, 121.

Bonnot, 1, 151, 173.

Bossuet, 179.

Boston Daily Times, 12.

Bouchardon Pierre, 184, 194.

Bouhélier M. Saint-Georges de, 157.

Bourdaïs G., 29.

Bourdon Georges, 1, 150, 151.

Bourget Paul, 172, 183, 196.

Brésil, 132.

Breton André, 124.

Briand Aristide, 27.

Briand Marcel, 36, 195.

Brinvilliers, 128.

Bulgarie, 3.

Bulletin du Tribunal de Cassation, 19.

Bulletin du Tribunal révolutionnaire, 19.

Buonafede Appiano, 15.

Burnham lord, 14.

Byron, 184.

C

Cabanis, 138.

Camrose lord, 31, 60.

Carnot, 127, 138, 142.

Cartes d'alimentation, 124.

Cartes d'entrée, 78, **79**.

Caturegli, 146.

Cause déterminante, 27, 170, 196, 209.

Cause organique, 196.

Cautionnement, 25.

Célébrité des criminels, 35.

Censure de la presse, 3, 43.

Cère, député, 129.

Certitude de l'exécution, 133, 134, 142.

Ce Soir, 28, 29.

Chambre des mises en accusation, 45, 59, 64.

Chambre du Conseil, 80, 81, 82, 93.

Chantage, 123, 162.

Charpentier Armand, 27.

Chassan, 86.

Chauchat, 151, 160, 163.

Chauveau, 85, 112, 142.

Chereau, 128.

Chicago Tribune, 30.

Children and Young Persons Act, 105.

Chine, 3, 146.

Cinéma, 1, 4, 5, 34, 41, 156, 170, **180**, **181**, 190.

Claretie Jules, 27.

Classification des criminels, 195.

Clemenceau Georges, 27, 42.

Code civil, 58, 82, 92, 93, 104, 105, 109.

Code de justice militaire, 70, 73, 93, 115, 117, 118.

Code de la presse (voir Loi du 29 juillet 1881).

Code de procédure civile, 77, 124, 125.

- Code d'instruction criminelle, 45, 48, 59, 69, 70, 73, 78, 79, 102, 104, 110, 117, 124, 125, 131, 147.
 Code pénal de 1791, 128.
 Code pénal de 1810, 48, 59, 70, 71, 93, 110, 114, 124, 128, 130, 131, 142, 187.
 Coli, 159, 168.
 Colombie, 132.
 Commerce, 26.
 Commercialisation de la presse, 150, 151, 161, 162.
 Compétence, 85, 98.
 Compte rendu de l'audience (voir Audience).
 Compte rendu de l'exécution (voir Exécution).
 Compte rendu interdit (voir Interdiction).
 Compte rendu parlementaire, 85.
 Conclusions, 148, 209.
Contempt of court, 48, 60, 120, 205.
 Congrès antipornographique de 1912, 27.
 Congrès contre la littérature immorale de 1893, 27.
 Congrès d'Anthropologie criminelle de 1892, 27, 175.
 Congrès fédéral de la presse italienne de 1913, 27.
 Constant Benjamin, 85, 92, 184.
Constitutionnel, 8, 10.
 Contagion criminelle, 105, 170, 172, 174, 179, 186, 188.
 Contamination (voir Contagion criminelle).
 Contrôle de la justice, 50, 204.
 Coppée, 183.
 Corps législatif, 128.
Corriere della Sera, 32.
 Costo-Rica, 132.
 Coulon, 114.
 Crémieux, 129.
 Crime passionnel, 35, 199.
Criminal Justice Act, 71.
 Criminalité, accroissement, 27, 170, 177, 209.
 Criminel né, 152.
 Criminologie, 7.
 Critique du jugement, 36, 60, 84, 85, 119, 120.
Croix, 6, 29.
 Cruppi Jean, 27.
 Cuche, 141, 142.
 Curiosité du public (voir Goût du public).
 Custine, 128, 136.
- D**
- Daily Chronicle*, 14, 31.
Daily Courant, 8.
Daily Express, 23, 31, 157.
Daily Herald, 31, 157.
Daily Mail, 23, 24, 31, 157.
Daily Mirror, 23, 31.
Daily News, 14, 31.
Daily Sketch, 31.
Daily Telegraph, 14, 31, 60.
Daily Worker, 31.
 Dalloz, 19.
 Damiens Robert François, 8, 128.
 Damoiseau François Pierre, 146.
 Dana Charles A., 12.
 Danemark, 3, 35, 132.
 Dansen Geoffrey, 31.
 Daudet Léon, 1.
 David, 35.
 Day Benjamin, 9, 11, 15, 21.
 Décadence de la presse, 159.
 Déclaration de paternité, 93, 96, 109.
 Définition du compte rendu, 86, 87, 97, 101, 105.
 Deibler, 130, 139.
 Dekobra Maurice, 192.
 Délai du compte rendu, 91.
 Delbreuve (affaire), 34.
 Délibérations intérieures, 59, 84, 93, 94, 96, 102, 103.
 Délit de l'infidélité du compte rendu, 85, 92.
 Délit de presse, 96.
 Denrées alimentaires, 124.
Dépêche de Toulouse, 6, 29.
 Depré Ernest, 27.
 Descente sur les lieux, 76.
 Deschanel Paul, 159.
 Désir du public (voir Goût du public).
 Desjardins, 50.
 Desnoyer, 30, 31.
 Destrem Hugues, 27.
 Développement de criminalité (voir Criminalité).
 Dicey Edward, 14.
Dictorial Review, 30.
 Diffamation, 36, 57, 58, 59, 88, 93, 94, 95, 96, 99-101, 105, 106, 182, 205.

Dipsomanie, 175.
Dissolution des mœurs, 177.
Divorce, 36, 60, 82, 93, 94, 96, **104**, 105.
Dommages-intérêts, 60, 67, 92, 111, 116, 121, 123, 125, 205.
Donnedieu de Vabres, 1, 43, 80, 133.
Dostoïewski, 1, 183.
Doublet, 146.
Doyle Conan, 183.
Drame policier, 179.
Drevelle Auguste, 194.
Dreyfus, 22, 35.
Droit, 19.
Droit de réponse, 56, 88, 119.
Droit étranger (voir sous le nom du pays).
Drummont Edouard, 27.
Duchemin, 145.
Dufaure, 147.
Dumas Alexandre, 10.
Duplet G., 35, 167.
Dupuy, 18.
Durkheim Emile, 27, 176, 209.
Dutruc, 98.
Dutucq, 10.

E

Echafaud, 129.
Echo, 23.
Echo de Paris, 6.
Echo du Nord, 6, 29.
Echo-Jour de Paris, 6, 29.
Eclair, 6, 130.
Economist, 150.
Editor and Publisher, 6.
Education par la presse, 3, 9, 160.
Effet intimidant (voir Intimidation).
Einstein théorie, 41.
Emplacement des exécutions, 143.
Enfance délinquante (voir Mineurs).
Enlèvement des mineurs, 187.
Enquête officieuse, 35, 45, 64.
Enquêtes sur la presse, 27, 157, 159, 163, 174, 188, 193, 194, 195, 205, 208, 209.
Enseignement du crime, 191, **192**.
Enseignement public, 20.
Entente entre les journaux, 206.
Épidémies des crimes, 170, **173**, 174, 186, 189.
Epoque, 10.
Ere nouvelle, 29.

Erostrate, 194.
Erreur judiciaire, 7, 125.
Espagne, 3, 32, 132.
Estonie, 3, 60.
Etats généraux, 74.
Etats-Unis d'Amérique, 1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 15, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 35, 50, 84, 132, 151, 159, 160, 182, 187, 203, 205.
Etude du crime, 152.
Euripide, 178.
Euthanasie, 173.
Evacuation de la salle, 78.
Evening Dispatch, 21.
Evening Journal, 22.
Evening News, 31.
Evening Post, 8.
Evening Standard, 14, 31.
Evening World, 21, 22.
Examiner, 22.
Excitation des instincts, 138.
Exécution capitale, 33, 37, 74, **127-147**, 172, 175.
Exécution de la peine, 27, 33, 37, 48, 74, 124, 126, 205.
Exemplarité, 133, 142, 147, 201.
Exercice illégal d'une profession, 124.
Expertise, 35, 39, 48, 64.

F

Fabre Joseph, 27.
Fabreguettes, 35, 53, 56, 57, 58, 62, 63, 65, 66, 86, 89, 90, 92, 101, 121.
Failliot député, 129, 131.
Fait d'intérêt humain, 5, 9, 11, 21.
Fait notoire, 53, 54, 55, 68, 120.
Fait sociologique, 4, 7, 41, 155, 170, 209.
Falsification des denrées alimentaires, 124.
Famille, 48, 82, 172.
Faralicq, 34, 199.
Fausses nouvelles, 3, 58, 169.
Faute, 56, 58.
Favard de Langlade, 79.
Femme-accusée, 199.
Femme-journaliste, 199.
Fidélité du compte rendu, 88, **89**, 121.
Fieschi, 194.
Figaro, 1, 6, **17**, 35, 207.
Film (voir Cinéma).
Finlande, 3, 132.

Flobert Gustave, 185.
Folie héréditaire, 175.
Force de la presse, 148.
Foscolo, 184.
Fouchardière G. de la, 154.
Fouillée Alfred, 27, 176, 192, 193, 195.
Foule (voir Attitude de la foule).
Fourcade, 48.
Fourches patibulaires, 128.
Frank Edmond, 208.
Fualdès, 8.

G

Gaboriaux Emile, 16, 183.
Galatas, 203.
Gallemin, 145, 146.
Gallupe Institut, 6.
Garçon Emile, 40, 179, 181.
Garnier, 35.
Garraud René et Pierre, 45, 48, 68, 77, 80, 125, 142, 205.
Gaulois, 6, 27.
Gazette de France, 8.
Gazette de Lausanne, 159.
Gazette des Tribunaux, 19, 27.
Gazette du Palais, 19.
Gazin H., 50, 80, 119.
Geestemunde, 181.
General Anzeiger, 24.
Germania, 24.
Gide André, 183.
Gilles A., 60, 84, 95, 106, 120.
Giornale di Sicilia, 37.
Girardin Emile de, 9, 10, 11, 16, 25, 28.
Globe, 8.
Glorification de la vertu, 179, 208.
Glorification du crime, 60, 194, 208.
Goethe, 184.
Gohier Urbain, 27.
Gordon Bennett, 12, 15.
Gorguloff, 145.
Gouffé (assassinat), 35, 194.
Goût du public, 1, 151, 152, 163, 208, 209.
Grâce, 127, 146.
Grande-Bretagne (voir Angleterre).
Grasset Dr, 27, 194.
Grasset Bernard, 159, 166.
Grèce, 3, 60, 62, 99, 102, 104, 116, 120.
Greeley Horace, 15.
Greenwood Frédéric, 23.
Greffier, 39, 45, 119, 129, 131, 132.

Groenland, 157.
Grünberg, 146.
Gueux de Vernon, 5.
Guillotiné, 128, 129, 130, 139, 142.
Gutenberg, 25.
Guyane, 126.
Guynemer Georges, 1.
Guyot, 75.

H

Halbach, 193.
Hardouin, 208.
Harmsworth, 23.
Hatin, 19.
Hauptmann Bruno, 187.
Hauptmann Gerhardt, 178.
Hearst William Randolph, 20, 21, 22, 30.
Hélie Faustin, 45, 46, 49, 75, 77, 78, 79, 85, 112, 125, 142.
Hellbronner L., 84, 88, 89, 91, 95.
Hennequin, 36.
Hesse (loi), 69.
Hesse Raymond, 194.
Hollande, 3.
Hongrie, 3.
Honnorat G., 78.
Hot News, 20.
Hugenberg, 32.
Huguency Pierre, 131.
Huguet député, 114.
Huis clos, 60, 64, 65, 77, 78, 80, 82, 84, 93, 94, 104, 110, 112, 115, 116, 133, 136.
Humanité, 29.
Humbert député, 114.
Huxley Aldons, 156.

I

Ibsen Henrik, 178.
Illinois, 84.
Imagination, 171, 187.
Imitation, 171, 172, 174, 179, 186, 187, 193.
Immoralité, 137.
Immoralité de la presse, 160, 163, 165.
Immunité des comptes rendus, 33, 43, 83-92, 95.
Immunité des publications du jugement, 119.
Impôt sur le timbre, 14, 15, 25.
Imprimerie, 25.

- Inde, 16.
Indiscrétions de la police, 39.
Indiscrétions des magistrats, 27, 39.
Industrialisation, 150, 151.
Inexactitudes des journaux (voir Mensonges de la presse).
Influence de la presse, 27, 156.
Influence des livres, 184, 185.
Influence des récits criminels, 106, 149, 155, 170, **186-200**, 209.
Injure, 96, 100, 116, 205.
Inquisitoire méthode, 45, 62.
Insertion du jugement (voir Publication du jugement).
Instincts, 16, 138, 144, 152, 163, 187, 205.
Instincts civilisés, 153, 154.
Instincts du meurtre, 130.
Instruction criminelle, 33, 35, 39, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 59, 60, 62, 64, 120, 126, 135, 142, 198, 200, 203, 205.
Instruction définitive (voir Audience publique).
Instruction dirigée par les journalistes, 21, 34, 89.
Instruction obligatoire, 176.
Instruction préparatoire (voir Instruction criminelle).
Intention criminelle, 66, 98, 193.
Interdiction de publier les actes de procédure, 43, 48, 52, 59, **61-68**.
Interdiction de publier les articles relatifs aux crimes, 60.
Interdiction de publier les articles sur les mineurs poursuivis en justice, 59, 61, **106-108**, 123.
Interdiction de publier les documents relatifs aux exécutions capitales, 131, 147.
Interdiction de publier les informations relatives à des constitutions de partie civile, 48, 59, 61, **69**.
Interdiction de publier les noms des jurés, 96.
Interdiction de publier les photographies des crimes, 48, 59, 61, 71, 93.
Interdiction de publier les portraits des mineurs, 48, 71.
Interdiction de publier les secrets de la défense nationale, 59, 61, **70**, 93, **110**.
Interdiction des comptes rendus, 27, 36, 43, 94, 95, 96, 97, 113, 205.
Interdiction des comptes rendus des débats dans les poursuites exercées par application du décret-loi relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes, 93, 98, 111, 123.
Interdiction des comptes rendus des délibérations intérieures des cours et tribunaux, 59, **93**, 96, **102**, 103.
Interdiction des comptes rendus des procès anarchistes, 93, 94, 98, **114**.
Interdiction des comptes rendus des procès civils, 93, **113**.
Interdiction des comptes rendus des procès devant les tribunaux militaires, 93, 98, **115**.
Interdiction des comptes rendus des procès en déclaration de paternité, 93, **109**.
Interdiction des comptes rendus des procès en diffamation, 59, 93, 96, **99**, **100**, **101**.
Interdiction des comptes rendus des procès en divorce, 93, **104-105**.
Interdiction des comptes rendus des procès pour les délits de presse, 96.
Interdiction des souscriptions publiques, 93.
Interdictions facultatives, 112.
Intérêt public, 7, 150, 151, 152, 188.
Intérêt financier, 1, 161, 163.
Internement administratif, 117.
Interrogatoire, 45, 49, 64, 198, 205.
Interviews avec les jurés, 27, 36.
Interviews avec les témoins, 34, 35, 60.
Intimidation, 133, 141, 147, 201, 204.
Intransigeant, 6, **18**, 28, 29, 145, 159, 168.
Invention, 171.
Isambert, 128.
Italie, 3, 15, 27, 32, 38, 56, 62, 132, 152, 164, 173.
Izwestia, 32, 157.
- J**
- Jacquiart (affaire), 197.
Japon, 3, 32.
Jaurès Jean, 27.
Joly Henri, 27, 133, 142, 174, 195.
Jour, 28, 29.

Journal, voir *New-York Morning Journal*.
Journal, 6, 18, 28, 29, 35.
Journal de Paris, 8.
Journal des Débats, 6, 8, 10, 15, 16, 29, 35, 182.
Journal des Savants, 8.
Journal du Palais, 19.
Journal officiel, 125.
Journalisme jaune, 20, 22.
Jouvenel Robert de, 34, 39, 158, 166.
Judicial Proceedings Act, 104, 111.
Juge, 131.
Juge d'instruction, 34, 35, 39, 46, 47, 48, 49, 51, 56, 60, 62, 64, 66, 68, 198, 205.
Jugement, 36, 48, 60, 76, 77, 80, 81, 82, 84, 85, 96, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 117, 118, 121, 122, 123, 124, 125, 135, 142, 201, 205.
Jurés, 36, 74, 102, 103, 141, 200.
Jurisprudence, 51, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 63, 64, 76, 77, 87, 89, 90, 91, 101, 103, 105, 111, 113, 116, 119, 123, 125, 143, 148, 149, 167.
Jury, 128.
Justice, 207.
Justice militaire (voir *Affaires militaires*).

K

Kölnischer Volksgeistum, 24.
Kleptomanie, 175.
Krestiankaïa Gazeta, 32.

L

Laborde A., 49, 141.
Labordère, 48, 63.
Labour Party, 31.
Lacassagne Dr, 142.
Lacenaire, 171, 184, 194.
Lacombe Paul, 156.
Ladame Dr, 27, 175, 191.
Lafarge (affaire), 10, 48, 200.
Lainé, 142.
Lamartine, 184.
Landru Désirée, 1, 4, 145.
Lanterne, 6.
Laurent Hippolyte, 136.
Law of libel amendment act, 84.
Leblanc Maurice, 183.

Lecture des faits criminels, 155, 170, 186, 196.
Légalité de la justice, 50, 75, 117, 204.
Legrand du Saulle, 187.
Legraverand J. M., 50, 75, 79, 89, 142.
Leloir G., 119.
Lemaître, 171, 197.
Lenoble, 187.
Lenôtre Georges, 199.
Lepaye, 171, 194.
Le Pelletier de Saint-Fargeau, 128, 133.
Le Poittevin Gustave, 51, 63, 64, 65, 66, 85, 86, 88, 89, 97, 101, 103, 104, 105, 112, 113, 116, 119, 121, 124.
Leroux Gaston, 183.
Le Royer, 85.
Lettonie, 3, 60, 132.
Levy Edward L. (voir *Burnham*).
Libel, 205.
Libel Act, 8.
Libéralisme, 48, 148.
Liberté, 6, 17, 168.
Liberté de la défense, 75.
Liberté de la pensée, 120.
Liberté de la presse, 3, 8, 13, 26, 42, 48, 53, 68, 148, 150, 204, 205.
Liberté du reportage, 53, 148.
Liberty, 203.
Libre Parole, 6.
Lieu de l'exécution, 128, 130, 143.
Lindbergh, 187.
Lisbonne député, 99, 116.
Lithuanie, 3.
Littérature, 7, 34, 157, 160, 170, 183-185, 190, 209.
Littérature immorale, 27.
Livre et journal, 160.
Lokal Anzeiger, 24.
Loi, 19.
Loi Camusat de Riancey de 1851, 15.
Loi de l'offre et de la demande, 150.
Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, 4, 26, 43, 48, 52, 56, 59, 61, 69, 71, 83, 84, 85, 88, 93, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 104, 105, 108, 109, 113, 114, 115, 118, 119, 124, 147, 148.
Lois de l'imitation (voir *Imitation*).
Lombard, 187.
Lombroso Cézare, 142.
Londres Albert, 37, 126.
Loti Pierre, 184.

Loye, 138.
Lucas, 139, 142, 187.
Lytton Bulwer, 158.

M

Magistrats, 27, 39, 75, 131, 141, 146.
Magnol J., 49, 68, 80.
Maisonneuve Richard, 84.
Maladies vénériennes, 93, 96, 98, 111, 123.
Manchester Guardian, 31.
Manouvrier, 193, 196.
Manson (affaire), 199.
Margueritte Paul, 27, 208.
Martin Kingsley, 7, 31.
Matin, 6, 18, 28, 29, 35, 75, 145, 146.
Maudsley, 174, 195.
Maupassant Guy de, 185.
Maurras Charles, 27.
Médecine, 7.
Médiasance, 152.
Méfais de la presse, 162, 165.
Melegari Dora, 152.
Mémoires des criminels, 37.
Menées anarchistes (voir Anarchistes).
Menesclou, 171, 197.
Mensonges de la presse, 34, 68, 159, 165, 168.
Mercantilisme, 150.
Mercure de France, 8.
Mérites de la presse, 158.
Merlin de Douai, 75.
Mexique, 132, 182.
Militaires (voir Affaires militaires).
Millaud Moïse, 16, 205.
Millerand Alexandre, 207.
Mimin Pierre, 51, 90.
Mineurs, 48, 59, 61, 71, 72, 80, 93, 94, 96, 105, **106-108**, 122, 126, 176, 181, 192, 197, 209.
Ministère public, 39, 45, 48, 51, 82, 131, 132.
Mirman député, 114.
Mittermaier, 142.
Mœurs, 7, 59, 74, 95, 123, 129, 135, 170, 177, 185, 190, 209.
Molinier, 135, 142.
Mombé, 129.
Monier, 145.
Montauban, 145.
Montorgueil, 130.
Morale, 152.

Moralité publique, 77, 95, 179.
Moreau de Tours, 172, 186, 187, 196.
Morin A., 75, 77, 85, 86.
Morisset Lucien, 1, 171, 184.
Morning Chronicle, 8.
Morning Herald, 8, 15.
Morning Post, 31.
Morning Star, 14.
Mosse Rudolf, 24.
Mowrer Paul Scott, 160.
Murger, 184.
Murri, 37.
Mussolini, 3.

N

Nation, 153.
Nelson, 203.
Nettement Alfred, 182.
Neutralité de la Presse, 18, 24, **164**, 165.
New Journalism, 23.
New Statesman and Nation, 7, 31.
New-York Daily Mirror, 30.
New-York Daily News, 30, 157.
New-York Daily Times, 15, 25, 30.
New-York Herald Tribune, 12, 15, 30, 35.
New-York Morning Journal, 22, 25, 30.
New-York World, voir *World*.
News Chronicle, 31.
News of the World, 31.
Niveau du journal, 150, 151.
Non-lieu, 45, 65, 81, 120, 125.
Nortel, 23.
Northcliffe lord, 23, 31.
Norvège, 3, 80, 132.
Noussanne H. de, 6.
Nouvelles sensationnelles, 12, 16, 20, 21, 160, 166, 167.
Nozière Violette, 151.
Nullité, 67, 76, 78, 79, 81, 117.
Nungesser, 159, 168.
Nunna Villa, 163, 164.

O

Objets volés ou disparus, 203.
Obsession criminelle morbide, 27, 170, 175.
Obsession du meurtre (voir Obsession criminelle morbide).
O'Connor T. P., 23.

Œuvre, 29, 36, 146.
 Offense à la justice (voir « Contempt of court »).
 Offense à la religion, 95.
 Olivekrona Knut, 142.
 Olivo Albert, 37.
Opinion, 27.
 Opinion publique, 36, 62, 91, 159, 199, 200, 204.
 Opposition contre la presse populaire, 15, 27.
 Ordonnance criminelle de Louis XIV, 45, 47, 128.
 Ordonnance de non-lieu (voir Non-lieu).
 Ordonnance royale de 1498, 47.
 Ordonnance royale de 1536, 47.
 Ordonnance royale de 1539, 47.
 Ordre public, 77, 114.
 Orsini, 194.
 Ortolan Elzear, 50, 127.
Ouest-Eclair, 29.
 Ouganda, 1.
 Outrage, 96, 100, 116.
 Outrage aux magistrats, 120.

P

Pall Mall Gazette, 23.
 Paris sénateur, 85.
Paris-Soir, 5, 28, 29, 34, 145, 157, 168, 195.
 Parricide, 142, 193.
 Partie civile, 39, 45, 49, 59, 61, 69, 81, 126.
 Paternité (voir Déclaration de paternité).
Patrie, 6.
 Pays-Bas, 132.
 Pearson, 23.
 Peine, 124, 201.
 Peine coloniale, 126.
 Peine de mort, 127-147, 207.
 Pénurie de papier, 4.
 Perquisitions, 49, 54, 56.
 Perspicacité, 168.
Petite Gironde, 6, 29.
Petite République, 6.
Petit Journal, 1, 6, 15, 16, 17, 18, 23, 24, 28, 29, 31, 35, 103, 139, 145, 146, 155, 187, 195.
Petit Marseillais, 6.
Petit Méridional, 6.

Petit Moniteur du Soir, 6.
Petit Parisien, 6, 18, 29, 35, 145.
Petit Rouennais, 6.
Petit Sou, 6.
 Photographies des crimes, 5, 6, 27, 34, 36, 48, 59, 60, 61, 66, 71, 96, 187, 192, 202, 203.
 Plainte injustifiée, 81, 125.
 Plougoulm, 184.
 Poë Edgar, 183.
 Poincaré Raymond, 27, 83.
 Police, 34, 64.
 Police de l'audience, 71, 78, 79.
 Politique criminelle autoritaire (voir Autoritaire).
 Pollet Abel, 130, 145, 146.
 Pologne, 3, 62, 80, 84, 85, 89, 102, 116, 120, 132, 173, 192.
 Ponson du Terrail, 16.
 Popularisation de la science, 41.
 Pornographie, 27, 35, 205.
 Port des décorations, 124.
 Portes ouvertes, 76.
 Portugal, 132.
Post, 21.
Post Dispatch, 21.
 Pothier, 47.
 Pouvoir judiciaire, 148.
 Pouvoir législatif, 47.
 Pranzini, 79, 171.
Prawda, 32, 157.
 Prédisposés, 174, 181, 192, 195, 196, 197, 209.
 Préjudice, 125.
 Préparation psychologique au crime, 193.
 Président de la Cour d'Assises, 45.
 Préservation sociale, 202.
Presse, 10, 25, 159, 168.
 Presse à bon marché, 9, 10, 11, 14, 16, 23.
 Presse actuelle, 4.
 Presse contrôlée, 3.
 Presse de demain, 4.
 Presse des différents pays (voir sous les noms de pays).
 Presse d'information, 6, 17, 29, 31, 145, 164, 165.
 Presse dirigée, 3, 32, 204.
 Presse d'opinion, 6, 8, 24, 29, 31, 164, 165, 200.
 Presse étatisée, 3, 32, 204.
Presse illustrée, 16.

Presse judiciaire, 16, **19**, 205.
Presse libre, 34.
Presse spécialisée, 123.
Prestige du mal, 152.
Preuve, 57, 99, 198.
Prévenu, 45, 46, 47, 49, 51, 62, 120.
Prévost Marcel, 7, 27.
Privilège du journaliste, 165.
Prix, 124.
Prix des journaux, 22, 23.
Procès en déclaration de paternité
(voir Déclaration de paternité).
Procès en diffamation (voir diffama-
tion).
Procès en divorce (voir Divorce).
Procès-verbaux, 35, 76, 130.
Procureur de la République, 52, 131,
132, 146.
Profession du journaliste, 207.
Progrès de Lyon, 6.
Projet de modification de la loi sur la
presse, 43, 48, 100.
Projet du Code pénal, 130.
Prophylaxie des maladies vénériennes
(voir Maladies vénériennes).
Prostitution, 35.
Presse, 132.
Public Advertiser, 8.
Public Ledger, 12.
Publication des débats, 27.
Publication du jugement, 118, 121-
125, 201.
Publications interdites (voir Interdic-
tion).
Publicité commerciale (voir Annonces).
Publicité de la justice, 74, 78, 85, 93,
135.
Publicité de la peine de mort, 33, 126,
127-147, 201.
Publicité de l'audience, **73-76**, 83, 85,
93, 116, 117.
Publicité de la vertu, 40.
Publicité du crime, 5, 171.
Publicité du jugement, 80, 81, 82, **117**.
Puissance de la presse, 148, 157, 162,
205.
Pulitzer Joseph, 20, **21**, 22, 30.

Q

Qualités du jugement, 119.
Quatrième pouvoir, 47, 148, 156.
Queensland, 132.
Quotidienne, 8.

R

Racolage, 94, 111, 123.
Radcliffe, 15.
Radio, 5, 41, 170, **182**.
Ramel député, 114.
Rationnement, 124.
Ravachol, 94, 184, 194.
Raymond Henry, 4, 15.
Reader's Digest, 30.
Recherche de paternité, 93, 94.
Récits des exécutions capitales, **144-**
147.
Rédaction du journal, 9.
Régime autoritaire (voir Autoritaire).
Régime de presse, 2, 3, 4, 14, 123, 127,
148.
Régime d'occupation, 4.
Réglementation de la chronique judi-
ciaire, **148**, 205 (voir aussi Inter-
diction).
Reinach Joseph, 27.
Relèvement du journaliste, 207.
Remèdes, 3, 149, **205-208**.
Renard Arthur, 145.
Renaudot Théophraste, 1, 8, 150.
Réparation civile (voir Dommages-
intérêts).
Reportage de la prison, 37, 126.
Reportage de l'exécution de la peine,
33.
Reportage de l'instruction criminelle,
33, 34, 35, 53, 55, 56, 57, 58, 120,
151, 192, 198, 205, 207.
Responsabilité civile, 58.
Responsabilité de la presse, 196.
Responsabilité des écrivains, 183.
Révision, 64, 125.
Revue, 7, 27, 174, 188, 193, 194, 195,
196, 208, 209.
Revue bleue, voir *Revue politique et*
littéraire.
Revue critique, 175, 196.
Revue de droit pénal et de criminologie,
13.
Revue de science criminelle et de droit
pénal comparé, 131.
Revue des Deux Mondes, 27, 30, 176,
193.
Revue naturiste mensuelle d'art et de
littérature, 27, 157, 208.
Revue pénitentiaire, 27, 34, 36, 48, 129,
139, 186, 195, 197, 201.

Revue politique et littéraire, 27, 128, 157, 159, 205, 208.
Ribot A., 27.
Robert Henri, 197.
Robinson H. M., 203.
Roger Christian, 146.
Rôle d'information de la presse, 146.
Rôle éducateur de la presse, 3, 9, 160, 161, 191.
Rôle moral de la presse, 27, 146, 201.
Rôle social de la presse, 1, 160, 161, 202.
Roman, 1.
Roman-feuilleton, 10, 13, 15, 16, 180.
Roman policier, 184, 190.
Rossi, 142.
Rothermère lord, 23, 31, 157.
Roumanie, 3.
Roux J. A., 45, 46, 47, 50, 51, 53, 75, 89, 99, 113.
Russie, 3, 32, 60.

S

Sabatier Auguste, 157, 163, 205.
Sacerdoce de la presse, 160.
Saint-Marin, 132.
Sainte-Beuve, 42.
Saisie, 49.
Salmone Beppo, 37.
Sanction, 58, 61, 67, 92, 98, 101, 113, 122, 123.
Sand George, 184.
Sanin Cano, 150, 151, 161.
Sanzet, 99.
Saturday Evening Post, 30.
Schopenhauer, 184.
Scherl August, 24.
Schiller, 183.
Secret de la défense nationale, 48, 70, 110.
Secret de l'instruction criminelle, 33, 35, 39, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 58, 68, 198.
Secret professionnel, 111.
Secretan Edouard, 159.
Sensation authentique, 35.
Séparation de corps, 82, 93, 104-105.
Sévigné M^{me} de, 128.
Shakespeare William, 1, 178.
Sheriff, 132.
Sieburg Friedrich, 160.
Siècle, 10, 17.

Sienkiewicz Henryk, 153.
Sighele Scipio, 7, 35, 36, 37, 152-153, 160, 170, 174, 183, 184, 194, 195, 196, 199, 205, 209.
Signalement des individus, 203.
Simenon Georges, 183.
Sirey, 19.
Sleigh, 14.
Société générale des Prisons, 27, 36, 129, 195, 197, 201.
Sociologiques théories, 170, 179.
Socrate, 176.
Soir, 168.
Sophocle, 178.
Soudy, 145, 146.
Souffrance, 153.
Soulié Frédéric, 10.
Sources des informations de la presse, 27, 38, 39.
Souscriptions publiques, 93.
Spielhäusen, 13.
Sport, 18.
Staël M^{me} de, 184.
Standard, 14.
Stankovitch Michel, 3, 32, 60, 151.
Star, 23, 31.
Statistique de la chronique judiciaire, 6.
Staviski (affaire), 28, 37.
Stead, 23.
Strauss sénateur, 129.
Süe Eugène, 10, 13, 184.
Suède, 3, 132.
Suggestion, 171, 174, 193, 195.
Suicide, 60, 171, 173, 187, 189.
Suisse, 3, 32, 60, 80, 132.
Sun, 9, 11, 12, 15, 21.
Sunday Express, 31.
Sunday World, 21.
Sûreté extérieure de l'état, 48, 59, 61, 70, 93, 94, 96, 110.

T

Tabloïd, 20, 151.
Talmeyr Maurice, 151.
Tarde Gabriel, 171.
Tchécoslovaquie, 3.
Technique criminelle, 190, 192, 201.
Technique de l'imprimerie, 25.
Témoins, 35, 39, 45, 48, 60, 64, 89, 123, 141, 142.
Temps, 6, 8, 16, 29, 157.

Tessin, 80.
Tevfik Halim, 46.
Théâtre, 1, 5, 34, 156, 170, 178, 179, 190.
Théorie des « instincts civilisés » (voir Instincts civilisés).
Théorie du « prestige du mal » (voir Prestige du mal).
Théorie du « privilège du journaliste » (voir Privilège du journaliste).
Thirion, 104.
Thugs, 16.
Tiers, 67.
Times, 8, 11, 14, 25, 31, 158.
Tirage des journaux, 6, 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 150, 151, 157, 159, 161.
Tolstoi, 183.
Torel, 181.
Totalitaire régime (voir Autoritaire).
Transfert du condamné, 128.
Transformation des produits alimentaires, 127.
Travail rapide du journaliste, 166, 169.
Trébutien, 46.
Tribunal correctionnel, 64.
Tribunal militaire, 36.
Trimm Timothée, 16.
Troisième Congrès d'Anthropologie criminelle (voir Congrès).
Tropmann Jean-Baptiste, 1, 15, 151, 184.
Turquie, 3, 84, 95, 116.

U

Ullstein Léopold, 24.
Univers, 8.
U. R. S. S. (voir Russie).
Usure, 124.

V

Vacher, 133.
Valeur morale de la presse, 27.
Vallès Jules, 172, 184.

Vanité humaine, 21, 191, 194.
Vasko, 194.
Vaud, 60.
Vautel Clément, 40, 41, 161, 207.
Vénalité de la presse, 3, 162, 165.
Vénézuéla, 132.
Vérification des nouvelles, 167.
Vérité des reportages, 56, 84.
Verne Jules, 184, 209.
Véry Pierre, 183.
Victime, 36, 123, 125, 199.
Vie privée, 48, 60.
Vidal Georges, 49, 68, 80, 135, 142.
Vigny Alfred, 184.
Vigouroux A., 27, 188.
Villemeissant-Cartier Auguste de, 17.
Visite domiciliaire, 49, 54.
Voirbo, 171, 187.
Voltaire, 156, 184.
Vorwärts, 24.
Vu, 146.

W

Wallace Edgar, 183.
Walter John, 8.
Weber Jeanne, 199.
Weidmann Bruno, 4, 6, 131, 151, 179.
Weill, 5, 8, 11, 17, 30, 42, 150, 159.
Westminster Gazette, 31.
White William Allen, 153.
Winkler J. R., 35.
Wölkischer Beobachter, 31.
Worcester Spy, 20.
World, 21, 22, 25, 35.

Y

Yellow Journalism (voir Journalisme jaune).
Yorkshire Post, 31.
Yougoslavie, 3.

Z

Zola Emile, 27, 183.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS MENTIONNÉS

Les chiffres renvoient aux numéros et non aux pages ; ceux qui sont imprimés en **caractères gras**, indiquent le siège de la matière.

Ordonnance criminelle de 1660.....	45, 47, 128
Décret du 8-9 octobre 1789.....	47, 74
Loi du 16-24 août 1790.....	74
Loi du 16-29 septembre 1791.....	47
Loi du 26 mars 1793.....	102
Constitution du 5 fructidor an III	74, 102
Code du 3 brumaire an IV	47
Loi du 7 pluviôse an X	47

Codes :

Civil, art. 234.....	105
— 238	105
— 239	82, 93, 104, 105
— 248	82
— 307	82, 93, 104
— 308	82
— 310	104
— 340	109
— 1382	58, 92

Instruction criminelle, art. 38	48
— 63	69
— 70	48, 59, 69, 125
— 73	45
— 88	48
— 153	73, 117
— 190	73, 117
— 209	73
— 211	73, 117
— 223	45
— 224	45
— 225	45, 59
— 267	78, 79

Instruction criminelle, art. 305	45
— 309	73
— 312	104
— 343	73, 102
— 357	73, 117
— 378	131, 147
— 446	125
— 472	124
— 504	78
— 573	70, 110
Pénal, art. 26	128, 130, 131, 142
— 36	124
— 76	70
— 78	48, 59, 70, 93, 110, 114
— 81	70, 110
— 83	70
— 259	124
— 295-300	48, 71
— 355	187
Procédure civile, art. 87	77
— 1036	124, 125
Loi du 20 avril 1810	74, 117
Charte de 1814	74, 77, 116
Loi du 17 mai 1819 (1)	96
Loi du 9 juin 1819	124
Loi du 25 mars 1822	85, 92
Loi du 18 juillet 1822 (1)	96
Loi du 18 juillet 1826	116
Charte de 1830	74
Loi du 9 septembre 1835	96, 99, 100, 102, 118
Loi du 13 mai 1836	102
Décret du 6 mars 1848 (1)	96, 100
Constitution du 4 novembre 1848	73, 74, 77
Loi du 27 juillet 1849 (1)	48, 96, 100, 101, 118
Loi du 19 décembre 1850 (2)	124
Constitution du 15 janvier 1852	74
Décret du 17 février 1852 (1)	96, 100, 113, 118
Loi du 11 mai 1868	48
Loi du 12 février 1872 (1)	26
Loi du 16 juin 1881	26
Loi du 29 juillet 1881 (3). art. 12	124
— — 13	56, 88, 119
— — 38, al. 1	48, 59, 62-68, 69, 71, 101
— — 38, al. 2	59, 66, 69, 71, 93
— — 38, al. 3	52, 59, 66, 69, 93

Loi du 29 juillet 1881 (3), art. 39, al. 1..	59, 84, 93, 97, 98, 99 , 101 , 104, 105, 108, 109, 113, 116, 182
— — 39, al. 2.....	118
— — 39, al. 3.....	59, 69, 93, 102-103
— — 40, ...	93
— — 41, al. 2.....	85
— — 41, al. 3.....	83, 84, 85, 88, 97, 116, 118
— — 42.....	114, 115
— — 43.....	114, 115
— — 44.....	114, 115
— — 45.....	98
— — 49.....	114, 115
— — 52.....	101
— — 68.....	116, 124
Loi du 28 mars 1882.....	26
Loi du 27 juillet 1884 (4).....	93, 96, 104 , 105
Loi du 28 juillet 1894 (5).....	65, 67, 93, 114
Loi du 8 juin 1895.....	125
Loi du 8-décembre 1897 (6).....	45, 49, 51, 205
Loi du 5 août 1899.....	91
Loi du 11 juillet 1900.....	91
Loi du 1 ^{er} août 1905.....	124
Loi du 22 juillet 1912 (7).....	48, 71, 80, 93, 106, 107, 108, 122, 197
Loi du 16 novembre 1912.....	93
Loi du 5 août 1914.....	70
Décret du 5 octobre 1920.....	51
Loi du 22 mars 1921.....	49
Loi du 9 mars 1928 (8).....	70, 73, 93, 115, 117, 118
Loi du 2 juillet 1931 (9).....	48, 59, 61, 125
Loi du 7 février 1933 (10).....	48, 49
Loi du 26 janvier 1934.....	70
Loi du 25 mars 1935.....	49
Loi du 14 janvier 1937.....	187
Loi du 13 janvier 1938 (11).....	70, 73, 93, 115, 117, 118
Décret-loi du 17 juin 1938.....	70
Loi du 19 mars 1939.....	48, 131
Décret-loi du 24 juin 1939 (12).....	127, 131, 140, 147
Décret-loi du 29 juillet 1939 (13).....	48, 59, 70, 93, 96, 110
Décret-loi du 29 juillet 1939 (14).....	48, 52, 59, 66, 71, 93, 96
Décret-loi du 24 août 1939 (15).....	43
Décret du 27 août 1939 (16).....	43
Décret-loi du 12 septembre 1939 (16).....	43
Décret-loi du 29 novembre 1939 (17).....	93, 96, 111 , 123
Loi du 30 juillet 1940.....	117
Loi du 17 septembre 1940.....	124
Loi du 21 octobre 1940.....	124
Loi n° 1461 du 2 avril 1941 (18).....	82, 93, 104

Loin° 3158 du 26 juillet 1941 (19). 61, 67, 70, 71, 98, 104, 108, 111, 115, 123, 131
Loi n° 683 du 27 juillet 1942 (20).. 48, 59, 61, 71, 72, 80, 93, 108, 117, 122, 197
Loi n° 1073 du 31 décembre 1942 (21)..... 111, 123

- (1) Lois relatives à la presse.
- (2) Loi relative à l'usure.
- (3) Loi sur la liberté de la presse.
- (4) Loi sur le divorce.
- (5) Loi ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes.
- (6) Loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière des crimes et des délits.
- (7) Loi sur les tribunaux pour les enfants et adolescents et sur la liberté surveillée.
- (8) Loi portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre.
- (9) Loi modifiant l'art. 70 C. I. C.
- (10) Loi sur les garanties de la liberté individuelle.
- (11) Code de justice militaire pour l'armée de mer.
- (12) Décret-loi supprimant la publicité des exécutions capitales.
- (13) Décret-loi portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat.
- (14) Décret-loi relatif à la famille et à la natalité françaises.
- (15) Décret-loi concernant le contrôle de la presse et des publications.
- (16) Décret-loi relatif à l'application du décret du 24 août 1939, concernant le contrôle de la presse et des publications.
- (17) Décret-loi relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes.
- (18) Loi sur le divorce et la séparation de corps.
- (19) Loi fixant le taux des amendes pénales.
- (20) Loi relative à l'enfance délinquante.
- (21) Loi relative à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes.

